

Un appel des évêques anglicans du Kenya pour la « restauration de l'ordre » en Ouganda

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 B.; Canada, 50 c.; Danemark, 3 kr.; Espagne, 20 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 40 rials; Italie, 200 L.; Japon, 100 y.; Luxembourg, 10 fr.; Norvège, 2 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 10 esc.; Suède, 2 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 35 cts; Venezuela, 100 b. din.

Tarif des abonnements page 34

2, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 459-23 Paris
Rég. Par. no 50928
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

FIDEL CASTRO EN AFRIQUE

Accueilli avec ferveur en Libye, où il a donné au colonel Kadhafi un brevet de « progressisme », M. Fidel Castro s'est rendu ensuite à Aden, à Mogadiscio et à Addis-Abeba, et il était attendu le 16 mars en Tanzanie. Cette tournée africaine suscite dans le continent des espérances et des anxiétés sans commune mesure avec la visite d'un dirigeant, si prestigieux soit-il, du tiers-monde révolutionnaire. Mais depuis son intervention décisive en Angola, Cuba a acquis en Afrique assez de poids pour que les États-Unis s'en alarment et pour que les éventuels bénéficiaires de son assistance s'en félicitent.

La création de relations entre Cuba et l'Afrique n'a rien pour surprendre. Depuis la Tricontinentale, réunie en janvier 1968 à La Havane, M. Fidel Castro s'est toujours posé en champion d'une décolonisation rapide de l'ensemble du tiers-monde et d'un coucou direct aux mouvements africains de libération. Leur action fut décisive en Guinée-Bissau avant de l'être en Angola. Mais, précisément, depuis le pont aérien créé par-dessus l'Atlantique entre La Havane et Luanda, l'atmosphère générale présidant aux rapports entre Cuba et l'Afrique s'est profondément modifiée.

L'intervention militaire soviéto-cubaine en Angola a gravement traumatisé la plupart des dirigeants africains modérés, en même temps qu'elle a conduit les responsables de la politique africaine des États-Unis à un réexamen général de leur comportement et suscité des interrogations dans la plupart des chancelleries occidentales. C'est parce qu'ils s'inquiétaient des prolongements possibles de l'intervention cubaine en Angola que des chefs d'État comme le président Senghor, du Sénégal, ou Mobutu, du Zaïre, par exemple, dont les préoccupations idéologiques sont pourtant différentes, se sont lancés dans une politique d'armement.

Les étapes de la tournée africaine de M. Fidel Castro prouvent que deux questions essentielles le préoccupent : l'évaluation de la situation en mer Rouge et la décolonisation de l'Afrique australe. Les grandes manœuvres diplomatiques en cours du Caire à Mogadiscio, et d'Aden à Khartoum, retiennent d'autant plus son attention qu'un renversement général des alliances est de moins en moins exclu dans cette partie du globe. La décomposition accélérée de l'Éthiopie et l'option proclamée par la junte d'Addis-Abeba en faveur d'une voie socialiste de développement incitent les Américains, qui s'opposent aux héritiers du pouvoir impérial, à envisager de se tourner vers des partenaires plus rassurants. Au moment où, à l'initiative de l'Arabie Saoudite et, sous l'inspiration des États-Unis, les dirigeants des pays arabes modérés apportent une aide militaire importante à la lutte de libération nationale engagée depuis seize ans en Érythrée, le premier ministre cubain entend ne pas être absent d'une mer sur les rives de laquelle est en cours une complète redistribution du rôle des grandes puissances.

L'escalade de Dar-Es-Salaam est d'autant plus importante que la Tanzanie professe, par la voix du président Julius Nyerere, un socialisme militant et que, par la volonté de son chef, elle figure dans les « États de première ligne », directement intéressés au règlement du problème rhodésien. Depuis longtemps passé à l'action hors de la sphère américaine, M. Fidel Castro entend accorder une place de choix au continent africain. Dès lors, il est logique qu'il privilégie deux zones particulièrement névralgiques où les Océanistes s'accrochent à dire qu'existe un risque de création d'un « nouvel Angola ».

DÉMOCRATES CHRÉTIENS ET COMMUNISTES VONT MANIFESTER À BOLOGNE CONTRE LA « VIOLENCE ORGANISÉE »

(Lire page 2.)

L'EUROPE EN CRISE

Un entretien avec M. Raymond Barre

- Nous attendons des dirigeants américains qu'ils regardent le monde tel qu'il est
- Le gouvernement n'a pas l'intention de modifier la politique qu'il a arrêtée pour 1977

Le Monde a publié, les 2 et 9 mars, les réponses des chefs de gouvernement italien et belge aux questions que leur posait André Fontaine sur la manière dont se voyaient la situation internationale et celle de leur pays à la veille des prochaines rencontres au sommet européennes et occidentales de Rome et de Londres.

On aurait pu croire qu'un lendemain du premier tour des élections municipales une certaine agitation régnerait à l'hôtel Matignon. Mais c'est un premier ministre fidèle à son image détenté qui nous reçoit dans son vaste bureau du premier étage. La bonne tenue du franc sur le marché des changes, dont il vient de prendre connaissance, contribue sans doute à expliquer sa bonne humeur. En tout cas, il prend son temps pour répondre à nos questions, sans que rien ni personne, à part tout de même un coup de téléphone du chef de l'État, vienne déranger un homme qui possède à un rare degré l'art de ne pas se laisser déborder.

« L'administration Carter est maintenant en place. Qu'en attendez-vous pour la construction de l'Europe, le développement des relations euro-américaines et les rapports Est-Ouest ? — Dès son entrée en fonctions, le président Carter a pris l'initiative d'envoyer vers les alliés européens d'un message clair, un représentant personnel de haut rang, le vice-président Mondale. Des entretiens que ce dernier a eus dans notre capitale, nous avons retenu la volonté de compréhension manifestée par la nouvelle administration.

« En fait, c'est d'abord cela que nous attendons des dirigeants américains d'aujourd'hui. Nous souhaitons que, sans parti pris et sans dogmatisme, ils regardent le monde tel qu'il est. Ils constateront alors que chaque pays a ses problèmes, ses intérêts, sa politique, et que si chacun d'eux est respecté dans son indépendance et sa dignité, il y a toutes chances que s'intensifie la coopération internationale dont le monde a besoin. — Pour le reste, il est encore trop tôt pour apprécier dans le détail une politique américaine dont il est manifeste qu'elle est encore en train de se définir. Comme Français et comme Européen, j'espère que le président Carter se convaincra, s'il ne l'est déjà, de la nécessité d'une Europe occidentale organisée et soudée d'affirmer sa personnalité, de l'opportunité de poursuivre la politique de détente entre l'Est et l'Ouest, et du caractère indispensable d'un dialogue constructif entre le nord et le sud de la planète.

— Comment jugez-vous l'évolution actuelle des pays de l'Est sur le triple plan économique, idéologique et militaire ? — Croyez-vous à la persistance de la détente ? — Gardons-nous tout d'abord

de jugements globaux. Les différences sont grandes entre les pays de l'Est. Nous le constatons dans les relations multiples que nous avons avec eux. — Il reste, néanmoins, que ces États appartiennent à une même organisation de coopération économique et à une même alliance militaire. — Les pays de l'Est ne sont pas restés à l'écart de la crise économique mondiale ; comme eux-mêmes, ils ont supporté les conséquences du renchérissement des matières premières et de l'énergie, et ils sont, sous des formes particulières, exposés à des ten-

sions inflationnistes. Mais ce qui me paraît important, c'est l'intérêt croissant que ces États portent au développement de leurs échanges commerciaux et de leurs relations financières avec les pays occidentaux. C'est l'une des formes, et non la moindre, de la détente. — Nous espérons que le même intérêt se manifestera à l'égard de ce que l'on a appelé la détente idéologique.

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE.

(Lire la suite page 3.)

Le nombre des demandeurs d'emploi a continué d'augmenter en février

La situation de l'emploi a continué à se détériorer en février, où l'on a enregistré le record absolu des demandes d'emploi : neuf cent soixante mille quatre cents, après correction des variations saisonnières, soit 4,5 % de plus qu'il y a deux mois et 8,3 % de plus en un an (lire page 38). Le chômage, qui, en chiffres observés, a traditionnellement tendance à baisser entre décembre et février, a augmenté cette fois.

Le commerce extérieur aurait été déficitaire de près de 2 milliards en février, le taux de couverture des achats par les ventes dépassant cependant 90 % (81 à 95 % les deux mois précédents).

L'INDE A LA VEILLE D'ÉLECTIONS INCERTAINES

Pour la première fois depuis six ans, les citoyens de la plus grande démocratie du monde sont appelés aux urnes. L'Assemblée élue en 1971 va être renouvelée par un scrutin, qui, en raison de l'étendue du pays, durera plusieurs jours (du mercredi 16 mars au dimanche 20). Les résultats définitifs seront, en principe, connus le mardi 22.

En raison de la présence de candidats indépendants désignés par des formations régionales, il faudra quelque temps pour savoir si Mme Gandhi peut se maintenir au pouvoir grâce à des ralliements dans le cas où le Parti du Congrès et l'opposition seraient presque d'égalité, ce qui est possible. Les élections auraient dû avoir lieu au printemps.

temps de l'année dernière, mais elles avaient été reportées en vertu de l'état d'urgence décrété par Mme Gandhi en juin 1975. Il semble que l'opposition, a en la possibilité de s'exprimer librement, mais beaucoup de ses dirigeants, encore incarcérés quelques semaines avant le scrutin, n'ont guère eu le temps de se préparer. La campagne électorale s'est généralement déroulée dans le calme. Ce n'est pas l'intérêt de l'opposition de provoquer des incidents. C'est pourquoi il convient d'accueillir avec prudence une dépêche de l'agence de presse indienne, contrôlée par le pouvoir, selon laquelle M. Sanjay Gandhi, fils du premier ministre, a échappé par miracle à un attentat le lundi 14 mars, dans le nord-est du pays.

De notre envoyé spécial GÉRARD VIRATTE

Lors des deux précédentes consultations électorales, l'opposition, qui n'était pas alors une force majeure, avait totalisé plus de la moitié des voix (59 % en 1967, 57 % en 1971), mais le système électoral avait permis au parti gouvernemental d'obtenir la majorité des sièges à la chambre du peuple. Il est peu probable, estime-t-on généralement, que cette situation se reproduise cette année. Tous les partis nationaux autres que le Congrès, et plusieurs mouvements régionaux, font campagne contre Mme Gandhi. Ils demandent la levée de l'état d'urgence, comme viennent de le faire des artistes et notamment les réalisateurs de cinéma Satyajit Ray et Mital Sen. Mme Gandhi devait, semble-t-il, envisager de lever le régime d'exception, ce qui aurait coupé l'herbe sous le pied à ses adversaires. Elle y a finalement renoncé.

(Lire la suite page 7.)

L'accord de MM. Chirac et d'Ornano symbolise la volonté de réconciliation de la majorité

MM. Jacques Chirac et Michel d'Ornano, qui se sont rencontrés mardi matin 15 mars à l'Assemblée nationale, ont pris acte du vote des électorales et des électeurs qui ont désigné la liste de la majorité qui, dans chaque secteur, doit conduire la bataille du deuxième tour.

Dans la déclaration commune rendue publique après l'entretien, les deux responsables appellent les Parisiens et les Parisiennes qui veulent défendre une société de liberté à apporter massivement leurs suffrages à la liste de la majorité qui reste seule face aux tenants du programme commun.

M. Michel d'Ornano a notamment proposé à l'ancien premier ministre qu'il seigne du Conseil de Paris renouvelé, « le groupe le plus important de la majorité propose le candidat qui deviendra maire de Paris » et que « le groupe minoritaire propose le candidat qui deviendra premier adjoint chargé des finances ». Dans l'entourage de M. Chirac on considère que cette dernière proposition est « prématurée » avant le second tour.

Les communistes, les socialistes et les radicaux de gauche ont invité leurs organisations « à tout mettre en œuvre pour que s'affirme avec le maximum de vigueur la volonté qui s'est exprimée le 13 mars ». Ils rappellent les consignes de désistement en faveur de la liste la mieux placée et annoncent un « meeting unitaire » avec MM. Mitterrand, Marchais et Fabre, vendredi 16 mars.

Un rendez-vous et un meeting : la majorité et la gauche ne pouvaient mieux illustrer, chacune dans son style propre et selon sa tradition, pour ne pas dire son rituel, leur volonté d'union. Si l'initiative des dirigeants de la gauche de se retrouver ensemble sur la même tribune est surtout symbolique, l'entretien de MM. Chirac et d'Ornano répondait à une nécessité plus évidente. Comme toujours, c'est le président du R.P.R. qui a pris les devants. Il est dans son caractère d'agir vite mais, en la circonstance, il ne voulait laisser à aucune autre autorité de la majorité le soin de dicter la marche à suivre à Paris. Aussi M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., a-t-il porté dès lundi chez M. d'Ornano une lettre de M. Chirac proposant un rendez-vous de mardi matin à l'Assemblée nationale.

Le principe de la rencontre a été aussitôt accepté par le ministre de l'Industrie et de la recherche qui, parallèlement, confirmait son intention de res-

pecter le mécanisme du désistement en faveur de la liste la mieux placée, même dans les arrondissements (le 8^e et le 16^e) où la gauche ne menace pas puisqu'elle est éliminée d'office. Pour sa part, M. Chirac était disposé à réitérer les listes de M. Maud, député R.P.R., dans le 12^e arrondissement devant celle de M. Planchet et de Bénouville, et du professeur Fresal dans le 16^e arrondissement devant celle de MM. Lépine, Meslin, Gantier et Tallignier.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 10.)

LIRE PAGE 11 : « LES DEUX LECTURES » par Pierre VIANSSON-PONTE

AU JOUR LE JOUR

Allez les bleus !

La majorité vient de faire à Paris une carte de pluralisme choc, au cours de laquelle elle nous a montré de quoi elle était capable en ce domaine. Maintenant, c'est fini : il y a M. Deuxième Tour qui vient de sonner à la porte. Alors, on remet bien vite les chaises sur leurs pieds, on ramasse les bibelots cassés, on enlève les fourchettes plantées dans les murs, on pousse les assiettes brisées sous le lit, on se recroque en vitesse, et, puisque M. Deuxième Tour est là, sur le seuil de la porte ouverte, MM. Chirac et d'Ornano vont même s'entretenir dans une belle accalmie.

Il s'agit d'embrasser, mais ils ne vont pas serrer trop fort, bien sûr, pour ne pas appuyer sur les bleus.

BERNARD CHAPUIS.

LE COURT MÉTRAGE A ÉPINAY

Le cinéma du pauvre

Les 5^e Rencontres cinématographiques du court-métrage français ont eu lieu du 4 au 13 mars, à la Maison des Jeunes et de la Culture d'Épigny-sur-Seine. Une centaine de films ont été projetés au cours de ces journées.

On a la droit de rêver devant une caméra. Un jardin de nuit, dans un grand magasin de La Rochelle, effectués à huis clos. De rayon en rayon, il troque blouse grise contre anorak, torche contre piolet. Dans sa tête, la tempête fait rage. A l'assaut de l'Himalaya-ascenseur, il lutte contre le vent, dérape, se rattrape au grillage. La périlleuse escalade se poursuit, le soufflé court, sur la rampe de l'escalier, vers d'autres surprises.

Ce morceau de bravoure est l'un des épisodes de *Rock à la préfecture*. Insolite mais réfléchi, tendu et charmant, ce court-métrage — vingt-cinq minutes en noir et blanc — a presque fait l'unité à Épigny. Son auteur, Frank Molinar, l'a tourné en 1976, pendant son passage à l'I.D.H.E.C. (Institut des hautes études cinématographiques). Les « anciens » participant également à ces rencontres. Gérard Cal-

CATHERINE GUIGON.

(Lire la suite page 24.)

La médecine gaspillée

Ces malades qu'on fabrique

par le Professeur J.C. Sournia

Responsable du Service Médical de la Sécurité Sociale.

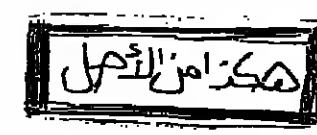
Un ensemble de réflexions d'un intérêt exceptionnel... Remarquablement documenté... Une contribution essentielle au grand débat qu'appelle l'avenir de la politique de santé française.

100 pages - 250 pages - 30 F

SEUIL

Un « manteau d'Arlequin »

Le Parti du peuple et le Congrès pour la démocratie de M. Ram, ancien ministre de l'Agriculture, présentent à peu près partout un candidat unique. De surcroît, les deux formations sont assurées de l'appui tantôt du parti communiste marxiste, bien implanté au Kerala et au Bengale Occidental, tantôt de partis régionaux comme le parti Dravidien au Tamil Nadu, qui n'a pas « digéré » la manière dont il fut ébasaé du pouvoir l'année



AMÉRIQUES

Chili

LA DISSOLUTION DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

Les documents censés étayer la thèse du « complot » étaient connus du gouvernement depuis deux mois

déclare le vice-président du parti

De notre envoyé spécial

Caracas. — « Les documents utilisés par la junte pour justifier la dissolution de notre parti ne contiennent rien de plus qu'une analyse politique de la situation actuelle et des possibilités qu'elle offre d'une évolution pacifique vers la démocratie. Leur élaboration et leur diffusion ne sont contraires ni à la Constitution de 1925 ni même aux actes constitutionnels promulgués par la junte. Selon la version officielle des faits, les textes incriminés ont été récemment découverts par un journaliste vénézuélien et remis par celui-ci au gouvernement de Santiago. En réalité, ils ont été confiés à un plus de deux mois à l'export de Puchanuel à Mme Adriana Matte Alessandri de Pacheco (1), alors qu'elle s'apprêtait à sortir du pays... »

Telle est la déclaration que nous a faite, le dimanche 13 mars à Caracas, M. Jaime Castillo, vice-président de la démocratie chrétienne, à la suite des mesures prises la veille à l'encontre de son parti par le gouvernement du général Pinochet.

M. Castillo vit — de façon plus que modeste — en exil dans la capitale vénézuélienne depuis août 1976, date à laquelle il a été expulsé du Chili. Deux mois auparavant, il avait dénoncé auprès des représentants de l'Organisation des États américains, réunis à Santiago, les atteintes aux droits de l'homme perpétrées dans son pays par la junte militaire. Pour cet ancien ministre de M. Eduardo Frei, les accusations portées contre son parti par le gouvernement ne résistent pas à l'analyse : « Comment parler de

« complot » à propos d'un document qui circulait dans le pays depuis trois mois, qui avait été soumis à nos militants de base et dont le parti avait tout intérêt à divulguer le contenu ? »

A présent c'est fait : le Mercurio de Santiago a publié le texte intégral. Ce document est un texte de vingt-neuf pages, daté de décembre 1976. Il contient, sous forme de seize propositions, les solutions proposées par le D.C. pour renouer avec la démocratie au Chili. Celles-ci ne s'éloignent pas fondamentalement des solutions déjà esquissées. Il y a plus d'un an, par M. Eduardo Frei dans un ouvrage dont le Monde avait publié de larges extraits. En particulier, la démocratie chrétienne exclut toute alliance avec le parti communiste, et ce, malgré les ouvertures réitérées formulées par cette formation, notamment depuis la libération de son secrétaire général, M. Luis Corvellec.

Ce point mérite d'être noté, car, dans un premier temps, la junte de Santiago a accusé la démocratie chrétienne de comploter avec le P.C. Le document prévoit notamment que les forces armées, outre leur rôle traditionnel de défense, devraient prendre part au développement économique et social du pays.

La junte est sans doute, dans ce texte, plus directement critiquée, notamment pour sa politique économique et son mépris des droits de l'homme, que dans l'ouvrage de M. Frei. Celui-ci s'en prenait à « l'extrême droite ». Cela ne trompait

personne, mais les espérances étaient faibles. Cette fois le D.C. déclare : « Le régime actuel ne se maintient que parce qu'il dispose arbitrairement de la force et parce qu'il impose silence aux opposants. »

Une nouvelle voix discordante

Pourquoi, se demande-t-on dans les milieux d'exilés chiliens de Caracas, le gouvernement a-t-il soudain décidé de passer à l'offensive alors qu'il possédait depuis plus de deux mois toutes les pièces du dossier ? On note tout d'abord que la dissolution a coïncidé avec le passage à la retraite du général Pelaez — un des derniers officiers d'assaut haut rang encore en activité parmi ceux qui ont participé au renversement de Salvador Allende. Le général Pelaez était même une sorte de symbole : c'est lui qui avait dirigé l'attaque des forces terrestres contre la Moneda, le 11 septembre 1973. En 1974, des rumeurs à Santiago avaient fait état de l'existence d'un « groupe » formé par trois officiers hostiles à la politique du général Pinochet et apparemment favorables à la démocratie chrétienne : les généraux Bonilla, Arellano et Pelaez. Le premier est mort dans un accident d'hélicoptère ; quant au second, il avait, lui aussi, pris une retraite anticipée en janvier 1976.

On note également qu'une nouvelle voix discordante s'était fait entendre ces derniers temps dans le pays. La Cour suprême, jusque-là

inébranlablement favorable à la junte, vient d'accepter un recours présenté contre la fermeture de Radio-Pravda-Belmonte, la station de la D.C. : elle a également accepté un recours en faveur des personnes « disparues » et écarté le général Pinochet sur la nouvelle volonté du ministre de l'Intérieur à obtenir l'une de ses démissions. Le 1^{er} mars, dans son discours de rentrée judiciaire, le président de la Cour avait déclaré que l'acte constitutionnel n° 4, promulgué le 11 septembre dernier, et qui définissait les « états d'urgence », donnait trop de pouvoir à l'exécutif. Sans doute est-ce la raison pour laquelle la junte a purgé et simplement prolongé l'état de siège en vigueur.

Enfin, indique-t-on dans les milieux d'exilés chiliens de Caracas, la junte ne peut qu'être irritée de constater que ses efforts pour améliorer son image de marque internationale — entre autres, la libération de M. Luis Corvellec — n'ont pas porté leurs fruits comme en témoignent la condamnation de Santiago par la commission des droits de l'homme des Nations unies.

Une récente lettre chancelière de M. Carter à M. Frei n'a pas dû davantage être du goût du général Pinochet.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Mme Matte Alessandri de Pacheco est la femme de M. Maximiliano Pacheco, l'un des principaux dirigeants de la D.C. et vice de M. Jaime Castillo, ancien président de la République (1980-1984) et actuel président du Conseil d'État, organisme consultatif mis en place par le général Pinochet.

Etats-Unis

Le sénateur Goldwater accusé de compromissions avec la Mafia

De notre correspondant

New-York. — Le sénateur Barry Goldwater, ancien candidat à la présidence contre Lyndon Johnson, porte-parole tendancieux la plus conservatrice du parti républicain, jouit d'une réputation d'intégrité qui lui a valu d'être surnommé « Mister Clean » (Monsieur Propre). Il aurait cependant été intimement lié, en tant qu'ami et associé, au Syndicat du crime en Arizona. C'est ce qu'affirment ces jours-ci dans leurs articles les frontistes-reporters qui s'étaient rendus l'automne dernier à Phoenix (Arizona) pour faire la lumière sur l'assassinat, le 2 juin 1976, de leur confrère Don Bolles, lequel avait mené l'enquête sur place pendant deux ans sur les activités de la Mafia dans cet Etat.

Les journalistes en question appartenant à différentes publications décident de travailler en équipe et de venger leur camarade. Ils y réussissent rapidement. Les deux mois suivants, après leur arrivée les deux tuteurs à gages, Max Dunlap et James Robinson, qui avaient placé les charges explosives sur la voiture de Don Bolles, un élève de l'école de course nommé John Adamson, qui les avaient engagés, étaient armés et prêts à tuer. L'homme qui aurait commandité l'opération, un multimillionnaire nommé Kemper S. Mailey, n'a pas encore été appréhendé mais ses lieutenants l'ont directement impliqué dans le crime. Il avait généreusement contribué à l'élection du futur de l'Arizona, M. Ronald Reagan, lui-même lié politiquement et commercialement aux frères Goldwater.

Il ressort des articles des « Trente-six de Phoenix », parus le 14 mars (notamment dans le « Miami Herald », l'« Indianapolis Star » et « New York Times »), et étayés sur des données précises, que M. Barry Goldwater, son frère Robert et leur ami intime, M. Harry Rosenzweig, ont été les maîtres politiques de l'Arizona depuis trente ans et y ont couvert les activités de la Mafia. Ils en auraient largement profité. M. Rosenzweig a avoué avoir touché des mains d'un truand, en 1952, 5 000 dollars, qu'il aurait versé au trésor électoral de Barry Goldwater, dont c'était la première campagne sénatoriale. Il a déclaré, sous la foi du serment, que M. Goldwater avait reçu à la même époque 1 000 dollars d'un certain Greenbaum, un lieutenant de Meyer Lansky, l'un des figures de proue de la Mafia américaine. Propriétaire de salles de jeu à Miami et Las Vegas, la Valley National Bank of Phoenix, dont Robert Goldwater est le directeur, aurait prêté de l'argent à l'un de ces casinos.

Lorsque Clarence Newman succéda à Greenbaum à la tête du casino Fleming et fut malade à partir avec la justice, le sénateur Goldwater serait intervenu auprès

du juge David Ling pour qu'il s'en sorte avec une peine légère. Robert Goldwater était lié également à un gangster nommé Moe Dalitz, propriétaire de l'hôtel Desert's Inn à Las Vegas. Il avait ouvert un magasin à l'intérieur de cet hôtel. Le sénateur Goldwater a refusé de comment ses accusations et s'est contenté de dire : « Comme il s'agit peut-être du plus grand procès en diffamation de l'histoire, je dois être très prudent. »

LOUIS WIZNITZER.

● Le Centre de formation aux réalités internationales organise, au Foyer international d'accueil de Paris, le 24 mars, de 15 heures à 19 heures, et le 25 mars, de 9 heures à 13 heures et de 15 heures à 19 heures, un séminaire sur les nouvelles orientations des Etats-Unis, auquel participeront, du côté français, MM. Hugues de l'Estolie, Pierre Mayer et Paul Fabra, et, du côté américain,

Le Congrès va décider la reprise de l'embargo sur le chrome rhodésien

Washington (UPI). — La Chambre américaine des représentants, se rangeant à l'avis du président Carter, a approuvé, lundi 14 mars, par deux cent cinquante voix contre cent quarante-six, la reprise de l'embargo sur le chrome rhodésien. Le Sénat devait voter le lendemain dans le même sens. Le texte, une loi adoptée par le Congrès, le président Carter pourra alors signer avant jeudi, jour de sa visite au siège des Nations unies.

Les sondages faits auprès des sénateurs indiquent que leur majorité est

favorable à l'abrogation de l'embargo sur le chrome rhodésien. Le Sénat a également approuvé la proposition de loi de la Chambre relative à la reprise de l'embargo sur le chrome rhodésien, la Chambre avait rejeté, par deux cent quarante-six voix contre cent cinquante-trois, une proposition du représentant républicain Robert Bauman demandant au président Carter de prouver au Congrès qu'aucun fournisseur de chrome des Etats-Unis ne violait les droits de la personne humaine (allusion évidente à l'A.R.S.S.).

Le sénateur Harry Byrd a tenté, en vain, de maintenir l'application de son texte. Il a d'abord proposé de continuer les importations de chrome rhodésien tant que le président Carter n'aurait pas apporté la preuve que tous les Etats membres de l'O.N.U. se conformeraient aux sanctions. Le Sénat a rejeté cette proposition par quarante-cinq voix contre vingt-neuf. M. Byrd a alors proposé d'interdire l'importation de chrome en provenance d'Union soviétique. Le Sénat a également repoussé cette proposition par cinquante voix contre vingt-neuf.

Avant de se prononcer pour la reprise de l'embargo sur le chrome rhodésien, la Chambre avait rejeté, par deux cent quarante-six voix contre cent cinquante-trois, une proposition du représentant républicain Robert Bauman demandant au président Carter de prouver au Congrès qu'aucun fournisseur de chrome des Etats-Unis ne violait les droits de la personne humaine (allusion évidente à l'A.R.S.S.).

Il convient de ne pas confondre le sénateur Robert C. Byrd (Virginia) du « Ouest », leader du parti démocrate, avec son homonyme Harry F. Byrd Jr., sénateur de Virginie — descendant d'une grande dynastie politique de l'Etat — démocrate, et auteur de l'amendement qui porte son nom. En réalité, il s'agit non d'un amendement mais d'une élanne (section 503) introduite dans une loi passée en 1971 (H.R. 5657) stipulant que « la proportion n'est pas autorisée à réglementer la quantité des produits importés de n'importe quel pays non communiste et les Etats-Unis importent les mêmes produits d'un pays communiste ». Diverses tentatives de supprimer cette clause échouèrent au Sénat.

Jusqu'en 1971, donc, les Etats-Unis se conformaient à l'embargo des Nations unies sur le chrome rhodésien et s'approvisionnaient de ce métal en U.R.S.S., qui, en 1971, couvrait à 80 % les besoins américains en la matière. Depuis la vote de l'amendement à Byrd, cette proportion est descendue à 17 % (elle était de 30 % pendant la période 1966-1971). Témoignant devant la commission des affaires étrangères du Sénat, le 10 février dernier, le secrétaire d'Etat Cyrus Vance plaça pour une stricte application de l'embargo décidé par les Nations unies — et, relevant, jamais formellement dénoncé par Washington, — dans le but d'aider à désamorcer la situation explosive de la Rhodésie.

Alors que la fermeture des ports du Mozambique aux exportations rhodésiennes a déjà en un effet sensible sur les livraisons de chrome à l'industrie américaine.

EUROPE

Tchécoslovaquie

RECTIFIANT UN COMMENTAIRE DE RADIO-PRAGUE

« Rude Pravo » rappelle que Slansky et Sling ont été « pleinement réhabilités »

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Le philosophe Jan Patočka, l'un des porte-parole de la Charte 77, décédé, dimanche 13 mars, à la suite d'une hémorragie cérébrale, sera enterré mercredi, à 10 heures, à Prague, au cimetière de Brevnov, dans un caveau de famille (« le Monde », du 5 mars). Aucune réaction officielle n'a été notée après la mort du vieux défenseur des droits civiques. Dans les milieux proches de la Charte 77, on estime que la date et l'heure choisies par les autorités pour les obsèques ont été choisies pour limiter le nombre des participants.

La campagne de presse contre les défenseurs des droits civiques et leurs « protecteurs » à l'étranger s'est poursuivie ces jours derniers. M. Mitterrand, le président Carter et M. Willy Brandt ont, à cette occasion, l'objet d'attaques dans les journaux tchécoslovaques. Rude Pravo, organe central du P.C. tchécoslovaque, a dû faire marche arrière sur un point particulièrement sensible. Après un article de fond de dix jours, le journal a rectifié un commentaire qu'il avait diffusé au début du mois de Radio-Prague et qui avait été repris intégralement par l'agence C.T.S. Dans ce commentaire, consacré à une « biographie » de M. Frantisek Kriegel, ancien dirigeant du P.C. tchécoslovaque, s'était fait entendre un appel en faveur de la Charte 77, la radio avait repris les accusations portées en 1952 pendant le procès stalinien contre Otto Sling, Sling, alors dirigeant du parti à Brno, avait été accusé d'être « un ennemi du socialisme, un staliniste et un agent capitaliste ». Pendu en 1952, il avait été réhabilité en 1963, avec Rudolf Slansky, l'ancien secrétaire général du parti, condamné et exécuté en même temps que lui, et Gustav Husak, actuel président de la République et secrétaire général du P.C.T. La radio tchécoslovaque n'a pas fait état de ces réhabilitations, ce qui avait amené la venue et le fils de Slansky à faire une démarche auprès des autorités.

Rude Pravo écrit que « la décision concernant la pleine réhabilitation de Rudolf Slansky, Otto Sling et d'autres camarades n'a jamais été chancelée en aucune façon. Elle n'a jamais été révisée et, par conséquent, reste parfaitement valable ». Il reproche aux journalistes occidentaux d'avoir tort de se fier à un seul commentateur de radio dans un pays où « la presse est libre », pour en tirer des conclusions erronées sur un présumé retour au stalinisme en Tchécoslovaquie. Le journal

ajoute : « Une telle affirmation est évidemment fautive. Le comité central du parti communiste tchécoslovaque, après enquête, a approuvé, en avril 1963, un rapport sur la violation des principes du parti et la légalité méritée dans la première moitié des années 50. Il a recommandé au procureur général et à la Cour suprême de réviser les procès politiques et de tirer des conclusions appropriées. Comme il est bien connu, le verdict concernant Rudolf Slansky et Otto Sling a été révisé, et tous les deux ont été pleinement réhabilités. » — M. L.

● Andrei Sakharov et Igor Chafarovich, membre de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S., lancent un appel en faveur d'Alexandre Guimbour, arrêté le 3 février dernier par le K.G.B. (voir le Monde du 5 février). Ils affirment qu'A. Guimbour « souffre d'une forme grave d'ulcère de l'estomac et du duodénum » et qu'il « a été détenu même brève période dans ce pays. Il rappelle les déclarations de l'écrivain Paul Goma selon lesquelles trois signataires de la lettre adressée aux participants de la conférence de Belgrade se seraient actuellement internés ». Selon M. Paul Goma, les cas d'internements abusifs seraient d'ailleurs nombreux ; il évoque ainsi, dans une interview accordée à « L'Express », le cas de M. Gheorghe Bravoveanu, interné à la suite d'une conférence qu'il aurait faite sur « Dieu et la vie ».

● Ed. Albeton, 14, rue de l'Armée, 15015 Paris.

Italie

Démocrates chrétiens et communistes vont manifester ensemble à Bologne contre la « violence organisée »

De notre correspondant

Rome. — Le calme est provisoirement revenu, après les graves affrontements du dernier week-end, mais la tension demeure dans la capitale. Les manifestations de dimanche à Bologne, qui ont conservé le visage de ville assiégée. Quatre mille membres des forces de l'ordre équipés de voitures blindées et d'un hélicoptère surveillent les artères du centre pour empêcher l'accès à des commandos d'extrême gauche. Ceux-ci n'ont pas perturbé, le lundi 14 mars, les funérailles de l'étudiant tué par une balle trois jours plus tôt. Le cortège ne devait être marqué que par des drapeaux rouges, des slogans et un discours dans lequel un orateur de Lotta Continua a dénoncé la présence de « troupes d'occupation » à Bologne.

Dans ce lieu communiste, les partis traditionnels et les syndicats préparent activement la grande manifestation de mercredi qui doit être la réponse à la « violence organisée » et verra défiler ensemble démocrates-chrétiens et communistes. Tout sera fait pour qu'elle ne dégénère pas elle-même en affrontement sous l'impulsion de quelques groupes « infiltrés ». En apparence, le tableau est assez clair : d'un côté il y a la violence gauche qui commet des violences sur les toits, de l'autre tout le reste de l'Italie qui dénonce le « vandalisme et les attaques armées ». En réalité, c'est une partie plus complexe qui se joue, avec trois protagonistes (démocratie chrétienne, parti communiste et extrême gauche) eux-mêmes plus ou moins divisés.

Au sein du parti gouvernemental, la condamnation des violences de l'« ultra-gauche » et des « ambiguïtés » du P.C. n'empêche pas une évaluation différente de la situation et des arrière-pensées politiques. M. Amintore Fanfani, président du Sénat, a étonné publiquement en gardant le gouvernement contre trop de « faiblesse ». Le ministre de l'Intérieur, qui était là pour exposer aux sénateurs les incidents du week-end, a écarté de lui-même le gouvernement. Mais il a souligné que le gouvernement faisait ce qu'il pouvait dans le cadre des lois

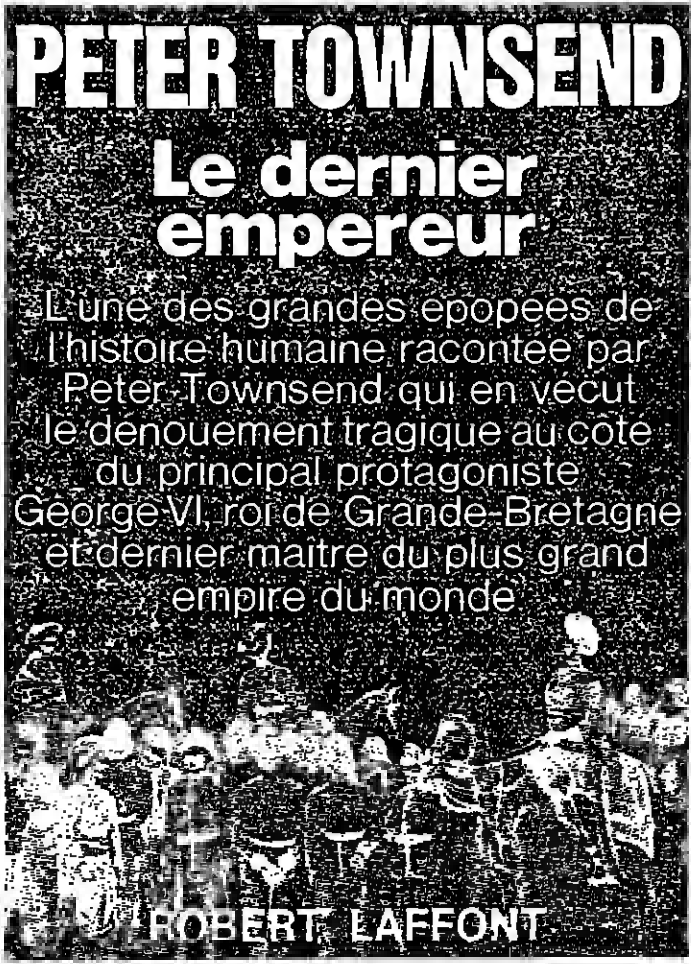
existantes, lesquelles mériteraient peut-être d'être modifiées. Les listes et communistes ont aussitôt réagi pour affirmer leur refus de toute législation d'exception. Personne ne veut le chômage des jeunes est la cause principale de la révolte étudiante. Le P.C.I. a consacré à ce problème une réunion de son comité central. Il en est sorti une déclaration de portée plus vaste dans laquelle le deuxième parti italien adresse un éloge aux forces de l'ordre, « exclut fermement l'autodéfense armée de masse » et fait une nouvelle fois allusion à un plan subversif organisé. Si les communistes sont un peu divisés, ce n'est pas sur la légalité des faits mais sur l'attitude politique à adopter. Leur parti est mal à l'aise : cible principale des contestations, il se voit provoqué dans sa « capitale » (Bologne) et ne parvient pas à se dégager de la situation inconfortable dans laquelle il s'est mis entre majorité et opposition.

A l'extrême gauche en fin de compte, l'unité n'est qu'apparente. Le « mouvement étudiant » a très mal supporté la violence des derniers « murs ». Il s'efforce d'isoler les groupes les plus « durs », mais n'en a pas toujours les moyens.

ROBERT SOLÉ.

Danemark

● Le Parlement danois a voté à une faible majorité une série de nouveaux impôts indirects : augmentation des droits d'accroissement sur les effets hypothécaires, taxe sur les ventes d'appartements, supplément de taxe sur les transactions foncières et taxe sur la consommation d'électricité domestique qui devraient rapporter un peu moins d'un milliard de couronnes (entre sept et huit cents millions de francs) pour financer la lutte contre le chômage. Ce vote est le résultat des tractations engagées depuis l'été dernier entre les partis du « compromis d'août » : sociaux-démocrates, radicaux, chrétiens populaires et centre démocratique (Correspondance.)



ROBERT LAFFONT

مكتبة القرآن

L'ÉVÉNEMENT Les droits de l'homme et la déclaration d'Helsinki

La polémique entre l'Est et l'Ouest sur la question des droits de l'homme a pris au cours des derniers mois une tournure aiguë. Au point qu'on peut se demander si les prochaines conférences de Belgrade — dont la première s'ouvrira le 15 juin prochain et qui devront procéder à un échange de vues approfondi, partant de la fois sur le misme en œuvre des dispositions de l'Acte final et l'exécution des tâches définies par la conférence d'Helsinki — ne risquent pas de conduire à un véritable règlement de comptes entre les camps opposés au lieu de contribuer au renforcement de la détente.

Rarement en effet, les États-Unis ont dénoncé avec autant d'insistance et autant de vigueur — toute la presse occidentale leur a fait largement écho — les mesures répressives prises en U.R.S.S. contre les « dissidents ». À leur tour l'Union soviétique et ses alliés, tristes par ces accusations et préoccupés par l'accroissement du nombre de leurs ressortissants qui réclament la protection des signataires de la déclaration d'Helsinki, ripostent avec de plus en plus de vivacité. Nous ne saurions admettre, disent-ils en substance, que les pays de l'Ouest continuent de violer délibérément le principe fondamental de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État, inscrit dans l'Acte final, et qu'ils tentent de transformer la prochaine conférence de Belgrade en tribunal contre nous.

En réalité, l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) que l'ensemble des pays européens au nombre de trente-trois, les États-Unis et le Canada ont signé le 1^{er} août 1975 à Helsinki ne constitue pas un traité imposant à ses signataires des obligations précises dont la violation appelle des sanctions. Il s'agit plutôt d'une déclaration d'intention assortie de recommandations qu'après vingt mois de négociations laborieuses les trente-cinq pays de la C.S.C.E. sont parvenus à mettre au point et dont ils ont promis de

s'inspirer à l'avenir pour améliorer leurs rapports et renforcer de la sorte la détente en Europe.

Dès le début des négociations, les Occidentaux avaient fait comprendre aux Soviétiques, dont le but avéré était d'obtenir de la C.S.C.E. la reconnaissance définitive et collective du statut quo idéologique et territorial en Europe, et donc des frontières orientales actuelles du monde soviétique, que la détente ne pourrait résulter de la seule amélioration des relations entre les États. Il importait selon eux que cette amélioration s'étende aux relations entre les individus de façon qu'ils en ressentent le bénéfice dans leur vie quotidienne. Dans la course d'un accord sur les questions relatives à la coopération dans les domaines humanitaires et autres, contenues dans la fameuse « troisième corbeille », ils obtinrent non sans mal que tous les signataires de l'Acte final s'engagent à éliminer les obstacles à la libre circulation des hommes et des idées.

Contrairement pourtant à ce que l'on croit généralement, ce n'est pas dans cette « troisième corbeille », mais dans la première, que se trouve l'engagement de respecter « les droits de l'homme et les libertés fondamentales », y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction. C'est le septième des dix principes qui constituent le code de bonne conduite que les États signataires de la déclaration d'Helsinki ont décidé d'observer en vue de renforcer leur sécurité mutuelle. Pour éviter toutefois que les pays de l'Ouest utilisent ce principe contre eux, les pays de l'Est n'ont jamais cessé de proclamer la prééminence du sixième principe relatif à la « non-intervention dans les affaires intérieures ».

Il était tel des lors que dans l'application des recommandations de la « troisième corbeille », relatives à l'exercice des droits et libertés des individus, surgisse entre l'Est et l'Ouest un malentendu fondé

de nature idéologique. Les Occidentaux estiment non seulement que les individus détiennent des droits fondamentaux qu'ils sont capables d'exercer, mais qu'il leur appartient aussi de choisir librement les voies et moyens d'assurer leur bonheur. Les gouvernements de l'Est proclament de leur côté qu'ils doivent défendre les masses laborieuses dont ils écartent l'expression contre les inégalités et pressions, qui résultent du pouvoir de l'argent, qui assure aux détenteurs de capitaux leur domination sur ceux qui en sont dépourvus et qu'ils exploitent. Il s'ensuit que ces gouvernements ne sont favorables au développement de la circulation des hommes et des idées que si celle-ci est contrôlée de telle façon qu'elle mette leurs peuples à l'abri des idées « illicites » et « subversives » visant à remettre en cause le pouvoir des travailleurs.

Les pays de l'Est considèrent que les véritables droits de l'homme sont des droits économiques et sociaux, de nature « concrète ». Selon eux, les droits et libertés politiques, proclamés par les Occidentaux sont purement formels. Ils ne bénéficient en tout cas, à leurs yeux, qu'aux seuls « bourgeois », qui, dans les démocraties occidentales, détiennent tous les leviers de commande économiques. En conséquence, les Soviétiques considèrent les « dissidents » comme les alliés objectifs de la bourgeoisie occidentale et donc comme des traîtres qui s'efforcent de saper le pouvoir des travailleurs et d'affaiblir l'indépendance des pays socialistes.

Anal s'explique la vivacité des réactions du Kremlin, foudroyantement convaincu de la malhonnêteté des Occidentaux. Selon lui, ceux-ci ne cherchent pas à améliorer la situation humaine, mais à mener une campagne électorale contre la répression dont sont victimes notamment les « dissidents » en U.R.S.S. et les signataires du Manifeste des 77, en Tchécoslovaquie, — qu'il suscite contre le pouvoir soviétique une agitation destinée à faire oublier leurs propres

manquements en matière de droits de l'homme.

Il est vrai d'ailleurs qu'en cette matière les Occidentaux ne sont guère fondés à donner des leçons. Au cours des dernières années les violations des droits de l'homme se sont multipliées partout dans le monde, avec des aspects souvent sanglants qui ont apparemment disparu en U.R.S.S. Dans les pays du tiers-monde au sein desquels, « la domination économique et culturelle est exercée par les pays industrialisés dans lesquels la vie est régie par le souci du profit et des puissances d'argent ». Dans les pays de l'Ouest eux-mêmes, où ne saurait être affirmé que sont pleinement respectés les droits des plus faibles : ceux des immigrés et des minorités, ceux aussi des jeunes et des travailleurs que le chômage condamne par millions au désarroi.

Les Soviétiques, cependant, paraissent dangereusement sous-estimer l'authenticité des réactions que le sort des « dissidents » a provoqué au sein de l'opinion occidentale et qui a conduit plusieurs partis communistes d'Europe à y faire eux-mêmes écho. Ils n'ont pas encore perçu la résonance profonde de la déclaration d'Helsinki parmi les populations de l'Est dont le besoin d'extérioriser leur niveau de vie, pas davantage que les Occidentaux ne n'avaient prévu que cette déclaration déclencherait un processus sans doute irréversible.

Il reste que les accords d'Helsinki n'ont jamais eu pour but de modifier les conceptions idéologiques des pays signataires de l'Acte final, encore moins de convertir le régime politique des uns à celui des autres. Leurs négociateurs, convaincus de la nécessité de rejeter tout menichisme qui fut dans le passé la source de tant de conflits, ont pour seul but, à partir des réalités historiques, idéologiques et politiques européennes,

de se mettre d'accord sur les quelques mesures modestes susceptibles de renforcer pas à pas la détente en Europe, détente à laquelle il n'est pas d'alternative.

Certes, les progrès dans l'application de l'Acte final sont lents et limités. On est tenté de les trouver décevants. Ils existent pourtant comme l'ont reconnu encore le 8 janvier dernier les parlementaires de quatorze pays européens réunis à Genève. Puis comme l'a dit M. Marshall Schulmann, directeur de l'Institut russe de l'université Columbia, conseiller du M. Cyrus Vance, secrétaire d'État américain pour les affaires soviétiques : « Nous ne pouvons prédire quel chemin prendra le système soviétique dans l'avenir. Mais il semble raisonnable de croire que l'adoucissement de la répression et plus de chances de résulter des forces d'évolution à l'intérieur de la société et la suite de conditions prolongées de tension internationale réduites que de demandes extérieures pour le changement et la mentalité obsédante qu'elles renforcent ».

C'est ce que pensent en tout cas les neuf pays neutres et non alignés, membres de la conférence d'Helsinki. Lors de leur dernière réunion à Belgrade, ils ont déclaré qu'ils joueraient la rôle de médiateur lors des conférences de Belgrade à propos de tout différend entre l'Est et l'Ouest et qu'ils lutteraient contre un enlèvement de la troisième corbeille. C'est ce que pensent également plusieurs gouvernements de l'Ouest qui, si préoccupés qu'ils soient par les violations des droits de l'homme en Europe orientale, ont déjà fait savoir qu'ils ne se rendraient pas à Belgrade dans un esprit agressif. M. Glascock d'Esting notamment, dans l'interview qu'il a donnée à Tribune juive hebdo à Strasbourg, a fustigé de l'inauguration du nouveau siège du Conseil de l'Europe, a déclaré qu'il était plus utile « de chercher à avancer la long de ce chemin (la recherche de la détente) en suivant une voie concrète que de reconstruire toutes les œuvres d'insatisfaction et de reproches réciproques ».

JEAN SCHWABEL

EXTRAITS DE L'ACTE FINAL

Le texte de l'Acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) qui a été signé le 1^{er} août 1975, à Helsinki, par les chefs d'État ou de gouvernement des trente-cinq pays membres de la Conférence comporte cent dix pages en cinq chapitres :

- Questions relatives à la sécurité en Europe (première corbeille).
- Coopération dans les domaines de l'économie, de la science et de la technique et de l'environnement (deuxième corbeille).
- Questions relatives à la sécurité et à la coopération en Méditerranée.

- Coopération dans les domaines humanitaires et autres (troisième corbeille).
- Suite de la conférence.
- Nous publions ci-dessous un extrait de la première corbeille et un résumé des dispositions du quatrième chapitre (troisième corbeille) qui ont trait aux droits de l'homme.

Chapitre premier (1^{re} corbeille). — Déclaration sur les principes

Les États participants respectent les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. Ils favorisent et encouragent l'exercice effectif des libertés et droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et autres qui découlent tous de la dignité inhérente à la personne humaine et qui sont essentiels à son épanouissement libre et intégral.

Dans ce cadre, les États participants reconnaissent et respectent la liberté de l'individu de professer et pratiquer, seul ou en commun, une religion ou une conviction en agissant selon les impératifs de sa propre conscience.

Les États participants sur le territoire desquels existent des minorités nationales respectent le droit des personnes appartenant à ces minorités à l'égalité devant la loi, leur donnent l'entière possibilité de jouir effectivement des droits de l'homme et des libertés fondamentales et, de cette manière, protègent leurs intérêts légitimes dans ce domaine.

Les États participants reconnaissent l'importance universelle des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dont le respect est un facteur essentiel de la paix, de la justice et du bien-être nécessaires pour assurer le développement des relations amicales et de la coopération entre eux, comme entre tous les États.

Ils respectent constamment ces droits et libertés dans leurs relations mutuelles et s'efforcent conjointement et séparément, y compris en coopération avec les Nations unies, d'en promouvoir le respect universel et effectif.

Ils confirment le droit de l'individu de connaître ses droits et devoirs dans ce domaine et d'agir en conséquence.

Dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales, les États participants agissent conformément aux buts et principes de la charte des Nations unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ils acquiescent également de leurs obligations telles qu'elles sont énoncées dans les déclarations et accords internationaux dans ce domaine, y compris entre autres les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, par lesquels ils peuvent être liés.

Chapitre IV (3^e corbeille). — Coopération dans les domaines humanitaires et autres.

« Les États participants, Désireux de contribuer au renforcement de la paix et de la compréhension entre les peuples ainsi qu'à l'enrichissement spirituel de la personnalité humaine sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ; Conscients de ce que l'accroissement des échanges dans les

domaines de la culture et de l'éducation, une plus large diffusion de l'information, l'extension des contacts entre les personnes et la solution des problèmes humanitaires contribuent à atteindre ces objectifs ; Résolus en conséquence à coopérer entre eux, indépendamment de leurs régimes politiques, économiques et sociaux, afin de créer de meilleures conditions dans les domaines ci-dessus, de

1. — CONTACTS ENTRE LES PERSONNES

Les États participants (...) Se fixent comme objectif de faciliter, sur le plan individuel et collectif, tant privé qu'officiel, un mouvement et des contacts plus libres entre personnes, institutions et organisations des États participants, et de contribuer à la solution des problèmes d'intérêt humain qui se posent à cet égard. Se déclarent prêts à ces fins à prendre les mesures qu'ils jugent appropriées et à conclure, selon les besoins, des accords ou des arrangements entre eux, etc. Expriment leur intention, dès maintenant, de procéder à l'application de ce qui suit :

a) Contacts et rencontres régulières sur la base des liens de famille. A l'in de favoriser la poursuite du développement des contacts sur la base des liens de famille, les États participants examineront favorablement les demandes de déplacement en vue de permettre l'entrée ou la sortie de leur territoire à titre temporaire, et de façon régulière si celle-ci est souhaitée, aux personnes désireuses de faire visite à des membres de leur famille.

b) Réunion des familles. Les États participants traiteront dans un esprit positif et humain les demandes présentées par les personnes qui désirent être réunies avec des membres de leur famille, en accordant une

attention particulière aux requêtes d'un caractère urgent, telles que celles soumises par des personnes malades ou âgées. c) Mises en relation de citoyens d'États différents. Ont adopté ce qui suit :

2. — INFORMATION

Les États participants, Reconnaissant l'importance de la diffusion de l'information en provenance des autres États participants et d'une meilleure connaissance de cette information ; Souhaitant en conséquence le rôle essentiel et l'influence de la presse, de la radio, de la télévision, du cinéma et des agences de presse, ainsi que des journaux dont l'activité s'exerce en ces domaines ;

Se fixent comme objectif de faciliter une diffusion plus libre et plus large de l'information de toute nature, d'encourager la coopération dans le domaine de l'information et l'échange d'informations et de faciliter l'accès à l'information et l'échange d'informations dans les conditions de leur profession dans un autre État participant et expriment leur intention de faciliter l'amélioration de la diffusion, sur leur territoire, des journaux et publications imprimées, périodiques ou

non périodiques en provenance des autres États participants. A cet effet : — Ils encourageront leurs firmes et organisations compétentes à conclure des accords commerciaux tendant à augmenter graduellement les quantités et le nombre des livres de journaux et publications importés des autres États participants (...).

— Ils encourageront l'augmentation du nombre des points où ces publications sont mises en vente ; — Ils faciliteront l'offre de ces publications périodiques pendant les congrès, conférences, visites officielles et autres manifestations internationales, ainsi qu'aux touristes pendant la saison ; — Ils développeront les possibilités d'abonnement selon les modalités propres à chaque pays ; — Ils amélioreront les possibilités de lecture et d'emprunt de ces publications dans les grandes bibliothèques publiques et leurs salles de lecture ainsi que dans les bibliothèques universitaires (...).

Les États participants prennent note de l'élargissement de la diffusion de l'information radiodiffusée et expriment l'espoir que ce processus se poursuivra de sorte qu'il réponde à l'intérêt de la compréhension mutuelle entre les peuples ainsi qu'aux buts énoncés par cette conférence.

Un texte intitulé « Amélioration des conditions de travail des journalistes » porte sur les facilités de visas et de déplacements, les permis de séjour, les communications, le matériel (photo, cinéma, radio, etc.). Il précise que « les journalistes ne sauraient être considérés ni pénalisés de quelque autre manière que fait de l'exercice légitime de leur profession. En cas d'expulsion d'un journaliste accrédité, celui-ci sera informé des raisons de cette mesure et pourra demander le réexamen de son cas ».

Le quatrième chapitre comporte une troisième et une quatrième section visant au développement de la coopération et des échanges dans le double domaine de la culture et de l'éducation.

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES
SIMMONS
présente toutes
ses literies chez
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
Seule adresse de vente :
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e Métro Parmentier
Tél. 357.46.35

LES PIEDS SENSIBLES
c'est l'affaire de
SULLY
85 rue de Sévres
5 rue du Louvre
53 bd de Strasbourg
81 rue St-Lazare
Sondées, très
souples, très
grand confort,
lourdes
les pointures
du 35 au 48.
Catalogue
gratuit.
SULLY, 85 rue de Sévres, Paris 6^e

**VOUS SOUHAITEZ NOUER
OU DÉVELOPPER DES RELATIONS
AVEC LE MONDE ARABE**

البنك اللبناني العربي
فرنسا ش.م.

**LEBANESE ARAB BANK
FRANCE S.A.**
BANQUE LIBANO-ARABE FRANCE S.A.
Capital : 10 000 000 F

Siège social :
26, RUE DU QUATRE SEPTEMBRE, 75002 PARIS

**VOUS OFFRE
D'IMPORTANTES POSSIBILITÉS**

Grâce à la LEBANESE ARAB BANK S.A.L., nous vous offrons les services de branches et bureaux de représentation à :

BEYROUTH • TRIPOLI • JAL-EL-DIB
CHEKKA (Liban) • JEDDAH • DUBAI
ABU-DHABI • QATAR
OMAN (Golfe Arabe) • ATHÈNES • LIMASSOL
LONDRES • NEW YORK.

**TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE
LOCATION DE COFFRE-FORTS
CORRESPONDANTS DANS LE MONDE ENTIER**

Tél. : 266.52.31 (5 lignes) Télec. 211 194 F 211 195 F Ad. Télégr. LARABANK PARIS

DIPLOMATIE

M. DE SAINT-LÉGER EST NOMMÉ AMBASSADEUR À TÉHÉRAN

Le Journal officiel du mardi 15 mars annonce la nomination de M. René de Saint-Léger de la Saussey comme ambassadeur à Téhéran, en remplacement de M. de Souza, nommé le mois dernier ambassadeur à La Haye.

Né en 1926, ancien élève de l'ENA, M. de Saint-Léger est entré aux affaires étrangères en 1954. Après avoir été à la direction des affaires économiques puis en poste à Rome, de retour à Paris à la direction d'Europe, il a été directeur de cabinet du ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique, M. G. Paléwski (1962-1964), puis conseiller technique du général de Gaulle, président de la République (1964-1969). Ambassadeur au Chili (1969-1971), il a été directeur d'Amérique au Quai d'Orsay (1972-1975) et était depuis 1975 chargé des affaires des Nations unies et des organisations internationales.

Le secrétaire au Foreign Office se rendra en Afrique australe le mois prochain

Londres. — M. David Owen se rendra en Afrique australe au début du mois prochain, durant les vacances parlementaires de Pâques. A Londres, on précise qu'à l'heure actuelle il n'est pas question de lancer une nouvelle initiative pour tenter de résoudre le problème rhodésien. Les milieux officiels ont trouvé une formule inédite : M. Owen entreprendra une « tournée de familiarisation ».

Le voyage à, sans aucun doute, été envisagé à la fin de la semaine dernière lorsque le premier ministre, M. Callaghan, et le secrétaire au Foreign Office se trouvaient à Washington. Tous deux avaient alors laissé entendre, dans leurs déclarations publiques, que dans l'affaire rhodésienne le gouvernement de Londres et l'administration américaine coopèrent de la façon la plus étroite. Les propos de M. Owen à Ottawa, affirmant que la nouvelle équipe dirigeante à la Maison

Blanche était beaucoup plus « engagée » que l'ancienne dans la recherche d'une solution, ont pu laisser croire qu'un rôle plus actif de la part des Américains serait bien accueilli du côté britannique. M. Callaghan a d'ailleurs exprimé le vœu que les États-Unis « exercent leur influence sur le gouvernement de M. Vorster ». Pour l'instant, cependant, Londres ne tient pas à encourager l'espoir d'une reprise de la conférence de Gaborone, ou même de la reprise de contacts entre Salisbury et certains dirigeants de la communauté noire de Rhodésie.

Il reste à savoir comment M. Owen pourra rencontrer le premier ministre et le ministre des affaires étrangères de Rhodésie : le programme du secrétaire au Foreign Office est très chargé, en effet, comme on le sait à Salisbury. Dans la capitale britannique, on laisse entendre que cette rencontre pourrait avoir lieu sur le territoire de l'Union sud-africaine. Mais les premières réactions de Salisbury à ce projet ne paraissent guère favorables. — J. W.

UN PRIX EWART-BIGGS

Un fonds administré par une fondation internationale a été créé à la mémoire de Christopher Ewart-Biggs, ancien ministre plénipotentiaire de Grande-Bretagne à Paris, assassiné le 21 juillet 1976 à Dublin, peu après sa nomination comme ambassadeur en Grande-Bretagne. Il est destiné à financer un prix d'une valeur de 1500 livres sterling qui sera décerné chaque année à l'écrivain de nationalité quelle qu'elle soit, dont l'œuvre aura le plus contribué à la paix en Grande-Bretagne et à la coopération entre les partenaires de la C.E.E. M. M. Graham Greene, Maurice Schumann, M. M. Cruse O'Brien et Georges Sion ont au nombre des membres du jury. Une somme de 30 000 livres sterling, venant pour une grande part d'Irlande, mais aussi de Grande-Bretagne, de France et de Belgique, a été recueillie à ce jour. En remerciant les donateurs, Mme Jane Ewart-Biggs a fait remarquer qu'un petit nombre de gens seulement connaissent son mari et qu'ils ont voulu montrer leur sympathie pour ses idées. Les dons continuent d'être reçus à Londres par la Banque Hoare's, 37 Fleet Street, EC4, à Paris par l'International Westminster Bank, 15, place Vendôme, 75001 (Cpte n° 04064208) ; à Bruxelles par la Banque Lambert, avenue Marix 25, 1050 (Cpte n° 310 883 61). Les ouvrages susceptibles de recevoir ce prix et qui peuvent être rédigés en français ou en anglais, doivent être adressés à la National Book League, 7 Albermarle Street, Londres W1.

A travers le monde

Bénin

LE BÉNIN a décidé « arbitrairement » de fermer sa frontière avec le Togo, a annoncé, lundi 14 mars, la radio togolaise. La radio ajoute que cette décision a été prise après que les autorités béninoises eurent accusé, dimanche soir, le Togo d'avoir été « complice » de l'agression armée menée, selon elles, contre le Bénin le 16 janvier dernier.

Brésil

L'ÉCRIVAIN ET JOURNALISTE BRÉSILIEN FERREIRA GULLAR a été arrêté à Rio-de-Janeiro par la police politique au lendemain de son retour de Buenos-Aires, où il vivait en exil depuis cinq ans, rapporte l'agence de presse brésilienne le samedi 12 mars. — (U.P.I.)

Côte-d'Ivoire

LES COURS ONT ÉTÉ PROVOQUEMENT SUSPENDUS au lycée Houphouët-Boigny de Korhogo, dans le nord de la Côte-d'Ivoire, à la suite de violents incidents qui ont mis aux prises, la semaine dernière, les joueurs et supporters de deux équipes scolaires de hand-ball. On compte de nombreux blessés.

Egypte

UN CONSEILLER OUEST-ALLEMAND POUR LE PRÉSIDENT SADATE. — Le président Sadate a désigné comme conseiller M. Alex Moeller, ancien ministre des Finances social-démocrate du gouvernement fédéral de Bonn. Celui-ci est chargé d'examiner la situation économique en Egypte et de présenter des suggestions à ce sujet au président avant la fin du septembre prochain.

Espagne

L'ESPAGNE a RECONNU OFFICIELLEMENT, MERCREDI 9 MARS, L'ORDONNANCE DE LIBÉRATION DE LA PALESTINE. Du porte-parole du ministère des affaires étrangères a toutefois précisé que des négociations étaient en cours pour déterminer le statut de l'O.L.P.

LES CATALANS devraient voter aux élections législatives espagnoles pour les candidats qui se sont prononcés pour le rétablissement du statut d'autonomie de la Catalogne de 1932, ont recommandé le 7 mars les porte-parole d'une majorité de groupes politiques catalans réunis à Barcelone. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

LES EXPORTATIONS BRITANNIQUES D'ARMES ont atteint 670 millions de livres sterling (5 milliards 700 millions de francs) en 1976-1977 au lieu de 350 millions pour l'exercice précédent, a déclaré lundi 14 mars au Parlement M. John Gilbert, ministre de la défense. — (Reuter.)

Maroc

LES ÉLECTIONS AUX CHAMBRES D'AGRICULTURE. — Selon les chiffres publiés par le ministère de l'intérieur, les candidats indépendants ont remporté, le 11 mars, trois cent soixante-sept sièges sur quatre cent quarante-cinq lors des élections pour le renouvellement des vingt-cinq chambres d'agriculture du royaume. Le Mouvement populaire a remporté cinquante et un sièges et l'Union démocratique des forces populaires, les sièges restants revenant au Mouvement populaire démocratique et

constitutionnel (10), à l'Union socialiste des forces populaires (2) et au Parti de l'Action (1). — (Correspond.)

Pays-Bas

M. PIOTR JAROSZEWICZ, président du conseil polonais, est arrivé lundi 14 mars à La Haye pour une visite de trois jours aux Pays-Bas. Ses entretiens avec M. Joop den Uyl, premier ministre néerlandais, porteront vraisemblablement sur la déstabilisation de la perspective de la conférence de Belgrade. — (Reuter.)

République démocratique allemande

LES AUTORITÉS DE LA R.D.A. ont refusé au visa de sortie à l'étranger un allemand, Rolf Schneider, qui devait se rendre pour une semaine à Berlin-Ouest. M. Schneider compte parmi les écrivains et les artistes qui avaient protesté en novembre dernier contre la mesure privant le chœur est-allemand Wolf Biermann de sa nationalité.

République Sud-Africaine

PRÈS DE NEUF CENTES AFRICAINS ont été interpellés par la police au cours d'une opération de contrôle effectuée pendant le week-end dans un groupe d'habitants, Wolintar, proche de la banlieue est de Johannesburg, a annoncé lundi 14 mars un porte-parole de la police. Près de sept cents policiers ont participé à l'opération qui a permis d'interpeller quatre cent quarante-sept personnes. — (A.F.P.)

Jersey
pour le week-end
595 F.

Renseignements : République Tours.
61, rue de Malte, 75541 Paris Cedex 11.
Tél. : 355.39.30 ou votre agent de voyages.

Saint-Gobain Industries DIVISION ISOLATION crée le Prix Acoustique et Progrès

Dans la civilisation de bruits qui est la nôtre, le niveau sonore global en milieu urbain double tous les dix ans.

Innovateurs en matière d'isolation thermique, Saint-Gobain Industries et sa division Isolation ne pouvaient rester insensibles à ce problème. Le « Prix Acoustique et Progrès », qui vient d'être créé, se propose de susciter, d'encourager, de récompenser et de promouvoir des projets et des solutions pratiques dans le domaine de l'isolation phonique.

« Le traitement acoustique de la pièce de repos dans le logement du travailleur posté » est le thème retenu pour 1977.

Cette initiative est ouverte à tous ceux qui estiment avoir des solutions pratiques à présenter. Dès le mois de juin 1977, un jury, composé de nombreuses personnalités, sélectionnera un maximum de 10 projets qui seront effectivement réalisés aux frais de Saint-Gobain Industries. En octobre 1977, il attribuera un prix aux meilleurs projets en fonction des performances techniques constatées :

• un Premier Prix Acoustique et Progrès de 50 000 francs • un Deuxième et un Troisième Prix de 25 000 francs • un Prix de 10 000 francs pour tout autre projet sélectionné et réalisé.

Pour faire acte de candidature, adressez-vous à :
Daniel François, Prix Acoustique et Progrès
Saint-Gobain Industries
62, bd Victor Hugo 92209 Neuilly-sur-Seine

SAINT-GOBAIN INDUSTRIES

Vivre mieux au travail en vivant mieux chez soi.

JANESE ARAB BANK
FRANCE S.A.

100, rue de la République, 75002 PARIS

OFFRE

POSSIBILITÉS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

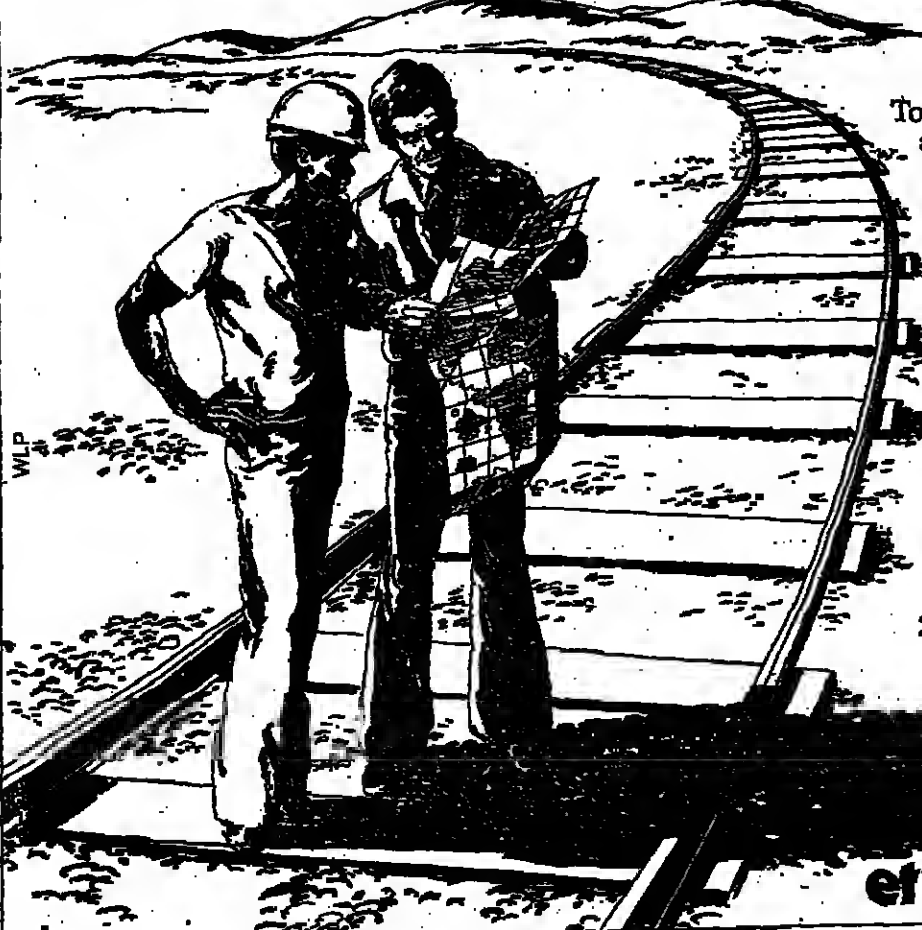
PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

Quand un pays nous commande des locomotives, nous lui apprenons à les construire.



Tous les pays dynamiques ont besoin d'un réseau ferroviaire. Mais tous ne disposent pas aujourd'hui de la technologie ni de l'industrie nécessaire. Le choix se pose donc pour eux dans ces termes : ou bien importer des techniciens étrangers, des techniques étrangères et du matériel étranger, ou bien consulter Francorail-MTE, l'un des leaders mondiaux du domaine ferroviaire. Dans ce cas, après étude et concertation, Francorail-MTE propose la solution qui valorise le mieux les moyens du pays et lui permet de prendre une part maximum à la construction et à l'entretien de son réseau. Cette forme de coopération constitue un enrichissement mutuel : en même temps qu'un réseau moderne, le pays client acquiert les compétences et les infrastructures nécessaires à son développement. Le Brésil, la Guinée, la Turquie, d'autres pays encore ont déjà vérifié la réalité de cet échange. Il est temps que les Français apprennent le nom de ce leader mondial, puisqu'il s'agit d'un nom français.

Francorail-MTE GIE régi par l'ordonnance du 23.9.1967, regroupé Crel-Fouché-Languépin, Creusot-Loire, De Dietrich, Jeumont-Schneider et MTE, 2, rue de Léningrad - 75008 PARIS.

francorail mte

Francorail MTE exporte ses techniques
et son savoir-faire.

AFRIQUE

Ethiopie

« Nous exigeons l'indépendance totale à l'exclusion de toute autre formule » déclare au « Monde » un dirigeant du Front de libération de l'Érythrée

M. Ousmane Sabbeh Saleh, leader du Front de libération de l'Érythrée (F.L.E.F.P.), a vainement tenté de faire entendre la voix des maquisards d'Érythrée au « sommet » afro-arabe du Caire. Après avoir essayé,

il se déclare convaincu que, en ignorant la lutte de libération déclenchée il y a seize ans par les Érythréens, les dirigeants arabes et africains favorisent d'éventuelles interventions étrangères en mer Rouge.

De notre envoyé spécial

« Le Front de libération de l'Érythrée, qui comptait déjà deux mouvements distincts, celui que vous animez et celui que dirige M. Mohamed Nasser, en compte un troisième depuis quelques mois, dont le chef est M. Afrouk Essayas. Comment expliquez-vous cette nouvelle scission alors que l'unité du mouvement érythréen de libération est, selon vous, le premier objectif du prochain congrès que vous êtes convoqué en territoire érythréen ? »

« Essayas et ses amis se réclament du marxisme et veulent réaliser l'unité idéologique du Front avant de mener à bien l'unité sur le plan militaire. Or nous estimons qu'à l'heure actuelle toutes les querelles idéologiques doivent être suspendues car elles sont préjudiciables. D'autres part, les ambitions personnelles d'Essayas ne doivent pas être négligées. »

« Vous ne vous réclamez, pour votre part, d'aucune idéologie ? »

« Notre seule idéologie est l'indépendance nationale. La lutte de libération constitue une priorité absolue, à laquelle tout doit être subordonné. Si un gouvernement marxiste venait à s'installer en Érythrée, cela prouverait des affrontements fratricides et susciterait des ingérences étrangères qui menaceraient rapidement notre indépendance. Or nous avons besoin, pour nous développer, de concours extérieurs, ce qui exige une certaine stabilité. »

« Ce qui peut, seule, préserver un gouvernement érythréen modéré... Puisque vous affirmez que le Front contrôle déjà plus de 85 % du territoire érythréen, pourquoi ne proclamez-vous pas l'indépendance, comme l'ont fait par exemple les maquisards du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée (P.A.I.G.) ou le Front de libération national (F.L.N.) pour la Guinée-Bissau ? »

« En Guinée portugaise, il y avait plusieurs partis politiques, mais seul le P.A.I.G. détenait le contrôle réel des opérations militaires. En Érythrée, nous avons pratiquement trois fronts. Si l'un d'eux prend l'initiative de proclamer l'indépendance, quelle sera l'attitude des deux autres ? »

« Pourquoi ne constituez-vous pas un gouvernement provisoire en exil ? »

« Tant que nous ne sommes pas parvenus à réaliser l'unité entre nous, il me semble exclu que nous puissions nous mettre d'accord pour constituer un gouvernement. En revanche, si nous parvenons à nous unir, les villes érythréennes que nos troupes occupent actuellement seront aussitôt investies, y compris la ville d'Asmara. Et un gouvernement d'union sera constitué... en territoire érythréen. »

« Vous avez récemment évoqué la présence de Cubains qui, selon vous, combattent en Érythrée aux côtés des trou-

pes éthiopiennes. Est-ce à dire que vous révoquez pas, dans la corne orientale de l'Afrique, la possibilité d'une intervention soviéto-cubaine analogue à celle qui a eu lieu en Angola ? »

« La route du pétrole passe par la mer Rouge ; les pays producteurs de pétrole et les États-Unis ne peuvent pas abandonner la corne orientale du continent africain aux Soviétiques et à leurs amis cubains. Si la Havane ou Moscou intervient militairement en Érythrée, le monde arabe ne restera pas indifférent. Les chefs d'État qui ont participé à la conférence tripartite de Khartoum au début du mois, ont d'ailleurs été très clairs à ce sujet : la mer Rouge doit à une fois rester un lac arabe et une zone de stabilité. Il n'en demeure pas moins que la menace la plus immédiate et la plus grave qui pèse sur la paix mondiale ne se situe pas en Afrique australe, mais à la corne orientale de l'Afrique. »

« Après seize ans de guerre, quels sont, selon vous, les pays qui ont apporté à l'Érythrée l'aide la plus sérieuse dans sa lutte de libération ? »

« L'Irak et la Syrie nous ont apporté leur concours dès le début de notre lutte, et n'ont jamais cessé de nous aider. La Libye nous a longtemps accordé une aide militaire importante, mais, récemment, malgré mes démar-

ches personnelles auprès du président Kadhafi, les Libyens l'ont suspendue, et ils ont, au contraire, commencé à voler au secours de l'Éthiopie. »

« Koweït, Qatar, Abou-Dhabi nous viennent en aide, et nous espérons beaucoup de l'appui du gouvernement de Ryad, que nous a formellement promis le prince Saoud, ministre saoudien des affaires étrangères. »

« Compte tenu de l'aide importante que vous apportez depuis quelques mois le Soudan, envisagez-vous l'établissement de liens particuliers entre ce pays et l'Érythrée indépendante ? »

« Le Front ne songe, pour l'instant, à établir aucun lien fédéral ou confédéral avec le Soudan. C'est une question dont le gouvernement érythréen aura à connaître. »

« Pensez-vous que l'O.N.U. soit susceptible de vous aider dans votre lutte ? »

« Certainement pas en ce moment. Si nous arrachons notre indépendance par la force, l'O.N.U. reconnaîtra le fait accompli. Mais en l'état actuel de notre lutte, cette organisation internationale ne fera rien pour nous. »

« Et l'Organisation de l'unité africaine ? »

« L'O.U.A. est encore moins susceptible de nous aider que l'O.N.U. Seule une victoire militaire est la seule à amener cette organisation, comme l'O.N.U., à admettre notre existence. »

« Pour tenir compte du souci des Érythréens de conserver un libre accès à la mer Rouge, accepteriez-vous une formule d'autonomie analogue à celle accordée en 1972 par Khartoum aux trois provinces méridionales du Soudan ? »

« Seize États africains ne disposent d'aucun accès direct à la mer. Avant l'annexion de l'Érythrée à l'empire d'Éthiopie, celui-ci ne disposait d'aucune façade maritime. Nous exigeons l'indépendance totale à l'exclusion de toute autre formule. »

(Propos recueillis par PHILIPPE DEGRANÉJ)

FUSILLADES À ADDIS-ABEBA

Addis-Abeba (A.F.P.). — Des tirs nourris ont été entendus lundi soir 14 mars à proximité du principal campus de l'université d'Addis-Abeba. Ils se sont poursuivis par intermittence, pendant une grande partie de la nuit. On ignore s'il y a eu des victimes.

À environ deux kilomètres du campus, mardi à l'aube, quatre corps criblés de balles, dont celui d'une femme, ont dû être partiellement découverts sous un pont.

Ces corps sont ceux de trois responsables de quartiers (kebeles) et celui d'une secrétaire d'un président de kebele qui auraient été tués dans le courant de la nuit de lundi à mardi. On ignore qui sont les responsables de ces meurtres dont officiellement il n'a pas été fait état.

En désaccord avec Paris

LE F.L.C.S. MENACE DE QUITTER LA CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE DJIBOUTI

Le Front de libération de la Côte des Somalis (F.L.C.S.), a quitté lundi après-midi 14 mars, en signe de protestation, la réunion de négociations sur le problème des élections générales à Djibouti en assurant : « Le F.L.C.S. déclare officiellement au gouvernement français qu'il ne se soumettra à aucune négociation politique ou politique si la France ne prend pas ses responsabilités concernant la décolonisation pacifique et démocratique de Djibouti comme elle l'avait déclaré devant le monde entier. »

Le Front estime que les travaux se trouvent dans une impasse et que la responsabilité en incombe à la France. Le porte-parole a, en effet, expliqué que M. Olivier Stirn, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, a proposé lundi des élections générales dans plusieurs circonscriptions avec un nombre de députés variables, la composition ethnique du territoire. « Il a proposé, a précisé le porte-parole du Front, soixante-deux députés pour cent mille électeurs, ce qui est trop lourd pour l'économie de Djibouti, qui ne possède qu'un port, un aéroport et un chemin de fer. »

Le F.L.C.S. a affirmé qu'il quitterait la conférence si le gouvernement français continuait cette politique.

Déjà la semaine dernière, les négociations avaient échoué sur le problème des élections, les différentes délégations du territoire n'étant d'accord ni sur leur date, ni sur le mode de scrutin. Pour déboucher les entretiens, le gouvernement français avait officiellement proposé que ces élections se tiennent le jour du référendum, soit le 24 avril. M. Olivier Stirn avait de son côté déclaré que si les représentants du territoire ne tombaient pas d'accord sur le mode de scrutin, la France se libérerait elle-même, en vertu des pouvoirs dont elle dispose encore.

Ouganda

Les évêques anglicans du Kenya demandent à l'ONU et à l'O.U.A. de « restaurer l'ordre » à Kampala

Nairobi. — La conférence des évêques anglicans du Kenya a lancé, le 13 mars, un appel aux Nations unies et à l'Organisation de l'unité africaine pour la formation immédiate d'une « force de police internationale » chargée de « restaurer l'ordre et la loi » en Ouganda. Elle demande, en particulier, à l'Organisation panafricaine de mettre sur pied « une commission des droits de l'homme disposant du droit, à l'avenir de se rendre dans tout État membre de l'O.U.A. ».

Cet appel relance le débat sur l'étendue et la nature des persécutions de chrétiens ou de minorités ethniques — en l'occurrence les Acholis et les Lango — au pays du maréchal Idi Amin Dada. L'Eglise anglicane du Kenya affirme en effet que des « ports de refuge » ont été créés pour les réfugiés de l'Ouganda, mais que des membres de ces ethnies acholi et lango occupent des positions influentes, ainsi que des membres en vue de l'Eglise anglicane, quelle que soit l'appartenance tribale de ces derniers.

Les évêques anglicans affirment également que des « milliers de réfugiés » sont dans leur pays et que beaucoup d'autres se sont enfuis au Soudan et en Tanzanie. Leur communiqué fait état de l'occupation, par des soldats ougandais, des sièges de deux diocèses anglicans, ceux de Gulu et de Tororo.

L'Eglise anglicane du Kenya tient également pour acquise la mort tragique du chef ougandais chelhi Yusuf Matovu, lequel serait décédé « dans des circonstances douteuses, alors qu'il

De notre correspondant

suivait un traitement à l'hôpital de Mulago ». Lundi matin, un quotidien de Nairobi avait déjà rapporté que le chef religieux de la communauté musulmane d'Ouganda avait été arrêté après avoir été tiré de son lit d'hôpital, où il se remettait des suites de blessures par balles.

Que faut-il penser de cette avalanche de nouvelles tragiques ? Les témoignages indépendants sont rares. Les seuls observateurs à pouvoir se rendre en Ouganda, ces journalistes sensuels, n'ont pu faire que pour y recueillir la bonne parole du président Amin ou le photographe. L'ampleur de la nouvelle vague d'illusions est impossible à évaluer — car beaucoup ne sont pas recensés — et, de toute façon, un bon nombre de gens se terrent probablement en Ouganda même. Enfin, la majorité des réfugiés proviennent de réfugiés traumatisés.

Ces réserves émises, le maréchal Amin s'est placé, cette fois encore, dans une position indéfendable. Il a lui-même montré du doigt l'Eglise chrétienne en accusant, dès le 25 décembre dernier, « certains évêques de prêcher l'effusion de sang ». Il en a fait autant à l'égard des Acholis et des Lango, lesquels forment un huitième environ de la population, en leur attribuant après coup un « appétit » à l'indépendance contre le régime. Le président ougandais a aggravé son cas en s'opposant à toute enquête indépendante sur les persécutions de personnes réfugiées. Le maréchal Amin a suscité une animosité entre communautés religieuses dans son pays. Avant le coup d'État qui l'a porté au pouvoir, le 25 janvier 1971, les musulmans ne se comptaient qu'en sixième de la population. Ils étaient souvent des étrangers et formaient une communauté marquée par un certain retard culturel.

Il est difficile de jauger le nombre et la nature des conversions à l'islam sous le règne d'Idi Amin Dada. Les musulmans ont aujourd'hui plus d'un million. Un conseil suprême musulman a été institué en juin 1972 sous la présidence d'un chef élu. Des 1974, sept gouverneurs de province sur neuf étaient musulmans. Ils occupent aujourd'hui la majorité des postes-clés et l'entourage du président ougandais compterait un nombre de Palestiniens qui s'est accru depuis le raid israélien sur l'aéroport d'Entebbe en juillet dernier. Or deux Ougandais sur trois sont chrétiens.

La crise qui oppose le leader musulman à l'Eglise anglicane est soulignée par l'appui offert, lundi, par les évêques anglicans du Kenya aux efforts de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (C.E.T.A.) pour « reunir tous les chefs des Eglises de l'Afrique, y compris l'Eglise catholique romaine, afin de persuader les chefs d'État africains d'arrêter

Zaire

KINSHASA DEMANDE L'AIDE DE WASHINGTON

Le gouvernement de Kinshasa a demandé l'aide des États-Unis afin de venir à bout des forces qui occupent plusieurs localités zairoises situées à proximité de la frontière angolaise. Le 14 mars, M. Fred Brown, porte-parole du département d'État, a répondu à la requête en disant qu'il n'y avait rien de nouveau à ajouter à la requête de l'assistance demandée par le Zaire.

Selon les dernières informations transmises à Washington par l'ambassade des États-Unis, les combattants, venus d'Angola, sont d'anciens « gendarmes namibois ». Ils tiennent toujours les localités de Dilolo et Kapanga, ainsi que la ville de Kisenge, située à environ 80 kilomètres à l'intérieur du territoire zairois.

PROCHE-ORIENT

SELON « NEWSWEEK »

Les suggestions de M. Carter constituent un véritable plan de règlement du conflit israélo-arabe

Selon « Newsweek », les récentes suggestions du président Carter sur le Proche-Orient (« le Monde », du 9 mars) constituent un véritable plan de règlement du conflit israélo-arabe. L'hébreu-madride américain affirme que les grandes lignes de ce plan ont été préparées minutieusement par le chef de l'exécutif, qui s'était au préalable concerté longuement avec son secrétaire d'État, M. Vance, et son conseiller, M. Brzezinski.

« Newsweek » affirme que « M. Carter a fait ce qu'aucun président des États-Unis n'avait osé depuis la guerre de six jours : faire comprendre clairement aux Israéliens qu'ils devaient revenir graduellement à leurs anciennes frontières en échange de la paix. »

De notre correspondant

Jérusalem. — Raresment voyage d'un chef de gouvernement israélien aux États-Unis n'avait été suivi en Israël avec un tel intérêt. M. Yehoshua Rabin est, en effet, le premier dirigeant du Proche-Orient à avoir été reçu par le nouveau chef de la Maison Blanche. Le premier ministre israélien a fait part, lundi, au conseil des ministres des résultats de ses rencontres, la semaine dernière, avec les dirigeants américains. Il affirme une satisfaction qui n'est peut-être que de « façade électro-

rale », affirme-t-on dans les rangs de l'opposition de droite, le Likoud. Dans le sillage de leur chef, les « colombes » du gouvernement qualifient pour leur part de « positif » le bilan des entretiens Rabin-Carter. Le ministre de la justice, M. Haim Zuckerman, estime que les conceptions américaines ont évolué en faveur d'Israël, et il s'est félicité des liens personnels que M. Rabin a réussi à tisser avec le nouveau chef de la Maison Blanche.

Mais certaines déclarations publiques du président Carter ont profondément choqué les milieux gouvernementaux de Jérusalem. On retient surtout la « petite phrase » affirmant qu'Israël doit se retirer sur ses frontières de juin 1967, compte tenu de modifications de frontières mineures, sans portefeuille, ont rappelé qu'à aucun prix Israël ne reviendrait aux frontières de 1967, car cela mettrait à nouveau le pays dans la situation dangereuse d'avant la guerre de six jours. Sur ce point, ont précisé les deux ministres, « colombes » et « faucons », sont d'accord.

Le président Carter a ressorti le plan Rogers, qui avait été rejeté par le gouvernement de Mme Golda Meïr, et que l'on croyait tombé aux oubliettes, déclarant-t-on avec irritation à Jérusalem. Mais M. Rabin, dès son retour, a refusé cette allégitimité au cours d'une conférence de presse. Le plan Rogers, a-t-il dit, devait être imposé à Israël au moyen de pressions conjuguées américano-soviétiques. Alors que l'actuel président des États-Unis exerce toute pression, et cherche, au contraire, à favoriser un règlement négocié par les parties concernées. Certes, le premier ministre a admis qu'il n'était pas d'accord avec le président Carter sur cette question du retour aux frontières de 1967, même légèrement modifiées. Mais il a mis l'accent sur ce qu'il considère comme les positions naturelles, et positives, de l'administration Carter : la nécessité d'un accord global débouchant sur la paix, ou tout au moins la non-belligérance. Israël et la nouvelle administration américaine ont une conception analogue de la nature de la paix : frontières ouvertes, libre circulation des marchandises, libre des biens. Jamais, a dit M. Rabin, un président américain n'aurait donné une définition aussi pré-

cise de la nature de la paix : nécessité de distinguer entre les lignes de sécurité d'Israël et ses frontières légales. Selon lui, M. Carter considère le Jourdain comme une des lignes de sécurité d'Israël.

Bien que démenties officiellement à Jérusalem, les indications de « Newsweek » concernant l'existence d'un « plan Carter » pour un règlement au Proche-Orient, sous la pression de l'Arabie Saoudite, ne laissent pas d'inquiéter. Mais M. Rabin peut miser sur le facteur temps. La conférence de Genève ne se réunira pas avant l'automne. Donc aucune échéance dramatique ne pèse sur la campagne électorale.

Cependant, de nombreuses questions demeurent sans réponse, telles que la position de Washington vis-à-vis de l'O.L.P. et l'organisation palestinienne, l'accès à l'assouplir sa position à l'égard d'Israël ; le type de garantie qu'Israël obtiendrait à la suite d'un retrait des territoires occupés, etc. En matière d'armes militaires, on ignore si les bombes « à concussion » refusées par la Maison Blanche seront remplacées par un autre type d'arme. Quant à la vente d'appareils israéliens Kfir à l'Égypte, elle semble définitivement compromise. On s'attendait que M. Rabin apporte des réponses à ces questions ce mardi 14 mars, où cinq motions urgentes ont été déposées par les partis d'opposition. (Interim.)

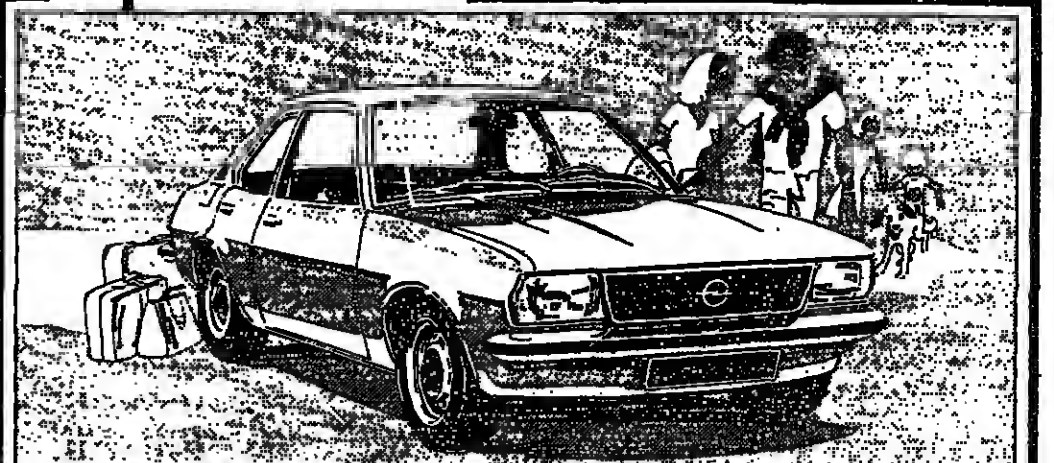
Selon un rapport de l'O.L.P.

LA FRANCE EST LE PAYS OCCIDENTAL QUI A « LA POSITION LA PLUS AVANCÉE » SUR LA QUESTION PALESTINENNE.

(De notre correspondant.) Le Caire. — Réuni au Caire depuis le 12 mars, le Conseil national palestinien a entendu, lundi 14 mars, le rapport de son secrétaire général, M. Fawzi Kaddoumi, chef du département politique (affaires extérieures) de l'Organisation de libération de la Palestine.

Dans ce document, M. Kaddoumi insiste sur l'importance de l'attitude française en Occident vis-à-vis de la question palestinienne. À Paris, dit le rapport, a actuellement à l'ordre du jour la position la plus avancée parmi les États de l'Ouest, dont plusieurs, aussi bien au sein de la Communauté européenne, qu'en dehors (Espagne, Autriche, Suisse) ont suivi l'exemple français en permettant notamment l'installation de délégations de l'O.L.P. sur leur sol. J.-F. P.-E.

Opel Ascona



"Familles je vous aime."

23.620 F*. Conçue pour la famille, l'Opel Ascona a 5 places, un grand coffre ; elle est agréable à conduire même chargée — son moteur (7-9 ou 11 CV) est d'une fiabilité mécanique renommée.

Pour la famille encore, tous les éléments de sécurité : dégivrage arrière, double circuit de freinage, freins assistés à disque à l'avant, pare-brise feuilleté, ceintures à enrouleurs. Garantie un an pièces et main-d'œuvre, kilométrage illimité.

*Modèle L 7 CV, 4 portes, prix TVAC + frais de transport et de préparation : 964 F TVAC. Tarif au 10.02.77. PRO GARANT 3 MOIS à partir de la date de commande pour les modèles livrés au programme normal d'importation.

Avec Opel, partez tranquille.



محند الحارثي

serait tranquille.

هكذا في العمل

POLITIQUE

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE QUOTIDIENNE ET HEBDOMADAIRE

LA LETTRE DE LA NATION, pourquoi dissimuler la menace ?

« Si les Français avaient voté dimanche uniquement en fonction des capacités de gestion des uns et des autres, les résultats auraient été sensiblement différents. Mais comme en général — et même dans de toutes petites communes — ils ont voté « politique », il faut bien en tirer des conclusions « politiques ». La plus évidente est que si rien ne change d'ici avril 1978, la coalition socialo-communiste gagnera les élections législatives. (...) Le ministre de l'Intérieur a publié une statistique qui, comme toujours, tire un peu sur la ficelle. (...) On ne sait pas où les « écologistes » et autres « jobistes » sont classés. Mieux ce qu'on peut dire est que les normes de classification des votes dans les petites communes est bien mystérieuse. Si l'on prend pour base les villes de plus de trente mille habitants — où les chiffres sont sans équivoque — on aboutit à des résultats sensiblement différents, beaucoup plus proches de ceux des élections cantonales, où les candidats favorables au programme commun avaient 55 % des voix. La meilleure façon de servir la France n'étant pas de lui répéter que tout va bien, nous ne cessons depuis un an de rappeler cette menace d'une victoire socialo-communiste aux prochaines législatives. » (PIERRE CHABRY.)

L'HUMANITE : le mécontentement de couches nouvelles devant le plan Barre.

« Les listes conduites par le parti communiste peuvent l'emporter dans une douzaine de ces villes, celles conduites par le parti socialiste dans vingt-quatre. Sans parler des succès qui peuvent être enregistrés dans un nombre important de communes de moins de trente mille habitants. (...) Un autre sujet de satisfaction tient au fait que l'union a été bénéfique pour toutes les composantes de la gauche. Les listes communales enregistrèrent des gains, qu'elles soient conduites par des socialistes ou par des communistes. (...) Le succès de la gauche au premier tour des municipales est un nouveau témoignage de l'érosion lente mais continue du pouvoir et il exprime le mécontentement de couches nouvelles devant le plan Barre. »

ment de couches nouvelles devant le plan d'austérité de M. Giscard d'Estaing, Barre et Ceyrac. » (RENE ANDRIEU.)

LES ECHOS : le plan Barre ne suffit pas.

« La preuve a été faite qu'un litre ne suffit pas. Démocratie française, o para quatre mois avant les municipales. L'énorme battage qui l'a accompagné ne suffit pas non plus. M. Raymond Barre a réussi une percée dans l'opinion. Mais cette percée n'a pas eu de suite électorale. Il faut certes que le plan Barre réussisse et que l'économie se redresse. Mais la condition du succès n'est pas seulement technique. Les entreprises ne reprendront les investissements et l'enthousiasme que si elles ont confiance. Et cette confiance, finalement, dépend des anticipations politiques. »

LE FIGARO : M. Giscard d'Estaing n'a d'autre issue que de choisir Chirac pour ami.

« Dans une majorité durablement scindée, M. Jacques Chirac est le seul à opposer une résistance victorieuse à la coalition socialo-communiste. Il serait tout de même surprenant que sa victoire suffise à jeter le discrédit sur le seul vainqueur de la bataille. (...) M. Giscard d'Estaing n'a pas d'autre issue que de choisir à son tour les socialistes pour adversaires et M. Chirac pour ami. (...) qui fera-t-on croire que M. Chirac, le Monod et le R.P.R. sont aussi menaçants pour les institutions et pour la liberté que M. Marchais, M. Kropka et tout l'appareil du parti communiste. (...) C'est la leçon d'un dimanche qui aurait été tout à fait sombre s'il n'était éclairé — un peu vaguement encore, mais déjà nécessairement — par une expérience d'unité. » (JEAN D'ORMESSON.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : l'obstacle Barre.

« La victoire sur d'Ornano, candidat du premier ministre, si elle marque un nouveau jalon vers la conquête du pouvoir, laisse intact l'obstacle Barre, le fait Barre, le respect qu'on doit au plan Barre. Ce n'est pas d'une

stratégie politique contre une autre qu'il s'agit, c'est d'une stratégie contre une défense immuable. » Jacques Chirac fera-t-il le cours des choses ? C'est peu probable, pour ces raisons. Il lui fallait faire la preuve qu'il était le plus apte à conduire la majorité contre la gauche. Il croit l'avoir faite. Il attendra que des faits qu'il n'aura pas provoqués le mettent, tout naturellement, la tête de ce combat, de même qu'aujourd'hui d'Ornano se soumet à lui. D'ici là, Raymond Barre fera patienter les Français. » (PHILIPPE TESSON.)

LE MATIN DE PARIS : peut-être a-t-il manqué un homme ?

« L'absence d'un véritable politique d'arbitrage, la prolifération des grands assemblés dépourvus d'équipements sociaux et de moyens de transports, la dégradation de l'environnement, la montée du chômage fournissent les explications évidentes de cette évolution. »

A cela s'ajoute l'apparition d'une nouvelle vague de jeunes qui ont incarné le changement dans leur ville, tel le communiste Claude Lumbin à Reims ou le socialiste Jean Auray à Rouen.

« Rien de tel à Paris où de jeunes électeurs ont préféré maintenir leur mécontentement en votant pour les écologistes, l'extrême gauche, voire pour les listes de Michel Robert. Peut-être lui a-t-il manqué un homme ? »

L'AUREOLE : Paris annonce-t-il un retournement d'opinion ?

« Le dérivé spectaculaire offert par les partis de la majorité à Paris, pendant cette campagne municipale, a été la négation de la volonté de survie de la société libérale. »

« Et ce, en face d'une gauche qui fait la preuve d'une cohésion à laquelle on ne croyait pas ; une cohésion qui aboutit à effacer la distinction entre socialistes et communistes à l'heure du passage dans l'histoire. (...) à observer la discipline montrée par les sympathisants de la gauche, il semble que, d'un coup, les partis de gauche, d'un coup, ont franchi le seuil de la crédibilité à partir duquel le parti communiste redevient un parti comme les autres, démocrate autant qu'un autre. (...) l'est-elle les électeurs parisiens, en cam-

mençant à se détourner du tandem Barre-Fisbin, ont-ils amorcé un retournement d'opinion, que la province dans les mois qui viennent, saura méditer. » (J. VAN DEN ESCH.)

L'EXPRESS : nous sommes en 1788.

« L'hebdomadaire l'Express, qui, avant le premier tour, avait fait campagne en faveur des listes de M. d'Ornano, tire son numéro daté 14-20 mars : « Les vainqueurs : Chirac et Mitterrand. » Dans un éditorial l'Express écrit : « M. Chirac ayant remporté son pari aventureux sur la capitale, et M. Mitterrand voyant la vague socialiste déferler sur le pays plus vite qu'il ne le souhaitait, on se trouve, désormais, la réalité du pouvoir. (...) »

« Un devoir s'impose à l'esprit de patriotisme, de quelque bord qu'il soit : ne pas se dissimuler la réalité. Concentrer, tout au contraire, les projecteurs et les volontés sur elle. Il y a un vrai, un grand problème. Le scrutin municipal ne l'a pas créé, il l'a révéilé. On le pressentait, on le devinait, on le craignait ou on l'espérait ; maintenant, il est là. Il faut le résoudre. »

« M. Chirac maître de Paris, M. Mitterrand majoritaire en France, les premiers succès, pour tout dire, uniques en Europe, de la gauche d'aujourd'hui, de M. Barre sont soudainement hypothéqués, le regard, très réel, d'aujourd'hui et d'ici, de M. Giscard d'Estaing qui lui aussi, remis en cause, quant à la voie des réformes, que l'on a tant tardé à emprunter, elle est bien plus ardue encore qu'auparavant. »

« Alors ? (...) Tous les historiens savent qu'en 1788 il n'était pas encore trop tard pour réviser la France vers les crues de la violence et la cascade ultime des coups d'Etat qui se succédèrent pendant près d'un siècle, que la crispation et la chute de 89 n'étaient pas écrites ni fatales. (...) Nous sommes en 1788. »

LE POINT : le choix de Giscard d'Estaing devient de moins en moins clair.

« André Chambrand note dans le Point du 14 mars : « Deux constatactions s'imposent : (...) La bipolarisation, qui avait pendant des années profité à la

majorité, profite désormais à la gauche. » En choisissant Giscard comme président en 1974, les Français lui avaient confié une mission dont la réussite constituait l'ultime chance de la majorité, réaliser l'amalgame entre l'esprit gaulliste et le nouvel esprit du temps que, avec un brin de vérité et un peu trop de confiance en eux, les giscardiens prétendaient incarner. Or Giscard n'a pas réussi cet amalgame. Au contraire, par son style propre et par le rôle trop bruyant de ses amis, il a ressuscité de vieilles querelles au lieu de les apaiser. (...) »

« Et maintenant ? A la veille du premier tour, Giscard laissait entendre qu'il était décidé pour l'avenir à choisir la politique du « qui m'aime me suive » et à sommer les parlementaires gaullistes d'adopter, lors de la prochaine session, certains textes comme celui de réélection du Parlement européen au suffrage uni-

versel. Mais en agissant ainsi une nouvelle fois, il prend le risque de se tromper de côté. Car même s'il considère — l'opération aidant — que son adversaire, désormais, est autant Chirac que Mitterrand, ceux qu'il doit convaincre d'ici aux législatives, ce ne sont pas quelques chefs politiques, ce sont les centaines de milliers d'électeurs qui, depuis 1974 lui ont prêté soit la gauche, soit la fidélité à un gaullisme, même défiguré. »

« Aujourd'hui, pour Giscard, le choix de stratégie, en se rétrécissant, devient ou moins plus clair. Comme il ne peut compter avec certitude sur aucun appareil politique solide et sûr, sa dernière chance sera de tenter de renouer directement avec les Français. Car, quel qu'il arrive demain, il est le seul à posséder cette grèce, à la fois fragile mais essentielle dans le régime de la V^e République : être un président élu. Et pour sept ans. »

WASHINGTON : un inquiétant point d'interrogation

De notre correspondant

Washington. — Tout en observant la réserve d'usage, les milieux officiels se distillent pas en privé leurs préoccupations devant les résultats du premier tour. Certes, la poussée de la gauche était attendue, mais son ampleur a dépassé les prévisions. Aussi bien le Wall Street Journal estime que la victoire de la gauche pose un « inquiétant point d'interrogation ». Anticipant, en effet, un changement de majorité en 1978, le Journal écrit que la France serait alors « le premier pays de l'Europe occidentale qui aurait un gouvernement auquel participeraient les communistes ». A dire vrai, la perspective d'un succès de la gauche en 1978 ne semble pas inquiéter outre mesure le département d'Etat, résigné depuis longtemps à cette éventualité, et pour qui le possible changement de majorité est devenu depuis un long mois une hypothèse de travail. Les nouveaux dirigeants n'ont pas manqué l'occasion du passage récent de

plusieurs députés socialistes français pour s'entretenir avec eux des conséquences d'une victoire de la gauche en 1978.

A certains égards, on semble davantage préoccupé à Washington par le succès de M. Chirac, qui laisse craindre un retour éventuel de la France à ses « vieux démons » de gaullisme et du nationalisme. Il est significatif, peut-être, que, dans son titre, le New York Times ait donné la priorité à l'avance de M. Chirac à Paris plutôt qu'à celle de la gauche dans le pays. Bref, l'avance de la gauche et le succès de M. Chirac sont considérés comme deux mauvaises nouvelles dont le cumul confirme à regret l'érosion de l'autorité du gouvernement de M. Barre, et derrière lui de M. Giscard d'Estaing qui, malgré les difficultés de ces derniers mois, lui a proposé de l'affaire Daoud que de Concorde, garde les sympathies de l'Amérique officielle. — H. P.

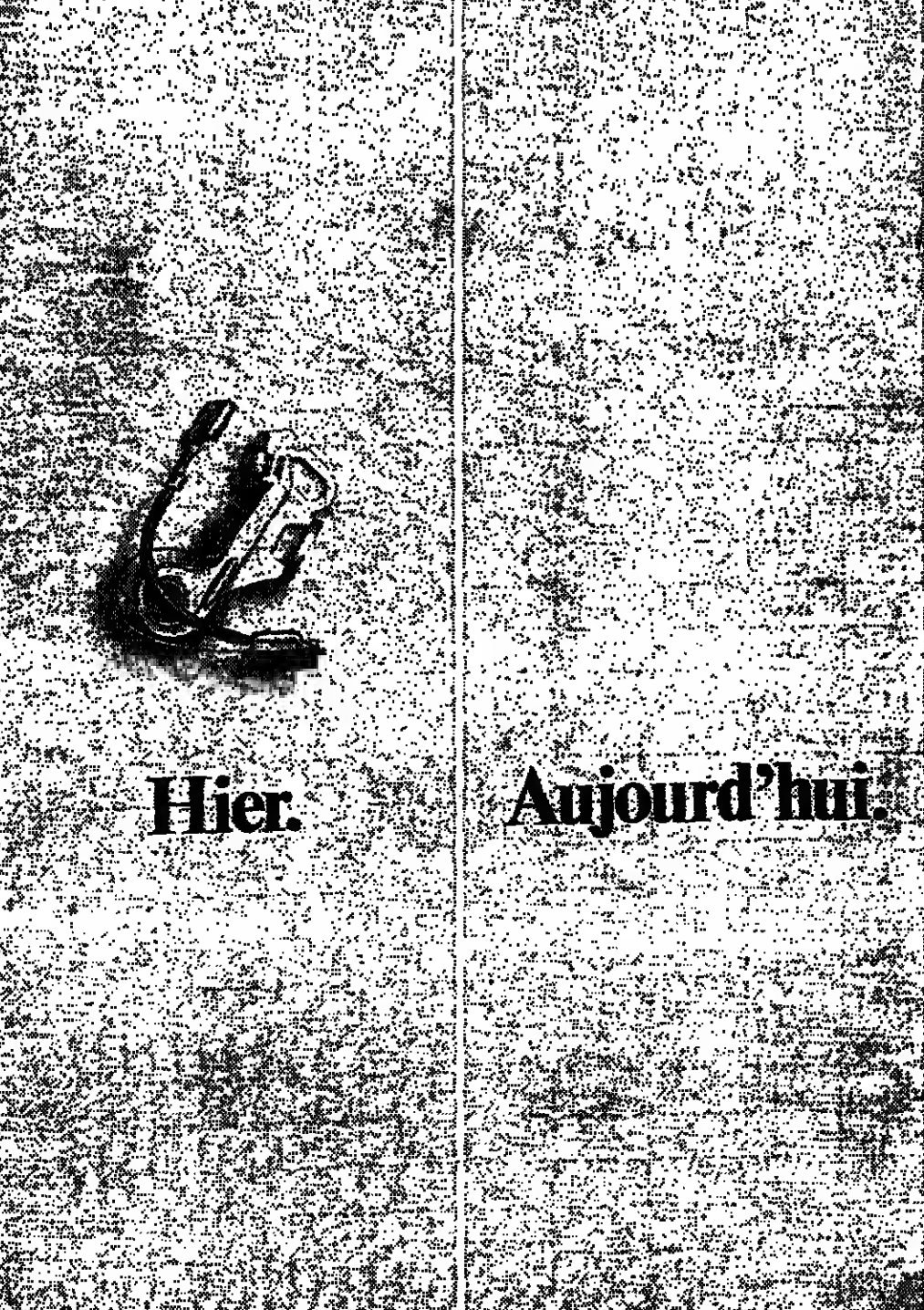
ASSASSINAT DE PARIS

LEVY

CHIRAC

VISIONS BA

Hier. Aujourd'hui.



Dans un moteur, le dérèglement du point d'allumage peut conduire à un accroissement de consommation. BOSCH a mis au point un nouvel équipement d'allumage sans contact qui empêche ce dérèglement. Un système d'allumage qui rend superflus le réglage périodique et l'entretien. Et qui améliore le démarrage.

Jour après jour, les allumages BOSCH a commande par contact font leurs preuves sur des millions d'automobiles. Mais, des recherches constantes, de nouvelles technologies nous ont permis encore un perfectionnement : l'équipement d'allumage BOSCH transistorisé sans contact.

Jusqu'ici, on devait remplacer les contacts du rupteur tous les 10000 à 15000 kms, sinon le point et la tension d'allumage se modifiaient à cause de l'usure. Le moteur consommait davantage d'essence, et il y avait des ratés d'allumage.

Le nouvel allumage BOSCH, lui, peut passer des années sans avoir besoin d'être réglé : l'impulsion d'allumage est déclenchée et produite par voie électronique. Finis les contacts qui s'usent. Le point d'allumage reste le même durant plusieurs années. La consommation d'essence et le taux de composés nocifs dans les gaz d'échappement restent aussi faibles que possible.

L'allumage BOSCH transistorisé sans contact augmente la tension d'allumage jusqu'à 40% : pas de difficultés de démarrage, un allumage plus sûr, même avec des bougies encrassées. Le moteur tourne toujours bien.

C'est cela l'expérience. Dès 1897, BOSCH fabriquait le premier allumage de série pour automobiles. En 1964, le premier allumage à transistors. De nombreux constructeurs européens d'automobiles et tous ceux d'Allemagne montent les équipements d'allumage BOSCH.

BOSCH partage votre vie et vous ne le savez pas toujours.

Savez-vous que votre voiture est probablement équipée avec des produits BOSCH et que lors de la prochaine révision elle sera sans doute mise au point et vérifiée avec des appareils de contrôle BOSCH.

Quant à votre autoradio, si c'est un BLAUPUNKT, pensez aussi que BLAUPUNKT est une société du Groupe BOSCH.

BOSCH accompagne vos gestes quotidiens en bien d'autres occasions. De nombreux produits alimentaires que vous achetez dans les grandes surfaces sont emballés par nos machines ; vous les préparez peut-être dans votre cuisine BOSCH, et vous les conservez dans votre réfrigérateur BOSCH.

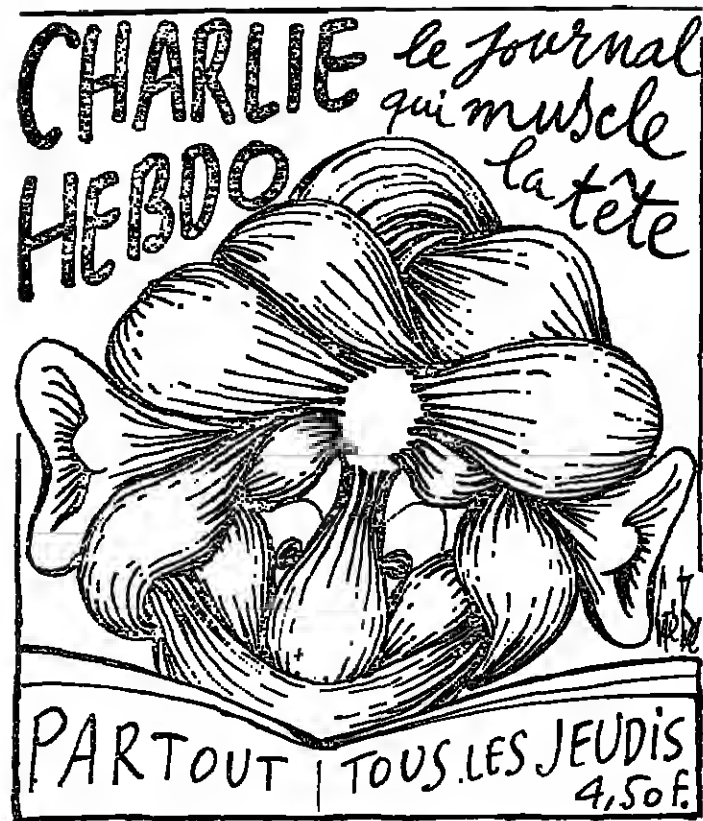
Peut-être réalisez-vous des films avec une caméra de chez BOSCH dont la marque est BAUER. Il y a également des salles de cinéma équipées de projecteurs BAUER. C'est d'ailleurs vraisemblablement avec nos yeux que vous avez regardé les Jeux Olympiques : beaucoup d'épreuves ont été retransmises par des caméras de télévision BOSCH.

Nous sommes présents dans beaucoup de domaines : on utilise l'outillage BOSCH pour construire des appartements ; le matériel ferroviaire est équipé de composants fabriqués par BOSCH, et grâce aux réchauffeurs de sang BOSCH, les hôpitaux peuvent porter leurs réserves de sang à la température du corps humain.

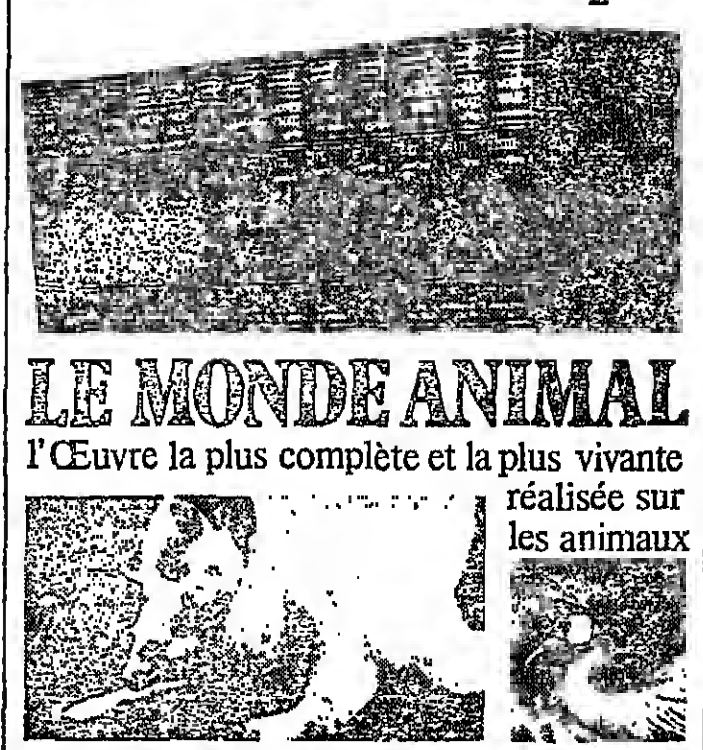
5700 scientifiques et techniciens travaillent chez BOSCH à la recherche et au développement de nouveaux produits et de meilleures méthodes, exclusivement.

Pour toutes informations : Robert Bosch (France) S.A. 32, Avenue Michelet 93404 Saint Ouen

BOSCH



Un monde fascinant dans votre bibliothèque



LE MONDE ANIMAL
l'œuvre la plus complète et la plus vivante réalisée sur les animaux

13 volumes grand format 19x25.
Textes sur papier velin épais.
Planches couleurs et hors-textes sur papier glacé. 7.200 pages.
8.000 illustrations en couleurs.
2.400 dessins techniques.
Reliure de luxe (vert et rouge) en véritable skivertex marqué en or au fer à dorer.

Saviez-vous qu'il n'y a jamais eu de tigres en Afrique? que l'araignée aussi dévore son mâle? qu'il existe des souris butineuses?...

Plus complète encore que la fameuse Encyclopédie de Brehm qui possède une valeur aujourd'hui inestimable et qui a fait autorité pendant 100 ans, Le Monde Animal ajoute à l'information scientifique exacte, l'agrément du reportage vécu et la magnificence des photos en couleurs prises sur le vif. La présentation extrêmement claire vous permet de découvrir immédiatement tout sur n'importe lequel des 10.000 animaux vivant ou ayant vécu sur terre : où il vit, ce qu'il mange, comment il se reproduit, son histoire et ses liens de parenté avec les autres espèces et même comment il nous voit ou nous détecte.

renseignez-vous très vite GRATUITEMENT à

ASSOCIATION EUROPÉENNE D'ÉDITION en renvoyant simplement ce bon rempli, 71 bis, rue de Valenciennes - 75006 PARIS.

BON GRATUIT à envoyer à :
ASSOCIATION EUROPÉENNE D'ÉDITION
71 bis, rue de Valenciennes - 75006 PARIS

Je désire être rapidement et complètement informé, et sans aucun engagement de ma part sur "LE MONDE ANIMAL"

Nom, Mlle, M. _____
Profession _____
Adresse _____
C. Postal _____ Ville _____
(pour les mineurs, signature des parents obligatoire)
Signature _____

BMW 25 rue Cardinet
Paris 17 - 267-31-00
CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

GAP
WAGRAM

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DU DEUXIÈME TOUR A PARIS

La volonté de réconciliation de la majorité

(Suite de la première page.)

Le R.P.R. souhaitait en retour l'effacement de M. Tolu, candidat dans le 9^e arrondissement ou M. Couvre de Murville est en tête; Mme Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, dans le 15^e arrondissement, contre Mme de Hautecloque; M. Collin, réformateur, dans le 14^e arrondissement, contre M. de la Malène, député R.P.R.; M. Carson, centriste, dans le 17^e arrondissement, contre M. Philippe Lafay. Mme Giroud a déjà fait savoir qu'elle se retirait, mais sans donner de directives personnelles à ses électeurs.

Dans le deuxième secteur (2^e et 3^e arr.), les 18^e, 19^e et 20^e arrondissements, les listes Chirac sont éliminées d'office parce qu'elles n'ont pas atteint au premier tour 12,5 % des inscrits; il en est de même pour les listes d'Ornano dans les 5^e, 7^e, 9^e, 10^e, 11^e et 12^e arrondissements.

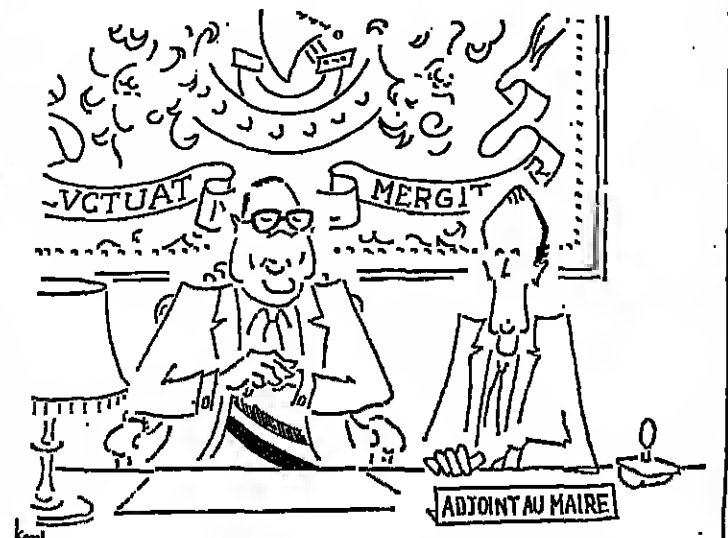
Le contenu de la négociation en ce qui concerne le deuxième tour se trouvait donc simplifié. Restait à débattre de la mairie de Paris. Le communiqué de M. d'Ornano, lundi, ainsi que les commentaires faits dans l'entourage du pouvoir indiquent que le verdict des électeurs sera respecté et que M. Chirac aura donc la voie ouverte vers la mairie de la capitale. Les alliés du R.P.R. se montrent beaux joueurs ou résignés.

A Paris comme ailleurs, nécessité fait loi. L'objectif de la majorité est de contenir la poussée de la gauche. Si la menace peut apparaître moins pressante dans la capitale, la cessation des hostilités entre les formations qui

soutiennent le pouvoir en place a une valeur exemplaire. L'union, la fin des dissensions personnelles, c'est ce qu'a souhaité M. Barre en quittant l'Elysée, lundi soir, après son entretien hebdomadaire avec le président de la République. Le premier ministre n'a pas l'intention d'intervenir dans le détail de la préparation du second tour des municipales, car celles-ci, dit-il, n'ont pas l'importance des législatives. M. Barre aurait préféré ne pas avoir à se mêler de cette consultation des listes du premier tour et il est bien décidé maintenant à préserver son autorité en se gardant de la fourvoyer dans des querelles intestines.

Les dirigeants de la majorité reconnaissent la poussée de la gauche, mais tentent de la minimiser. Les étranges statistiques du ministère de l'Intérieur enregistrent cette progression par rapport aux municipales de 1971, mais n'accroissent à la gauche que 42,7 % des suffrages exprimés. Comment expliquer avec de tels chiffres la conquête de trente-deux villes de plus de trente mille habitants dès le premier tour, sans compter beaucoup d'autres de moindre importance? Le vote des petites communes rurales, qui est moins politique, vient fort heureusement compenser celui des centres urbains, et le déclin des « divers gauche » et autres anciens opposants permet toutes les manœuvres ne doivent pas cacher la forêt. On considère que la majorité, et surtout sa fraction giscardienne, a bien résisté. La progression, de la gauche est acceptée comme un ajustement à la réalité, qu'il ne convient pas de dramatiser. D'une part parce que les Français, explique-t-on, ont l'habitude de corriger leur vote au second tour, d'autre part parce que beaucoup d'entre eux réagissent différemment devant des élections législatives. Le mal aurait pu être plus grand. Cette analyse optimiste relève enfin le succès du giscardisme incarné par M. d'Ornano dans les quartiers populaires de Paris. Le succès de M. Chirac dans la capitale est admis; il est espéré que le président du R.P.R. restera « tranquille ».

Le meeting de la gauche donne l'occasion à M. Mitterrand, Marchais et Fabre de se côtoyer sur la même tribune, alors qu'ils ne s'étaient pas rencontrés auparavant. M. d'Ornano, lui-même, lors de la signature de l'accord sur la constitution de listes d'union. La gauche veut relancer la dynamique unitaire, notamment dans les villes où elle était divisée. Mais son véritable problème se situe à l'extérieur de ses frontières naturelles. Il lui faut séduire la fraction du mouvement écologiste qui l'a boudée au premier tour et tenir compte de la poussée de l'extrême gauche.



(Dessin de BONE.)

M. SARRE : barrer la route à Jacques Chirac.

M. Georges Sarre, chef de file des candidats socialistes, a déclaré, lundi 14 mars : « La droite a fait le plein de ses voix au premier tour dans la capitale. Elle n'a pas plus loin. La droite ne peut que perdre ceux de ses électeurs qui ont voulu avant tout barrer la route aux ambitions de Jacques Chirac. Elle poursuit son déclin dans la capitale, perdant près de 10 % des voix par rapport au dernier scrutin municipal. Jacques Chirac n'a triomphé que de son concurrent giscardien. »

« Tous ceux qui veulent une politique nouvelle doivent se retrouver aux côtés de la gauche unitaire. Elle seule incarne désormais la volonté de changement qu'ont manifestée une majorité de Parisiens. Au premier tour, ils ont choisi Chirac. Ils ont voulu barrer ensemble la route à Jacques Chirac. »

M. FISZBIN : contre la politique d'abandon national.

M. Henri Fiszbin, député de Paris, chef de file des candidats communistes, a déclaré, lundi 14 mars : « Les électeurs ont exprimé clairement leur condamnation de la politique de la droite en votant dès le premier tour pour les listes de gauche. Ils ont voulu protester contre la politique d'abandon national du pouvoir. La gauche marque une progression importante, sur le plan des gains 11,5 points, progresse dans les avancées notables dans les quartiers populaires. Elle est en tête dans dix secteurs sur dix-huit. »

« L'opération Chirac-d'Ornano n'est pas parvenue à stopper la montée de la volonté de changement qui se manifeste autour de la gauche : les listes de droite ont perdu près de 10 points par rapport à 1971. Leur score n'a jamais été aussi bas. »

« Tous les sondages permettent raisonnablement d'anticiper pour la gauche d'importantes succès dimanche prochain. »

C.D.S. : mobilisation.

Le Centre des démocrates sociaux a lancé un appel à tous ses militants et à ses électeurs pour qu'ils se mobilisent sans défaillance en vue du second tour des élections municipales. Aucune exception à la règle de l'union de la majorité ne peut être tolérée face aux partis du programme commun, qui risqueraient autrement de l'emporter dans de nombreuses communes. Chacun doit comprendre que ces élections municipales, du fait de l'alliance systématique des socialistes et des communistes, se présentent dans des conditions très différentes de celles de 1971. Aussi est-il indispensable que la majorité se soude sans réticence pour l'emporter dimanche prochain. Le C.D.S. s'y emploiera à tous les niveaux. »

MM. CHIRAC ET D'ORNANO CONVIENTENT DE SE DÉSISTER RECIPROQUEMENT

M. Jacques Chirac a publié, lundi après-midi 14 mars le communiqué suivant : « Notre objectif, clairement affirmé à maintes reprises, a toujours été de faire échec à la coalition des sociaux-communistes, en assurant la victoire de ceux qui défendent une société de liberté. »

« En conséquence, comme nous nous y sommes engagés, nous allons retirer nos listes Union pour Paris dans les secteurs où elles sont devancées par les listes de M. d'Ornano. »

« Les déclarations de M. Poniatowski et d'Ornano nous amènent à penser que M. d'Ornano a adopté la même position. »

« Le pacte majoritaire que nous avons proposé se trouvant ainsi appliqué, et dans le but d'assurer à la majorité la dynamique de confiance nécessaire pour le second tour, j'ai proposé à M. d'Ornano de nous rencontrer. Ces entretiens pourraient avoir lieu à l'Assemblée nationale d'ici mardi dans la matinée. »

« Ainsi, faisant taire les ressentiments qui auraient pu naître chez certains d'une lutte sévère et souvent difficile, nous montrerons aux électeurs et électeurs que nous font confiance que leur volonté profonde est respectée et que nous mettons tout en œuvre pour faire échec aux signaux du programme commun. »

Au cours d'une conférence de presse qu'il a donnée en fin d'après-midi de lundi dans les locaux de sa permanence parisienne, M. d'Ornano a confirmé qu'il était d'accord pour renoncer à Chirac II à l'indiqué que, selon lui, « la victoire de la majorité n'est pas acquise ». « Il est donc indispensable, a-t-il ajouté, que la majorité aille une au combat pour le deuxième tour la nécessité d'une concertation est une évidence, car nous devons retrouver une majorité organisée. »

Le candidat giscardien a noté que l'écart entre les résultats obtenus par ses listes et ceux obtenus par les listes de M. Chirac était « très faible » et explicable par « la prime au sortant ». Il a estimé que « l'importance du nombre des suffrages obtenus par les listes Renouveau et protection de Paris crée des devoirs vis-à-vis des électeurs », mais il n'a pas précisé ce qu'il entendait par « devoirs ». Il a également fait remarquer que ses listes étaient arrivées devant celles de M. Chirac dans trois des cinq secteurs de Paris défectueux par l'opinion. « Cela prouve, a-t-il dit, que ce sont les listes que je soutiens qui ont entraîné la poussée socialo-communiste. »

M. Jacques Chirac préside, mercredi 15 mars à 20 h 45 au palais de la Mutualité (24, rue Saint-Victor, Paris-5^e) une réunion publique de soutien à l'ensemble des listes Union pour Paris demeurées en piste pour le second tour.

LES RÉSULTATS DU PREMIER TOUR A PARIS

(En pourcentage des suffrages exprimés)

Secteurs	Abst.	Gauche	Chirac	d'Ornano	Ecolog.	Ext. g.	Robert	Le Pen	Royaliste
1 ^{er} (I ^{er} et IV ^e)	33,83	30,1	27,9	22,7	11,1	3,3	1,7	1,6	0,5
2 ^e (II ^e et III ^e)	37,34	37,4	12,5	33,1	9,7	3	1,6	1,7	0,3
3 ^e (V ^e arrdt)	32,33	27,7	38	14,1	13,6	2,1	1,6	1,1	0,2
4 ^e (VI ^e arrdt)	35,89	22,3	36,3	21,6	13,6	1,9	2	1,5	0,4
5 ^e (VII ^e arrdt)	38,81	17	60,1	13,1	1	4,5	2,7	0,6	
6 ^e (VIII ^e arrdt)	34,60	15,6	35,2	27,8	18	1,4	2,3	2,2	0,3
7 ^e (IX ^e arrdt)	34,39	25,8	38	16,6	6,4	2,5	2,2	1,8	0,3
8 ^e (X ^e arrdt)	34,90	35,9	31,6	16,4	7,8	3,1	1,2	2,2	0,3
9 ^e (XI ^e arrdt)	31,90	41,9	25,1	16,5	9,2	3,1	2	2,1	—
10 ^e (XII ^e arrdt)	30,22	34,5	23,6	24,3	10,1	3,4	2,2	1,7	—
11 ^e (XIII ^e arrdt)	23,50	42,7	22	15,7	11,1	3,7	2,3	1,5	0,4
12 ^e (XIV ^e arrdt)	32,39	34,2	27,6	20,1	10,8	3,6	2	1,4	0,3
13 ^e (XV ^e arrdt)	30,74	28,6	30,5	23,4	10,4	2,7	2,5	1,9	—
14 ^e (XVI ^e arrdt)	31,43	13,2	33,5	34,3	10,8	1,4	2,7	2,1	—
15 ^e (XVII ^e arrdt)	31,88	23,2	38	22,4	9,6	2,6	2,2	1,8	—
16 ^e (XVIII ^e arrdt)	31,97	40,3	17,5	27,6	8,1	3	1,5	2	—
17 ^e (XIX ^e arrdt)	32,18	44,1	17,4	19,3	9,1	3,5	2,9	2,2	0,3
18 ^e (XX ^e arrdt)	33,46	43,1	17,2	21,6	9,4	3,4	2,6	2	—
Total	32,41	32,09	28,23 (1)	22,02 (1)	10,13	2,88	2,29	1,85	0,15

(1) Pourcentages établis sans tenir compte du score réalisé dans le 5^e secteur par la liste de M. Frédéric Dupont (R.L.), qui se présentait avec le double parrainage de M. Chirac et d'Ornano.

هكسان النحل

Les élections municipales

Les deux lectures

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Chacun estime avoir gagné ou tout au moins n'avoir pas vraiment perdu : c'est chaque fois la même chose. Les défaites, en politique, sont comme les accidents de la route : cela n'arrive qu'aux autres.

Laissons donc les hommes politiques voter leurs querelles. On serait facilement tenté de dire : au fond, peu importe. Peu importe que Schilligheim soit administré par un maire socialiste et non plus par un centriste, peu importe la tendance exacte du conseil sans équilibre politique qui s'installe à Sotteville-lès-Rouen, peu importe qu'à La Baule-Escoubert un ami(e) en retraite arbitre la confrontation d'un socialiste avec un gaulliste, fut-il ministre d'Etat. A la limite, peu importe que ce soit M. Chirac plutôt que M. de Gaulle qui soit député maire de Paris. L'avenir de la France, la sort des Français, dans la marge étroite que leur laissent les lois, les règlements et les budgets, ne dépendent pas de l'ardeur, de la sagesse ou de la compétence de quelques dizaines de maires et de quelques centaines d'élus municipaux. Au reste, un bon tiers du corps électoral, même s'il figure arbitrairement à la rubrique « divers favorables » dans les statistiques de M. Pontowski, a émis dimanche des votes politiquement incalculables.

L'avenir, notre avenir, et notre sort, dépendent avant tout de l'inflation, du chômage, de l'expansion ou de la récession, de la prospérité et de l'équité dans la répartition de ses fruits. Or, si l'on préfère, de la politique du gouvernement, de la situation économique chez nos partenaires américains et européens, de l'orientation de quelques puissances économiques, énergétiques ou financières à travers le monde. A moins qu'il ne faille dresser la liste dans l'ordre inverse : d'abord les grandes affaires, ensuite les pays riches, enfin le gouvernement de M. Barre. De toute façon, on est loin de Villeneuve-d'Ascq et de Confiance-Sainte-Honorine.

Au moins notre avenir, notre sort sont-ils inscrits en filigrane dans les résultats électoraux de dimanche dernier ? Même pas. Car il y a deux façons bien différentes de lire ces résultats selon qu'on fait partir le compte de 1973 qu'on veut établir la feuille de température complète de la V^e République.

Ici, la gauche est représentée par une ligne constamment ascendante : des législatives de 1973 à celles de 1978, en passant par les présidentielles de 1974, les partielles et les cantonales de 1976, les municipales

Des contrechocs sensibles dans plusieurs conseils régionaux

Les résultats des élections municipales auront une influence directe sur la composition politique des conseils régionaux. La loi du 5 juillet 1972 veut que ces conseils soient en partie composés de représentants des conseils municipaux des villes de plus de trente mille habitants et de représentants des communautés urbaines. En outre, les chefs-lieux de département, quelle que soit leur population, y désignent un représentant.

Dans les régions où, dès le premier tour, des inflexions politiques sensibles sont apparues, il faut s'attendre à des changements d'équilibre, voire des renversements de majorité. Le « poids » des municipalités dans ces assemblées n'est, en effet, pas négligeable : dans les régions où existent des communautés urbaines il peut dépasser 20 %. Dans Rhône-Alpes par exemple, sur un effectif de 123 conseillers, 8 sont des représentants élus par la communauté urbaine de Lyon et 23 représentent directement les conseils municipaux. Dans le Nord-Pas-de-Calais les deux communautés urbaines (Lille et Dunkerque) envoient à la région 7 représentants (sur 109).

D'autre part, d'après l'article 5, de la loi du 5 juillet 1972, les conseils généraux des départements doivent désigner au conseil régional des maires de communes qui n'y siègent pas de droit. Les modifications intervenues les 15 et 22 mars dans les petites villes et les communes rurales se répercuteront donc, elles aussi, dans les assemblées régionales. C'est en définitive à un glissement sensible du paysage politique régional qu'il faut s'attendre en fonction de cette

série d'engagements. Dans les prochains jours les conseils municipaux « nouvelle manière » désigneront leurs représentants. Ensuite ce seront les conseils généraux qui choisiront parmi les maires des petites villes ceux qui « iront » à la région. Enfin en mai-juin, les communautés urbaines, elles-mêmes renouvelées, éliront leurs mandataires à la région.

Les conseils régionaux peuvent se réunir lorsqu'ils le souhaitent (en général ils tiennent deux sessions ordinaires par an), mais « à moins de circonstances exceptionnelles ils ne peuvent se réunir les jours où le Parlement tient séance ». En général, les conseils élisent en mai et en juillet pour fixer avec le préfet de région les premières grandes lignes du budget de l'année suivante.

Dans plusieurs régions où la gauche a confirmé, le 13 mars, sa poussée constatée aux cantonales et aux élections législatives partielles de novembre 1976 (qui avaient déjà influencé la composition politique des assemblées régionales), il faut s'attendre à de « s » changements notables. En Auvergne, par exemple, où le majorité ne tient qu'à un fil, la victoire de la gauche à Montluçon et à Aurillac devrait faire changer la présidence du conseil. En Bretagne, la poussée de la gauche se traduit de manière non négligeable au conseil, comme en Rhône-Alpes. En Champagne-Ardenne, où la majorité présidentielle est largement majoritaire, la gauche aura, après ses victoires à Reims et à Châlons-sur-Marne notamment, un rôle qui ne sera plus mineur.

Ainsi que l'avait voulu le législateur, les assemblées régionales sont

donc soumises à un renouvellement politique quasi permanent. S'il n'est pas contraire à l'esprit de la démocratie élective, ce système présente toutefois, à l'expérience, de multiples inconvénients. Les assemblées régionales sont déjà mal connues de la population, « mal vues » par le pouvoir actuel et parfois décriées par les assemblées départementales et les villes. Est-ce en les maintenant dans un régime « d'instabilité constante » qu'on leur permettra de conduire une politique économique et sociale à long terme rationnelle et constructive ? Est-ce en en faisant un reflet et un relais des campagnes électorales qu'on parviendra à y faire prévaloir la raison sur la passion ?

FRANÇOIS GROSCHARD.

VAR

TOULON. — Le vice-amiral en retraite Antoine Sanguinetti, qui conduisait à Toulon la liste constituée par le P.S., invite à voter en faveur de la liste conduite par Mlle de March (P.C.). Cette liste comprend une vingtaine d'anciens membres de la section toulonnaise du P.S. (jusqu'au 10 mars 1976), qui ont été exclus pour avoir préféré une alliance avec le P.C. au soutien à M. Sanguinetti. Elle a obtenu 10 443 voix sur 21 126 suffrages exprimés, contre 10 780 à la liste socialiste. Les deux candidats de la majorité recueillant respectivement 24 729 suffrages pour M. Attreux (R.L.), maire sortant, et 21 285 pour M. Simon-Lorière, député R.P.R. du Var. Le mouvement des radicaux de gauche a également apporté son soutien, pour le second tour, à la liste de Mlle de March.

Obtenant plusieurs succès en province

L'extrême gauche se félicite de ses résultats

Les différentes formations d'extrême gauche qui ont participé au premier tour des élections municipales ont obtenu de bons résultats, en province et même, malgré des résultats plus modestes, dans la capitale.

Dans de nombreuses grandes villes, ces formations présentent des listes « pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs », regroupant les deux principaux mouvements socialistes, la Ligne communiste révolutionnaire et Lutte ouvrière, ainsi que l'Organisation communiste des travailleurs, dont les analyses s'inscrivent plutôt dans la perspective maoïste. Ces listes ont obtenu de bons résultats, en particulier, à Orléans (près de 12 % des suffrages exprimés), à Valenciennes (10 %), à Montbéliard (9,5 %), à Caen (8,30 %) et Nancy (8,25 %), à Rouen (7,50 %) : dans ces villes comme dans quelques autres de moindre importance, les chiffres atteints par l'extrême gauche sont très sensiblement supérieurs à ceux qu'elle recensait d'habitude.

Quant à Rennes, la liste de la L.C.R., de Lutte ouvrière et de l'O.C.T. n'y obtient que 1 695 suffrages sur 74 451, mais si l'on y ajoute les voix qui se sont portées sur une liste maoïste (1 030) et sur celle que le P.S.U. avait constituée en commun avec des écologistes (2 867), on s'aperçoit que les formations qui se réclament de la gauche révolutionnaire recueillent au total quelque 5 % des voix. A Saint-Etienne, où le résultat des révolutionnaires est pourtant beaucoup plus modeste (3,20 %), les partis de gauche ont invité un représentant de la liste d'extrême gauche à exprimer officiellement à leur meeting de ce mardi 15 mars.

L'examen des résultats détaillés montre que les résultats sont sur-

(PUBLICITÉ)

LANVIN
15, rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris - 265 14.40

Les secrets d'un costume

DEPUIS le début du siècle la mode masculine n'a guère changé. Le complet-veston de nos grands-pères a parfois perdu son gilet et, heureusement, sa raideur. Mais il est toujours là, et bien là. Alors, plutôt que de déplorer cette pérennité, voire y déceler un manque d'innovation, il serait sans doute plus sage d'en tirer la logique : le costume reste le plus souvent, la seule façon élégante de s'habiller.

Encore faut-il s'entendre sur ce que doit être ce costume. Nous avons eu le temps, chez Lanvin, de nous en faire une idée assez juste. Cela commence par un tissu, bien sûr. Peigné, flanelle, cachemire, laine et mohair — tout dépend de l'usage auquel vous destinez ce costume.

Sous nos latitudes, pour un costume de ville, il vaut mieux éviter les étoffes trop légères que réclame un préjugé venu d'Outre-Atlantique. Un tissu de six ou sept onces n'est pas vraiment plus confortable qu'un joli peigné anglais de douze onces, et il ne saurait en avoir ni l'aspect, ni surtout la tenue. N'oublions pas pour autant les costumes d'été : si légers soient-ils, ils n'ont pas de secrets pour nous.

Équilibre délicat s'il en est, puisqu'un seul centimètre peut tout compromettre. Bien entendu, ce souci de l'harmonie se retrouve dans les détails qui se voient. La largeur d'un revers ou celle d'un pantalon, le choix d'une fente centrale ou de fentes latérales. Le nombre de boutons de la manche ne doivent rien à l'arbitraire même s'il est permis d'y introduire quelque fantaisie.

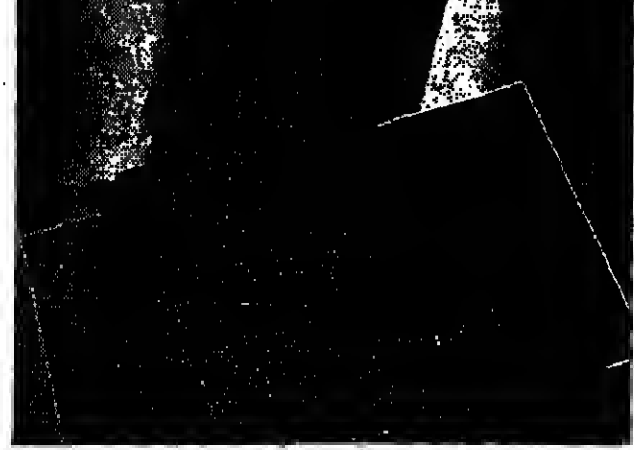
Une fois taillé à vos mesures, ajusté autant de fois que nécessaire, le costume sera cousu entièrement à la main. Non par excès de raffinement ou de traditionalisme, mais simplement parce que la machine ne « sent » pas le tissu, parce que la couture mécanique n'accompagne pas l'étoffe.

Quant aux finitions... s'il faut une centaine d'heures

pour faire un costume, c'est aussi qu'un boutonnière mal brodé, un bouton mal cousu, une doublure mal rabattue, peuvent nuire fâcheusement à l'aspect d'un gilet ou au confort d'une emmanchure.

Un style pour chacun

Mais, au-delà de ses qualités évidentes, un costume n'existe qu'en fonction de celui qui le porte. Il n'est totalement réussi que s'il parvient à se faire oublier. C'est pourquoi, au risque de choquer ceux qui ne nous connaissent pas encore, il nous faut hasarder un avis. Il n'y a pas de « style Lanvin », comme il peut y avoir un style Savile Row. Il y a un style pour chacun, élaboré selon ses goûts et ses besoins. Même s'il faut, pour cela, tourner un peu le dos à la mode ou au contraire l'inventer.



Un équilibre subtil conçu pour vous seul

Après
L'AMOUR AVEUGLE
et
MONSIEUR PAPA

Le nouveau roman de
PATRICK CAUVIN

e = mc² mon amour

Des bonheurs de lecture. Je vous en promets à chaque page de e = mc² mon amour, équation parfaite de l'originalité, de la tendresse et du rire.

Bernard PIVOT (Lire)

J. Clartès

POLITIQUE

Les élections

HAUTE-CORSE

CALVI — Ins. : 2337; suff. expr. : 2045. — Un. dém. (M. Colonna, ins. g. m. s.), 1234. 21 ELUS; Maj. (M. Marchetti), 785.

CORTE — Ins. : 5487; suff. expr. : 3887. — R.P.R. (docteur Jean Colonna, c. p., R.P.R., R.I.), 1148; Un. g. (M. Jacques Raffalli, P.S., P.C., rad. g.), 891; Maj. (M. Michel Pierucci, m. s.), 946; autonomistes, 191. BALI.

ORNE

La préfecture de l'Orne n'a publié que le lundi après-midi 14 mars les résultats définitifs du premier tour dans un certain nombre de villes du département. Nous donnons ci-dessous ces résultats : ceux de la ville d'Alençon ont été publiés dans nos éditions datées du 15 mars.

De nombreuses villes de moins de 30 000 habitants sont également passées de la majorité à l'opposition

Le dépouillement se faisant plus aisément et plus rapidement dans les villes de plus de trente mille habitants (« listes bloquées », sans panachage ni vote préférentiel), c'est surtout à l'évolution politique de ces villes, dont trente-deux sont passées à la gauche, que nous avons consacré les commentaires de notre précédent numéro, les résultats étant connus moins tardivement.

La poussée de l'opposition de la gauche est également apparue dans de nombreuses localités de moyenne importance, dont trois Tulle et Laon).

Des listes d'union emmenées par le P.S. ont remporté le succès dans les villes suivantes :

— Alsace : Laon (maire sortant R.P.R.).
— Charente-Maritime : Saintes (m. s. mod. maj.).
— Côte-d'Or : Chenonce (m. s. app. R.L.).
— Doubs : Valentigney (m. s. mod. maj.) pour 28 sièges sur 27.
— Gironde : Le Bouscat (m. s. C.N.P.) et Villeneuve-d'Ornon (m. s. mod. maj.).
— Loire : Saint-Jean-de-la-Ruelle (m. s. C.D.S.).
— Lot : Pigeac (m. s. mod. maj.).
— Manche : Octeville (m. s. act. loc.).
— Nièvre : Cosne (m. s. div. g.).
— Puy-de-Dôme : Aubière (m. s. ex-F.S.), Riom (m. s. maj.) et Thiers (m. s. R.L.).
— Pyrénées-Atlantiques : Billère (m. s. maj.) et Oloron-Sainte-Marie (m. s. radical).
— Rhône : Meyzieux (m. s. R.L.).
— Seine-Maritime : Elbeuf (m. s. app. R.L.).
— Tarn : Graulhet (m. s. mod. maj.).

Derniers résultats

ARGENTAN — Ins. : 10887; suff. expr. : 8012. — Un. g. (M. Pavy, P.S., c. div. g.), 4142. 5 ELUS; Maj. (M. Vimal du Bouchet, R.I., m. s. R.P.R., mod. maj.), 3970. 7 ELUS. (Ballottage pour 15 sièges.)

FLERS — Ins. : 11138; suff. expr. : 7887. — Maj. (M. Van der Gucht, mod. maj.), m. s. R.P.R., 3959. 11 ELUS; Un. g. (M. Barrière, P.S., P.C., div. g.), 3625. 3 ELUS. (Ballottage pour 14 sièges.)

LA FERTÉ — Ins. : 4136; suff. expr. : 3206. — Un. g. (M. Lepape, P.S., div. g.), 1401. 2 ELUS; mod. et ex. éq., 678; act. loc. 780. (Ball. pour 21 sièges.)
M. Roche, mod. maj., m. s. ne se représentait pas.
L'AGLE — Ins. : 5642; suff.

expr. : 4280. — Maj. (M. Boudet, dép. cent. m. s. R.P.R., mod. maj.), 3391. 22 ELUS; Un. g. (M. Grudet, P.S., P.C., div. g.), 1740. 1 ELU.

DANS LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

GUADELOUPE

BASSE-TERRE — Ins. : 8512; suff. expr. : 3715. — Un. g. (M. Clary, P.C.), 2528. 27 ELUS; Maj. (M. Beaulieu), 1284.

Sortants : 12 P.C.G., 10 div. g., 3 P.S., 2 ext. g.

1971 — Ins. : 6820; suff. expr. : 4188; P.C.G. (M. Clary), 2383; Maj. (M. Fenilard, ex. U.D.R., m. s.), 1836.
1974 — Ciscard d'Estang, 2735; Mitterrand, 2069.

LES ABYMES

Ins. : 15218; suff. expr. : 8634. — P.S. (M. Jallon, dép. m. s.), 5135. 31 ELUS; Maj. (M. Lacombe, R.P.R.), 3228; P.C.G. (M. Lohet), 323.

Sortants : 14 P.S., 11 div. g., 4 ext. g., 2 div. mod.

1971 — Ins. : 11748; suff. expr. : 7182; P.S. (M. Jallon, m. s.), 4679; Maj. (M. Fort, U.D.R.), 2584; P.C. (M. Coube), 384.

1974 — Mitterrand, 4340; Ciscard d'Estang, 2224.

POINTE-A-PITRE

Ins. : 12335; suff. expr. : 7300. — P.C. (M. Bangou, m. s.), 5954. 27 ELUS; Maj. (M. Gresse, R.P.R.), 1340.

Sortants : 15 P.C.G., 15 div. g., 2 ext. g.

1971 — Ins. : 14142; suff. expr. : 8315; P.C.G. (M. Bangou, m. s.), 5952; Maj. (M. Nihila, U.D.R.), 1483; P.S. (M. Chevion), 115.

1974 — Mitterrand, 4867; Ciscard d'Estang, 1927.

GUYANE

CAYENNE — Ins. : 11028; suff. expr. : 5266. — Parti socialiste guyannais (M. Héder, sén. m. s.), 3387. 27 ELUS (21 P.S.G., 3 div. g., 3 ex. g.); Maj. (M. Riviere, dép. R.P.R.), 1852.

M. Riviere, qui s'attaquait à M. Léopold Héder dans son fief de Cayenne, subit un sévère échec, dans quatre autres communes du département : Mana, Stannary, Quissary et Montsinéry-Tonnegrande. 4 v. e. ballottage.

1971 — Ins. : 9393; suff. expr. : 5087; P.S.G. (M. Héder, m. s.), 3311; Maj. (M. Cyrille, mod. maj.), 1310; div. g. (M. Héder), 133.

1974 — Mitterrand, 2809; Ciscard d'Estang, 2628.

Sortants : 20 cent., 2 R.P.R., 1 P.S.

MORTAGNE — Ins. : 2903; suff. expr. : 2222. — Mod. Maj. (M. Tanné, m. s.), 1494. 23 ELUS (19 mod. maj., 4 app. R.P.R.). Un. g. (M. Robert, P.A.), 624.

Sortants : 19 mod., 4 app. R.P.R.

SAINT-PIERRE

ET-MIQUELON

SAINT-PIERRE — Ins. : 3322; suff. expr. : 2522. — M. Albert Pen. sén. m. s. P.S., 1862. 23 ELUS (11 P.S., 12 div. g.).

1971 — Ins. : 2933; suff. expr. : 1667; div. g. (M. Pen. sén. P.S.), 1667.
1974 — Ciscard d'Estang, 1785; Mitterrand, 554.

MIQUELON — LANGLADE — Ins. : 417; suff. expr. : 320. — M. Yvon Detchavary, m. s. P.S., 242. 13 ELUS (7 P.S., 6 div. g.).

1971 — Ins. : 377; suff. expr. : 289; mod. maj. (M. Cornier), 588. 1974 — Après démission du conseil municipal : M. Detchavary, P.A. sén. m. s. P.S., 207; Mitterrand, 104.

NOUVELLE

CALÉDONIE

NOUMEA — Ins. : 23300; suff. expr. : 13345. — Maj. (M. Roger Laroque, m. s.), 8820. 27 ELUS; P.S. (M. Yves Armand), 2557; Act. com. (M. Raymond Mura), 2484; Front uni (autonomiste) (M. Yann Céline Drugel), 1352. (Ball. pour 8 sièges.)

1971 — Ins. : 12687; suff. expr. : 7667; Un. dém. (M. Laroque), 3913; Un. calédonienne (M. Bertoe), 3188; Mouv. pop. cal. (M. Bernat), 1499; Un. multiraciale (M. Nemla), 583.

POLYNÉSIE

Les résultats de Polynésie ne sont parvenus que de manière incomplète.

PAPETE — Ins. : 14585; suff. expr. : 8496. — Front uni autonomiste (MM. Daniel Milloud, sén. Franck Vanitette, ana. prés. act. ter. Engène Sanford), 4300. 27 ELUS; M. Tambrun, m. s. mod. maj., dont les résultats ne sont pas parvenus, est battu.

FAAA — Ins. : 6344; suff. expr. : 3788. — Front uni autonomiste (MM. Francis Sanford, dép. m. s. Julius Dahl, Edouard Joventin), 2000. 23 ELUS.

Ces élections constituent un succès pour M. Francis Sanford et les autonomistes. Ils entrent le maire de Papeete au lendemain de la mise au point définitive, avec le gouvernement, du nouveau statut de l'Assemblée territoriale. M. Gaston Prost, R.P.R., président de l'Assemblée territoriale, a été réélu sans difficulté à Papeete.

Les statistiques du ministère de l'intérieur

Le ministère de l'intérieur a publié, lundi 14 mars, l'analyse suivante du résultat du premier tour des élections municipales.

« Les électeurs et électrices étaient appelés à élire 475 000 conseillers municipaux dans les 36 305 communes de métropole. »

« Le taux de participation a atteint 78,8 %, alors qu'il n'était que de 75,2 % en 1971. »

« Avec des résultats presque

définitifs portant sur un peu plus de 33 millions d'électeurs inscrits, 36 002 sièges sont pourvus dès le premier tour de scrutin, soit 80,2 %, alors qu'en 1971 390 589 sièges avaient été pourvus, soit 85,5 %. Seulement 90 788 sièges sont en ballottage et 16 839 conseils municipaux sont déjà entièrement constitués. »

« Les communes porteront successivement sur les statistiques électorales voix et sièges, et sur l'analyse des résultats des villes de plus de 9 000 habitants. »

La répartition des voix

« La statistique porte sur 33 090 118 inscrits, ce qui représente la quasi-totalité du corps électoral de métropole. La répartition des voix entre les diverses coalitions en présence s'établit

comme suit, étant entendu que les listes d'opposition de gauche sont à dominante socialiste ou radicale socialiste et que les listes dites de centre gauche sont opposées au programme commun.

	NOMBRE	POURCENTAGE
Inscrits	33 090 118	
Votants	26 084 354	78,8
Exprimés	25 287 582	76,3
Abstentions	6 998 764	21,1
Extrême gauche	179 357	0,7
Parti communiste	886 831	3,5
Union de gauche	6 854 230	30,9
Opposition de gauche	1 878 328	7,4
Centre gauche	1 389 046	5,3
Majorité	10 259 123	40,5
Divers, modérés	82 272	0,3
Extrême droite	27 001	0,1

« L'ensemble des listes d'opposition recueille 62,7 % des suffrages contre 35,9 % aux élections municipales de 1971. Les listes de la majorité et divers modérés favorables recueillent 48,6 % contre 44 % en 1971. Les listes dites de centre gauche au programme commun recueillent 52,5 % des suffrages.

8,2 %, lors qu'en 1971 divers gauche et modérés d'opposition obtenaient 18,9 %.

« Aux élections cantonales de mars 1976, les candidats favorables au programme commun recueillent au premier tour de scrutin 52,5 % des suffrages.

La répartition des sièges

« Il peut être intéressant d'analyser la répartition politique des 369 002 sièges dévolus dès le premier tour. Il convient néanmoins

de souligner que ce classement, qui regroupe quasi bien les très grandes villes que les petites communes, a surtout une valeur indicative.

NUANCES	SIÈGES	POURCENTAGE
Communistes	22 166	6,0
Extrême gauche	2 405	0,6
Socialistes	28 879	10,5
Radicaux de gauche	6 882	1,9
Divers gauche	88 148	23,7
Centre gauche favorab. à la majorité	17 464	4,7
R.P.R.	25 899	7,0
Républicains indépendants	30 727	8,3
Indépendants	4 396	1,2
C.D.S.	21 871	5,9
Modérés favorables à la majorité	114 031	30,9
Divers droite	3 340	1,0

« On observe une progression assez sensible du nombre de conseillers communistes, qui passent de 4,3 % à 6 %. Cette augmentation est la conséquence directe de l'augmentation des accords d'union de la gauche, qui ont permis aux candidats communistes de rentrer dans les conseils municipaux gérés jusqu'à présent par les seuls socialistes.

« Le nombre de conseillers municipaux socialistes progresse de 9,1 % à 10,5 %.

« Les formations de la majorité voient la proportion de leurs élus augmenter légèrement puisqu'ils atteignent 22 % au lieu de 18,3 % en 1971. Cette progression se fait au

déclin des modérés d'opposition. »

« Au sein de la majorité, on observe une progression des républicains indépendants, qui obtiennent 8,3 % des sièges contre 5,8 % en 1971. Le Centre des démocrates sociaux progresse également puisqu'il obtient 5,9 % des sièges alors que l'addition des sièges du C.D.P. et du C.D.E. ne représentait en 1971 que 5,8 %.

« D'une manière générale, on note une assez grande stabilité au bénéfice des magistrats municipaux sortants, particulièrement dans les quelque trente-cinq mille communes rurales du pays.

L'évolution des forces politiques dans la capitale

	Législatives 1973	Présidentielles 1974 (2 ^e tour)	Municipales 1977
Union de la gauche et extrême gauche	39,7	43,1	35
Listes diverses (écologistes et jobertistes)	—	—	12,4
Majorité	56,7	56,9	50,2
Divers droite	3,6	—	2,4

La participation des électeurs parisiens aux diverses consultations

Municipales 1971	55,67 %
Législatives 1973	78,7 %
Présidentielles 1974	82,3 %
Municipales 1977	67,6 % (moy. nationale 78,8 %)

Les résultats globaux de Paris

« A Paris, on constate que, par rapport aux scrutins antérieurs, la majorité maintient ses positions. Les listes R.P.R. sont les mieux placées dans treize arrondissements, tandis que les listes présentées par M. d'Ornano sont en tête dans sept arrondissements.

Inscrits	1 276 672	
Votants	843 323	soit 67,6 %
Suffrages exprimés	831 432	
Extrême gauche	34 943	soit 4,2 %
Union de la gauche	273 386	soit 32,1 %
Paris-Ecologie	86 321	soit 10,4 %
Jobert	19 519	soit 2,3 %
Chirac	232 873	soit 28,2 %
D'Ornano	187 945	soit 22,6 %
Frédéric-Dupont (E.L.U.)	17 425	soit 2,1 %
Divers droite	19 728	soit 2,3 %

« A Paris, l'union de la gauche perd près de 5 points par rapport aux législatives et 8 points par rapport au second tour des élections présidentielles. »

« Les listes écologistes obtiennent 10,1 % des suffrages et les listes jobertistes 2,3 %.

L'Espagne facile.

Air France vous rend maintenant l'Espagne encore plus accessible. Grâce à de nouveaux tarifs aller-retour valables dès le 1^{er} avril au départ de Paris.

ALICANTE	725F
BARCELONE	570F
MALAGA	875F
PALMA	630F
SEVILLE	875F

L'Espagne plus souvent.

Des prix très réduits, donc des voyages plus fréquents, si vous le souhaitez. Tous les mardis, mercredis, jeudis. Vous voyagez sur les lignes régulières d'Air France ou d'Iberia, ce qui vous garantit la fréquence des vols, la régularité des horaires, la qualité du service à bord.

L'Espagne plus longtemps.

Avec nouveaux tarifs correspondent de nouvelles facilités. Pour un séjour d'au moins une semaine et pouvant aller jusqu'à 3 mois, il vous suffit de voyager à 2 personnes minimum (à l'aller comme au retour), 2 enfants de moins de 12 ans comptant pour un adulte.

Pour tous renseignements et précisions complémentaires sur l'application de ces tarifs, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France.

AIR FRANCE

AIR FRANCE LA GARANTIE DES VOLS RÉGULIERS **IBERIA**

municipales POLITIQUE

Les électeurs écologistes feront la décision dans une quinzaine de villes

Les écologistes sont satisfaits. Ils n'ont pas obtenu les résultats que certains sondages leur attribuaient, en revanche ils n'ont été nulle part ridicules. Le nombre de suffrages qu'ils récoltent est le plus souvent supérieur à ceux de l'extrême gauche et des partisans de M. Jobert. Ils ont réalisé une surprise partielle partout où ils ont osé se présenter.

Pour la première fois des écologistes vont siéger en tant que tels dans des conseils municipaux. C'est le cas à Buhl et à Laxitz, deux communes rurales du Haut-Rhin où M. Jean-Pierre Goss et M. Pierre Kochl ont été élus dès le premier tour. Des « verts » sont en ballottage favorable à Didenheim, à Biederthal et Chalmé, dans le même département.

Il est vrai qu'en Alsace les mouvements écologistes ont commencé à se manifester plus tôt qu'ailleurs et qu'ils ont fait leurs premières armes dans les compétitions électorales de 1973. Le nombre des voix qu'ils ont obtenues s'est élevé chaque fois avec régularité. Il est vrai aussi que leur région subit peut-être plus qu'une autre le choc du « progrès » : industrialisation accélérée, très nombreuses exploitations de gravières, centrales nucléaires, projet de canal à grand gabarit, les agressions contre l'environnement se multiplient et avec elles monte l'inquiétude. A Strasbourg, les listes écologistes ont réuni 10,5 % des voix et à Mulhouse 13 % (contre 8,5 % aux élections précédentes).

Dans la région parisienne, la « marche verte » avait commencé à se faire sentir aux élections cantonales de mars 1976, dans huit communes. Cette fois-ci, elle en a touché vingt-quatre. Nulle part les candidats n'ont réalisé moins de 6 % des voix. C'est à Paris qu'ils enregistrent leurs plus notables succès : 21,7 % à Boulogne-Billancourt, 23,1 % à Châtou et 23,1 % à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines).

A Paris, les écologistes qui ont réuni plus de 36 000 électeurs, soit 10,13 % des votants, viennent en quatrième position derrière la gauche, et les deux listes de la majorité. Il faudra d'ailleurs analyser en profondeur cet électoral et, en particulier, sa relative concentration dans les quartiers de la rive gauche.

Des scores plus qu'honorables ont été enregistrés dans d'autres villes comme Nice (12 %), Chambéry (19,5 %), Poissy (17,2 %), Grenoble (9,1 %), Saint-Chamond (9,6 %), Lyon (en moyenne 8,8 % dans les neuf secteurs) et Belfort (8,1 %). En revanche, les résultats ont été moins brillants à Montpellier, Lille, Dunkerque et Limoges, qui dépassent avec peine les 6 %, et décevants à Rennes, Clermont-Ferrand, Tarbes et Toulouse, où ils se tiennent entre 4 et 5 %.

Mais ces quelques milliers de

voix prises ici et là sur les formations traditionnelles ont suffi à mettre plus d'une liste classique dans l'embarras. En région parisienne, les écologistes ont empêché l'élection au premier tour d'un candidat de gauche à Marly-le-Roi, d'un républicain indépendant à Menden et de M. Baumes (R.P.R.) à Rueil-Malmaison. Dans huit autres communes de la périphérie, comme dans certains arrondissements de la capitale, les électeurs « verts » joueront les arbitres entre la majorité et l'opposition au second tour. A Nice, où ils étaient alliés avec les amis de M. Jobert, ils décideront de l'élection ou de l'échec de M. Jacques Médéric, en ballottage difficile. A Montpellier, le candidat de la majorité devra disputer à l'union de la gauche les 4 000 voix des écologistes. A Grenoble, c'est M. Dubedout, à Saint-Chamond, le dauphin de M. Antoine Pinay, à Lille, M. Pierre Mauroy, à Chambéry, M. Pierre Dumas, qui ont pâti de la présence de la « liste verte ». Mais M. Dubedout et Mauroy, auxquels les écologistes vont poser nombre de questions avant le second tour, seront vraisemblablement élus avec le concours des électeurs sensibles au cadre de vie. A Lyon aussi, ceux-ci peuvent donner la victoire dans plusieurs secteurs aux listes de gauche. A La Baule, M. Olivier Guichard a été mis en difficulté par une liste rassemblant les opposants à ses projets d'urbanisme.

Comment voteront les électeurs qui, au premier tour, ont montré leur sympathie aux écologistes ? Ceux-ci, sans exception, tiennent la consigne du silence qu'ils s'étaient donnée lors de la campagne. Les électeurs choisiront sans la Mithouze, cependant, où deux listes de la majorité s'affrontent, les écologistes prôneront l'abstention. Ailleurs, lorsqu'ils émettront une suggestion, elle sera le plus souvent favorable à la gauche. Au total, ils auront la décision dans une quinzaine de villes et non des moindres.

Autre enseignement de ce premier tour : la « récupération » des thèmes écologistes n'a guère été payante. M. d'Ornano, qui a été le plus « vert » des candidats parisiens, n'a pas fait véritablement recette, et M. Philippe Saint-Marc, dont les convictions ne datent pourtant pas d'hier, n'a pas réussi à percer dans le 9^e arrondissement à la tête d'une liste de la majorité. Il semblerait, tout au contraire, que les multiples et soudaines promesses touchant au cadre de vie, faites par les candidats classiques, ont plutôt servi les listes écologistes.

En tout cas, les écologistes estiment avoir, dès à présent, tenu leur pari. La politique du scrutin ne les a nullement lamenés. Aussi tous les candidats ont-ils pris rendez-vous à Lons-le-Saulnier, les 26 et 27 mars prochains, pour dresser le bilan de leur campagne et préparer les législatives de 1978. — M. A. En.

Comment nous vivrons en 1987

Nous n'irons pas dans les étoiles mais notre système solaire sera demain un grand boulevard dont on pourra enseigner l'histoire.

Les armements seront de plus en plus précis et c'est du haut du ciel que sera réglé le grand ballet de la terreur, tandis que la terre ne pourra plus produire une nourriture que nous irons chercher dans des serres de méthane et dans d'infinis jardins de la mer.

L'avenir de la science est moins que jamais entre les mains des scientifiques. Entre la futurologie galopante et l'antiscientisme rétrograde, il reste une solution à trouver. Elle nous concerne tous.

LE NOUVEL observateur

Deuxième grand dossier scientifique
Un numéro à ne pas manquer

En vente aujourd'hui

Une compacte :
Oui mais...
avec de bonnes enceintes.

Compacte Pioneer M 6500

Chaine Quartz n° 3



1 - Compacte Pioneer M 6500
2 - Enceintes K.L.H. CB 530

5.250 F

rence de l'ensemble. C'est ainsi les K.L.H. CB 530 avec la Pioneer M 6500 : un remarquable rapport qualité-prix. Venez l'écouter avec nous. Et prendre les "Dossiers Quartz-HIFI" que nous avons mis de côté pour vous.

QUARTZ-HIFI

Pour bien réussir votre chaîne.

Neuilly 110, av. Ch. de Gaulle
M^e Sablon
Paris 31, bd Sébastopol
M^e Châtelet
Marseille 39, av. J. Cantini
(M^e Castellane)

CINQUANTENAIRE DE MADELIOS

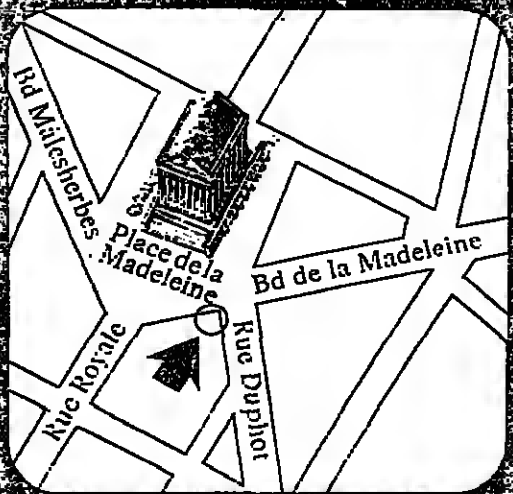


**DU LUNDI 14
AU
SAMEDI 26 MARS**

**DES PRIX
CINQUANTENAIRE
DANS TOUS
NOS RAYONS**

des exemples :

IMPERMEABLE réversible laine - 65% polyester 35% coton	520 F
BLAZER pure laine	300 F
PANTALON 55% polyester 45% laine	130 F
PULL-OVER laine d'agneau	70 F



10, PLACE DE LA MADELEINE, PARIS
OUVERTURE 9H 15 A 18H 30
MARDI 14 MARS 1977

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

VOYAGES EN OCCITANIE

II. — La reconquête passe par l'école

par MARC AMBROISE-RENDU

La revendication occitane s'exprime davantage par des fêtes et des chansons que par des manifestes. On ne compte pas moins de quatre-vingt groupes de musiciens occitanistes qui, de veillée en veillée, tentent de ranimer et d'entretenir le souvenir d'une culture. Mais leur message a parfois du mal à passer la rampe, car les auditeurs n'entendent plus la langue d'oc. Faut-il le dire, les Méridionaux retournent à l'école ? (« Le Monde » du 15 mars.)

Les bâtiments en béton du lycée de Villeneuve-sur-Lot, sous-préfecture de Lot-et-Garonne, ne sont pas de ceux qui feront dans l'histoire de l'architecture scolaire des années 50. En revanche, on se souviendra peut-être qu'au lycée de Villeneuve, en 1970, un établissement pilote dans l'enseignement des langues régionales. A raison de trois heures par semaine, cent vingt élèves de seconde, première et terminale y suivent des cours d'occitan.

« Ce sont les meilleurs élèves, disent leurs maîtres. Ces parents et ces filles sont là pour retrouver la langue de leurs grands-parents. Ils s'imposent des heures supplémentaires, des exposés. »

Certains d'entre eux ont fondé un groupe musical qui chante, joue des instruments anciens, cherche de vieilles mélodies et fait danser parfois lors de la soirée occitane organisée au lycée une fois par mois. Aussi n'est-il pas surprenant que l'an dernier le quart des candidats présentés au baccalauréat de l'établissement aient choisi l'occitan comme épreuve facultative. Au lycée, il était solennel. C'est beaucoup pour une modeste sous-préfecture.

Il est vrai qu'à Villeneuve il y a Marceau Esquieu, l'un de ces étonnants personnages dont l'Occitanie ne manque pas. Quarante ans, quatre enfants, une tête de comique et un coffre de chanteur d'opéra, Marceau Esquieu, fils de paysan pauvre, boursier d'Etat, élève du lycée de Villeneuve, est devenu professeur de français-latin-grec. Tout le désignait comme l'un de ces brillants sujets que l'éducation nationale débute dans les provinces et qui viennent donner le meilleur d'eux-mêmes à Paris.

La différence dans la différence

Ils savent bien, en effet, que le dénominateur commun des différentes régions occitanes ne se trouve ni dans l'histoire, ni dans la géographie, ni dans une attitude politique, ni même dans un sentiment collectif. L'Occitanie n'est que l'agrégat des provinces où se parlait l'une des langues d'oc : le provençal, le languedocien, le gascon, le limousin, l'auvergnat et le savoyard. Chacun possède sa prononciation, son orthographe ; cependant les parents sont tels qu'un Limousin et un Gascon, après quelques instants de tâtonnement, parviennent à se comprendre. « Cette diversité au sein d'une communauté, voilà ce qui fait la richesse de l'occitan, disent ses défenseurs. Nous n'entendons pas y renoncer. Le droit à la différence que nous revendiquons dans l'Hexagone, nous le respectons à l'intérieur de notre propre territoire linguistique. »

La loi Deixonne est en tout cas le baillon d'oxygène qui vient soutenir des parlers moribonds. Au cours de l'année scolaire 1975-1976, 14 600 élèves du second degré étudiaient une langue régionale : 18 350 l'occitan, 3 150 le breton, 2 000 le corse, 610 le basque et

Marceau Esquieu, lui, a pleuré lorsqu'il a entendu pour la première fois, il y a dix ans, un disque occitan.

Il retrouvait une langue, une civilisation et cent raisons de rester dans son pays. Ses dons d'organisateur, de pédagogue et de comédien ont fait merveille. La loi Deixonne lui en donnait les moyens. Cette loi, votée en 1959, autorise l'usage et l'enseignement des langues locales à l'école. Cette ouverture est parvenue à une heure où la demande des familles dans la primaire, une heure dans les collèges, trois heures dans les lycées comme activité dirigée et possibilité de présenter l'occitan au bacc comme matière supplémentaire. Le tout s'il y a des professeurs volontaires... et compétents.

Il était temps. Voilà trois quarts de siècle que les instituteurs

toute condition, ils ne manquent pas. On en décomptait 250 en 1964 : professeurs, étudiants, lycéens surtout, mais aussi une douzaine de jeunes agriculteurs, des artisans, trois ouvriers, deux médecins et une poignée de fonctionnaires.

Tous les matins cours de langue par dialecte et par niveau. A tour de rôle, chaque classe passe au laboratoire équipé d'écouteurs individuels. Il n'y a guère ici de débattants complaisants. Chacun dans l'oreille ou sur le bout de la langue les expressions familières entendues chez les grands-parents. Les professeurs improvisés n'ont pas non plus la science infuse. On discute les vocabulaires qui peuvent varier d'un terroir à l'autre. On cherche dans les livres et dans sa mémoire. Avec ses 150 000 mots la langue d'oc est plus riche que le français (90 000 mots dont 1 600 fournis

sur-sur-Lot, le sous-préfet, le député de la circonscription et le président du conseil général assistent en personne à la petite cérémonie d'ouverture de l'école d'été. Le sous-préfet : « La culture parisiennne s'essouffie. Le gouvernement ne s'oppose nullement à ce qu'elle retrouve ses sources en province. Mais il ne faut pas que les retrouvailles avec la littérature d'oc deviennent une machine de guerre contre l'unité nationale. » Le président du conseil général : « Intéressant, amusant, mais politiquement sans influence ni avenir. »

Les occitanistes ne rencontrent guère d'opposition déclarée à leur effort de reconquête culturelle. Ils développent celle-ci avec de très modestes moyens à tous les niveaux de l'enseignement. Dans les académies du Midi, on compte environ un millier d'étudiants en langue d'oc. C'est évidemment très peu. Aussi s'est créé un institut d'études occitanes (I.E.O.), sorte de faculté parallèle dont le siège est à Toulouse mais qui a des correspondants ici et là sous forme de centres régionaux d'études occitanes. Ceux-ci jouent le rôle de mini-universités populaires. L'I.E.O. patronne depuis cinq ans une « université occitane d'été » qui, pendant une semaine, organise des ateliers de travail comme à Villeneuve mais le niveau des cours et des forums y est beaucoup plus universitaire. On y a discuté cet été d'écologie, d'urbanisme, d'industrialisation, des institutions régionales, etc.

Voilà pour le supérieur. A l'autre bout de l'échelle, les militants tentent de faire pénétrer la langue d'oc à l'école communale. « Ce sont les instituteurs qui font le creux, dit l'un d'eux, ils doivent à présent la sauver. » Combien sont-ils à s'y employer ? On cite le chiffre de plusieurs centaines de volontaires qui dispensent l'heure d'occitan autorisée par la loi. En Limousin, on va plus loin : des conférences pédagogiques et des conférences de parents se tiennent pour les maîtres. Et à l'exemple du chanteur-instituteur Martel, dans l'Aude, plusieurs écoles de Limousin font classe en deux langues.

L'enchaînement historique

A ceux qu'effrayeraient ces expériences de bilinguisme, les occitanistes répondent qu'une bonne connaissance de la langue d'oc constitue la meilleure préparation qui soit à l'étude de toutes les langues latines. Quelle renforce la qualité du français plutôt qu'elle ne l'affaiblit.

Ils demandent donc que le bilinguisme soit généralisé dans les écoles primaires, que la radio et la télévision fassent leur place aux langues régionales. Car ils voient bien que, pour l'heure, la presse occitane n'est pas en état de remplir ce rôle pédagogique. On y compte actuellement trente-cinq publications qui vont de la feuille ronéotypée à la revue littéraire. Sur le nombre, aucun quotidien, aucun hebdomadaire. *Repetum*, le mensuel le plus répandu, vend deux à trois mille exemplaires. Cette presse vit mal et — détail significatif — n'est même pas entièrement rédigée en oc. Tous les lecteurs potentiels ne pourraient pas lire. Ce sont ces apprentis sans doute qui, en dix-huit mois, ont racheté quinze mille exemplaires du dernier numéro de la méthode Assimil : l'Occitan sans peine.

Encore un signe qui fait rêver les occitanistes. N'est-ce pas l'un d'eux, François Pontan, qui affirmait que la plupart des nations créées depuis un siècle en Europe l'ont faites autour d'une langue ? Une langue, un peuple, une nation, voilà l'enchaînement historique.

Prochain article :

DU PÉTARD
AU BULLETIN DE VOTE



s'échinaient à rayer les « patois » de la carte linguistique. Ils y étaient presque parvenus, puisque l'occitan, par exemple, était en train de devenir une langue étrangère aux oreilles de la plupart des méridionaux de moins de cinquante ans. Pour le dernier carré des occitanistes, c'était la fin. On comprend qu'ils se soient battus pour l'écrit du désespoir pour obtenir droit de cité dans les écoles.

par l'occitan, et l'on pourrait à l'infini fouiller dans ce trésor.

L'après-midi, place aux ateliers. Dans la cour démarre une « promenade botanique » tandis qu'une équipe d'apprentis-ethnologues entassent dans un break magnétophones et appareils photos. Ils vont jouer aux ethnologues dans un hameau qui donne son accord. Dans les salles de classe sont réunis des forums. Ici, autour d'un agriculteur biologiste, là avec des « anciens » venus de la maison de retraite voisine, plus loin avec un curé de paroisse ou des élus locaux. Les occitanistes explorent leur passé et leur environnement. Et sur tout cela plane, obsédante, la ritournelle d'un accordéon qui, sous un préau, apprend aux élèves les chants et les danses d'antan.

A la nuit tombée, des veillées s'organisent, et le dernier soir, sur la grand-place de Villeneuve bordée d'arcades, l'école entière, bras dessus, bras dessous, martèle à en perdre haleine bourrées et rondes.

La culture parisienne s'essouffie

Marceau Esquieu tire les leçons de l'école occitane d'été : « Les gens qui viennent ici, dit-il, se croient isolés, les derniers à s'intéresser à leur langue et incapables de comprendre les autres dialectes occitans. Ils s'aperçoivent qu'ils sont nombreux, que l'occitan n'est pas une tour de Babel, qu'elle est une réalité vivante, jouée, en plein renouveau. Beaucoup, à leur tour, dans leur secteur, vont organiser des cours, lancer un bulletin, fonder une association. Les leaders des mouvements vivants qui parlent aujourd'hui d'Occitanie ont participé à des stages de ce genre. Nous voulons vivre notre culture et nous demandons aux hommes politiques de prendre conscience de la force croissante de ce sentiment. »

Que répondent-ils ? A Villeneuve

HAUT CHIRURGICAL
esthétique
applique
une nouvelle technique
SANS PERRUQUE
consultation gratuite
sur rendez-vous
10, rue de Valenciennes 75013 PARIS
tél. 723-55-10
LIBERTY HAUT CHIRURGICAL
PROFESSEUR
LE CHIR. DENTISTE, REPOSE, LONDRES

GSCX
Finition exportation.
Faible kilométrage.
Garantie usine.
Tous coloris disponibles.
Exposition permanente (8 h - 20 h) de
200 CITROËN de la 2 CV à la SM.
Assurance gratuite (48 h) à tout
acheteur.
Toutes possibilités de crédit.
Demander Monsieur Lemaire.
3 bis rue Scheffer 75016 Paris 553.28.51

(PUBLICITÉ)
**RENTABILISER L'ACTION COMMERCIALE
PAR UNE BONNE GESTION DES COMMANDES
ET DE LA CLIENTÈLE**
L'Institut National des Techniques Commerciales et Marketing
Institut spécialisé du groupe I.P.C. - Institut Français de Gestion
patronné par l'I.N.M. - Institut National du Marketing
... lancé, le 22 avril prochain, son cycle de perfectionnement
« ADMINISTRATION COMMERCIALE »
destiné aux cadres et agents de l'administration commerciale quel que
soit le secteur d'activité de l'entreprise
• chefs de service, cadres et agents responsables d'une section
dans un service d'administration des ventes ;
• fonctionnaires chargés d'une mission d'organisation...
désireux de se perfectionner dans les méthodes modernes de gestion
et d'acquiescer les techniques nécessaires au suivi et au contrôle des
actions commerciales.
D'une durée de 25 jours, répartis sur un an à raison de 2 à 3 jours
par mois, ce cycle a pour objectif :
• d'optimiser le rôle de l'administration commerciale dans le
système marketing ;
• de favoriser la communication et la coopération avec les
autres fonctions de l'entreprise ;
• de renforcer l'efficacité de l'administration des ventes en
donnant aux responsables les outils les mieux adaptés pour
organiser, animer, gérer et contrôler le service.
Renseign. et inscriptions : GAIL TARET - INTECO-MARKETING,
Groupe I.P.C., 37, quai de Grenelle, 75738 Paris Cedex 15. Tél. 578-61-52

دكان النحل

ÉDUCATION

CORRESPONDANCE

Les enseignants et les vacances scolaires

« Deux cent neuf jours de vacances scolaires par an... » Ce titre d'un article paru dans « le Monde des loisirs » du 26 février a irrité un certain nombre de nos lecteurs qui suggèrent de rajouter les samedis et dimanches à la durée des vacances des salariés. En fait, et l'article le précisait clairement, ces deux cent neuf jours comprennent, d'une part, les quelques cent vingt jours de vacances annuelles et, d'autre part, les congés hebdomadaires. Mais, dans ce cas, ce calcul impressionnant n'est pas inutile à relayer car les congés scolaires — vacances et mercredis — ne correspondent pas, en règle générale, à ceux des parents et posent un problème d'accueil et d'activités des enfants.

Plusieurs lecteurs, comme M. André Lottin, de Noveroy (Jura) — qui précise qu'il n'est pas enseignant — manifestent en cause le mode de calcul de l'ensemble des congés scolaires.

Parler de deux cent neuf jours de vacances scolaires revient à entretenir la confusion dans les esprits. Sait-on comment on réussit à parvenir à un tel chiffre ? Non seulement il faut compter toutes les vacances (en incluant les dimanches et samedis), mais surtout il faut, en plus, ajouter deux jours et demi par semaine de classe.

Autrement dit, si l'on adopte cette méthode de calcul, les salariés français n'ont pas un mois de vacances (ou plutôt quatre semaines), mais cent trente-cinq jours environ, en ne tenant compte ni des « ponts », ni des éventuels congés d'hiver et de la cinquième semaine d'été. Les travailleurs se réjouiront de se découvrir autant de vacances !

M. Maurice Bronchard, de Mâcon (Saône-et-Loire), place les enseignants parmi les victimes des rythmes scolaires actuels. Des victimes qui ne seraient pas tellement opposées ou changement.

Les privilèges des enseignants ! Parlons-en justement... Est-ce un privilège pour un instituteur de débiter à 2300 francs par mois ? Pour un professeur certifié, à 2600 francs ? N'est-ce pas faire « payer les vacances » ? Comme on fait « payer » aux chefs de famille, mais les vacances scolaires, il n'y a pas, dans l'enseignement, de treizième, de quatorzième, voire de quinzième mois, comme dans certaines banques. Mais les horaires des enseignants, me direz-vous ! Dix-huit heures par semaine pour un professeur certifié, quel abus ! Mais lorsque ce professeur de français ou de mathématiques enseigne dans cinq classes de trente-six élèves ; qu'il doit corriger un devoir toutes les

De la même façon, une nouvelle organisation de l'année qui comporterait une réduction de la durée des vacances au bénéfice d'un allègement de la journée de travail poserait ce problème. Il n'en reste pas moins vrai que ce serait sans doute la meilleure solution pour la santé des élèves comme des enseignants. Mais une telle mesure suppose des choix politiques, des structures d'accueil, aménagement de la journée de travail de l'ensemble des salariés, par exemple) et une meilleure volonté de la part des adultes. Nous publions les extraits les plus significatifs des lettres que nous avons reçues.

trois semaines, par exemple, il se « penche » quinze minutes sur chaque copie, c'est un minimum... Il y a aussi les préparations. Et il y a aussi des classes de quarante-cinq élèves !

(...) J'admets volontiers que les rythmes scolaires français sont aberrants, que nos élèves seraient moins surmenés si l'organisation de l'année, de la journée et de l'heure scolaire était sérieusement revue (...).

Pour ma part, je sacrifierais volontiers les deux semaines de septembre, à condition de modifier en profondeur les rythmes scolaires, c'est-à-dire l'heure, la durée de la semaine scolaire, les vacances scolaires, il ne suffit pas de « rogner » les vacances scolaires pour équilibrer qu'il y a un meilleur équilibre. Sinon, pourquoi les enseignants ne réclament-ils pas une contrepartie financière ? Les plus grandes oppositions ne viennent pas des enseignants. Que diront les parents si l'on

« touche » au sacro-saint repas de midi, si l'on parle de journée continue, d'après-midi libres (ou allégés) pour les enfants, de vacances par roulement ? Quelles seront les incidences sur la vie économique du pays ? Des crédits suffisants seraient-ils affectés à l'aménagement des loisirs des enfants ? (...) Il ne faut pas faire des enseignants les boucs émissaires.

Plusieurs enseignants — dont certains nous accusent de « pionnage » — se déclarent prêts à une réduction des grandes vacances, mais sous certaines conditions.

M. Philippe Poulin, de Reims, estime qu'il faut décaler une partie de ces congés : Dire que les enfants passent bien peu dans les préoccupations des bûcheriers et des enseignants, qui est déplaçant. Nous, professeurs, venons d'un bon ciel s'instaurer un véritable troisième trimestre, même s'il nous vaut, aux élèves aussi d'ailleurs, quinze jours de travail supplémentaires !

Mais avez-vous pensé à ce que sera cette ultime période de trois mois, à l'été, alors que toute la population des lycées rougira son frein et que l'attention se dispersera, pour cause de beau temps et de lassitude ?

Voici une solution raisonnable : créer des vacances au milieu du troisième trimestre, comme il en existe pour les deux précédents. Et si l'administration se refuse à cette mesure de bon sens, nos élèves, qui n'en manquent pas, se chargeront de se l'octroyer quand il leur siera, sous forme de grève par exemple !

M. Cole-Colisson, de Paris, nous accuse de faire passer — à tort — les enseignants par-dessus les « monstres d'égoïsme ».

Personnellement, je suis tout disposé à voir la période des vacances estivales écourtée si le calendrier scolaire peut être plus équilibré. Mais justement, je vous reproche de n'avoir pas eu le courage d'expliquer les raisons de la méfiance des enseignants. Ce n'est pas parce que les enfants quitteront l'école une heure plus tôt ou qu'ils iront le matin une heure plus tard, que l'harmonie régnera dans le milieu scolaire. Pour qu'une réforme du calendrier scolaire soit valable, il faut que les moyens financiers soient suffisants, de plus que les élèves puissent être occupés l'après-midi sur les stades, dans les piscines, dans les maisons de jeunes ou dans des stages éducatifs. Ces moyens financiers n'existent pas.

UNE OPTION « DANSE » AU BACCALAURÉAT DE TECHNICIEN

Une option « danse » au baccalauréat de technicien « musique » (P. 11) vient d'être créée par un arrêté paru au Journal officiel du 13 mars. Les épreuves auront lieu pour la première fois en 1978. Les sections qui y préparent fonctionneront depuis la rentrée scolaire de septembre 1976. Les élèves y reçoivent un enseignement général, comme dans toutes les sections préparant à un baccalauréat de technicien. En plus de leur formation musicale, ils suivent un entraînement à la danse pendant cinq ou six heures par semaine, selon les classes.

Les sections menant au baccalauréat de technicien « musique » ont été créées en 1976. En 1976, cent quarante-deux candidats se sont présentés à l'examen, et cent vingt-neuf ont été admis. Une option « instrument » a déjà été mise en place en 1974, et les premiers bacheliers sortiront cette année.

Les élections d'enseignant dans les établissements de second degré

LES LISTES D'UNION EN PROGRESSION

Les élections du personnel enseignant aux conseils d'administration des établissements secondaires donnent, pour l'année 1976-1977, des résultats à peu près égaux à ceux de l'année précédente. Beaucoup plus importante que celle des parents d'élèves (qui est de 33,2 %), la participation des enseignants a cependant subi une légère baisse : 80,4 % contre 81,6 % en 1975-1976. Les professeurs ont voté à 78,6 % dans les lycées, 80,7 % dans les collèges d'enseignement technique, 83,3 % dans les collèges d'enseignement secondaire et 83,1 % dans les collèges d'enseignement général (C.E.G.), 87 % des sièges ont été pourvus. Les enseignants représentent le tiers des membres des conseils d'administration.

Les listes d'union entre les syndicats, les listes de non-syndiqués et de groupements divers totalisent 53,1 % des voix et occupent 43,6 % des sièges. Dans ces listes d'union, on retrouve fréquemment des syndiqués de la FEN et du SGEN-C.F.D.T. : elles obtiennent 46,4 % des voix et 18 % des sièges (contre 12 % en 1975-1976).

Les listes présentées par les syndicats de la Fédération nationale (FEN) obtiennent 33,7 % des suffrages et 42,3 % des sièges. Ces résultats font apparaître une baisse légère de la représentation de la FEN, qui perd 1 % des voix par rapport à 1975-1976. Le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.) totalise 9,4 % des voix et 13,5 % des sièges. Le Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.) obtient 12,4 % des voix et 17,8 % des sièges.

Les syndicats n'appartenant pas à la FEN maintiennent une représentation dans les conseils : 14,1 % des sièges et 11,2 % des voix. Répartis entre le SGEN-C.F.D.T. (4,4 % des voix), le Syndicat national des professeurs (S.N.P.) (3,1 %), le Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.G.T.) (2 %), le Syndicat national des professeurs (S.N.C.) (1,3 %) et la Confédération nationale des groupes autonomes (C.N.G.A.) (0,4 %).

Les cours par correspondance, les cours oraux, conférences et sessions de formation à Paris de l'

ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE

ORGANISME PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT régi par la loi du 12-7-1971. Vous permettent de découvrir les sciences humaines et la graphologie au de vos y perfectionner. Préparez à la profession de graphologue. Inscriptions reçues toute l'année. Frais d'études complétables dans dépenses formation permanente.

Documentation gratuite. L.-M. CHAMAILLÉ, 12, rue Saint-Pierre, B - 3, 91230 CHARENTON. Tél. 368-72-01.

Analyses et sélections par professeurs

Au cours d'une entrevue avec le secrétaire général de la FEN

Il n'y aura pas de licenciements d'assistants à la rentrée de 1977

annonce le secrétaire d'État aux universités

La situation financière de l'enseignement supérieur et les carrières des enseignants des universités ont été au centre de l'entretien, lundi 14 mars, entre Mme Alice Saunier-Selzt, secrétaire d'État aux universités, et une délégation de la Fédération de l'éducation nationale conduite par M. André Henri, son secrétaire général. Une série de réunions de travail entre les syndicats et les conseillers du secrétaire d'État sont prévues.

La FEN s'est inquiétée de la situation financière de certains universités. Mme Saunier-Selzt a estimé qu'il n'était pas possible de leur attribuer des moyens supplémentaires, leurs difficultés actuelles provenant pour une bonne part de leur gestion antérieure. Elle a seulement consenti à examiner les répercussions des difficultés actuelles sur les conditions de travail des personnels, notamment non enseignants, au cours d'une rencontre avec les syndicats concernés.

Rééquilibrage

En revanche, pour ce qui concerne la recherche, les préoccupations de la FEN ont rencontré un écho favorable : d'ici la fin du mois, le secrétaire d'État a l'intention de compléter la troisième tranche de crédits dont l'allocation est prévue pour des grands laboratoires en fonction de critères de qualité, par des dotations supplémentaires prises sur les réserves du secrétariat d'État. D'autre part, Mme Saunier-Selzt, qui considère que l'absence de nouveaux recrutements dans l'enseignement supérieur peut avoir des consé-

● « Portes ouvertes » dans les résidences universitaires. — La Fédération des résidences universitaires de France (FRUF) appelle les étudiants à une journée nationale d'action dans les résidences universitaires, jeudi 17 mars, pour protester contre les restrictions budgétaires et « les officines ou libertés ». A cette occasion, la FRUF organise des « opérations portes ouvertes » dans les résidences.

● « Bureaux fermés » dans les centres de documentation et d'information. — Le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) appelle les personnels des centres de documentation et d'information à travailler « à

quences graves pour la recherche, veut demander au gouvernement que les universités bénéficient à l'avenir du taux de progression de 3 % prévu pour le personnel de la recherche.

M. André Henri souhaitait qu'une réforme des carrières des enseignants soit entreprise, et que soit assuré le maintien en poste des assistants non titulaires, notamment ceux de droit et de sciences économiques. Un accord s'est fait entre les interlocuteurs pour continuer le « rééquilibrage » de la pyramide actuelle (la transformation des postes d'assistants en maîtres-assistants, et de maîtres-assistants en maîtres de conférences). Mme Saunier-Selzt a assuré qu'il n'y aurait aucun licenciement d'assistant en 1977-1978. Une réunion de travail sur l'avenir des assistants est prévue en avril au secrétariat d'État avec les syndicats concernés. La FEN considère comme essentiel d'ouvrir des discussions pour régler le sort des assistants non titulaires actuellement en exercice et qui sont plusieurs milliers.

Une autre rencontre est prévue avec les syndicats de la FEN dans la deuxième quinzaine d'avril pour examiner les propositions faites par les commissions pédagogiques nationales des instituts universitaires de technologie, notamment en matière de programmes. Le secrétaire d'État a aussi accepté de discuter du fonctionnement des œuvres universitaires (restaurants et clubs) avec les syndicats et des représentants des CROUS. Enfin, elle a affirmé qu'elle n'entendait pas mettre en cause l'originalité de l'université de Paris-VIII (Vincennes), à l'occasion de son transfert à Marne-la-Vallée, et qu'elle attendait les propositions des responsables de l'université.

bureaux fermés » les jeudi 17 et vendredi 18 mars. Le SGEN, relevant l'accroissement du rôle des C.D.I. dans la vie pédagogique, estime que les représentants des classes ne leur donne pas les moyens de remplir leurs missions. Les documentalistes du SGEN réclament un C.D.I. par établissement, un statut d'enseignant à corps unique, de type certifié, plutôt qu'un rattachement au corps des conseillers d'éducation comme l'envisage le ministère, et la titularisation des auxiliaires.

demandez le numéro spécial de l'éducation

la condition enseignante

exceptionnel

le numéro 5 F

en vente à la revue, 2 rue Chouveau-Logorode, Paris 8^e - ou envoi contre 5 F en timbres

abonnement d'un an : 60 F (80 F étranger)

DÉFENSE

900 blindés français pour l'Arabie Saoudite

Un client exclusif

La situation du Groupement Industriel des armements terrestres (GIAT), devant l'absence de commandes importantes de blindés par l'armée de terre française, est de plus en plus dépendante de l'exportation. Principalement d'un seul client étranger, l'Arabie Saoudite, qui totalise plus des deux tiers des commandes déjà enregistrées ou attendues.

Selon les prévisions à long terme de ce groupement industriel, qui groupe environ dix-sept mille personnes réparties en une dizaine d'établissements, soit autant d'employés que le groupe privé Dassault-Breguet ou que la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion (SNECMA), la part de l'exportation du GIAT devrait passer de 25 % de sa production totale en 1971, lors de sa création, à entre 45 % et 50 % au début de la décennie prochaine. La recrudescence de l'exportation semble garantir une activité logée suffisante dans les divers établissements du GIAT jusqu'en 1982.

Déséquilibre croissant

A ce déséquilibre croissant de la production d'armements terrestres au profit de l'exportation, il faut ajouter le caractère exclusif de certains des débouchés commerciaux du GIAT, puisque près des deux tiers des prises de commandes étrangères proviennent de la seule Arabie Saoudite.

Si l'on exclut le Qatar, qui a acquis douze chars AMX-30, l'Arabie Saoudite est le seul pays du Proche-Orient à avoir commandé à la France autant de blindés de tous les modèles : des chars AMX-30 dotés d'une tour de combat de 20 millimètres pour la défense antiaérienne, des chars AMX-30 canon, des chars AMX-30 « Shahrine » équipés de missiles Grotzke de défense aérienne à basse altitude, des chars AMX-10 porteurs de missiles antichars, etc. Au total, près de cent blindés de toutes catégories pour un montant de 3425 millions de francs.

Les relations de la France avec l'Arabie Saoudite, dans le domaine des livraisons d'armements terrestres, se sont développées au point qu'il a fallu, sous l'autorité du général Marliot, aujourd'hui cadre de réserve, recruter des instructeurs et des spécialistes militaires capables

Les syndicats des travailleurs de l'armement se sont, du reste, émus, récemment, d'une telle perspective, créée par le déséquilibre entre l'absence de commandes massives du client national — l'armée de terre française — et l'afflux de contrats étrangers, principalement après la guerre israélo-arabe de 1973.

Une comparaison entre les commandes déjà livrées de chars de combat AMX-30 ou de blindés légers AMX-10, par exemple, et les contrats attendus ou en cours d'exécution montre, en effet, avec précision un renversement de la tendance qui faisait que l'Arabie Saoudite, l'armée de terre française était, jusqu'à présent, un client prioritaire. L'armée de terre française a reçu, jusqu'au début de l'année dernière, 72 % de la production de chars de combat AMX-30 et 57 % de celle de blindés légers AMX-10. Depuis, ces proportions sont tombées, respectivement, à 41 % et à 40 % de chacune des productions principales, si l'on considère les contrats qui sont à exécuter.

d'encadrer des écoles de pilotes de blindés de conception française en Arabie Saoudite.

Parmi les autres clients, principaux du GIAT, depuis les cinq dernières années, on peut citer la Grèce pour 700 millions de francs (plus de trois cents blindés), le Maroc pour 584 millions de francs (avec, en particulier, cent huit blindés légers AMX-10), le Venezuela ou l'Espagne.

De fortes commandes de l'étranger sont attendues, du nouveau, pour 1977 et pour 1978, obligent, probablement, les responsables du GIAT, qui ne souhaitent pas accroître outre mesure leurs capacités de production, à sous-traiter une large part des commandes à d'autres industriels. Dans la mesure où il n'existe aucune raison de penser que le rythme des commandes en provenance de l'étranger de l'armée de terre française s'accroîtra, l'activité du GIAT sera de plus en plus liée à la recherche de débouchés étrangers et à la prépondérance reconnue, dans les faits, au client saoudien.

A l'heure où apparaît la concurrence de nouveaux matériels étrangers, cette dépendance du GIAT paraît excessive et malsaine à terme.

JACQUES ISNARD.

Parce qu'une LANGUE ÉTRANGÈRE s'apprend sur place venez avec nous en ANGLETERRE ÉCOSSE ÉTATS-UNIS ALLEMAGNE AUTRICHE - ESPAGNE

dans une ambiance agréable préparez la B.E.P.C. ou le B.A.C.

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE 43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-49

pour une documentation complète et gratuite

NOM _____

ADRESSE _____

à retourner à l'OSFB 43, rue de Provence 75009 Paris

VILLARS (1.250 mètres) SUISSE

Terrasse ensoleillée face aux Alpes Suvoardes et au Mont Blanc Station internationale de haut standing, agréable en toute saison. 25 chalets, 20 appartements, 50 km de pistes balisées, patinoire couverte, curling, alpinisme, promenades. Ambiance internationale dans restaurants et night-clubs. A 20 min. de Montreux, 40 min. de Lausanne (TGV-Châblon), et à 70 min. seulement de Genève (aéroport).

Domaine de Rochegrisse

A vendre des 62000 F.S., dans chalets résidentiels, près du centre et des installations de loisirs, studios et appartements de 2 et 3 pièces + cuisine, bain, w.c., tout confort. Orientation Sud avec vue panoramique et tranquillité absolue. Financement 85 %. Vente aux étrangers autorisée.

Un agrément double d'un placement

Informations et ventes directement du propriétaire : Domaine de Rochegrisse, rue Mauborgat 12, CH - 1003 LAUSANNE M. tél. (021) 20-15 - Télex 289-235

هناك من النحل

Le Monde

DE LA MÉDECINE

LE DIABÈTE SUCRÉ : ERREURS DE COMPORTEMENT ET FATALITÉ HÉRÉDITAIRE

par les docteurs GEORGES TCHOBROUTSKY et GÉRARD SLAMA (*)

Les maigres et les gras

La maladie diabétique se présente sous deux aspects principaux : le diabète dit « insulino-dépendant » (appelé encore diabète sucré) et le diabète avec surpoids. A des degrés divers, tous deux se caractérisent au minimum par un taux élevé de glucose (sucre simple) sanguin, soit en permanence, soit seulement pendant les heures qui suivent les repas, et par l'apparition possible, après des décennies d'évolution connue ou inconnue, de lésions artérielles, nerveuses, oculaires et rénales, secondaires à l'hyperglycémie chronique.

Cent mille experts vigilants et responsables

La forme insulino-dépendante, qui touche environ cent mille personnes en France, dont cinq mille enfants et adolescents de moins de quinze ans, échappe actuellement à toute prévention de masse. Débutant souvent dans la première partie de la vie, ce type de diabète est dû à un manque profond de sécrétion d'insuline, hormone sécrétée par le pancréas et nécessaire à la vie. L'utilisation de l'insuline depuis les années 20 a permis la survie de ces diabétiques, qui, au prix de services importants, mènent une vie presque normale sur les plans familial, professionnel et des loisirs. Mais le traitement par injections sous-cutanées profondes quotidiennes ou multi-quotidiennes d'insuline (l'insuline est détruite par les sucs digestifs et ses préparations d'action les plus retardées ne dépassent pas vingt-quatre heures) n'a pas, et de très loin, la souplesse de la régulation homéostatique d'un pancréas sain.

Ainsi ces diabétiques oscillent-ils entre deux dangers. L'hyperglycémie, d'un côté, l'hyperglycémie de l'autre, et ce d'autant plus que leur traitement est mal conduit. De sorte que ces diabétiques doivent devenir experts dans le maniement de l'insuline et, de l'alimentation, de façon à produire en charge et à adapter au mieux aux besoins leur traitement au jour le jour. C'est pourquoi cette maladie chronique est la prototype des affections qui exigent le transfert, quasi total des connaissances des professionnels de la santé aux malades eux-mêmes de façon à rendre possible, pleinement autonome, donc autonome, vigilante et responsable de la quasi totalité de leur traitement, au jour le jour. Cela est, de fait, une des tâches que se fixent les départements hospitaliers spécialisés dans l'enseignement et les soins aux diabétiques, également un des buts des associations de diabétiques (1).

Un million de pléthoriques d'âge mur

L'autre forme de diabète qui apparaît à l'âge mur, surtout après cinquante ans, frappe des sujets dont le poids est excessif. Ce diabète, qui disparaît pendant les périodes de pénurie alimentaire, touche près d'un million de Français en ce moment. Il est accessible à des mesures prophylactiques techniquement très simples, mais psychologiquement et socialement quasi insurmontables dans notre type de société. Éviter le développement d'un embonpoint chez un sujet donné, que l'on sait être prédisposé au diabète, diminue considérablement les risques d'apparition de la maladie, mais, dans notre pays, c'est l'inverse qui se produit : la fréquence du diabète augmente.

Sont prédisposés ceux dont les proches parents sont diabétiques (l'affection n'est pas génétique, mais héréditaire, mais certaines), ceux

qui augmentent leur taux de glycémie à l'occasion de la prise de pilules contraceptives ou de corticoïdes, ou pendant la grossesse, et celles qui donnent naissance à des enfants de plus de 4 kilos. Ces sujets, statistiquement prédisposés, ne sont pas « malades », mais leur risque de devenir diabétiques est beaucoup plus élevé que celui encouru par le reste de la population. Ce risque s'accroît progressivement avec le vieillissement et vertigineusement avec le développement d'un surpoids.

Cette forme de diabète de l'âge mur est souvent décelée trop tard, la maladie étant peut-être à l'origine de nombreux organes, sans que le malade ressente des symptômes nets directement liés à l'hyperglycémie.

Le traitement de ce type de diabète consiste à perdre l'excès de graisse accumulée antérieurement, grâce à une alimentation hypocalorique restreignant corps gras, féculents, charbonnages, vin (800 calories par litre), alcool et sucres, associés.

ÉVITER DE NOUVEAUX MALADES

Sur le plan économique, aucune ambiguïté n'est ressentie lorsque les efforts de recherche portent sur la forme non évitable du diabète, dont cent mille personnes en France sont atteintes. Quand il s'agit de sujets qui en grande partie seraient guérissables, des questions d'ordre éthique et de responsabilité sont très difficiles à résoudre. Pourquoi devrions-nous consacrer des ressources à la recherche d'un remède à cette situation ? La malade n'est-elle pas elle-même responsable de son diabète (le diabète héréditaire) ? La malade n'est-elle pas elle-même responsable de son diabète (le diabète héréditaire) ? La malade n'est-elle pas elle-même responsable de son diabète (le diabète héréditaire) ?

La recherche socio-médicale et bio-médicale s'efforce d'apporter des réponses à ces questions. Parmi les principaux problèmes du diabète (la maladie), ses causes héréditaires (la prédisposition) et ses conséquences (la courbe de sucre) (amélioration du confort quotidien) et à long terme (éviter les handicaps possibles).

Virus et hérédité

Variable dans ses aspects cliniques, le diabète est très probablement d'origine multifactorielle, associant des facteurs génétiques (probables) et d'environnement. Parmi ceux-ci, le rôle de l'hérédité a été souligné. L'influence de virus est probable dans certains cas, et l'enchaînement de phénomènes immunitaires auto-entretenus secondaires vraisemblable. A très grande échelle,

les possibilités d'agir à titre prophylactique ou thérapeutique à ces niveaux sont très limitées. Il est possible de convaincre les membres encore indemnes des familles de diabétiques et les personnes transitoirement diabétiques à l'occasion d'une grossesse ou de la prise de la pilule contraceptive de rester minces. Cela exige de leur fournir une information correcte quant à la richesse calorique des aliments et des boissons.

Les progrès actuels rendent possible le dépistage, au sein des familles de diabétiques, des sujets jeunes les plus exposés au diabète de par leur groupe héréditaire H.L.A. (2), ce qui permettra de les suivre de très près et de les traiter le plus tôt possible, sans attendre que l'urgence l'exige.

Dépistage

Est-il possible de guérir le diabète diagnostiqué ? Chez un sujet obèse, le retour à un poids idéal (le plus bas)

l'alcoolisme, les accidents de voiture et de travail, le développement de handicaps graves qu'il s'agit d'éviter à tout prix. Comme chaque jour les victimes d'un diabète héréditaire, mais qui n'auraient pu probablement être évitées, commencent par des complications de cet état, nous nous trouvons dans la nécessité d'agir à très court terme, alors qu'il s'agit d'éviter à tout prix l'écroulement de ces sujets. D'où l'importance d'essayer d'éviter à tout prix l'écroulement de ces sujets. D'où l'importance d'essayer d'éviter à tout prix l'écroulement de ces sujets.

La limite du maigre et du normal normalise presque toujours la glycémie, ce qui évite le développement des complications spécifiques. Mais celles qui existent au moment où le diagnostic est porté peuvent ne pas régresser. D'où l'importance du dépistage de masse précoce du diabète, qui est d'autant plus positif qu'il s'adresse aux personnes de plus de quarante ans et, surtout, aux obèses, et qu'il porte sur le dosage de la glycémie après un apport alimentaire en glucides ou en sucre.

Pour ce qui concerne la guérison réelle du diabète sucré ou son contrôle partiel et permanent, le présent se borne à des vœux de recherches prometteuses. Les travaux actuels en matière de transplantation

(1) Association française des diabétiques, 3 ter, rue d'Alsace, 75011 Paris. Tél. 339-20-40. Aide aux jeunes diabétiques, 70, rue de Valenciennes, 75013 Paris. Tél. 339-61-51.

(2) Certaines prédispositions aux maladies, par exemple le diabète, se trouvent associées par l'existence de groupes génétiques (système H.L.A.), dont le monde du 15 juin 1976 a montré l'importance.

de tissu pancréatique et en matière de régulation automatique de la glycémie par le pancréas, lequel sont exposés d'année en année. Mais il faut bien admettre que, sans progrès décisif en matière de tolérance immunitaire ou à moins d'une percée technologique dans le domaine des capteurs de glycémie, on ne peut actuellement promettre la guérison véritable à un diabétique, surtout s'il s'agit d'un insulino-dépendant.

A défaut de guérir le diabète ou même de pouvoir normaliser partiellement la glycémie, peut-on empêcher les conséquences lointaines de l'hyperglycémie ?

De très nombreuses recherches s'efforcent de par le monde dans diverses directions. Certaines essaient de neutraliser la sécrétion de glucose, qui entraîne l'hyperglycémie des diabétiques, et celle de l'hormone de croissance, qui joue peut-être un rôle déterminant dans l'apparition ou l'aggravation des lésions capillaires, rénales et rénales. Cela peut se faire par destruction de l'antihypophyse (pour la STH) ou par administration de substances bloquant la sécrétion de ces hormones, soit la somatostatine, qui freine la sécrétion du glucose et de l'hormone de croissance. Mais ce polypeptide ubiquitamment réparti dans l'organisme freine d'autres sécrétions hormonales, à une demi-vie très courte et n'est peut-être pas anodin à long terme, ce qui ne permet pas d'entrevoir actuellement son usage thérapeutique dans le diabète.

Des chercheurs essaient d'inhiber par méthode enzymatique l'accumulation des dérivés du glucose dans les capillaires, les nerfs, le cristallin ou le pari des gros vaisseaux. D'autres s'efforcent de diminuer l'absorption digestive des sucres, par exemple en inhibant l'enzyme digestive.

L'autothérapie

A ce jour, les outils les plus importants pour traiter le diabète sont l'insulinothérapie, et elle est nécessaire, et les manipulations diététiques, outils que le diabétique doit utiliser lui-même après avoir reçu l'information indépendante et le fait d'apprentissage de l'autothérapie. Une excellente hygiène de vie, qui consiste entre autres à ne pas aggraver les risques d'artériosclérose par le tabac, est souhaitable. Les soins apportés aux rétinopathies et aux neuropathies sont très importants. En matière d'ophtalmologie, d'encore progrès ont été réalisés à ce jour. La surveillance annuelle du fond de l'œil de tous les diabétiques et de mettre en évidence les lésions les plus précoces de la rétinopathie diabétique avant que ne se produisent des dégâts irréversibles.

A ces études bien codifiées actuellement, les études anglo-saxonnes, une en Grande-Bretagne, l'autre aux États-Unis, viennent de démontrer pour la première fois, après dépouillement partiel des données, que le photocoagulation par laser est bénéfique en freinant l'évolution des lésions. Mais l'arme majeure reste l'obtention du meilleur contrôle glycémique possible au jour le jour. Cette tâche difficile dépend de l'information que possède le patient, comme nous l'avons déjà souligné, mais également de ses possibilités d'application psychologiques, affectives, sociales et économiques.

(*) Médecin et médecin-assistant au Centre de Paris enseignement à l'U.F.R. Brunsel-Estel-Dien.

Grefe ou prothèse ?

On peut actuellement entrevoir la « guérison réelle » du diabète en greffant du tissu pancréatique, qu'il s'agisse de la transplantation totale ou partielle du pancréas, ou d'implantations d'îlots de cellules B-Langerhans (éléments disséminés du pancréas sécrétant l'insuline). Des greffes de pancréas entier ont été faites chez l'homme aux États-Unis principalement, chez moins de cinquante diabétiques. Les techniques opératoires sont très délicates. Les résultats d'ensemble de ces greffes pancréatiques sont peu brillants, mais sont loin d'être nuls, et des normalisations glycémiques de l'ordre de plusieurs mois, avec des records de seize, vingt-deux et quarante-sept mois ont été rapportés. L'obstacle essentiel reste celui de la tolérance immunitaire en greffe. On voit mal cette technique, pour l'instant périlleuse, s'étendre, car le recrutement des donneurs d'allo-greffe (thymus) sera, d'une façon ou d'une autre, limitant, difficilement franchissable.

Des îlots transplantés

Une voie prometteuse est née avec la possibilité de transplanter chez l'animal des îlots de Langerhans, groupes de cellules pancréatiques sécrétant l'insuline, isolés cultivés, perfusés, puis introduits soit dans la cavité péritonéale, soit dans la rate, soit par voie veineuse dans le foie des animaux receveurs. La tolérance est très longue que lorsqu'il s'agit de rats hautement sélectionnés sur le plan génétique (knock-out). La perspective d'application chez l'homme soulève actuellement un enthousiasme considérable dans le monde, mais, en l'absence de progrès décisifs dans la tolérance immunitaire, des thérapeutiques destinées à faire tolérer la greffe seront nécessaires, et elles comportent des risques trop lourds. Il y a donc peu de probabilités qu'un tel programme se développe chez l'homme dans un avenir immédiat. Quelques greffes de ce type ont été faites très récemment chez l'homme aux États-Unis. Elles ont montré qu'une masse critique d'îlots était nécessaire, et que ce type de tissu entraîne des phénomènes de rejet particulièrement vigoureux.

Une solution hybride microbiologique, mi-artificielle, est actuellement à l'étude dans des laboratoires des États-Unis et du Canada. En particulier, les docteurs Galletti et Chick (Providence, Rhode-Island et Boston, Massachusetts) ont réalisé un organe artificiel hybride, qui comporte une partie mécanique faite d'un réceptacle de quelques centimètres cubes contenant un serpentin d'une tubulure (capillaire artificiel) dans laquelle circule le sang. La composante biologique est faite d'îlots de Langerhans ou de cellules bêta. Les cellules vivantes se nourrissent d'oxygène à partir de sang par diffusion, et sécrètent l'insuline qui retourne dans le capillaire artificiel. Ce pancréas artificiel placé en circulation sur la circulation de l'animal pose essentiellement des problèmes d'immocompatibilité, mais non de rejet, car le capillaire artificiel est fait d'un matériel microporeux perméable aux liquides et à certains types de molécules, mais pas aux cellules immuno-compétentes ni aux anticorps.

Pour-on contrôler parfaitement la glycémie sans être dépendant en mesure de guérir le diabète ? Dans ce sens, les voies de recherche s'orientent vers la réalisation d'un pancréas artificiel mécanique, prothèse totalement ou partiellement implantable, capable de délivrer de l'insuline dans l'organisme, suivant les besoins, en réponse aux variations du niveau du glucose circulant.

Un capteur fidèle sensible et durable

Le pancréas artificiel doit comprendre un capteur (ou lecteur) de glycémie bio-compatible, fiable, sensible, durable ; un système électronique d'amplification et de traitement de l'information ; une pompe délivrant l'insuline à partir d'un réservoir et une source d'énergie.

Les parties autres que le capteur de glycémie sont réalisables actuellement, et, grâce aux progrès de la technique, leur miniaturisation est possible. L'élément névralgique est le capteur de glycémie. Une des voies de recherche consiste à utiliser une électrode sensible à l'oxygène du milieu ambiant, transformée en électrode à glucose par interposition entre elle et le milieu ambiant d'une membrane imprégnée d'enzyme (la glucose-oxydase). Le glucose de ce milieu s'oxyde en présence de l'enzyme en consommant de l'oxygène dont la quantité participant à l'électrode diminue. Le courant fourni par cette électrode à oxygène glucose est comparé au courant fourni par une électrode à oxygène témoin (non réactive de glucose-oxydase et juxtaposée).

L'ensemble des problèmes non résolus, au particulier celui du degré extrême de sécurité nécessaire, font penser qu'un pancréas artificiel miniaturisé ne pourra pas être réalisé avant de nombreuses années, peut-être dix ans ou plus.

En attendant, il est possible toutefois de réaliser avec des appareils volumineux, extérieurement, non portables, une régulation automatique de la glycémie réglée par mini-ordinateur, et ce, sur de courtes périodes de vingt-quatre à trente-six heures. De tels pancréas artificiels sont utilisés actuellement pour l'analyse des courbes mathématiques d'équilibre de la glycémie et pour des recherches de physiologie et de thérapeutique à très court terme (réanimation des diabétiques, analyse de la régulation glycémique chez des diabétiques très difficiles à traiter). Mais ces moniteurs de 1976 ne sont pas utilisables au jour le jour, et à fortiori au domicile du patient. Toute comparaison avec l'hémodyalyse chronique est en partie fallacieuse : l'usage discontinu de l'appareil extra-rénal est possible parce que des réserves de « santé » de quelques jours sont ainsi réalisées et parce qu'aucune autre solution, sauf la transplantation rénale, n'est possible.

CLINIQUE LA MÉTAIRIE

CH-1250 NYON près Genève
Les Lénas - T. 19-11/22/31 15 31
Dr G.W. Semadeni, méd.-direct.
Établissement médical privé de premier ordre pour les affections du système nerveux.
Chimiothérapie - Psychothérapie
Cures de sommeil - Diététiques - Physiothérapie - Massages - Culture physique - Sports

SAVOIR SE NOURRIR

exige un minimum de connaissances
Un numéro spécial de la
REVUE DU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE
Une étude complète sur l'alimentation et la nutrition.
• Les aliments et l'alimentation rationnelle ;
• La physiologie de la nutrition ;
• Les principaux produits alimentaires ;
336 pages, nombreuses tables et schémas.
Prix : 15 francs - France - 16,50 francs - Étranger : 19,50 francs.
Avenue Franklin-D. Roosevelt - 75008 PARIS.

LA FORMATION DES MÉDECINS

Hier, aujourd'hui, demain

par le professeur DIDIER MELLIERE

L'ENSEIGNEMENT médical fait l'objet de critiques, certaines justifiées, d'autres inspirées par des sentiments personnels. Il s'agit de changer la société ou de maintenir des structures préservant les nantis de la médecine. Le débat étant ouvert — cet article a pour seul objet de résumer en termes simples ce que fut l'enseignement médical d'hier, ce qu'il est et vers quoi tendent les réformes en cours.

Hier, l'enseignement que j'ai subi entre 1950 et 1960 était totalement passif. L'enseignement théorique était divisé en disciplines réparties en six ans, après une année préparatoire inadaptée, le P.C.B. J'ai ainsi appris successivement en première année l'anatomie de l'œsophage ; en deuxième année, la structure histologique de l'œsophage normal ; en troisième année, la structure de l'œsophage pathologique ; en quatrième année (ayant oublié ce qui précède), les signes des maladies gastriques ; en cinquième année, leur traitement, qui diffèrent selon qu'il était enseigné par un médecin ou un chirurgien. Ce tronçonnement permettait à chacun d'enseigner ce qui lui plaisait, l'objet de ses recherches ou ce qui valorisait sa discipline, sans tenir compte de l'utilité future ; quant aux infor-

mations utiles, l'étudiant les reliait difficilement les uns aux autres.

La formation pratique n'existait que pour les 40 % recus au concours d'externat. Ces étudiants y avaient été préparés dans des conférences payantes, organisées par des internes, ce qui déchargeait les enseignants ; ceux-ci se laissaient même un devoir de laisser à leurs étudiants suffisamment de temps libre pour cet enseignement parallèle. Les 60 % restants, n'ayant pas de responsabilités hospitalières contrôlées, s'entraînaient donc seuls sur leurs premiers malades.

Au terme, les médecins généralistes avaient acquis une culture générale, mais peu de connaissances en rapport avec leur métier, et leur seule formation pratique avait été une année de stage non contrôlée dans un hôpital périphérique. Quant aux spécialistes, les uns, nommés au concours d'externat, avaient eu quatre ans de pratique, mais sans être astreints à poursuivre leur formation après le concours, en l'absence de contrôle terminal ; les autres, ayant suivi les cours théoriques des certificats de spécialité, avaient réussi l'examen terminal, mais sans avoir exercé de responsabilités contrôlées. Tel était le passé que certains regrettent.

Connaissances, gestes et comportement

Aujourd'hui, des changements sont intervenus. En 1956, furent institués le plein-temps des hospitaliers, qui leur conféra la triple mission de soins, d'enseignement et de recherche, et les centres hospitalo-universitaires, qui entraînaient une décentralisation de l'enseignement à Paris comme en province. Dans les quinze années qui suivirent, le nombre des étudiants augmenta, menaçant de dépasser les possibilités de formation, jusqu'à l'instauration d'une sélection (qui pour des raisons politiques ne fut malheureusement placée qu'en fin de première année). En 1970, le P.C.B. disparut et les études médicales furent restructurées en trois cycles : le premier, de deux ans, réservé aux sciences fondamentales (malheureusement hyper-trophées, car nous manquons de prix Nobel) ; le second, de quatre ans, destiné à l'enseignement médical commun, et le troisième spécifique de la spécialité, d'une durée variable : un an pour les généralistes, quatre ans pour la plupart des spécialités.

La principale réforme concernant la formation pratique fut la suppression du concours d'externat qui permit d'attribuer à tous les étudiants des responsabilités hospitalières contrôlées. Certains enseignants regrettèrent la suppression de ce concours, car ils allaient devoir assurer l'enseignement dont auparavant les déchargeaient leurs internes, et ils n'avaient pas le courage de remplacer le haut niveau du concours (dû à la limitation du nombre de postes hospitaliers) par un haut niveau identique des examens de faculté.

La principale réforme concernant la formation théorique fut (par le décret de 1970) l'autorisation de coordonner les disciplines au sein de certificats, par appareils tels que l'appareil digestif ou par ensembles tels que la péritologie. Ce devait être le point de départ d'une véritable révolution : dès 1959, nous avions observé à la faculté de médecine de Créteil que les étudiants de passants devenaient actifs. Chaque informa-

tion apportée par une discipline complétait les informations des autres disciplines, et les étudiants pouvaient en faire la synthèse. Pour la première fois, les enseignants fondamentaux et les cliniciens se rencontraient avec un objectif commun, travaillant sur les informations celles qui seraient les plus utiles, déterminaient ensemble l'ordre le plus logique des enseignements.

Peu à peu, les programmes classiques furent remplacés par des listes d'objectifs que les étudiants devaient atteindre avec les moyens de leur choix, et les enseignants furent invités à faire porter leurs efforts sur les examens. Les objectifs, pour plus de commodité, furent divisés en trois catégories : les connaissances (le savoir-répondre), les gestes (le savoir-faire), le comportement (le savoir-être) ; les gestes furent pour la première fois l'objet d'un enseignement spécifique en première année de deuxième cycle ; le comportement commença d'être un objectif de formation. Les examens, instruments de mesure autrefois imprécis (questions rédactionnelles), furent rendus plus fiables (multiples questions à réponses ouvertes et courtes) et devinrent progressivement un moyen de formation : à côté des examens sanctionnant se multiplièrent les examens blancs destinés à ce que les étudiants et les enseignants fassent le point (évaluation formative). Toutes les facultés ont-elles suivi ce mouvement ? Certes non ; mais dans toutes, même les plus conservatrices, de jeunes enseignants de plus en plus nombreux se soucient d'améliorer la pédagogie.

Les réformes actuelles tendent à faire de l'enseignement médical une école de responsabilité globale (tout problème médical doit être résolu totalement) et à habituer le futur médecin à l'auto-évaluation, et à l'auto-évaluation, indispensables pour sa formation continue. La pédagogie par objectifs largement répandue dans le monde se révèle être le meilleur moyen de formation portant sur les objectifs indispensables ; en troisième cycle, attribution de responsabilités hospitalières à tous les étudiants des grandes spécialités cliniques et généralisation d'une formation spécifique de deux ans pour tous les médecins généralistes. La commission Fougère a enquêté pendant deux ans sur l'opportunité de ces réformes et doit remettre ses conclusions le 17 mars 1977 au ministre de la Santé et au secrétaire d'Etat aux universités.

La décision appartient désormais au gouvernement. Si, pour des raisons politiques, il choisit l'immobilité, l'actuel concours d'externat restera l'obstacle majeur à la pédagogie par objectifs (on ne peut courir deux lieues) ; la formation des généralistes ne pourra donc être améliorée ; et la formation des spécialistes continuera à ne pas répondre aux critères jugés fondamentalement indispensables : le contrôle de l'acquisition préalable, la formation théorique, la formation pratique, le contrôle de cette formation pratique, l'adaptation aux besoins de la nation. Le niveau de la formation continuera à s'affaiblir.

A l'inverse, si la commission Fougère est entendue, la nation y gagnera des médecins mieux préparés, plus attentifs à la globalité des problèmes médicaux et soucieux d'utiliser au mieux le budget santé.

Supprimer les verrous structurels

Le travail des enseignants sera donc de plus en plus de bien déterminer les objectifs d'enseignement en les hiérarchisant selon l'importance. Prenons un exemple : les étudiants apprennent les cancers fréquents dans les manuels d'histologie des signes, du bilan d'extension et du traitement. Aujourd'hui, ils ont pour objectif indispensable (A) de pouvoir décrire les symptômes révélateurs de tous les cancers, même rares, car ils auront à en faire le dépistage ; c'est un objectif important (B) d'énumérer les possibilités thérapeutiques ; mais il est seulement utile (C) de décrire le bilan d'extension et les indications thérapeutiques, qui en pratique dépendront de spécialistes. La hiérarchie ASC ne supprime pas la culture générale, mais incite les étudiants à faire porter un effort particulier sur ce qui est indispensable à leur pratique de demain.

Dans le domaine des gestes et du comportement, s'établissent aussi des listes d'objectifs et des moyens d'évaluation appropriés qui changeront progressivement la formation des médecins.

Toutes ces réformes pédagogiques, entreprises au hasard des bonnes volontés, ne deviendront nationales que si des réformes suppriment les verrous structurels : en deuxième cycle, création d'un examen terminal

Les « réflexions sur l'Internat » du professeur Fournier (Marseille) publiées par « le Monde de la médecine » du 16 février et celles du professeur Ribet (Lille) sur l'« outil médical » évoquent les difficultés ou les errements actuels de l'apprentissage du métier de médecin. Le professeur D. Mellièrre (Créteil) qui

a consacré de nombreux et importants travaux à ces thèmes en dresse ici le bilan, à la veille de décisions gouvernementales importantes sur la formation médicale. Mlle Castaigne (interne des hôpitaux de Paris) s'en prend, pour sa part, aux positions du professeur Fournier concernant l'Internat.

DÉFENSE DE L'INTERNAT

par SYLVIE CASTAIGNE

C'EST une tendance habituelle d'accabler de tous les défauts les générations qui vous succèdent. L'article du professeur André Fournier nous en fournit un exemple.

Que penser de ces candidats à l'Internat 1976 de la ville de Marseille qui ne se présentent même pas ou rendent copie blanche : des « touristes » assurément.

Que penser de ceux qui sont restés : ils ont osé présenter au jury des devoirs d'illettrés, voire vulgaires ou puérils.

L'auteur souligne avec ironie que les résultats ont été rendus fin juillet (le concours ayant eu lieu en janvier). Pourquoi ne pas nous en dire la raison. Tout simplement parce qu'il y a eu à Marseille, comme dans toutes les villes de C.H.U. de province, une grève des lecteurs de copie, afin d'obtenir une revendication légitime : des places de chef de clinique pour les internes en chirurgie sans lesquelles ils ne peuvent valider leur spécialité.

Bref, des « gauchistes », ces internes. D'ailleurs, tout cela est dû aux réformes pratiquées il y a huit ans dans l'ambiance que l'on sait. Pourquoi ne pas le dire : mai 68 ; tout un programme.

Pour finir, le jury magnanime a dû abaisser la moyenne pour recevoir ces candidats illettrés et ignorants (à noter qu'il n'est pas obligé de le faire). Merci tout de même.

Mais heureusement, le professeur Fournier nous propose des solutions :

1) Réserver les sciences fondamentales aux C.E.S. (certificats d'études spéciales). Drôle d'idée, lorsque l'on sait que justement le seul débouché des C.E.S. est la médecine pratique.

2) Injecter à une forte dose d'humanisme au cours des études médicales. Tout à fait d'accord. Mais comment ? En facilitant l'entrée en médecine pour les bacheliers des sections littéraires ? Outre que cette mesure ne fera pas connaître Raymond Queneau aux bacheliers mathématiciens, il faudrait revoir considérablement le programme de la première an-

née de médecine, année de la sélection.

3) Le grand remède alors : rétablir l'externat, dont nous demandons tous le rétablissement.

Externat victime : « arbitrairement supprimé ». Externat utopie : « hospitalier », « facultatif », pouvant être brigué à toutes les étapes des études médicales, enfin « premier pas dans la carrière ».

Externat surtout, qui ne supprimera pas aux autres le droit d'être stagiaires.

C'est vouloir rétablir la possibilité pour un médecin d'être diplômé sans n'avoir jamais eu la moindre responsabilité devant un malade.

Est-il besoin de défendre les candidats à l'Internat ?

Peut-on leur demander une belle page de prose sur un sujet aussi affriolant que l'équilibre acido-basique en une heure (question d'ailleurs corrigée sur grille) ? Peut-on s'abandonner à des tournures grammaticales élaborées lorsque l'on sait que pour ne pas

avoir regardé la couleur des urines de leur patient, plusieurs étudiants ont eu un zéro en chirurgie à l'Internat (note éliminatoire).

Le bachotage d'un moins deux ans précédant le concours, le censé dans lequel sont moulés les questions « afin qu'elles obtiennent grâce devant le jury, le caractère restrictif du programme, enfin la tension du candidat ne permettent pas le jour de l'épreuve de développer ses qualités d'humaniste ».

Les accusations du professeur Fournier me paraissent très graves, car :

1) Il attaque directement les médecins de demain.

2) Il creuse un fossé : les remèdes proposés sont un « retour au bon vieux temps » — forcément en contradiction avec les réalités d'aujourd'hui.

Ces accusations me paraissent dangereuses pour leur auteur, car lorsque les résultats sont mauvais aux examens, la faute me paraît être aussi celle de l'enseignant. Qui est responsable de l'enseignement médical ? L'enseignant ou l'élève ?

Qui est responsable de la priorité accordée à la science, sans conscience, dans les rapports avec le malade. Le chef de service ou l'externe qui le suit.

Enfin, elles me paraissent fausses : l'étudiant d'aujourd'hui est-il moins humain que celui d'hier ? Ou est-il simplement plus savant ?

Pour ma part, je préfère encore un médecin savant et peu humaniste à un médecin humaniste qui regarderait mourir son malade par incompréhension.

Nous sommes à la fois savant et humain.

Mais les limites de ces deux qualités nécessaires ne sont plus les mêmes : il faut être encore plus savant et humain. Plus savant qu'autrefois, car les frontières de la science ont reculé, et se limiter devient une faute professionnelle. Plus humain, car la demande n'est plus simplement celle de la douleur physique qu'il fallait soulager de la voix et du geste, mais celle des douleurs morales, psychologiques et sociales.

Aujourd'hui le médecin doit répondre à tous les problèmes. Parce qu'il sait de mieux en mieux soigner le corps, il doit soigner l'âme.

Devons-nous prendre en charge tous les problèmes de la société ? Il faudrait alors ajouter au programme toutes les sciences concernant l'homme et son environnement.

En revanche, le médecin doit connaître au moins les maladies psychiatriques, doit connaître les facteurs psychologiques et sociologiques qui interfèrent avec la maladie de son patient. Il doit au moins connaître ce que contiennent ses actes et ses prescriptions, ce que coûte la maladie. Ceci ne paraît deux thèmes importants à ne pas négliger dans une réforme des études médicales :

— les problèmes d'économie médicale ;
— les problèmes psycho-sociologiques (60 % des malades admis à l'hôpital sont des « mentaux »).

Ces deux thèmes me paraissent très humanistes au sens moderne du terme, qui ne représente pas celui du professeur Fournier, celui de Molière, où la suprématie du langage, en l'occurrence le latin, confère aux médecins un pouvoir quasi magique.

Les jeunes médecins n'ont pas suivi le conseil de l'ordre, qui a lutté contre la contraception puis contre l'avortement.

Car ils ont été sincèrement touchés par le malheur de ces femmes enceintes malgré elles ou contre elles, obligées d'avorter, déclarées « am-rales, criminelles » par la société avec la complicité du conseil de l'ordre et risquant de plus leur vie dans l'impasse où elles se trouvaient. Ils les ont secourues et ne les ont pas jugées.

Les jeunes médecins ont conscience du péril que représente la science (et pas seulement la science médicale) lorsqu'elle se développe par elle-même au détriment de l'homme devenu objet ou enjeu.

[Le professeur Fournier, auquel nous avons soumis les critiques de Mlle Castaigne, déclare : « Je suis définitivement et maladeusement persuadé que l'acte technique évoqué sur le plan politique, et le refus de me laisser entraîner dans cette voie, qui n'est que de décrire la médecine »]

OFFRES D'EMPLOIS carrières de la santé

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES MINÉRAIS Division Zaire

Afin d'élargir le cadre de son Département Médical et d'assurer notamment la pleine activité d'un hôpital d'un millier de lits, une Société minière et métallurgique de niveau mondial (35.000 agents), établie en République du Zaïre (région du Shaba), recherche actuellement des

médecins spécialistes

diplômés dans l'une ou l'autre des disciplines suivantes : bio-pathologie, médecine interne, oto-rhino-laryngologie, ophtalmologie.

Les candidatures, accompagnées d'un bref curriculum vitae, sont à présenter à la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES MINÉRAIS, DIVISION ZAIRE, rue du Marais 31 à B-1000 Bruxelles (Belgique). Elles seront traitées rapidement et dans la plus entière discrétion.



LE DÉPARTEMENT DES REACTIFS BIOLOGIQUES d'un Groupe International recherche

UN JEUNE PHARMACIEN

pour promouvoir ses produits auprès des laboratoires d'analyses privés ou hospitaliers de la Région BRETAGNE.

Le candidat idéal sera :

- un ancien interne de préférence
- ayant une bonne connaissance et expérience de la biologie
- le goût des contacts et des déplacements

Salaire : fixe + prime + remboursement de frais

Résidence souhaitée : NANTES

Poste à pourvoir rapidement

Env. CV détaillé, photo + références

SAFARM

100 rue de la République - 44000 NANTES

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS

Recrute pour son Centre de Recherches (proche banlieue Sud)

UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Connaissances en chromatographie haute performance (B.T.S. - D.U.T.)

Horaires personnalisés. Travaux mois. Avantages sociaux.

Adressez C.V. à EPRI, 126, boulevard A.-Blanqui, 75013 - Références 324.

traductor médica

spécialiste de la traduction médicale, biologique, pharmacologique

étend son activité et recherche

Quelques excellents traducteurs et réviseurs pigistes ou permanents

français = anglais
français = allemand
français = espagnol

écrite à Mme Dorothy SUTCH Traductor Médica service recrutement 2, rue René Bazin 75016 Paris

Important Groupe Pharmaceutique

RECHERCHE

Pour son département de biodynamique

PHARMACIENS

av-internes des hôpitaux

avec expérience dans le domaine de la Pharmacocinétique et du Métabolisme ayant, si possible, de solides connaissances mathématiques et des notions d'informatique scientifique.

PLUSIEURS POSTES :

- Assistant du Chef de département.
- Responsables de cellules de Recherches.

Les candidatures de débutants seront examinées.

Lieux de travail : région parisienne.

Écrire avec C.V. détaillant l'expérience sous référence 73136 à

GANIDE

10, Rue de Montmorency 75009 PARIS, service de recrutement

مستشار التعليم

L'interdiction de la saccharine aux États-Unis

Une décision de prudence

L'USAGE antre que médical de la saccharine est dorénavant interdit aux États-Unis et au Canada (le Monde du 12 mars), et les grandes firmes de boissons gazeuses (notamment, qui en faisaient un large usage, préparent pour juillet prochain des solutions de remplacement. Il est vraisemblable que le miel et le sirop d'érable viendront ainsi à la grande satisfaction des consommateurs, remplacer les édulcorants artificiels.

La décision de la Food and Drug Administration (F.D.A.), bien qu'attendue depuis près de cinq ans, provoque certains remous à l'étranger, car l'Organisation mondiale de la santé vient d'en informer ses membres, et dans les milieux de l'industrie alimentaire.

Les cyclamates, autres édulcorants de synthèse, avaient été

interdits dès 1969 dans la fabrication des produits alimentaires américains, et, en 1972, l'usage de la saccharine avait été déjà sévèrement réglementé.

L'observation chez l'animal, et pour des doses élevées d'édulcorants, de tumeurs de la vessie et de lésions des reins chez les femelles enceintes, justifia la décision de prudence de la F.D.A. bien qu'aucun accident chez l'homme n'ait été signalé.

Découverte, par hasard, en 1979, trois cents fois plus « sucrée » que le sucre, la saccharine garde ses indications médicales, notamment chez les diabétiques, les obèses et dans tous les régimes où les sucres sont déconseillés.

La France est moins concernée que les autres pays par la décision américaine : la législation française interdit, en effet, depuis soixante-quinze ans, l'usage ali-

mentaire de tous les édulcorants de synthèse, qui sont réservés à la prescription médicale. La saccharine n'a été autorisée dans les produits alimentaires français que de 1940 à 1945.

Les doses auxquelles ont été observés des effets nocifs dépassent très largement celles que peuvent absorber les patients, diabétiques ou autres, qui substituent des édulcorants de synthèse au sucre pour leurs besoins quotidiens.

Des travaux en cours, concernant les vertus « édulcorantes » de plantes africaines, telles que « melleficus » et de « miranline », laissent à penser que l'indépendance des chimistes aidant, les populations pourront à nouveau, et d'ici quelques années, consommer sucré, sans grossir.

Dr. E. L.

LIVRES

■ DOSSIER CANCER, par le professeur Georges Mathé. Stock, 345 p., 45 F.

Comprendre, prévenir, guérir, espérer, chercher encore et toujours. Tels sont les mots-clés de la cancérologie moderne, selon la conception qui, toujours détentrice et appliquée, le professeur Georges Mathé, selon celle qu'il explique aujourd'hui de façon exhaustive en un ouvrage aussi dense que passionné.

La richesse de l'information scientifique et les précisions données notamment à propos des concepts biologiques devaient apporter aux médecins une excellente synthèse des acquis les plus récents. Le grand public, qui ne saurait probablement que des bribes éparses de ce texte difficile, trouvera en revanche dans les descriptions des modes de prévention ou de traitement d'innombrables renseignements.

Militant ardent de la recherche et de la thérapeutique auxquelles il a voué sa vie, Georges Mathé considère que la victoire est en vue dans les vingt-cinq ans à venir, qu'elle sera d'ordre thérapeutique, et que la France doit porter à cette fin son budget annuel de recherche cancérologique de 80 à 800 millions. Ce qui ne manquera pas de se faire, se dit-il, dans les années à venir, et ce ne sont pas précisément eux qui ont apporté les clés de l'un des problèmes les plus complexes que connaît la médecine.

Il est d'autre part frappant de constater que l'effort privé qu'a-

complissent les citoyens français pour soutenir ces recherches est dérisoire, et le compare, par exemple, au formidable appoint que fournissent les grandes lignes ou fondations privées étrangères, britanniques notamment.

Une action devrait être poursuivie pour que s'accroisse cette situation, et le livre du professeur Mathé y contribue puissamment. — Dr. E. L.

■ POURQUOI L'ON CROISSE ET COMMENT MAIGRISS, par le docteur Gilbert-Dreyfus. Stock, 378 p., 42 F.

■ LA CELLULITE, par le docteur J.-P. Legendre. Robert Laffont, 235 p., 37 F.

■ MES 101 CONSEILS POUR VIVRE MINCE TOUT EN MANGEANT, par le docteur Fernand-Arthur. Hachette, 250 p., 34 F.

Malgré cette exploitation commerciale et indépendamment de ces raisons, pour satisfaire au goût du jour, à perdre quelques kilos, la gravité que peut revêtir l'obésité dans certains cas ne saurait être démentie. Le professeur Gilbert-Dreyfus, dans son ouvrage très documenté — l'auteur a, durant sa carrière, donné quinze mille consultations à des personnes atteintes de maigreur — estime que le risque vital augmente de 40 % dans le cas d'une obésité moyenne et de 80 % pour une obésité majeure.

Un certain nombre de livres qui, sous couvert de vulgarisation, n'ont pas toujours un caractère scientifique très affirmé, s'offrent ainsi au lecteur. Ainsi le docteur Fernand-Arthur, dans ses « 101 conseils pour vivre mince », propose à ses lecteurs de faire de l'amour un sport qui, d'après lui, leur permettrait de perdre jusqu'à sept cents calories.

La cellulite concernerait pour sa part 90 % des femmes, si l'on en croit le docteur J.-P. Legendre, qui a publié un livre sur ce sujet dans l'« excellente collection » Comprendre pour guérir, aux éditions Robert Laffont. Un guide pratique sur ce même thème a été publié par la société d'édition BOPOED. Le docteur Chabard tente d'expliquer, en dix pages très simples et illustrées, ce que les femmes peuvent faire contre « les jambes lourdes », et la « diète de cheval » ou « la bourse de bison ».

N. B.

La première norme française de haute fidélité a été mise au point pour les enceintes acoustiques

M. Barthe, président du SIERE (Syndicat des industries électriques de reproduction et d'enregistrement), M. Vauclle, commissaire à la normalisation ou ministre de l'Industrie, et M. Olivier-Martin, président de l'UTE (Union technique de l'électricité), ont présenté, vendredi 11 mars, au Festival du son, la première norme française définissant la haute fidélité. Elle donne les caractéristiques des enceintes acoustiques qui auront le droit légal d'être qualifiées de haute fidélité. Les matériels qui y satisfont auront la possibilité de porter

et à asservissement) et de troisième catégorie (avec amplificateur incorporé). L'étiquette d'information correspondante aux enceintes acoustiques reprend ces informations et en ajoute d'autres : dimension, poids, nombre de haut-parleurs, etc. Des normes du même type seront consacrées dans un avenir proche aux tourne-disques et têtes de lecture (N.F.C. 97-430) et aux amplificateurs (N.F.C. 97-420).

Le développement accéléré du marché de la haute fidélité en France, les innombrables possibilités de fraude sur la qualité pour ce genre de matériel, quelques cas réellement scandaleux, ont poussé les responsables français de ce secteur à définir d'une manière quasi officielle le terme haute fidélité. Pour cela, il fallait fixer les caractéristiques chiffrées minimales de chaque maille de chaîne électro-acoustique méritant réellement le qualificatif haute fidélité.

Four y arrivent : les spécialistes ont procédé en deux étapes. La première, qui est déjà réalisée, consiste à définir les grandeurs à mesurer ainsi que la manière précise dont on doit procéder pour les obtenir. La deuxième revient à choisir les valeurs minimales des caractéristiques ainsi définies pour que le matériel en question mérite l'appellation haute fidélité. Cette deuxième étape vient d'être atteinte avec la parution de la norme N.F.C. 97-428 qui concerne les seules enceintes acoustiques. Elle s'appuie sur les méthodes de mesure définies dans la norme N.F.C. 97-350. Les principales caractéristiques des enceintes acoustiques méritant la dénomination haute fidélité sont :

— Une puissance nominale supérieure à 10 watts ;

— Une impédance égale soit à 4, soit à 8, soit à 16 ohms et qui ne doit jamais être inférieure de plus de 20 % à ces valeurs nominales ;

— Une courbe amplitude-fréquence comprise dans une gamme de tolérance relativement étroite. Les variations ne doivent pas, en principe, être supérieures à 8 décibels entre 125 hertz et 8 000 hertz ;

— La distorsion harmonique totale doit être inférieure à un centième de la fréquence (2 % aux basses fréquences, 1 % aux hautes fréquences) pour une puissance électrique correspondante à la puissance acoustique spécifiée de 1 watt.

Ces caractéristiques concernent les enceintes de première catégorie (à filtre passif). Des variantes existent pour les enceintes de deuxième catégorie (à filtre actif

la marque de conformité N.F. électro-acoustique-haute fidélité après vérification de leurs caractéristiques par l'UTE. Par ailleurs, une étiquette d'information concernant les enceintes acoustiques a été élaborée dans le cadre de l'AFEI (Association française pour l'étiquetage d'information). D'autres maillons de la chaîne bénéficieront, dans l'avenir, d'un traitement semblable : amplificateurs, platines, tourne-disques et têtes de lecture, matériel d'enregistrement et de lecture magnétique du son, adaptateurs de modulation de fréquence.

La mise en place du dispositif défini par la nouvelle norme des enceintes électro-acoustiques se fera en plusieurs mois. Le Laboratoire national d'essai, très habilité pour faire les mesures correspondantes au label N.F., ne peut actuellement tester complètement qu'une enceinte par jour pour un coût de l'ordre de 2 500 francs.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

Trois types d'équipement

Toutes ces normes ne sont pas obligatoires. Il sera donc possible de commercialiser des appareils qui n'y satisfont pas. On trouvera donc sur le marché trois types d'équipement :

1) Ceux qui satisfont aux normes et porteront le label N.F. parce que leur conformité sera régulièrement vérifiée par l'UTE.

2) Ceux qui satisfont aux normes, mais n'auront pas le label parce que leurs constructeurs n'auront pas jugé utile de faire la dépense correspondante. Ces équipements auront droit à la dénomination haute fidélité ;

3) Ceux qui ne satisfont pas aux normes. Les constructeurs qui les commercialiseront prendront un risque en leur appliquant le qualificatif haute fidélité. Une association de consommateurs ou même un simple particulier pourraient intenter un procès. Le tribunal est seul juge pour affirmer si le qualificatif haute fidélité est ou non frauduleux. Mais la jurisprudence, dans ces cas pénibles, consiste à prendre comme référence la norme de l'AFNOR. Un matériel qui n'y satisferait pas a donc toutes les chances d'être condamné.

Un certain nombre d'enceintes acoustiques ainsi que de chaînes électro-acoustiques devraient donc perdre le droit au qualificatif haute fidélité (pour qu'une chaîne puisse bénéficier du qualificatif haute fidélité il faut que tous les maillons puissent être classés dans cette catégorie). Les équipements qui risquent ainsi d'être

déclassés ne seront cependant pas nombreux car les caractéristiques retenues ne sont pas très sévères. Il serait peut-être souhaitable de définir des valeurs minimales correspondant à une haute fidélité également minimale, d'autres valeurs plus exigeantes pour une haute fidélité de haut de gamme. Une telle normalisation à deux degrés permettrait de choisir entre des matériels haute fidélité et très haute fidélité et éviterait ainsi nombre de déconvenues.

La mise en place du dispositif défini par la nouvelle norme des enceintes électro-acoustiques se fera en plusieurs mois. Le Laboratoire national d'essai, très habilité pour faire les mesures correspondantes au label N.F., ne peut actuellement tester complètement qu'une enceinte par jour pour un coût de l'ordre de 2 500 francs.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

Dans la région de Toulouse

UNE FORTERESSE VOLANTE AU SERVICE DE LA SCIENCE

Depuis le 9 mars et jusqu'à la fin de mai, un avion de l'Institut géographique national, basé à Toulouse-Montaudou, réalisera, à l'initiative du Groupement pour le développement de la télédétection aérospatiale, une campagne opérationnelle dans la région Midi-Pyrénées.

Cet avion, l'une des dernières forteresses volantes de la dernière guerre mondiale encore en service, est équipé de plusieurs appareils qui permettent de réaliser, à l'aide de la photographie, mais aussi d'obtenir des images montrant certains aspects particuliers du sol, prises dans le proche et le moyen infrarouge, et avec des filtres très sélectifs.

Les opérations de télédétection réalisées à l'aide de cet avion ont un double programme : étudier des instruments nouveaux ; développer des recherches thématiques en géologie, hydrologie, occupation des sols, inventaires agricoles, etc. L'avion survolera pendant la journée des zones-basis situées essentiellement dans la montagne Noire. Quelques survols seront effectués sur la Garonne, et plus exactement sur la Garonne.

LÉO PALACIO.

DEUX BOTANISTES SONT ÉLUS À L'ACADÉMIE DES SCIENCES

L'Académie des sciences a élu lundi 14 mars deux nouveaux membres dans sa section de biologie végétale : MM. Edouard Boureau et André Cauderon. Le premier nommé a distancé d'une dizaine de voix Mme Arlette Nogard, directeur du laboratoire de cytologie et morphogénèse végétales de l'université Pierre-et-Marie-Curie, à Paris. Après l'échec de Mme Grunberg-Managou en novembre dernier, ce nouvel insuccès montre que les femmes restent victimes d'un ostracisme qui ne cessera sans doute que lorsque l'Académie aura été profondément renouvelée.

M. EDUARD BOUREAU

Né le 31 janvier 1913 à Champ-sur-Layon (Maine-et-Loire), M. Edouard Boureau est un spécialiste de la paléobotanique. Au Bahari, en Amérique du Sud, en Indonésie, il a décrit des espèces fossiles et amélioré la connaissance de l'évolution végétale, montrant en particulier que certains taxons primitifs peuvent avoir constitué un lien entre les organismes unicellulaires et les végétaux multicellulaires. M. Boureau, docteur de sciences naturelles en 1938, est devenu en 1946 sous-directeur de laboratoire au Muséum d'histoire naturelle, puis en 1950 maître de conférences à Orléans. En 1965, il est professeur à Paris, et il dirige actuellement le laboratoire de paléobotanique de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI).

M. ANDRÉ CAUDERON

Né le 29 décembre 1922 à Maudouze (Gers), M. André Cauderon est un spécialiste de la biologie végétale. Il est en 1945 ingénieur agronome, Assistant à l'Institut national agronomique, il est en 1946 ingénieur agronome (INRA) en 1947, il y franchira tous les échelons pour devenir en 1959 directeur de recherches. Il dirige alors la station de génétique et d'amélioration des plantes de Clermont-Ferrand. Depuis 1961, il est inspecteur général de la recherche agronomique, chargé des recherches polytechniques. M. Cauderon a beaucoup contribué à l'extension en France de la culture du maïs. Il a mis au point des hybrides adaptés aux conditions agricoles françaises et qui ont permis de faire progresser les rendements, passés de 15 à 50 quintaux à l'hectare. Il a fait des travaux analogues sur l'orge, obtenant par croisements d'orge d'hiver et d'orge de printemps une variété nouvelle donnant une soixantaine de quintaux à l'hectare.

Fin 1976

Bilan des Croisades

pour la Santé Dentaire de l'Association Fluocaril - Fluor et Santé. (Association Loi 1901)

Le moment est venu, après deux années d'éducation pour une meilleure hygiène bucco-dentaire des jeunes Français, de faire le bilan de cette action de prévention du type de celles qui sont recommandées par l'Organisation Mondiale de la Santé, par le Conseil de l'Europe, les Organisations Nationales de l'Art Dentaire et la Fédération Dentaire Internationale de Londres.

Des chiffres résumant cette action de Mars 1975 à Décembre 1976, 40 466 partements français ont été visités par l'unité dentaire mobile et son équipe éducateurs.

2 300 chirurgiens-dentistes, 200 médecins généralistes, 650 pharmaciens, 3 000 enseignants ont été sensibilisés et associés à l'action des Croisades pour la Santé Dentaire de l'Association Fluocaril - Fluor et Santé, tandis que 86 554 enfants des classes primaires étaient instruits sur les méthodes d'hygiène bucco-dentaire leur permettant de conserver de meilleures dents toute leur vie.

Cette œuvre philanthropique, favorisant la pédagogie prophylactique contre la carie dentaire dénoncée par l'Organisation Mondiale de la Santé comme un des tout premiers fléaux mondiaux après les maladies de cœur et le cancer, a rencontré partout un accueil très coopératif et reconnaissant.

Après la Belgique qui avait demandé dès Novembre 1975 à l'Association Fluocaril de lui apporter le concours d'une unité dentaire mobile pour le dépistage de la carie dentaire dans la Province du Luxembourg, l'Italie à son tour vient de voir démarquer sa 1^{re} Croisade pour la Santé Dentaire en Lombardie placée sous la haute direction du Professeur O. Hoffer de Milan.

L'Association Fluocaril - Fluor et Santé est fière d'apporter son concours à la profession dentaire internationale pour une meilleure santé bucco-dentaire, partie essentielle de la santé humaine en général.



(Publité)

en 8 jours plus un bruit chez vous

Depuis 15 ans, SAIRES, spécialiste de l'isolation phonique et thermique, apporte les meilleures solutions aux problèmes du bruit et du froid. Etudes gratuites. Installation rapide Paris et 100 km alentours. Crédit Cautel.

SAIRES : 206-50-13

49 ter, rue de Flandre - 75019 PARIS

La Pompadour

SPECIALISTE CÉRÉMONIES la plus élégante Collection parisienne ensembles, manteaux, robes courtes et longues, sole naturelle, imprimés, mousseline, etc.

FEMMES FORTES

du 42 au 60 32 bis, Bd HAUSMANN M^e Champs d'Ante

L'AVENTURE DANS UN PAYS INSOLITE LE

YEMEN

Des vols à 1 800 F Nos expéditions à partir de 2 700 F Un guide : 15 F

LES SEYCHELLES

Vols avec Vercovitch Ketch de 15 m.

Pêche, pêche au gros sur des hauteurs spécialement équipées.

Les plages désertes, la mer transparente de 500 à 1 000 mètres de profondeur vous attendent.

Une semaine, vol + vols en plongée à partir de 2 250 F.

ILE MAURICE

Déjeuner et repas hors de commun vol et séjour à partir de 3 500 F.

Même si vous rêvez d'autres vacances nous vous en proposons.

544-21-99 et 544-20-43

PASSEPORT

et, rue de la République, 75001 PARIS

Métro : Rennes - Ligne A 89

VOIX

ou EXPRESSION

partir avec aisance, se faire écouter, maîtriser l'expressivité, convaincre, décider.

Tous renseignements : G.E.S.O.P.E. de 14 h. à 19 h.

24, rue Henri-Dunant - 75002

Téléph. : 336-18-10 - 336-15-62

"Moins de 26 ans" voyagez en train à prix réduit.

Travailleurs ou Étudiants, avant de prendre le train passez à TOURS 33 - T.E.J. Vous obtiendrez un BIGS (jusqu'à 50% du Tarif selon la destination Française ou Étrangère).

TOURS 33/TEJ

PARIS 5e - 80, bd St Germain - Tél. (1) 529.36.50

PARIS 6e - 30, rue Madame - Tél. (1) 544.68.17-18

PARIS 5e - T.E.J. - 85, bd St Michel (dans la cour) - Tél. (1) 529.08.76

LILLE - 157, rue Nationale - Tél. (20) 54.55.50

REIMS - 6, rue Champy - Tél. (26) 88.47.98

JUSTICE

Libres opinions

VRAIE OU FAUSSE SÉCURITÉ

par AXEL LOCHEN (*)

L'ÉVOLUTION de la criminalité et les réformes du système pénitentiaire ont provoqué un durcissement de l'opinion. Le sentiment d'insécurité conduit aujourd'hui le gouvernement à proposer des mesures d'opportunité que les chrétiens ne peuvent pas laisser passer sans mot dire.

La commission de la Fédération protestante de France, chargée de l'aumônerie des prisons et des problèmes pénitentiaires, est inquiète des orientations contradictoires qui se dessinent derrière les propositions de loi qui prétendent écouler prochainement à l'Assemblée nationale un « plan de sécurité ». Les déclarations officielles laissent planer l'incertitude.

Les circulaires ministérielles concernant l'interprétation de la réforme pénale et du dispositif pénitentiaire vont à peu près toutes dans le sens d'une répression renforcée pour répondre aux appels de l'opinion mal informée et insécurisée. Quelques événements dramatiques, largement relayés par les médias, ont suffi pour faire basculer l'opinion publique d'une indifférence quasi générale à l'égard des problèmes de la délinquance à une peur et à une hargne tout à fait irrationnelles et disproportionnées à la réalité objective.

Il est probable que l'insécurité de l'emploi, les difficultés économiques, les tensions politiques, les pollutions collectives de tout genre se dissimulent, consciemment ou non, derrière une campagne contre le « bouc émissaire » responsable de tous les maux possibles, l'homme dangereux, le criminel, ce paillard, ce tordu, ce jeune cheveu, chargé de tous les torts pour mieux dissimuler les nôtres.

Quelle sécurité veut-on offrir à la société pour la protéger ? Quadriller le territoire, fouiller les suspects, traiter la liberté individuelle à coups de poing sous couvert de la loi ? Ne sait-on pas toutes les « bavures » que cela pourrait couvrir au détriment de gens qui n'auraient que la tort d'être suspects d'intentions coupables par un modeste agent de police à peine formé et peut-être égaré ?

La fameuse exemplarité des peines n'est qu'une fausse sécurité, car les bandits ne se laissent pas dissuader par la gravité des peines qu'ils encourrent. Ils sont parfois même fascinés par les risques. En revanche, le caractère déshumanisant et criminogène de la détention est un facteur d'insécurité que les statistiques confirment à l'évidence avec 50 % de récidives en moyenne. En revanche, l'ensemble du dispositif d'aménagement des peines est un facteur particulièrement efficace pour limiter la récidive, notamment chez ceux qui ont été condamnés à de longues peines.

La vraie sécurité consisterait donc à développer avec sagesse les possibilités de semi-liberté, liberté conditionnelle, remises de peines et permissions de sortir du lieu de brider le juge de l'application des peines (JAP), chargé de veiller à l'esprit d'ouverture et d'efficacité du système. Il n'est pas certain que, soumis aux secousses du ministère public et du pouvoir administratif, le JAP puisse prendre les décisions intelligentes et généreuses qu'il convient d'utiliser pour incliner les condamnés à rechercher ensuite une place constructive dans la vie sociale.

Il est peut-être commode de satisfaire une opinion mécontente et inquiète en lui donnant des gages illusoire de sécurité. Mais la vérité est ailleurs : quand la justice évite la peine de mort, est-ce bien le moment d'organiser des « oubliettes » ou des prisons-mouroirs ? D'autant que, curieusement, les grands criminels d'une époque ne sont plus les mêmes hommes quelques années après et sont les moins enclins à la récidive pour toutes sortes de raisons.

Témoins de la vérité dynamique de l'Évangile, qu'il illustre bien le procès historique de Jésus à l'exécution aberrante qui s'ensuit, nous sommes aussi témoins de la grâce et de la liberté possible par le renouvellement des esprits. Nous pensons que la société s'égare lorsqu'elle fait des contrôles policiers un système, de l'enfermement une solution et de l'exemplarité de la peine une justification. Nous croyons que la vraie fonction de justice se fonde sur la certitude qu'il n'est pas de coupable, aussi criminel soit-il, qui ne puisse bénéficier un jour du pardon et de la grâce ; car tout homme est susceptible de changement, c'est l'espérance de toute vie. Le droit de grâce du président de la République demeure le signe d'un acte généreux et inconditionnel d'espérance dont l'effet n'est généralement pas dément. Toutes les mesures d'aménagement ou de remises de peines comportent aussi la signification universelle et concrète de la générosité et de la confiance comme leclaireurs de réconciliation et de réintégration du condamné dans le groupe social.

Il serait d'une effrayante absurdité que le Parlement consente à rogner le dispositif légal en vigueur sans apporter plus de sécurité réelle aux Français. Ils rouleraient plus tard de textes législatifs marqués au coin de l'opportunité des circonstances d'un moment et d'un climat de peur excessive. La vraie sécurité consisterait à délivrer les populations d'une obsession collective. L'action préventive consiste à débouler les relations sociales dans le sens de l'accueil et d'une volonté constructive de compréhension mutuelle. La sanction des fautes doit tendre à nous faire prendre conscience de l'absurdité de la violence et du talion, elle doit préparer d'autant mieux le retour à la liberté que le crime est important, sachant que plus on a été pardonné, plus on est susceptible de vouloir réparer le passé révolu. C'est la conviction et l'expérience des membres de la commission des orisons de la Fédération protestante de France.

(*) Frère de la communauté de Talzé.

LES EXPULSIONS D'IMMIGRÉS

Le ministère de l'Intérieur attend notification de la décision du Conseil d'État

Sept travailleurs algériens, expulsés du territoire français en avril 1976, mais qui bénéficient depuis le 9 mars dernier, sur arrêt du Conseil d'État, d'un sursis à exécution de la mesure prise à leur encontre (le Monde du 11 mars), ont dû, provisoirement, renoncer à rentrer en France, ce lundi 14 mars, comme ils en avaient l'intention.

En instance de départ à l'aéroport d'Alger-Maison Blanche, ils ont en effet été avisés par les autorités algériennes qu'ils risquaient d'être refoulés dès leur arrivée à Paris. Le ministère français de l'Intérieur avait entre-temps prévenu que, l'arrêt du Conseil d'État ne lui ayant pas encore été signifié, les sept ressortissants algériens restaient sous l'effet de l'arrêt d'expulsion.

La liberté d'établissement dans la Communauté européenne

Les avocats moins bien traités que les médecins

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les avocats ressortissants de la Communauté européenne pourront d'ici deux ans plaider dans n'importe quel des États membres sans condition de résidence ni d'inscription à une organisation professionnelle dans cet État. Telle est la conséquence d'une « directive » que le conseil des ministres des Neuf approuvera formellement lors de l'une de ses prochaines sessions. Le détail de deux ans s'explique par la nécessité de transcrire la directive européenne dans les différentes législations nationales.

Le texte qui est sur le point d'être adopté, même s'il constitue un progrès, n'aura, sans doute qu'une portée limitée. Contrairement à ce qui a déjà été décidé par les Neuf pour les médecins, la directive vise seulement la libre « prestation de services » et non pas la liberté d'établissement. Elle ne permettra pas par exemple à un avocat français d'aller s'installer dans un autre État membre de la Communauté.

La directive couvre deux types d'activités :

L'assistance d'un client en justice. Le libérateur d'origine n'est pas reconnu aux avocats de plaider sur l'ensemble du territoire de la C.E.E. connaît quelques restrictions. Les avocats qui ont obtenu en vigueur dans leur propre pays et en vigueur dans le pays d'accueil. De plus, les États membres pourront exiger qu'un avocat venant d'un autre pays soit assisté d'un confrère du lieu.

L'activité extra-judiciaire. — Il s'agit des consultations en droit des avocats, par exem-

ple à des entreprises. Ici, la directive n'innove pas vraiment : il arrive déjà fréquemment que des avocats — à vrai dire surtout britanniques ou néerlandais — franchissent les frontières pour remplir cette tâche de conseiller. Elle se borne à officialiser ces pratiques. Dans ce cas, l'avocat consultant ne sera tenu de respecter que les conditions d'exercice en vigueur dans son pays d'origine et, de plus, quelques règles jugées essentielles en vigueur dans le pays d'accueil (par exemple incompatibilité entre l'activité d'avocat et d'autres activités professionnelles).

Les infirmières et les architectes

Le conseil des ministres devrait également adopter bientôt l'accord des Neuf est acquis — une directive prévoyant la libre prestation de services ainsi que la liberté d'établissement des infirmières.

Les travaux relatifs à une directive sur la libre établissement des architectes sont très avancés. Une telle directive suppose (de même que pour les médecins ou pour les infirmières) la reconnaissance mutuelle des diplômes. Un problème est encore posé par la reconnaissance d'une « filière » allemande : les « Fachhochschule » allemandes peuvent délivrer des diplômes d'architecte après trois ans d'études et deux ans de stage. Certains autres États membres estiment cette formation accélérée insuffisante et réclament à traiter ces architectes sur un pied d'égalité avec les leurs. Il est probable cependant que ces réserves tomberont finalement.

PHILIPPE LEMAITRE.

SPORTS

La préparation psychologique de l'athlète

UN AVANTAGE QUE LA FRANCE IGNORE

Seul sur le tatami, ce champion d'Europe va se faire battre par un japonais de moindre valeur. Il ne sera pas champion olympique. Pas plus que cet autre, pourtant champion du monde en titre. Il a manqué à l'un et à l'autre ce rien de préparation psychologique qui les eût fait lutter à la hauteur de leurs moyens. Les exemples abondent de ces athlètes français pris au piège de leurs nerfs alors que les muscles et le souffle pouvaient affronter les plus forts.

En France, la psychologie sportive est pratiquement ignorée, tandis que, dans d'autres pays, elle est enseignée dans les universités. Bien plus, derrière les succès des pays de l'Est se cache un énorme travail de préparation psychologique. C'est ce qu'a expliqué le professeur Rioux, président de la Société française de psychologie des sports, au cours d'une journée d'étude, à l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP). Chacun depuis plusieurs années, par la volonté de quelques universitaires, ou d'anciens champions comme Ignace Heinrich et Raymond Thomas, cette société attend toujours d'être reconnue sur le plan national, bien qu'elle soit affiliée à la Société internationale de psychologie des sports.

Que les entraîneurs tiennent les psychologues en suspicion, cela s'est encore vérifié. Suspicion illégitime, a dit le professeur Rioux ; mais qui a ses raisons, répliqua M. Robert Bobin, directeur du département haute compétition à l'INSEP, en invitant les chercheurs à prendre en compte les réalités concrètes.

Ce face à face universitaires-entraîneurs devait permettre de dégager quelques idées - forces.

« Nous ne pouvons rien sans nous, vous pouvez plus avec nous », affirmait le professeur Rioux, tandis que M. Robert Bobin renvoyait dos à dos l'entraîneur « qui se prend pour Dieu le père » et le psychologue « qui s'imagine qu'on pourrait passer à travers les contraintes nécessaires ».

Cependant, à côté de ce dialogue subsiste une opposition plus fondamentale entre ceux qui prônent la responsabilité de l'athlète — de l'athlète seul — et ceux qui persistent à le maintenir sous la tutelle de l'entraîneur et des responsables fédéraux. Four ces derniers, tout doit passer par l'entraîneur et on les sent prêts à accepter le secours de la psychologie, c'est dans le sens d'une efficacité redoutable et finale, aussi inébranlable que le moindre produit dopant. Ce danger existe, comme celui de laisser des « apprentis sorciers » s'emparer d'une sorte de psychologie de cuisine pour tenter d'améliorer les performances.

Les psychologues du sport ont des ambitions plus élevées, sans perdre de vue pour autant un de leurs champs d'application qui est la haute compétition. Ils tentent de faire avancer les choses par des études systématiques, dont M. Raymond Thomas donna un aperçu à propos de la détection de l'élite sportive. Celle-ci se ferait non à partir d'une masse de pratiquants, mais d'une masse de sujets potentiels. Le physiologiste peut servir à déterminer certains développements prévisibles, comme la croissance, mais son analyse des capacités reste insuffisante. Au psychologue d'intervenir pour effectuer le repérage de l'organisation des conduites et faire apparaître l'ensemble des comportements dont on pourra déduire l'aptitude pour tel ou tel sport.

Erreur de jugement

« C'est en le faisant sauter qu'on saurait si l'enfant sauterait convenablement », disent les praticiens. Erreur de jugement, répliqua M. Raymond Thomas, car « ce n'est pas les mêmes capacités qui interviennent au début de l'apprentissage et à la fin ». Pour ce raisonnement, et pour bien d'autres, il dénonce la spécialisation trop précoce, d'autant plus que tout se passe comme si l'individu ne possédait qu'un capital de motivation limité dans le temps. Partir trop tôt conduirait à s'arrêter trop tôt. L'expérience prouverait qu'à part quelques sujets surdoués, comme Nadia Comaneci, la lassitude prendrait, avant la consécration, ces enfants que l'on « produit » si fréquemment de nos jours.

Bref, de nombreux paramètres doivent être pris en considération pour établir les prévisions de réussite d'un individu à partir du moment où l'on veut procéder scientifiquement. Les pays de l'Est, qui emploient et attribuent volontiers leur succès à ces mé-

LE SECOND DÉFENSEUR

D'ALBERT SPAGGIARI

EST INTERROGÉ

PAR LE JUGE D'INSTRUCTION

Un jeune avocat de Nice, Mlle Martine Wolf, gardée à vue depuis lundi matin dans les locaux de la police judiciaire de Nice, est interrogée depuis mardi matin 15 mars par M. Pierre Lasfargue, premier juge d'instruction au tribunal de Nice. Choisi comme second défenseur par Albert Spaggiari, qu'elle connaissait de longue date, Mlle Wolf compte aussi Gérard Rang parmi ses relations. Elle exerce dans un cabinet situé en face du cabinet de M. Richard Bouasla, d'où Spaggiari s'est échappé jeudi 10 mars. A cette date, elle avait déjà été entendue comme témoin.

Reconnu par des témoins lors d'une confrontation au siège de la police judiciaire de Nice comme étant le pilote de la moto sur laquelle Spaggiari s'est enfui, Gérard Rang, continue de nier. Le complice présumé de Spaggiari, dont la garde à vue prend fin ce mardi, affirme qu'il se trouvait au moment de l'évasion sur le court de tennis d'un club nicotais, où il aurait assisté à une partie disputée par quatre femmes. Mais aucune des joueuses n'a reconnu sur photographie Gérard Rang, à qui elles doivent être confrontées ce mardi. Les joueuses ont, d'autre part, assuré avoir vu un jeune homme échanger quelques balles maladroites contre le mur du court.

Un débat sur la peine de mort est organisé, mardi 22 mars, à 20 h. 30, par l'École supérieure des sciences économiques et commerciales (mardi 22 mars) dans le grand amphithéâtre de cette école à Cergy-Pontoise.

De son côté, le père d'Alain Escoffier « met en garde le public contre tout appel de fonds (...) qui serait fait au nom d'Alain Escoffier ». M. Jean Escoffier ajoute qu'il n'a donné aucune autorisation pour une exploitation politique particulière du nom de son fils, car, en dernier lieu, il ne veut pas être associé à des objectifs ayant été atteints.

De son côté, le père d'Alain Escoffier « met en garde le public contre tout appel de fonds (...) qui serait fait au nom d'Alain Escoffier ». M. Jean Escoffier ajoute qu'il n'a donné aucune autorisation pour une exploitation politique particulière du nom de son fils, car, en dernier lieu, il ne veut pas être associé à des objectifs ayant été atteints.

thodes. Il ne s'agit pas pour eux d'appliquer les principes de la psychologie générale au sport, mais de définir une science nouvelle qui s'établirait à partir du sport et devient une entité.

Renforcer la personnalité

L'utilisation de cette science doit se faire selon des principes bien définis. Elle doit être une aide apportée à l'athlète, et à sa demande ; elle ne doit avoir aucun caractère mystérieux ni se présenter comme une potion magique, alors qu'elle vise, au contraire, à renforcer la personnalité. Elle ne s'applique pas qu'à l'athlète, mais également aux responsables de la discipline sportive considérée et, en premier lieu, l'entraîneur, dont on attend qu'il sache contrôler ses émotions et représente un élément de sûreté dans les réactions du groupe.

Bien évidemment toutes ces données ne s'acceptent que dans

FAITS ET JUGEMENTS

Grenades

contre un car de police.

Deux grenades d'exercice de l'armée, vidées de leur poudre et remplies d'essence, ont été jetées, lundi 14 mars, au début d'une manifestation devant le commissariat de La Celle-Saint-Cloud (Yvelines). On ne déplore aucune victime et les dégâts matériels sont peu importants. Aussitôt après les déflagrations les policiers ont pu étouffer le début d'incendie.

Dissolution de Comité Alain-Escoffier.

M. Michel Collinot, président du comité Alain-Escoffier — du nom du jeune homme qui s'est suicidé par le feu, le 10 février dans les locaux parisiens d'Aéroflot, — a annoncé, lundi 14 mars la dissolution de ce comité. Les objectifs ayant été atteints.

De son côté, le père d'Alain Escoffier « met en garde le public contre tout appel de fonds (...) qui serait fait au nom d'Alain Escoffier ». M. Jean Escoffier ajoute qu'il n'a donné aucune autorisation pour une exploitation politique particulière du nom de son fils, car, en dernier lieu, il ne veut pas être associé à des objectifs ayant été atteints.

De son côté, le père d'Alain Escoffier « met en garde le public contre tout appel de fonds (...) qui serait fait au nom d'Alain Escoffier ». M. Jean Escoffier ajoute qu'il n'a donné aucune autorisation pour une exploitation politique particulière du nom de son fils, car, en dernier lieu, il ne veut pas être associé à des objectifs ayant été atteints.

CYCLISME

Paris-Nice avant les étapes décisives

Maertens, un leader en difficulté

De notre envoyé spécial

Digne — Freddy Maertens est l'homme en forme du moment. Il occupe la première place du classement général de Paris-Nice, après avoir gagné quatre étapes sur six. Les observateurs le tiennent pour le meilleur sprinter du peloton et pour le rouleur le plus efficace, de surcroît. Pourtant, alors qu'il reste deux courses contre le nombre à disputer, ses chances de conserver l'initiative paraissent moins évidentes.

Valqu岸 — Digne, lundi 14 mars, Eddy Merckx lui a repris 9 secondes, et cet épisode marque un tournant décisif de l'épreuve. Harcelé de toutes parts, isolé à la suite de l'effacement de son équipe, le champion du monde s'est courageusement battu pour colmater les brèches, mais il n'a pu enrayer l'offensive de Merckx, qui a lui-même contre une vigoureuse attaque du Néerlandais Raas et de Raymond Poulidor, dans les derniers kilomètres.

En l'occurrence, on s'interroge. Maertens, en dépit de sa valeur, peut-il lutter seul contre une opposition qui reprend confiance et qui va engager des forces neuves dans la bataille ? S'il devait perdre le maillot blanc, qui ne tient qu'un fil, tout serait possible, car les candidats à sa succession sont nombreux.

De Merckx, qui adopte pour une fois un style économique, à Théniet, apparemment retourné en passant par Thaurau, Michel Laurent, Knettemann, Raas, voire Hinault ou Poulidor.

Le roulier flamand s'attend à vivre trois journées difficiles, d'autant que Paris-Nice vient de pénétrer sur un terrain fortement accidenté. Il sait qu'il risque de payer les durs efforts accomplis depuis Saint-Etienne, et qu'il ne pourra plus guère compter sur ses équipiers, le meilleur d'entre eux, Michel Pollentier, ayant terminé très tard à Digne. S'il doit s'incliner, il ne cherchera pas de vaines excuses. Il déplore néanmoins l'absence de contrôles médicaux, dont on nous a laissé entendre qu'ils pourraient avoir lieu inopinément.

Une autre voix s'est élevée pour condamner ce manque de rigueur : celle de Louis Caput, directeur de l'équipe à laquelle appartiennent Poulidor, Delisle et Vallet.

« Si nous n'obtenions pas de garanties concernant l'application de la réglementation antidopage dans le Critérium national, n-ll déclaré, nous nous abstenons de participer à cette épreuve. »

JACQUES AUGENDRE.

Classement de l'étape. — 1. Merckx (A.), les 210.500 km en 5 h. 10 min. 39 sec. ; 2. Seru (B.) ; 3. Maertens (B.) ; 4. Edoardo (P.) ; 5. Godfrout (A.) ; 6. Verbeeck (B.), etc.

Classement général. — 1. Maertens, 19 h. 16 min. 32 sec. ; 2. Thaurau (R.P.A.), 2 h. 9 sec. ; 3. Knettemann (P.-B.), 1 h. 16 sec. ; 4. Merckx (A.) (P.-B.), 1 h. 21 sec. ; 5. Van den Broecke (B.), 1 h. 23 sec. ; 6. Théniet (A.) ; 7. Théniet (A.) ; 8. Hinault (A.) ; 9. Laurent (A.) ; 10. Laurent (A.) ; 11. Laurent (A.) ; 12. Laurent (A.) ; 13. Laurent (A.) ; 14. Laurent (A.) ; 15. Laurent (A.) ; 16. Laurent (A.) ; 17. Laurent (A.) ; 18. Laurent (A.) ; 19. Laurent (A.) ; 20. Laurent (A.) ; 21. Laurent (A.) ; 22. Laurent (A.) ; 23. Laurent (A.) ; 24. Laurent (A.) ; 25. Laurent (A.) ; 26. Laurent (A.) ; 27. Laurent (A.) ; 28. Laurent (A.) ; 29. Laurent (A.) ; 30. Laurent (A.) ; 31. Laurent (A.) ; 32. Laurent (A.) ; 33. Laurent (A.) ; 34. Laurent (A.) ; 35. Laurent (A.) ; 36. Laurent (A.) ; 37. Laurent (A.) ; 38. Laurent (A.) ; 39. Laurent (A.) ; 40. Laurent (A.) ; 41. Laurent (A.) ; 42. Laurent (A.) ; 43. Laurent (A.) ; 44. Laurent (A.) ; 45. Laurent (A.) ; 46. Laurent (A.) ; 47. Laurent (A.) ; 48. Laurent (A.) ; 49. Laurent (A.) ; 50. Laurent (A.) ; 51. Laurent (A.) ; 52. Laurent (A.) ; 53. Laurent (A.) ; 54. Laurent (A.) ; 55. Laurent (A.) ; 56. Laurent (A.) ; 57. Laurent (A.) ; 58. Laurent (A.) ; 59. Laurent (A.) ; 60. Laurent (A.) ; 61. Laurent (A.) ; 62. Laurent (A.) ; 63. Laurent (A.) ; 64. Laurent (A.) ; 65. Laurent (A.) ; 66. Laurent (A.) ; 67. Laurent (A.) ; 68. Laurent (A.) ; 69. Laurent (A.) ; 70. Laurent (A.) ; 71. Laurent (A.) ; 72. Laurent (A.) ; 73. Laurent (A.) ; 74. Laurent (A.) ; 75. Laurent (A.) ; 76. Laurent (A.) ; 77. Laurent (A.) ; 78. Laurent (A.) ; 79. Laurent (A.) ; 80. Laurent (A.) ; 81. Laurent (A.) ; 82. Laurent (A.) ; 83. Laurent (A.) ; 84. Laurent (A.) ; 85. Laurent (A.) ; 86. Laurent (A.) ; 87. Laurent (A.) ; 88. Laurent (A.) ; 89. Laurent (A.) ; 90. Laurent (A.) ; 91. Laurent (A.) ; 92. Laurent (A.) ; 93. Laurent (A.) ; 94. Laurent (A.) ; 95. Laurent (A.) ; 96. Laurent (A.) ; 97. Laurent (A.) ; 98. Laurent (A.) ; 99. Laurent (A.) ; 100. Laurent (A.) ; 101. Laurent (A.) ; 102. Laurent (A.) ; 103. Laurent (A.) ; 104. Laurent (A.) ; 105. Laurent (A.) ; 106. Laurent (A.) ; 107. Laurent (A.) ; 108. Laurent (A.) ; 109. Laurent (A.) ; 110. Laurent (A.) ; 111. Laurent (A.) ; 112. Laurent (A.) ; 113. Laurent (A.) ; 114. Laurent (A.) ; 115. Laurent (A.) ; 116. Laurent (A.) ; 117. Laurent (A.) ; 118. Laurent (A.) ; 119. Laurent (A.) ; 120. Laurent (A.) ; 121. Laurent (A.) ; 122. Laurent (A.) ; 123. Laurent (A.) ; 124. Laurent (A.) ; 125. Laurent (A.) ; 126. Laurent (A.) ; 127. Laurent (A.) ; 128. Laurent (A.) ; 129. Laurent (A.) ; 130. Laurent (A.) ; 131. Laurent (A.) ; 132. Laurent (A.) ; 133. Laurent (A.) ; 134. Laurent (A.) ; 135. Laurent (A.) ; 136. Laurent (A.) ; 137. Laurent (A.) ; 138. Laurent (A.) ; 139. Laurent (A.) ; 140. Laurent (A.) ; 141. Laurent (A.) ; 142. Laurent (A.) ; 143. Laurent (A.) ; 144. Laurent (A.) ; 145. Laurent (A.) ; 146. Laurent (A.) ; 147. Laurent (A.) ; 148. Laurent (A.) ; 149. Laurent (A.) ; 150. Laurent (A.) ; 151. Laurent (A.) ; 152. Laurent (A.) ; 153. Laurent (A.) ; 154. Laurent (A.) ; 155. Laurent (A.) ; 156. Laurent (A.) ; 157. Laurent (A.) ; 158. Laurent (A.) ; 159. Laurent (A.) ; 160. Laurent (A.) ; 161. Laurent (A.) ; 162. Laurent (A.) ; 163. Laurent (A.) ; 164. Laurent (A.) ; 165. Laurent (A.) ; 166. Laurent (A.) ; 167. Laurent (A.) ; 168. Laurent (A.) ; 169. Laurent (A.) ; 170. Laurent (A.) ; 171. Laurent (A.) ; 172. Laurent (A.) ; 173. Laurent (A.) ; 174. Laurent (A.) ; 175. Laurent (A.) ; 176. Laurent (A.) ; 177. Laurent (A.) ; 178. Laurent (A.) ; 179. Laurent (A.) ; 180. Laurent (A.) ; 181. Laurent (A.) ; 182. Laurent (A.) ; 183. Laurent (A.) ; 184. Laurent (A.) ; 185. Laurent (A.) ; 186. Laurent (A.) ; 187. Laurent (A.) ; 188. Laurent (A.) ; 189. Laurent (A.) ; 190. Laurent (A.) ; 191. Laurent (A.) ; 192. Laurent (A.) ; 193. Laurent (A.) ; 194. Laurent (A.) ; 195. Laurent (A.) ; 196. Laurent (A.) ; 197. Laurent (A.) ; 198. Laurent (A.) ; 199. Laurent (A.) ; 200. Laurent (A.) ; 201. Laurent (A.) ; 202. Laurent (A.) ; 203. Laurent (A.) ; 204. Laurent (A.) ; 205. Laurent (A.) ; 206. Laurent (A.) ; 207. Laurent (A.) ; 208. Laurent (A.) ; 209. Laurent (A.) ; 210. Laurent (A.) ; 211. Laurent (A.) ; 212. Laurent (A.) ; 213. Laurent (A.) ; 214. Laurent (A.) ; 215. Laurent (A.) ; 216. Laurent (A.) ; 217. Laurent (A.) ; 218. Laurent (A.) ; 219. Laurent (A.) ; 220. Laurent (A.) ; 221. Laurent (A.) ; 222. Laurent (A.) ; 223. Laurent (A.) ; 224. Laurent (A.) ; 225. Laurent (A.) ; 226. Laurent (A.) ; 227. Laurent (A.) ; 228. Laurent (A.) ; 229. Laurent (A.) ; 230. Laurent (A.) ; 231. Laurent (A.) ; 232. Laurent (A.) ; 233. Laurent (A.) ; 234. Laurent (A.) ; 235. Laurent (A.) ; 236. Laurent (A.) ; 237. Laurent (A.) ; 238. Laurent (A.) ; 239. Laurent (A.) ; 240. Laurent (A.) ; 241. Laurent (A.) ; 242. Laurent (A.) ; 243. Laurent (A.) ; 244. Laurent (A.) ; 245. Laurent (A.) ; 246. Laurent (A.) ; 247. Laurent (A.) ; 248. Laurent (A.) ; 249. Laurent (A.) ; 250. Laurent (A.) ; 251. Laurent (A.) ; 252. Laurent (A.) ; 253. Laurent (A.) ; 254. Laurent (A.) ; 255. Laurent (A.) ; 256. Laurent (A.) ; 257. Laurent (A.) ; 258. Laurent (A.) ; 259. Laurent (A.) ; 260. Laurent (A.) ; 261. Laurent (A.) ; 262. Laurent (A.) ; 263. Laurent (A.) ; 264. Laurent (A.) ; 265. Laurent (A.) ; 266. Laurent (A.) ; 267. Laurent (A.) ; 268. Laurent (A.) ; 269. Laurent (A.) ; 270. Laurent (A.) ; 271. Laurent (A.) ; 272. Laurent (A.) ; 273. Laurent (A.) ; 274. Laurent (A.) ; 275. Laurent (A.) ; 276. Laurent (A.) ; 277. Laurent (A.) ; 278. Laurent (A.) ; 279. Laurent (A.) ; 280. Laurent (A.) ; 281. Laurent (A.) ; 282. Laurent (A.) ; 283. Laurent (A.) ; 284. Laurent (A.) ; 285. Laurent (A.) ; 286. Laurent (A.) ; 287. Laurent (A.) ; 288. Laurent (A.) ; 289. Laurent (A.) ; 290. Laurent (A.) ; 291. Laurent (A.) ; 292. Laurent (A.) ; 293. Laurent (A.) ; 294. Laurent (A.) ; 295. Laurent (A.) ; 296. Laurent (A.) ; 297. Laurent (A.) ; 298. Laurent (A.) ; 299. Laurent (A.) ; 300. Laurent (A.) ; 301. Laurent (A.) ; 302. Laurent (A.) ; 303. Laurent (A.) ; 304. Laurent (A.) ; 305. Laurent (A.) ; 306. Laurent (A.) ; 307. Laurent (A.) ; 308. Laurent (A.) ; 309. Laurent (A.) ; 310. Laurent (A.) ; 311. Laurent (A.) ; 312. Laurent (A.) ; 313. Laurent (A.) ; 314. Laurent (A.) ; 315. Laurent (A.) ; 316. Laurent (A.) ; 317. Laurent (A.) ; 318. Laurent (A.) ; 319. Laurent (A.) ; 320. Laurent (A.) ; 321. Laurent (A.) ; 322. Laurent (A.) ; 323. Laurent (A.) ; 324. Laurent (A.) ; 325. Laurent (A.) ; 326. Laurent (A.) ; 327. Laurent (A.) ; 328. Laurent (A.) ; 329. Laurent (A.) ; 330. Laurent (A.) ; 331. Laurent (A.) ; 332. Laurent (A.) ; 333. Laurent (A.) ; 334. Laurent (A.) ; 335. Laurent (A.) ; 336. Laurent (A.) ; 337. Laurent (A.) ; 338. Laurent (A.) ; 339. Laurent (A.) ; 340. Laurent (A.) ; 341. Laurent (A.) ; 342. Laurent (A.) ; 343. Laurent (A.) ; 344. Laurent (A.) ; 345. Laurent (A.) ; 346. Laurent (A.) ; 347. Laurent (A.) ; 348. Laurent (A.) ; 349. Laurent (A.) ; 350. Laurent (A.) ; 351. Laurent (A.) ; 352. Laurent (A.) ; 353. Laurent (A.) ; 354. Laurent (A.) ; 355. Laurent (A.) ; 356. Laurent (A.) ; 357. Laurent (A.) ; 358. Laurent (A.) ; 359. Laurent (A.) ; 360. Laurent (A.) ; 361. Laurent (A.) ; 362. Laurent (A.) ; 363. Laurent (A.) ; 364. Laurent (A.) ; 365. Laurent (A.) ; 366. Laurent (A.) ; 367. Laurent (A.) ; 368. Laurent (A.) ; 369. Laurent (A.) ; 370. Laurent (A.) ; 371. Laurent (A.) ; 372. Laurent (A.) ; 373. Laurent (A.) ; 374. Laurent (A.) ; 375. Laurent (A.) ; 376. Laurent (A.) ; 377. Laurent (A.) ; 378. Laurent (A.) ; 379. Laurent (A.) ; 380. Laurent (A.) ; 381. Laurent (A.) ; 382. Laurent (A.) ; 383. Laurent (A.) ; 384. Laurent (A.) ; 385. Laurent (A.) ; 386. Laurent (A.) ; 387. Laurent (A.) ; 388. Laurent (A.) ; 389. Laurent (A.) ; 390. Laurent (A.) ; 391. Laurent (A.) ; 392. Laurent (A.) ; 393. Laurent (A.) ; 394. Laurent (A.) ; 395. Laurent (A.) ; 396. Laurent (A.) ; 397. Laurent (A.) ; 398. Laurent (A.) ; 399. Laurent (A.) ; 400. Laurent (A.) ; 401. Laurent (A.) ; 402. Laurent (A.) ; 403. Laurent (A.) ; 404. Laurent (A.) ; 405. Laurent (A.) ; 406. Laurent (A.) ; 407. Laurent (A.) ; 408. Laurent (A.) ; 409. Laurent (A.) ; 410. Laurent (A.) ; 411. Laurent (A.) ; 412. Laurent (A.) ; 413. Laurent (A.) ; 414. Laurent (A.) ; 415. Laurent (A.) ; 416. Laurent (A.) ; 417. Laurent (A.) ; 418. Laurent (A.) ; 419. Laurent (A.) ; 420. Laurent (A.) ; 421. Laurent (A.) ; 422. Laurent (A.) ; 423. Laurent (A.) ; 424. Laurent (A.) ; 425. Laurent (A.) ; 426. Laurent (A.) ; 427. Laurent (A.) ; 428. Laurent (A.) ; 429. Laurent (A.) ; 430. Laurent (A.) ; 431. Laurent (A.) ; 432. Laurent (A.) ; 433. Laurent (A.) ; 434. Laurent (A.) ; 435. Laurent (A.) ; 436. Laurent (A.) ; 437. Laurent (A.) ; 438. Laurent (A.) ; 439. Laurent (A.) ; 440. Laurent (A.) ; 441. Laurent (A.) ; 442. Laurent (A.) ; 443. Laurent (A.) ; 444. Laurent (A.) ; 445. Laurent (A.) ; 446. Laurent (A.) ; 447. Laurent (A.) ; 448. Laurent (A.) ; 449. Laurent (A.) ; 450. Laurent (A.) ; 451. Laurent (A.) ; 452. Laurent (A.) ; 453. Laurent (A.) ; 454. Laurent (A.) ; 455. Laurent (A.) ; 456. Laurent (A.) ; 457. Laurent (A.) ; 458. Laurent (A.) ; 459. Laurent (A.) ; 460. Laurent (A.) ; 461. Laurent (A.) ; 462. Laurent (A.) ; 463. Laurent (A.) ; 464. Laurent (A.) ; 465. Laurent (A.) ;

UN LIVRE D'ELISABETH TERRENOIRE

Le combat de Francisque Gay à « la Vie catholique »

Neuf mouvements chrétiens se déclarent solidaires de la prise de position de Mgr Riobé

En outre, ceux qui eurent le privilège d'être les hôtes de cette vieille maison au chevet de Saharville retrouveront son atmosphère unique. Ils y revivront les étonnantes rencontres qui y furent organisées lors des combats menés à l'échelle mondiale pour assurer l'équilibre financier sans cesse remis en question. On se souvient, tout au long de ces pages les figures de ce monde qui, autour du « patron », animateur du foyer, de Gaston Tessier à Louis Terrenoire, de Maurice Carlié à Maurice Brillant, en attendant qu'avec la fondation de l'Aube club de la région, Bidaud, Jean Daniel, et Maurice Schumann aient pu accueillir à leur nom, se rejoignent, pour poursuivre leur œuvre, certains, le même combat.

(1) Jean Damblans (Dialogues apostoliques), Max Dravet (Franciscains et Socialisme), Claude Gault (Gros pes Témoignage chrétien), René Ladonchamps et Michel Roure (Parage et Rencontre), Pierre-Paul (Équipes enseignantes), Philippe Parazon (Jeunesse étudiants chrétiens), Jean-Marie Stock (Anticatholicisme universitaire), Jérôme Vignon (Mouvement des cadres chrétiens), Philippe Warnier (Vic-novelle).

JEAN LETOURNEAU.

* Un combat d'avant-garde.
François Gay et la vie catholique,
préface de René Remond, 1 vol.
Bloud & Gay/Cerf, 45 F.

Les Honda Civic automatiques ne coûtent que 1000 F. de plus.

7 cv, 4 places, 2 portes plus une porte à
bascule pour faciliter la transformation en
brevé, en escamotant la banquette. Ou une
1500 : 5,70 m, 9 cv, 4 places, 4 portes et un
cette offre.

Traditions ont 4 roues indépendantes,
leur robustesse, leur équipement, leur fini-
tion, n'empêchent nullement leurs prix de
rester très raisonnables. Jugez-en : à partir
de 12525 F en version 3 portes. Et 22625 F
en version 4 portes 1500. Ajoutez seulement
1000 F. Vous obtiendrez le prix des Civic
automatiques.

Aux Etats-Unis, par exemple, où on voit des Civic partout, les Civic automatiques sont aussi appréciées que les Civic à 4 vitesses synchro. Et aussi bien les Civic 3 portes que les Civic 4 portes.

Alors maintenant, à vous de choisir. Une 1200, ou une 1250 : 3,54 m de long.

HONDA CIVIC

Honda-France, 20, rue Pierre-Curie, 93170 Bagnolet. Tél. 360.01.00

[illegible]

ACHETEZ MOINS.

**Pour le suggérer,
il faut être différent des autres constructeurs d'ordinateurs.**

Professeurs à l'ordinateur

Genève Tél. (022) 20 40 20;
Bruxelles Tél. (02) 733 96 50.

digital

STITTOT LE LAUREUS di mardi 20 h. 30 C. Valmaitia.)	TIBOR DE MACHUNA (violiniste) TAN CRONE (piano) MARTINU - J.S. BACH BRAHMS	DELISE ST-SEVERIN (Opéra) Saint-Michel Mardi 22 heures à 21 heures Luc s. Dornand, Jean Giffon et 3 FRANC (Werner.)	MARIE-CLAIRE JAMET CHRISTIAN LARDÉ Jeune BACH Sonatas - Suites
ALLE GAVEAU Vendredi 19 mars à 0 h. 45 midi, 20 F C. J. B. de la Vallée (Vainaitia.)	UNE HEURE AVEC... PROKOFIEV et Antoine Gontard (violin) Geneviève Martigny (piano)	SALLE CHOPIN- PIRELL Mardi 22 mars à 21 heures (Giesgen.)	La cantatrice finlandaise à 12 h ROIVAINEN Mozart av. Poulk KISIMIES, piano Vainai, H. Wirt, Sibelin, Giesgen, Tallqvist...
LE THEAU Vendredi 18, samedi 19, mardi 20 h. 30 C. (Vainaitia.)	AMADEUS' QUARTET BETHOVEN INTEGRALE QUATUORS A CORDES	SALLE GAVEAU Mardi 22 mars à 20 h. 30 (Vainaitia.)	Jacques CAMURAT Metteur Lythier « LUTHERIE VIVANTE » par le Quartet VIA NOVA Mozart, Schumann, Ravel
ALLE des LITTES des Archives di mardi 20 h. 45 (Giesgen.)	Œuvres de J.-S. BACH - HANDEL Ph. BRIDE (violin) J. BARTHE (violin) M. ROCHE (clavecin)	SALLE GAVEAU Jeudi 24 mars à 20 h. 30 (Vainaitia.)	Premier récital à Paris du pianiste IVAR DRENKOV Mozart, Liszt, Chopin, Rachmaninov, Beethoven, Prokofiev
LE THEAU di mardi 20 h. 15 C. dudefot.)	TRIO de MUNICH A. Chumachenko (violin) G. Levy (alto) M. Rochas (violoncelle) Bachman - Mozart	FILLETTE de DROIT 92, r. d'Assas Jeudi 24 mars à 20 h. 45 C.P. (Vainaitia.)	Récital du pianiste WALIO AKL Schubert, Liszt, Scriabin, Rachmaninov
LA THEATRE à 21 heures mardi 20 heures Werner.)	Co-production Radio-France Amis Musiciens de Chambre Le pianiste JEAN-PHILIPPE COLLARD Schumann, Brahms, Liszt	SALLE GAVEAU Vendredi 23 mars Lundi 26 mars à 21 heures (Giesgen.)	Licencié de l'Ecole Normale de Musique ROLAND OYENS guitare Villa-Lobos, Paganini, Ponce, Brumby, R. Oyens
ALLE des LITTES des Archives mardi 20 h. 45 (Giesgen.)	Récital Gitta et orgue - LUC URBAIN orgue Michelle LEClerc Waldt, Bartok, Talamana, Bach, Beethoven, Vieux	SALLE GAVEAU Vendredi 23 mars Lundi 26 mars à 21 heures (Giesgen.)	BACH LES CONCERTOS pour 7, 2, 3 et 4 claviers Michèle BOEGNER et l'Orchestre de Chambre Jean Barthe av. J.-F. Heisser A. Planes-Ch. Ivaldi
LE THEAU di mardi 20 h. 30 Saint-Gera.)	« Echanges Artistiques Musiciens de France » présentent le pianiste GREGORI HAIMOVSKY Brahms, Chopin, Mozarts...	SALLE PIRELL Vendredi 1 ^{er} avril à 21 heures C.P. (Vainaitia.)	Unique récital MARILYN HORNE L'Opera - Ballet Schubert - Beethoven - Folia
LE THEAU di mardi 20 heures (Giesgen.)	En hommage à A. CONTOT le pianiste FLORENCE DELAAGE Mozart, Chopin, Beethoven, Liszt, Wagner-Liszt	C.P.P. PALAIS des CONGRES Mardi 12 avril à 20 h. 30 C.P. (Vainaitia.)	L'OPERA, HALLAL et L'UNIVERSO présentent LA DAMNATION DE FAUST d'Alfred MENDELZ Chœurs et Orchestre du Théâtre Royal de Suède Dir. : Saiti USARA sal. M. ROYNE - S. BURGERS L. BLANC - J. SCHWABE E. PERFETTI

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

La Quatrième Semaine des « Cahiers »

C'est la Quatrième Semaine des Cahiers du cinéma qui propose un choix de films qu'elle juge, non pas tellement représentatifs d'une nouvelle avant-garde (le terme lui paraît spéculatif), mais plutôt spécifiquement contemporains. L'actualité ne consiste pas à suivre le matriarcat publicitaire et à découvrir un chef-d'œuvre par semaine, mais au contraire à discuter dans le même des films proposés ceux qui disent autre chose. Comme par hasard, presque tous les films retenus pour figurer dans cette semaine sont une bonne vingtaine d'années plus anciens que le système de diffusion existant. Ce qui, d'ailleurs, ne leur confère pas automatiquement un label de qualité.

Pour Serge Daney, qui, avec Serge Toubiana, assure le secrétariat de la revue, « il est crucial de faire passer le film, et de le faire passer au tout du cinéma. La majorité des revues s'arrangent pour avoir de l'avance sur l'actualité supposée. La quasi-totalité des appareils culturels, dont les ciné-clubs, sont attirés par une sociologie vulgaire qui invite à remonter mécaniquement aux intentions des auteurs. Or 90 % du cinéma relèvent maintenant de la publicité ou de la pornographie. Le cinéma est en fin de parcours, ne subsiste plus que par quelques grands noms, Fellini, Kurosawa. Nous voulons aborder une autre problématique. Si l'on prend écriture sur le cinéma, on doit faire comprendre au lecteur par quel bout on le prend. »

Écrire aux Cahiers du cinéma aujourd'hui, se prévaloir de cette écriture, c'est évoquer le souvenir, les débuts des cinq « as » d'une époque révolue : Truffaut, Godard, Rivette, Rohmer, Chabrol, c'est se référer à tout un travail de recherche théorique dans les années 60 et rappeler l'engagement politique d'après 1968. C'est aussi, en 1977, essayer de faire le point, de rétablir une continuité. Les Cahiers du cinéma, ce fut d'abord la critique d'André Bazin, une lucidité, une générosité, un humour devenus rares dans la profession et, autour de lui, une nouvelle manière de regarder le cinéma. Après la mort d'André Bazin, en 1958, et après le passage progressif de la première équipe à la réalisation de films, commencée alors une période de nouveau cinéma, s'affirmait un même intérêt pour les cinématographies néo-réalistes ou néo-réalistes (Brézel, Canada, Hongrie, Tchécoslovaquie) et pour la théorie

du cinéma (à travers Christian Metz, Roland Barthes, etc.). Les Cahiers du cinéma ont lancé bien des modes, créés pas mal de réputations, ont souffert inévitablement d'une attitude de principe qui consistait à lier théorie et pratique, réflexion et mise en œuvre, au risque de sacrifier le réel. Avec désormais, une légère différence, que formule un autre membre de la rédaction, Jean Narboni, coauteur d'un film sur le Palestine produit par le département cinéma de l'université de Vincennes, l'Olivier : « Je ne rêve pas comme les anciens des Cahiers de consacrer toute ma vie à faire des films, je serai heureux si j'arrive à en tourner quatre ou cinq. Mais je suis la parenté avec toute une tradition de la revue, je partage les choix de Bazin, la réflexion d'André Bazin me paraît plus proche que jamais. »

Il faut remonter en avril 1966, à la première semaine des Cahiers, pour mieux saisir leur effort. A cette époque sont projetés dans deux salles parisiennes, à l'ambassade de la revue à l'époque, les films de : Bertolucci (Prima della rivoluzione), Bellocchio (Les Poliziotti), Jean-Marie Straub (Les Non-réconciliés) et, déjà entre autres, de : Gilles Groulx (Le Chat dans le sac), Léon Hirschman (A l'alcide). Pour la première fois en France, et peut-être dans le monde, hors du contexte de complaisance « humaniste » qui caractérisait à ce moment-là les pays de l'Est - nous pensons au Festival de Karlovy Vary, à celui de Leipzig - étaient révélés au grand public, en séances régulières, les cinémas nationaux.

Cette nouvelle semaine des Cahiers devrait compter tout autant que la première pour la très simple raison qu'elle vient exactement à son heure : elle incite à découvrir le cinéma de l'ère des médias, de l'après-Hollywood, de l'après-nouvelle vague, c'est-à-dire des films qui nous semblent-ils, rejoignant et prolongeant la pensée d'André Bazin, son souci du « montage interdi », sa volonté d'appréhension d'une réalité « sans couture », mais non sans nuances.

Plusieurs de ces films ont été vus, brièvement, ici ou là, certains sont inédits. Citons ceux de Chantal Akerman, Robert Kramer, Luc Moulet, Pierre Parraut, Jean Rouch, Jean-Marie Straub, mais aussi ceux de Luigi Comencini, Monte Hellman, Hans-Jürgen Syberberg, ou ceux de cinéastes moins familiers comme Jackie Raynal, Jorge Bodanzky, Sidney Sokorin ; enfin, le premier film d'un membre de l'actuelle rédaction, Pascal Kané, et des films grecs, portugais, etc. Plus, en projection grand écran, six des films de la série « Six fois deux » de Anne-Marie Miéville et Jean-Luc Godard, ainsi que Trubriand, Crickel (Prix Sadooul 1976) et, sous réserves, Underground, d'Emile de Antonio. Décaler trois œuvres n'a de sens que si celui-ci relève de la subjectivité, mais la comparaison est instructive. Donc, Fortini Cani, de Straub-Huillet, le Godt de la farne,

de Perrault-Gosselin, News from Home, de Chantal Akerman, ou comment reconstruire le cinéma par la parole, la parole comme expérience de toute une vie. L'évidence du Godt pour le farne s'impose à ceux qui veulent bien voir et entendre simultanément, si c'est plus rare qu'on ne l'imagine : ici évidence et non plus transparence, multiplication des contradictions. Avec Fortini Cani, dur à recevoir si nous ne pouvons suivre la langue italienne à la source, c'est le parcours de toute une existence filtrée : ici le problème lui-même, « vécu », devient cri de la raison, refus de l'obscurantisme. News from Home exalte après Jeanne Dielman, et sur un autre registre, le bénéfice du quotidien sans nom, qui à sa grandeur et son ineffable, André Bazin, nous semble-t-il, aurait reconnu sa postérité.

LOUIS MARCORRELLES.
★ Studio des Variétés, du 15 au 22 mars.

Le dixième Festival international de films des droits de l'homme a lieu à Strasbourg jusqu'au 22 mars sur le thème « Droit au travail ». Chaque projection donne lieu à un débat, et M. Edgar Faure, qui préside l'Institut des droits de l'homme de Strasbourg, animera une « table ronde » sur « Le plein emploi : y croit-on encore ? ».

Théâtre

« LA CERISAIE » à Dijon

Michel Humbert, directeur du Théâtre de Bourgogne, est certainement un metteur en scène pour Tchekhov : il possède l'art de mettre le présent en déséquilibre entre les nostalgies du passé et celles d'un futur lointain, de faire chanter sur une musique grave et douce les inquiétudes des hommes en quête d'éternité.

Michel Humbert voit la Cerisaie « la maison de l'enfance, vestige à vendre d'une société en perdition - comme un lit de mort émergent du vide, moussoles oubliées dans une campagne déserte. Le décor de Jacques Schmidt est un simple tréteau de théâtre, recouvert de fourrure blanche qui étouffe les bruits et ralentit le pas, orné d'une charpente nue, posée devant un ciel vers lequel descendent en deux files parallèles des arbres et des poteaux électriques.

La maison de la maison ne sont plus, la famille est déjà partie, la Cerisaie, lieu du souvenir, lieu du théâtre - est envahie de fantômes, arrivant en cortège funèbre, représentant possession de leurs souvenirs avant de s'évanouir à jamais. Ils vont et viennent entre cour et jardin, prisonniers de leur destin et de la scène. Ils parlent doucement, pour eux-mêmes, n'échangent que des plaisanteries fausses, des rires inopportuns, masques de carnaval triste. Ils répètent les gestes et les paroles qui les ont conduits à leur perte, concentrés sur leurs pensées comme s'ils essayaient de se rappeler quand et comment ils ont laissé passer leur chance. Mais c'est trop tard, tout est joué, tout s'est joué sans eux : leur histoire et l'Histoire. Ils étaient, ils restent des enfants irresponsables. Ils ont eu le charme désarmant.

Tchekhov, c'est certain, les avait d'un amour lucide, et s'il recommandait de jouer la Cerisaie « en comédie et même en farce », c'était peut-être pour se défendre contre sa fascination pour les derniers jours de beauté d'une femme et d'un monde.

La Cerisaie est une pièce où s'enchevêtrent les contradictions, autour d'une histoire très simple. La part personnelle des comédiens y est immense. Ils ne peuvent pas s'arrêter à un seul type de jeu, faire appel au seul réalisme, ou à la seule psychologie, ou au seul imaginaire, ni se contenter de passer de l'un à l'autre, ils doivent tout donner simultanément sans rien figer. Aucune subtilité de mise en scène ne peut compenser le moindre schématisme d'interprétation.

La troupe du Théâtre de Bourgogne montre des personnages, raconte une intrigue en indiquant les parties pris de lecture, mais ne saisi pas le génie de Tchekhov, ce mystérieux talent de mener la tragédie tendre, la farce douloureuse. Les comédiens ne « décollent » pas de leur situation propre, qui est celle (épaissement physiquement, intellectuellement, artistiquement) des centres dramatiques enfermés dans une organisation qui ne leur permet pas de se développer, qui fatigue, fait vieillir trop vite. Une vie d'a-peu-près et de renoncements ne favorise pas la création. Si l'on ne veut pas que la décentralisation laisse passer sa chance, il est temps d'en repenser les conditions et les moyens de travail.

COLETTE GODARD.

★ Parvis Saint-Jean, Dijon, 20 h. 15 (jusqu'au 19 mars).

Musique

TROIS DISQUES DE FEDERICA VON STADE

Mélisande chante

Chérubin devient Mélisande : Frederica von Stade sera l'un des joyaux du Festival de l'Opéra. Trois disques nous plongent sous le charme de cette voix, qui à la fois belles qualités des emplois de mezzo et de soprano dramatique : chœur, plénitude, souplesse.

Un poète-pourri d'opéras français (Meyerbeer, Gounod, Berlioz, Massenet, Thomas, Offenbach), et c'est le coup de foudre : on est d'emblée captivé de cette voix, prêt à admirer tout ce qu'elle chante, comme les adorateurs des héroïnes italiennes. Car ce n'est pas ce qu'elle chante d'abord que l'on aime, mais le grain, la vibration, la vélocité, le phrasé, ce que révèle le texte et la musique de cet être chantant, exaspéré. Frederica von Stade est ici, comme certaines stars de cinéma, un personnage qui résume, un médium, le chant dans son universel rayonnement ; comme Dietrich, Fischer-Dieskau ou, plus encore, Charles Panzera, tel que les désespérés de l'a-mour transmutent dans cette voix unique, font présager d'une extraordinaire Mélisande (CBS, 76.522).

Paradoxalement, cette « fonction » s'exprime

moins bien dans un disque bien ordonné, mais d'opéras de Mozart d'un côté, de Rossini de l'autre, on prime le génie musical. Les trois disques de Mozart, par exemple (Chérubin, Viteza, Zerline, Sestus), s'embellissent à leur tour par la personnalité d'un « arioso » d'un air réutilisé un peu académique et artificiel, très beau cependant pour chaque air pris indépendamment (Philips, 250.095).

Mais quelle impression de liberté échappée et jubilation donne, en comparaison, le concert des deux gagnantes, les deux petites américaines aux voix sûres, Justiz, Eleanor (soprano) et Frederica von Stade, qui mélangent Schubert, Saint-Saëns, Schumann, Mozart, Brahms, Chausson et Scarlatti ! Deux inconnus aux voix inextinguiblement confondues, jouant sous la grâce, ardeur et mélodie de chacune, exalte son âme. La prodigieuse beauté de la Chanson perpétuelle de Chausson, les étonnantes, les jeux et les désespérés de l'a-mour transmutent dans cette voix unique, font présager d'une extraordinaire Mélisande (CBS, 76.476).

JACQUES LONCHAMPT.

LE STADIUM

66, Avenue d'Ivry, 13^e

583 1100

Jeudi 17 Mars 21h.

LOS INDIANOS

A PARTIR DE CE SOIR

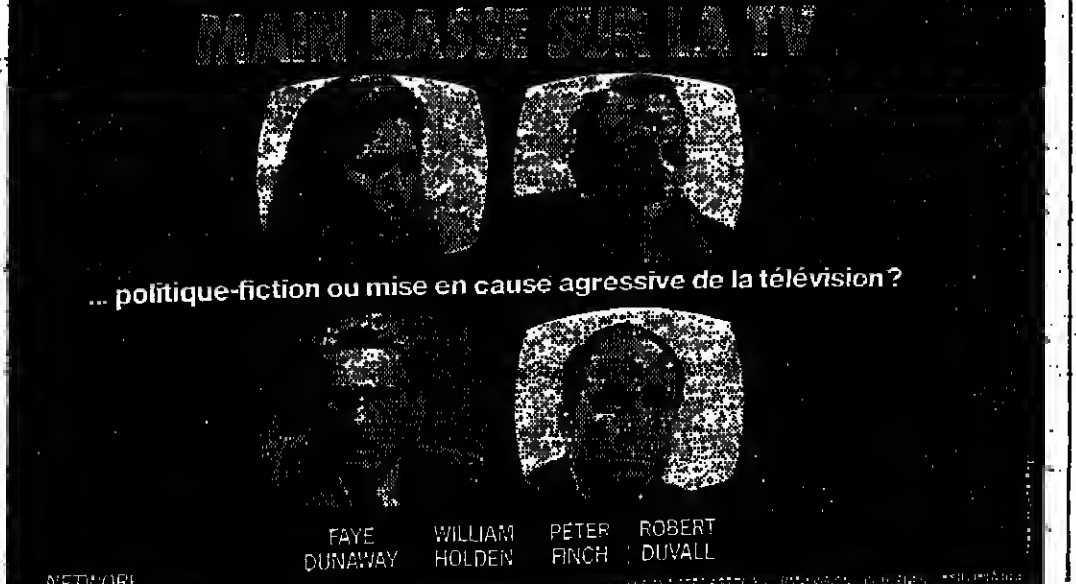
Théâtre National de Chaillot

GILLES DE RAIS

de Roger PLANCHON

MERCREDI

NETWORK



... politique-fiction ou mise en cause agressive de la télévision ?

FAYE DUNAWAY WILLIAM HOLDEN PETER FINCH ROBERT DUNWALL

RÉCITALES **** 77

Les 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 mars, à 20 h. 30

QUARTETTO ITALIANO

LES 4 DERNIERS QUATUORS DE MOZART

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (Location Théâtre et Agences)

THÉÂTRE POPULAIRE DE LORRAINE

HISTOIRES DE L'ONCLE JAKOB

de Jacques KRAEMER

mise en scène de J. Kraemer et Charles Tordjman

« Une dangereuse douceur, pudique et impatiente »

COLETTE GODARD.

RÉCAMIER JUSQU'AU 20 MARS



15 DERNIÈRES AVANT REPRISE EN JUILLET

BOUFFES PARISIENS

LA BELLE HELENE



Jacques Offenbach

★ RUE MONTMARTRE, 75 002, Paris, 013 8794

Soirs 20h45, 21h15 (dimanche et lundi)

Dimanche, matinées 15 h. et 18 h.

CONCERTS



NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

RADIO-FRANCE

Dir. : F. FRUN

Grand Auditorium

F. Martin, Vieuxtemps

Mardi 15 mars

A. Prevost, S. Nigg

20 h. 30

SAISON LYRIQUE

RADIO-FRANCE

Grand Auditorium

Jeudi 17 mars

20 h. 30

MONTEVERDI

LE COURONNEMENT DE POPPEE

T. Zylis-Gara - A. Kraus

B. Pecchioli - P. Esswood

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

Dir. : Charles FALCONGNE

PERSPECTIVES DU XX^e SIÈCLE

RADIO-FRANCE

Grand Auditorium

Jeudi 17 mars

20 h. 30

Journée Claude

BALLIF

10 h. : Répétition publique

14 h. 30 : Allocution de

du compositeur

20 h. 30 : Concert

Rameau - Debussy

C. Ballif - Varese

Mahler

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Dir. : Marc SUJOUET

CYCLE D'ORGUE

ELISE ST-FRANÇOIS-XAVIER

Lundi 21 mars

20 h. 30

LITAIZE

J.-S. BACH - HESSIAEN

G. LITAIZE

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

RADIO-FRANCE

Grand Auditorium

Mardi 22 mars

20 h. 30

Dir. : J.-P. IZOUERDO

sol. : Reine GIANOLI

SCHECHTER - LIZET

DEXTROVER

MAÎTRISE DE RADIO-FRANCE

RADIO-FRANCE

Grand Auditorium

Jeudi 24 mars

20 h. 30

XXX^e anniversaire

H. BARBET - M. GAZEL

Dir. : J. JOURNEAU

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Dir. : Lorin MAZEL

Solistes : STREI TE KAHANA, E. HESS, Y. RUFFMAN, S. HINSEN

BEETHOVEN

(Concert télévisé)

PERSPECTIVES DU XX^e SIÈCLE

RADIO-FRANCE

Grand Auditorium

Jeudi 24 mars

21 heures

Journée Claude

LEFEBVRE

10 h. : Répétition publique

14 h. 30 : Allocution de

du compositeur

20 h. 30 : Concert

K. Stockhausen

C. Lefebvre

I. Xenakis, Beethoven

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

Dir. : Robert ARY

PRESTIGE DE LA MUSIQUE

RADIO-FRANCE

Grand Auditorium

Jeudi 24 mars

21 heures

Margaret PRICE

MAYAN - PURCELL - SCHUBERT

MOZART - DUPARC - FALLA

avec E. Muller, R. Fuchs

Location : RADIO-FRANCE, Salle et Agences

هكذا من الرجل

OFFRES D'EMPLOI	La page	La page TC
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CARTELS OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,29
	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La page	La page TC
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	34,00	38,89
"Placards encadrés"	38,00	43,47
	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Secrétariat d'Etat
au Plan

Commissariat National
à l'Informatique

LE CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES EN INFORMATIQUE

ÉTABLISSEMENT DE FORMATION DES INFORMATIENS
(Programmeurs, Analystes, Ingénieurs)

RECRUTE DES ENSEIGNANTS

- En Technologie des Ordinateurs ;
- Automatique et Asservissements (Informatique Industrielle) ;
- En Électronique ;
- En Physique ;
- En Théorie des Langages et Compilation ;
- En Système, pour l'enseignement :
 - des concepts généraux des systèmes d'exploitation ;
 - des techniques de mise en œuvre d'un système (SIRIS 7 de préférence) ;
 - de l'Assembleur (du 10070, de préférence) ;
- En Transmissions de données, Télétraitement et Réseaux ;
- En Informatique appliquée à la gestion, pour l'enseignement :
 - des langages évolués (COBOL, PL/I, FORTRAN) ;
 - des méthodologies d'Analyse et de Programmation (notamment L.C.P., L.C.S., CORIG) ;
 - des Fichiers et des bases de données ;
- En Organisation et Méthodes (Structures, Circuits et Imprimés Administratifs) ;
- En Économie Générale ;
- En Gestion des Entreprises (Comptabilité, Contrôle de Gestion, Tableau de bord, Stratégie d'Entreprises, Organisation et Structures des Entreprises) ;
- En Mathématiques ;
- En Statistiques ;
- En Recherche Opérationnelle.

Les candidats doivent avoir des titres suffisants (au moins Doctorat de 3^e Cycle ou Diplôme d'Ingénieur d'une Grande École), une expérience pratique dans leur spécialité et avoir déjà enseigné. Ils auront des activités d'enseignement et de recherche, et participeront à l'encadrement des élèves dans des projets réels en entreprise.

Les postes offerts seront libres à la rentrée d'Octobre 1977.

Les candidats (toutes nationalités, mais parlant français) peuvent être recrutés soit dans le cadre de la Coopération Technique Intergouvernementale, soit sous contrat de droit commun.

Les candidatures doivent être adressées au

Joindre un curriculum vitae détaillé
et toutes pièces justificatives des titres
et de la qualification

C.E.R.I.
QUED-SMAR - ALGER

COMPLEXE INDUSTR. ET MINIER

dont le siège d'exploitation
est situé
en Afrique noire francophone,
soutenant les efforts
des agents expatriés, recherche

JEUNE PROFESSEUR DE LETTRES

chargé de l'application
des programmes du C.N.T.E.
(premier cycle)
— Anglais obligatoire ;
— Diplôme attestant d'expérience
de l'enseignement secondaire.

Contrat ferme.
Avantages et garanties
supérieurs.

Ecrire avec C.V. adressée sous
référence CO/SC à CETA/SEP,
30, av. de l'Indépendance,
75000 PARIS-14.

ETABLISSEMENT V. COTE

Casablanca cherche CHIMISTE

spécial. fabrication peinture.

Ecr. ne 52, r. de la Méditerranée,
S. r. des Italiens, 75007 Paris-9.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ SUISSE D'INGÉNIEURIE

recherche
INGÉNIEUR D'AFFAIRES
ayant expérience technico-commerciale internationale pour contrats d'études et pour installations « clés en main », négociations avec clients et avec sous-traitants ou compagnies associées, contrôle de l'exécution des contrats.

- Age : 30 à 35 ans minimum.
- Langues : Anglais, Français et/ou Espagnol.
- Lieu de travail : Genève, Suisse.
- Salaire : ouvert, en fonction de l'expérience.

Ecrire : B.P. 384, 1211 GENEVE, Suisse

SOCIÉTÉ FRANCO-AMÉRICAINE recherche pour département

Traitement thermique d'effluents : INGÉNIEUR

confirmé
Pour poste technico-commercial exigeant connaissances poussées en traitement thermique d'effluents industriels.

Poste implanté à MILAN
dans entreprise italienne, mais appointé par la société française.

Poste d'avenir.
Langues anglaise et italienne souhaitées.

Envoyer C.V. et références sous n° 80203 à
BUREAU D'ÉTUDES 17, rue Lefebvre,
94300 VINCENNES, qui transmettra.

LIBREVILLE 7.000.000 CFA

SOCIÉTÉ COMMERCIALE IMPORT
établie depuis longtemps en Afrique développe ses activités pour autre expansion locale, recherche

RESPONSABLE FINANÇ./ADMIN.

Le candidat retenu, d'au moins 25 ans, aura une formation supérieure D.E.S. ou E.S.C. complétée et possible par une première expérience d'un poste similaire en Afrique francophone.

Responsable de la C.G. (C.E. mensuelle et bilan) il assurera personnellement la gestion de la trésorerie et les relations avec les banques. Il supervisera aussi l'ensemble des opérations administratives : opérations commerciales (transit, stocks) et personnel.

Conditions expatriées habituelles offertes à un jeune Cadre souhaitant des responsabilités réelles supérieures à celles d'un poste équivalent en métropole. Ecr. C.V. en réf. CFA/RS à T&S, 71, r. la Boétie, PARIS-8.

emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.
Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

La Banque Européenne d'Investissement

Institution Indépendante de la Communauté Economique Européenne
recherche pour son siège à Luxembourg

un traducteur/réviseur français

qui dirigera une petite équipe de traducteurs français

Qualifications requises

- Formation : niveau universitaire ou équivalent. Solides connaissances économiques et financières.
- Expérience : pratique approfondie de la traduction pendant plusieurs années comme réviseur ou traducteur sans supervision.
- Langues : parfaite maîtrise de l'anglais et de l'allemand ; la connaissance d'une ou de plusieurs autres langues de la Communauté serait fort souhaitable.
- Nationalité : d'un des Pays Membres de la CEE.
- Age : entre 35 et 45 ans.

Rémunération intéressante, en fonction des qualifications et de l'expérience.

Les intéressés sont priés d'écrire, en joignant à leur lettre un curriculum vitae complet et précis et une photographie, à la

Banque Européenne d'Investissement
Service du Personnel
Boîte Postale 2005
Luxembourg

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.



REGIONAL MANAGER - OEM SALES France/Germany/Benelux

Caterpillar is a major manufacturer of Diesel Engines from 100 to 1.500 H.P. and offers a challenging opportunity to a Regional Manager-OEM Sales.

The responsibilities cover the development and promotion of Engine Sales to manufacturers of trucks, buses, agricultural and construction equipment requiring the ability to deal at senior management level in the engineering and commercial field.

The position is based in Geneva and involves travel to call on potential customers.

The ideal candidate will have :

- Advanced education in Engineering
- Strong commercial aptitude
- 5 - 10 years sales experience in this field
- Good knowledge of English, French and German.

Interested applicants are invited to send their detailed résumé to :

P. Karstens
CATERPILLAR OVERSEAS S.A. 118, rue du Rhône,
1211 Genève 3 (Switzerland).

Société produisant partenariat
de prestige
recherche un

DIRECTEUR DES VENTES

pour l'Est-Orient, susceptible
de s'acquiescer 10 mois sur 12,
expérience professionnelle
non obligatoire mais souhaitable.
Anglais parlé, écrit, couramment
indispensable.

Plan carrière à envisager et
dynamisme et sens responsable.
Ecr. ne 7 09 21 M. R&G-Presses
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

BUREAU D'ÉTUDES cherche

INGÉNIEUR

Géom. Ecole, confirmé, spécialité

bâtiment, pour assurer respon-

sabilités liées au G.S.O.H.

Dont pourvoir prendre en charge

sur place les problèmes techni-

ques commerciaux et de gest.

TEL : 687-30-30.

IMPORTANT GROUPE

FRANCAIS

recherche

dans le cadre de l'intégration

de ses affaires agricoles

en AFRIQUE NOIRE :

INGÉNIEUR

en S.A. ou équivalent

économiste

de quelques années souhaitable

Avantages habit. d'expatriation

Adresser C.V. et réf. n° 252.

CONTEXTE PUBLIQUE.

20, av. Océra, Paris-14^e et r.

ALUMINIUM PECHINEY

recherche
pour Filiale CAMEROUN

INGÉNIEUR ELECTRICIEN

à GRENoble ou TOULOUSE

ayant 5 ans expérience industrielle dans Service
Electrique usine Mécanique ou Métallurgique
ou plateformes de constructeurs.

Tout d'abord il sera affecté comme adjoint au
chef du service électrique de l'usine (électro-
lyse + laminage) et ultérieurement pourrait le
remplacer ce qui implique un séjour de 6 à
7 ans au Cameroun.

A l'issue de cette période, affectation dans
l'une des sociétés du groupe.

Sollicité par professeurs français assurés
jusqu'à 30 inclus.

Adresser C.V. détaillé à DRP ALUMINIUM

PECHINEY - 23, rue Balzac 75008 PARIS.

Leading international manufacturer
of biomedical equipment is seeking a

SALES ENGINEER eastern europe

Mission :
Increase our market penetration in Eastern Europe.

Profile :

- Proven successful experience in sales and marketing of medical product in Eastern Europe
- Total fluency English and German essential
- Other European languages an asset.

Excellent salary and benefit program.

Write in English, giving full information on educa-
tional background and current earnings, quoting
reference 9508 to

organisation et publicité

2 RUE MARBONNE 75001 PARIS/TOULOUSE/METZ

OFFRES D'EMPLOI	La 1 ^{re}	La 2 ^e
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX DU	9,00	10,29
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La 1 ^{re}	La 2 ^e
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Douille insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

jeune directeur d'usine

Ville Sud de Paris 120.000-+

Nous sommes une société de produits de grande consommation, rentable et en progression régulière. Nous recherchons, pour l'une de nos usines de 150 personnes, le responsable qui, après 8 mois en position d'adjoint, prendra la direction effective de l'établissement. Ses responsabilités s'exerceront dans les domaines de la gestion, de l'organisation de la production, de la maintenance et de l'évolution des équipements, ainsi que sur le plan social et humain. Nous attachons du prix aux qualités dont il fera preuve en matière d'animation de l'encadrement et de développement d'un bon climat social. Il aura une formation d'Arts et Métiers ou équivalent. Son expérience au sein d'une unité de production l'aura sérieusement préparé aux responsabilités du poste.

Adresser CV photo et rémunération actuelle sous réf. 2490 à SPERAR, 12 rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX qui transmettra.

FIILAE D'UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

Leader dans le domaine des Arts Graphiques

recherche

CADRE ADJOINT

au P.D.G.

Sa fonction:
- L'administration générale de la Société;
- L'encadrement et la coordination des services;
- L'adaptation des structures à l'expansion rapide de la société.
Le candidat doit être capable d'initiatives et de responsabilité - Anglais courant exigé.
SALAIRE ÉLEVÉ

Répondre avec CV manuscrit à:
S. PERDANET, CHENACROGRAPHIC FRANCE,
S.P. 2 - 75018 MAUREPAS.

MICROGEST

présentant des services en

MICROFILMS et MICROFICHES

recherche

commerciaux

70.000 F +

28 ans et 2 années minimum dans

la vente de services (informatique

et reprographie appréciées) pour

activités Paris et région parisienne.

Adresser CV, photo et

salaires actuels au Cabinet

Claude VITTE - 2, rue

Marengo 75001 PARIS

Nous recherchons notre

DIRECTEUR DE CREATION

Êtes-vous "the right man"?
Ce quiz vous le dira.

	OUI	NON
1 - Vous avez acquis, en cinq ans d'agence minimum, une expérience exhaustive des produits de grande consommation.		
2 - Les difficultés vous excitent et stimulent votre imagination créatrice.		
3 - Vous êtes assez musclé pour porter à bout de bras une équipe de 20 personnes.		
4 - Ce qui frappe chez vous, c'est votre talent d'organisateur.		
5 - Vous savez convaincre et persuader la personne la plus fermée aux problèmes de création.		
6 - Vous pensez qu'imagination créatrice et rigueur de gestion ne sont pas incompatibles.		
7 - Vous ne craignez pas de mettre la main à la pâte pour sortir en catastrophe une annonce vendable.		
8 - Vous réalisez que les Directeurs de Création n'ont pas le monopole des bonnes idées.		
9 - Vous parlez couramment l'anglais, mais vous comprenez quand même les Américains.		

Si vous avez 9 réponses positives, écrivez-nous en joignant à votre lettre une photo récente, votre curriculum vitae et vos prétentions à Havas Contact - 156, bd Haussmann, 75008 Paris, sous réf. 34006 M, qui transmettra.

Ingénieur Commercial Exportation

Neuilly/Seine 95.000 F/an

CANETTI est une P.M.E en constante expansion dans la

technologie. Elle vise un développement important de sa vocation

d'exportation.

La fonction à pourvoir comporte la prospection et le développement des

ventes à l'étranger, la première étape concernant les pays de l'Est. Elle

convient à un Ingénieur de 28 ans minimum, spécialisé en électricité. C'est

un très bon vendeur ayant une expérience confirmée de plusieurs années dans

l'exportation. Les déplacements à l'étranger sont de 50 %. Il faut l'anglais

courant. La connaissance de l'allemand ou du russe serait appréciée.

Adresser lettre de candidature avec rémunération sou-

haitée sous réf. 50.058/M 544-CEGOS 33 qui Gallieni

92152 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir

une totale discrétion.

séle CEGOS

emplois régionaux

vallourec

Premier transformateur d'acier en France

Ingénieur de fabrication

de formation grande école d'ingénieurs, à dominante mécanique, ayant deux à trois ans d'expérience de fabrication, aimant les contacts et recherchant le dialogue.

En tant qu'adjoint du chef de fabrication des

ateliers (450 pers.) de travaux d'usinage et

parachèvement sur tubes destinés à l'industrie du

pétrole, il prendra en charge des problèmes

techniques, ainsi que la gestion, la programmation

et le suivi de fabrication.

Poste basé à ALLNOYE-AYMERIES (Nord). Logement assuré.

Adresser lettre man. + C.V. + photo à Mme Varès

réf. 42-78/A

Vallourec 7 Place du Chancelier Adenauer.

75116 PARIS

directeur d'usine

Une société industrielle française recherche, pour pro-

duire la Direction et assurer le développement de ses

activités de production industrielle en FODVAC, un Direc-

teur d'Usine (effectif actuel : 500 personnes).

Ce poste est destiné à un Ingénieur diplômé, de forte

personnalité, très expérimenté dans les techniques et les

aspects à mettre en œuvre en matière de production.

Il doit, impérativement, avoir déjà fait preuve de réus-

sites en tant que Directeur d'Usine, notamment en matière

de la gestion de la production et des aspects financiers et

de qualité.

IL EST PRÉVU, POUR UN CANDIDAT DE PREMIER

PLAN, UN TRÈS BON NIVEAU DE RÉMUNÉRATION.

Les personnes intéressées doivent envoyer lettre manusc-

rite, C.V. détaillé et photo (premier et deuxième

scandés, sans réf. DUT-M à LCA, qui transmettra.

ICA International Classified Advertising

3, rue d'HAUTEVILLE 75010 PARIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

RECHERCHE POUR USINE VILLE 350 KM

SUD-EST PARIS

CHEF

DE PERSONNEL

IL S'AGIT D'UN POSTE IMPORTANT QUI PEUT

CONVENIR À CANDIDAT

Formation supérieure, ayant solide expé-

rience de chef de personnel en usine,

capable collaborer avec services extérieurs

à l'élaboration d'une politique d'encadrement

du personnel et la mettre en œuvre avec

autonomie.

Situation intéressante et avenir dans groupe

en large développement.

RÉMUNÉRATION : 120.000 F +

Écrire sous réf. VP 372 CM

4, r. Massenet, 75016 PARIS.

DISTRIBUTION ASSURÉE.

etap

DIAC CREDIT SAVIEM

recherche

INSPECTEUR COMMERCIAL

spécialisé dans le financement

des véhicules industriels.

Ad. C.V. photo à : DIAC 02,

9, pl. Cathédrale, 76800 ROUEN.

Sa expertise comptable recu-

collaborer, pour partie, en tant

portefeuille clients 1 à 2 ans

expér. Cab. comm. indépendant

Adresser C.V. et photo à :

HAVAS TOULON 5470.

Site expert comptable, ROUEN.

Ch. BON COLLABORATEUR

Ch. D.E.C.A. Expérience.

Ecr. n° 7 09322 M Régie-Press

15 bis, rue Réaumur, Paris-2.

Strasbourg moyenne

et très bonne recherche

UN CHEF

DIRECTEUR DES VENTES

On demande : 30 ans minimum,

niveau élevé,

beaucoup de trav. et de voyages

(20 % du temps), et une

grande capacité d'adaptation.

On offre une atmosphère sym-

patique, de l'autonomie d'action

et des succès.

Situation à Strasbourg.

Écrire sous n° 373 à HAVAS

STRASBOURG avec prétentions.

Nous prions instamment nos annon-

ceurs d'avoir l'obligeance de répondre

à toutes les lettres qu'ils reçoivent et

de restituer aux intéressés les docu-

ments qui leur ont été confiés.

Si...

vous avez des relations à haut

pouvoir d'achat, une formation

secondaire ou supérieure, le

sens des contacts au top-niveau,

RENCONTRONS-NOUS

Nous sommes l'un des plus br-

illants cabinets de conseil en

la Bourse de commerce de

Paris.

Ecrire avec C.V. détaillé et

photo sous référence 1100 G,

N.E. & ASS. 44, rue Lamarc-

75014 PARIS, qui transmettra.

Sa expertise comptable recu-

COLLABORATEURS

possèdent formation Ingénieur

grandes écoles et poursuivent

études supérieures pour

être experts-économistes et

fonction de direction.

Ecrire S.E.C.F. 2, av. Hoche,

75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

Danville OUEST

20 minutes gare Saint-Lazare

recherche

ANALYSTE-

PROGRAMMEUR

CONFIRME

Dépendant directement d'un chef

de projet, il participera à la

mise en place d'applications de

gestion de production.

Pour ce poste il convient de

posséder une expérience de deux

ans minimum de programmation

(Cobol, A.L.G.), si possible une

formation de base type A.U.I.

La connaissance du matériel

M.A. 64000 serait appréciée.

Logement assuré

pour célibataire.

Faire votre candidature

sous la référence 102/M.

CARREZ, PORRACCHIA,

INFORMATIQUE,

149, rue Saint-Lazare,

75001 PARIS.

BANQUE PRIVÉE

SPECIALISÉE dans le contrôle

financier d'une banque réputée

recherche

CHEF COMPTABLE

ADJOINT.

Le candidat retenu, d'au moins

25 ans, sera de formation com-

ptable, niveau D.E.S. minimum, et

aura déjà acquis une expérience

de 3 à 5 ans dans le secteur

bancaire, et posséder le niveau

contrôle/comptabilité C.C.B.

Il pourra faire une carrière

active au sein d'un établissement

serieux, assurant une formation

bancaire de premier ordre.

Adresser C.V. sous réf. CD/19 à

TAS 77, rue La Boétie, Paris-8.

Important cabinet

de Relations Publiques

Spécialiste des budgets indus-

triels et institutionnels travaillant

également dans le secteur

des biens de consommation,

recherche

UN(E) ATTACHÉ(E)

DE PRESSE

Excellente rédacteur

Expérience de journaliste ou

des relations publiques.

Anglais écrit et parlé.

Connaissance des techniques

de la communication.

Ecr. n° 593 175 M Régie-Press

15 bis, rue Réaumur, Paris-2.

Sa fonction : responsable de

la presse écrite de la société

seront, par. franc. 30 a.

max.) et comptable, prêt secret.

Durée 2 ans min. Libre de sta.

Tél. : 225-1170, poste 28.

METRO HOCHÉ.

Société cherche

AIDE-COMPTABLE

Agé min. 20 ans.

emploi stable, 12 mois.

Ecr. n° 6454 e le Monde - Pub.

12, r. des Indes, 75017 Paris-2.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	45,76
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE CULTUREL
Paris Centre recherche

Pour son service Audiovisuel :

technicien de régie diffusion

Dans le cadre de l'exploitation, il mettra en œuvre le magnétoscope 2 pouces, le télécinéma et le pupitre son. Il aura un niveau BTS, une expérience VIDEO de 2 ans minimum et une connaissance son. (Réf. 9556TRD)

technicien vidéo

Il assurera l'exploitation et la maintenance des matériels fixes et mobiles, matériel BROADCAST, caméras couleur, magnétoscopes et mélangeur VIDEO. Il aura une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le poste. La connaissance de l'ANGLAIS est souhaitée. (Réf. 9556TV)

Pour sa gestion technique centralisée :

technicien de maintenance

Il aura en charge la maintenance des équipements de gestion technique centralisée, des automatismes et des équipements de contrôle. Il aura une formation BTS ou équivalente, une expérience dans le domaine électronique digitale et on soumettrait également une expérience informatique. (Réf. 9556TM)

Ne pas se présenter, env. CV et photo en précisant la réf. du poste choisi à :

Organisation et publicité
2, rue Maréchal 75001 PARIS (OUI TRANSMETTRA)

directeur de département prêt à porter de luxe

PARIS

Nous créons et commercialisons du prêt à porter de luxe. Notre marque jouit d'une notoriété internationale. Nous voulons confier la Direction de notre Département masculin à un homme capable d'assurer la mission suivante :

- recruter à Paris des clients exclusifs français et étrangers pour assurer les ventes;
- développer de nos points de vente exclusifs et de notre implantation au sein de chacun d'eux;
- gestion de son service commercial (commandes, expositions);
- contrôle de l'action des représentants France et export.

Pour réussir, il faut être jeune, 30 ans maximum, justifier d'une expérience de Direction des Ventes acquise dans l'habillement, avoir une bonne connaissance de l'anglais, le goût des griffes prestigieuses et des articles influencés par la mode.

La rémunération tiendra compte de la valeur du candidat. Poste évolutif.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 703154/M (à mentionner sur l'enveloppe) à J.P. VELLA - Responsable Branche Habillement.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE CANTON 75263 PARIS GEDEX 06

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

PARIS F 90 000

est recherché par le Siège Européen d'un groupe américain situé dans le quartier de l'Étoile.

La fonction, relevant du Directeur Financier Européen, consiste à :

- tenir la comptabilité du Siège;
- assurer l'administration du Siège;
- assurer les relations bancaires et financières du Siège;
- assurer la gestion du personnel;
- assurer la coordination des Assemblées Générales et Conseils d'Administration.

Ce poste, stable, conviendrait à un candidat ayant acquis au minimum dix ans d'expérience dans une fonction similaire, maîtrisant l'anglais, et désirant s'engager dans une activité de Direction de 50 personnes, au sein d'un groupe qui jouit d'une excellente ambiance de travail.

Les candidats intéressés devront adresser leur curriculum vitae, C.V. et photo (récentes), accompagnés d'une lettre de motivation, sous la réf. 21-288 M3 CLAP à M. Pender, 75003 PARIS.

T. R. T.
recherche

INGÉNIEURS d'Etudes

1) Expérimentés en faisceaux hertziens et télécommunications par satellite.

2) Intéressés par travaux nécessitant expérience en circuits digitaux et micro-processeurs.

Adresse: curriculum vitae et présentations, 5, avenue Beaumont, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

Société de Service et de Conseil en Informatique cherche plusieurs

Programmeurs débutants (R&I 1)

de formation type I.U.T., licence d'informatique ou équivalent, libérés des obligations militaires.

et pour son département Minisys:

Analystes - Programmeurs (R&I MS 2)

Si possible déjà familiarisés avec les Mini-Ordinateurs (H.B. 61, I.B.M. 32...).

Une formation aux méthodes utilisées est prévue pendant les trois premiers mois. Parmi les avantages qu'offre la société, nous vous indiquons particulièrement le partage des profits de sa gestion entre tous ses collaborateurs.

Si vous êtes prêts à accepter des déplacements en Province, envoyer une lettre manuscrite accompagnée d'un CV - précisant le salaire souhaité - et d'une photo à :

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE
Conseil en Organisation et Informatique
9, rue Alfred de Vigny 75008 PARIS

GCT
DIVISION TELEPHONE PUBLIQUE
recherche

INGÉNIEURS-INFORMATIENS

DEBUTANTS OU CONFIRMES

pour :

- participation à la réalisation de logiciel de systèmes en temps réel
- ou
- responsabilité d'exploitation d'un Centre de Calcul.

Ecrire avec C.V. sous références No 07, CIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES - Service du Personnel 251, rue de Valenciennes 75740 Paris Cedex 15

Une société leader de son marché.
Des produits financiers sophistiqués.
Un mode de rémunération stimulant.
Des possibilités de carrière exceptionnelles.
Une formation animée par des spécialistes.
Des conditions d'activité agréables.

c'est ce que nous offrons

aux jeunes gens âgés de 23 ans au moins disposant de facultés caractérielles et énergétiques importantes et désireux de s'orienter vers une carrière de caractère commercial.

5 postes sont à pourvoir

Si vous êtes intéressés, adressez votre candidature accompagnée d'une photo à :

PUGLI-BANS, réf. AG 423 (merci de préciser ce n°)
15, rue Maréchal, 75002 PARIS, qui transmettra

Notre avance technologique, Notre notoriété, Notre force de vente, permettent à tous nos

ATTACHES COMMERCIAUX

de gagner 55 000 francs par an en moyenne et d'avoir le statut cadre.

Pour compléter notre réseau, nous cogérons des

JEUNES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

pour des postes à pourvoir à Paris, sa banlieue, et les grandes villes de Province.

Nous assurons un stage de formation rémunéré, un statut cadre, de véritables possibilités de promotion.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo (retournée) sous le n° 2051 à :

MEDIA BA
2, bd des Italiens, 75002 Paris

qui transmettra et qui s'engage à répondre à toutes les candidatures.

IMPTE SA de Télécommunications, PARIS-13, rech. : pour la mise en place d'un

SYSTEME INFORMATIQUE DE GESTION

(inf. 1.) **INGENIEUR**
DEBUTANT, diplômé gdes écoles ou titulaire Maîtrise Informatique de gestion.

(inf. 2.) **ANALYSTES-PROGRAMMEURS**, Titulaires O.U.T., Informatique de gestion ayant 2 ans exp. temps réel et bases de données matériel, C.H.B. Ed. sa/réf. avec C.V. et photo, à M. G. P. 9, rue 27, Fontenay-sous-Bois, PARIS-94.

Société de Formation Professionnelle Créée depuis 1972 recherche

COMMERCIAUX

Hommes Femmes

capables de prospecter, vendre et suivre les clients.

292-19-38

Important Groupe Pharmaceutique
RECHERCHE

Pour son département de biodynamique

PHARMACIENS

ex-internes des hôpitaux

avec expérience dans le domaine de la Pharmacocinétique et du Métabolisme ayant, si possible, de solides connaissances mathématiques et des notions d'informatique scientifique.

PLUSIEURS POSTES :

- Assistant du Chef de département.
- Responsables de cellules de Recherches.

Les candidatures de débutants seront examinées.

Lieux de travail : région parisienne.

Ecrire avec C.V. détaillant l'expérience sous référence 73138 à :

GANIDE
19, Rue de Montmorency 75003 PARIS - chargé du recrutement

LogAbax
informatique

recherche pour sa

DIRECTION DE DEVELOPEMENT

Lieu de travail BANLIEUE SUD

SPÉCIALISTE TERMINAUX

MISSION :

- Développement des procédures de transmissions;
- Assistance à l'installation;
- Support technique.

PROFIL :

- 2 ou 3 ans d'expérience;
- connaissance anglais ou allemand appréciée.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Sur MINI-ORDINATEUR de GESTION

MISSION :

- Développement de programmes - produits;
- Animation stages formation et présentation des produits;
- Rédaction et suivi de documentations techniques.

PROFIL :

- 2 ou 3 ans d'expérience;
- Pratique des applications de gestion P.M.E.;
- Connaissance anglais ou allemand appréciée.

Adressez C.V., photo et présentations sous réf. 410 à :

LOGABAX Direction du Personnel
77, avenue Aristide-Briand - 94110 ARCUEIL

DIRECTEUR EXPORT

Un très important groupement de producteurs du secteur agricole recherche son futur Directeur Commercial à l'exportation (Pays Méditerranéens et Moyen Orient notamment). Ce poste sera confié à un Cadre Commercial de haut niveau, 35 ans minimum, et possédant une expérience très complète et vécue des marchés à l'exportation (prospection, négociations, contrats, crédits...). Cette expérience aura été acquise de préférence dans le secteur des matières premières alimentaires. Parfaite maîtrise de la langue anglaise parlée et écrite indispensable. Ce poste, basé à Paris, peut évoluer à moyen terme vers des fonctions de DIRECTION GENERALE en Bretagne.

28, rue Marbeuf, 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande.

France Cadres
Référence 667 M2.

IMPORTANT GROUPE COMMERCIAL
recherche pour son Siège Social situé

PONT DE NEUILLY

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

PARFAITEMENT BILINGUE

FRANÇAIS - ANGLAIS

- Rattachée à l'un des Directeurs de Département, elle assurera son secrétariat (sténographie française indispensable, anglaise appréciée);
- Pratique courante de l'anglais parlé et écrit.

Eue devra notamment rédiger elle-même fréquemment du courrier en anglais.

40 heures par semaine. Horaire variable. Restaurant d'entreprise ou tickets restaurant. Tous avantages sociaux.

Adressez lettre man. photo et C.V. dét. précédant impérativement **SALAIRE ANNUEL** souhaité à :

1571, CONTEXTE Publicité
20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex 01, qui tr.

MF

1er constructeur français de machinisme agricole

recherche dans le cadre de son

ORGANISATION EUROPEENNE

ingénieur confirmé

qui sera le

responsable fiabilité nouveaux produits

Votre expérience d'engineering dans le domaine mécanique ou machinisme, votre goût du diagnostic et du conseil, vous incitent à rechercher une activité plus large.

L'importance de la fiabilité de nos nouveaux produits nécessite un homme d'expérience et de coordination, du début des études à la mise en commercialisation du produit, ainsi que du suivi des premières machines en clientèle.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste à pourvoir au PLESSIS-ROBINSON, banlieue Sud.

Massey Ferguson
Adressez CV, sous référence INP, 3 M. Philippe BIARD, 22, avenue Gallée, 92350-LE PLESSIS-ROBINSON.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
à vocation internationale leader dans son secteur d'activité (20.000 personnes - Chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards de F.) recherche pour sa

DIRECTION FINANCIERE A PARIS

un cadre fiscaliste

MISSION :

- Traiter, sur le plan pratique ou théorique, des aspects fiscaux d'affaires complexes et variées (fiscalité française et étrangère, directe et indirecte);
- Conseiller les sociétés du groupe en France.

LE CANDIDAT :

- Sera diplômé de l'enseignement supérieur (E.N.I., licence ou doctorat en droit, etc...);
- Présentera une première expérience spécialisée acquise dans le privé ou dans l'administration publique;
- Possèdera une bonne maîtrise (écrite et parlée) de l'anglais.

Adressez lettre, C.V., avec photo et présentations sous le No 3304 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui tr.

IBM propose un poste de

jeune FISCALISTE

DIPLOMÉ(E) DE L'ECOLE DES IMPOTS AVEC LICENCE EN DROIT Basé(e) à Paris.

L'activité portera sur tous les problèmes fiscaux relatifs aux activités de la Société en France et Outre-Mer. Elle nécessite de nombreux contacts à l'intérieur d'IBM France et avec les Agents de l'Administration. Le (la) candidat(e) devra bien connaître l'anglais, avoir de bonnes connaissances comptables (niveau DEC), avoir 2 ou 3 ans d'activité en entreprise.

Le dossier de candidature comportant lettre, CV et photo sera envoyé à :

J. BOHL 2, rue Marengo 75001 Paris.

Société SKOP (Paris 17e)
Constructeur français de

LECTEURS de MICROFICHES

développant sa force de vente, recherche

COMMERCIAUX

80.000 F+

Ayant expérience réelle dans domaine similaire. Activités sur la France.

Adressez CV, photo et salaire actuel au Cabinet Claude Vitet 2, rue Marengo 75001 PARIS

محذاهن النجل

représent. offre	représent. offre
------------------	------------------

IMPORTANTE SITE INDUSTRIELLE DU NORD
recherche pour son Agence
région parisienne

UN TECHNI-COMMERCE
DE PREMIER PLAN

Pour une clientèle en constant développement.
Il s'agit d'un matériel élaboré de savonnages,
stockage et manutention, toutes industries. Ap-
provisionnement manuels évolutifs, forte formation de
votreurs fournies rencontrer une excellente situation
dans la stabilité.

Entrée lettre manuscrite avec photo, C.V. très dé-
taillé et présentations de départ à GABRIEL COFFIN,
Conseil d'Entreprises,
6, place A.-Dumas, 59000 LILLE, tél. T.C.P.F.

**ADJOINT CHEF
DE PRODUIT**

secrétaires

Secrétaires de direction

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
d'une Importante Société Alimentaire a
recherché

SA SECRÉTAIRE

Outre les qualités de direction et d'organisation, le poste requiert :

- une parfaite maîtrise de la rédaction,
- l'aptitude à traiter et analyser toutes données courantes,
- expérience et références professionnelles seront exigées.

Le poste est à pourvoir de suite.

Le lieu de travail est situé au Siège de l'Entreprise à GUYANCOURT
(78) (Ouest - Versailles)

33^{ème} mois - Prime de Venaison - Horaires personnalisés - Restaurant.

Envoyer CV, photo et prétention à :

S.A. BONSERAIN - CÉLARD
Service du Personnel - BP 190 - 78004 VERSAILLES

MISSION :
— Promotion machines réputation internationale.

DEPLACEMENTS :
— France courts durée ;

- Indemnités kilométriques.

REMUNERATION :

- Fixe + prime objectif + frais ;
- Avantages sociaux.

PROMOTION :

PROMOTION :
— RESPONSABLE gamme produits,
RESIDENCE :
— Paris ou région parisienne,
CANDIDATURE :

— Lettre manuscrite + C.V.
photo récente (documents
rendus).

Réponse assurée.
Discrétion totale.

Informations en continu inf...

REPRESENTANT
ayant clientèle ou relation.
Tél. 965.36-90 le matin

POUEY INTERNATIONAL
cherche collabor. pour

Ind. et comm.
Stage formation rémunéré
Salaire et frais minimum
4.800 F. Possib. excess. tant
Cadres. Prendre rendez-vous
522-07-91 - PARIS. Ets POU
11, rue de Madrid, Paris (8)

**CAISSE RETRAITE
ET PREVOYANCE**
recherche
CHARGÉ DE MISSION
Région parisienne

Offres : fixe + commission
+ frais de déplacement.
Evolution possible
vers délégation régionale.
Ecr. avec C.V. manuscrit, photo
et prêt. n° 42.001, AMEP, P.A.

traductions

Sté trad. offre traduct. techn. p.
traducteurs langue mat. arabe
Spécial mécanique.
Ecr. n° 8595 « le Monde » Pu
5, r. des Italiens, 75427 Paris

cours et leçons

des d'emploi

**SECRÉTAIRE
DE DIRECTION**

PORTE D'ORLÈANS

Firme de chimistes. Internationale du secteur laitière recherche une collaboratrice expérimentée, ayant effectué des études et pratiquant correctement l'anglais. Une excellente situation à lire l'allemand serait appréciée. Titulaire d'un Bacc et du D.T.S., elle devra assurer de façon autonome une activité de secrétariat et d'importations responsables. En particulier elle assurera les relations commerciales à haut niveau avec les divers clients qu'avec les divers prestataires du Groupe. Rémunération satisfaisante sera fonction de la compétence.

Adresser C.V., photo et courte lettre manusc. s/rcl. 6378/04 à

sema
10, rue Bar-
bier, 92136

Spécial mécanique.
Ecr. n° 8595 « le Monde » P.U.
5, r. des Italiens, 75427 Paris.

et leçons
Américaine donne cours privé
en anglais. Tél. 325-23-47

des d'emploi

Steno-dactylo

Rech. excellente STENO-DACTYLO, bilingue anglais, habillant Paris, peut assurer petit secrét. 2500 F mensuel. Adresser lettre manuscrite et photo à n° 577 4 le Monde s Publicité, 5, r. des Italiens, 75127 Paris-9e.

occasions

Achat très cher bijoux, brillants, orfèvrerie... **PERRONNO S.A.**
3, Champs-d'Antin, 06184 NICE 1, ex. Victor-Hugo, 04
Vente et occasion... Echelle

MOQUETTE EN SOLDE
100 m² et 50 m²
50.00 sur stock, v. 989-86

demandes d'emploi **dema**

ACHETER INDUSTRIEL

43 ans - Bilingue anglais

Longue expérience AGROALISATION ACHATS (France + étranger).

Préparation et suivi budgéta, gestion des stocks, sous-traitance, information, approvisionnement (mécanique, électronique, travaux neufs et

- Plan d'échantillonnage,
- Elaboration du questionnaire
- Program. des tris croisés
- Programmat. traitements élaborés,
- Interprétation des résultats

● Rédaction du rapport d'étude
● Recherche place agence, annonce
ou cabinet d'études.
Ecr. n° 601, « le Monde » Pub.
S. r. des Italiens, 75107 Paris-1

formallon continue, cherche
place stable. Libre de suite.
Ecr. n° T 99.293 M. Régle-Pr
85 bis, rue Réaumur, Paris (2e)

12 a. C.A.P. : mass media, responsabilité à responsabilité dans le publicité, édition, cinéma, organismes internationaux.
Ecr. n° 600, « le Monde » Publi-
S, r. des Italiens, 75427 Paris-9

poste :
ou) Administratif
ou Inspecteur

entretien, chimie, matières premières).

Bonne pratique problèmes transports et gestion
paro véhicules.

recherche poste

ACHETEUR

OU CHEF SERVICE ACHAT (codre)
Basé en région parisienne, déplacements acceptés

Envoyer à n° 2402 - CONTESQUE Publications
20, av. de Popelin, 75009 Paris Cedex 02, qui tr.

STATION

CO-COMMERCE
— 5 500 mens. envisagé.

Messieurs les Editeurs : l'ouvrage, de 362 pages, vous apporte 12 années d'expérience de l'édition internationale, une connaissance approfondie du marché français et étranger :

langues; l'habit. de la négoci-
tion; un jugement clair soit.
Je recherche un poste corré-
pondant à mon expérience
chez un éditeur
dynamique.

Ecr. n° 579, « le Monde » Pub-
l. r. des Italiens 75002 Paris.

journal, écrit et juridique, supérieur, 6, avenue de l'Europe, 75015 Paris/Edgdon par mail
espagn., exp. d'gts marchés vit. et for. et immo., et serv. de l'écrit. et de la presse, 10, rue de la République, 75011 Paris/Edgdon par mail
Ecrire p. n° 888 et 3, rue des Italiens

CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER
48 ans - Permutation technique
Jusqu'en 1976 Chef Comptable, puis Directeur d'une importante exploitation automobile en Afrique, puis directeur de la recherche des Mat. Méditerranéennes.
Ce poste comprendrait :
- la gestion de 400 personnes ;
- la vente et l'A.V. de quatre marques automobiles réputées ;
- la supervision de cinq établissements.
Recherche emploi de cadre dans la
GESTION ADMINISTRATIVE
ET/OU FINANCIERE D'UNE SOCIETE
Lien de contact avec la cause sainte épouse) :
Sud-Est de la France.
Disponibilité rapide - polyvalence.
Faire contact avec LES CERCLES PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-9, qui transmettra.

J. H. 26 ans, MATRISE SE-
TION OUPHINE + niv. DEC
expér. Afrique noire, rech. pos
contrôle Gestion ou équivaler
Etranger, Paris ou rég. Contr
H. Turmeau, t5, r. Juge, 7501

85 bis, rue Réaumur, Paris-2

**à suite
des d'emploi**

Page 33

CADRE EXPORT
H.E.C. 29 ans, multilingue
(anglais, russe, polonais, Italien)
Parfaita connaissance marche
Pays de l'Est. - Excellent
vendeur, 3 ans d'expér. marché
français et international, cherche
situation intéressante export.
Ecr. n° 520 « le Monde » Publ.
5, rue des Italiens, 75627 Paris.



Abstract

10

LA VIE ÉCONOMIQUE

Visibilité monétaire réduite

Les évolutions monétaires et financières, en raison de leurs incertitudes, ne sont pas faciles à suivre. L'idée de cette courte synthèse mensuelle, rappelons-le, est de prendre quelque recul par rapport aux mouvements boursiers hebdomadaires et même journaliers, et de dégager les tendances récentes les plus significatives.

ont ramené, il est vrai un peu artificiellement, le rythme d'inflation de 10 % à 7 % (alors que les taux allemands et américains eux sont remontés à 5 %), les jeux sont loin d'être faits : le déficit commercial brutalement aggravé de janvier, et surtout les troubles et appréhensions politiques rendent le franc toujours suspect, tenu, mais l'inflation est remontée à nouveau fortement de 18 à 20 % en janvier. Ce taux dépasse maintenant un rythme de hausse des salaires inférieur à 11 % et des difficultés s'annoncent pour le renouvellement de la trinité amputée du contrat social.

Pourtant, il est probable qu'une bonne partie des gains de crédibilité et de position, obtenus par le franc et la livre depuis fin 1976, leur restera acquis, et leurs taux d'intérêt pourront encore baisser à terme effectivement, la Banque d'Angleterre vient récemment de ramener son taux minimum (M.L.R.) de 13 % à 11 %. La livre, elle, n'en est pas encore là. Un bon point cependant : en dépit de la suppression récente des dépôts à l'importation et de la taxe sur les achats de devises, elle est restée assez stable à 885 livres-dollar.

Que les devises faibles et à peine convalescentes rechutent encore, soit. Le fait est plus préoccupant pour une devise forte comme le dollar. Il est vrai que la situation américaine apparaît en ce moment bien confuse. La vague de froid avec ses impacts momentanés, mais brutaux, sur la

LES DONNÉES ÉCONOMIQUES

	CROISSANCE (3)		RESPECT DES ÉQUILIBRES ÉCONOMIQUES			Taux d'inflation
	Taux industriels	Investissements	Taux salariaux (1)	Déficit budgétaire (2) (M. d.)	Solde balance commerciale (2) (M. d.)	
ÉTATS-UNIS	+ 4 % (- 1 %)	+ 3 %	8 %	- 3,9 % (- 78)	- 1 % (- 1,25)	5 %
ALLEMAGNE FÉDÉRALE	+ 4 %	+ 3 %	7 %	- 4,7 % (- 57)	+ 2,7 % (+ 2,52)	5 %
FRANCE	- 1 %	- 1 %	14 %	- 2 % (- 20)	- 5 % (- 5)	7 %
BANQUE-BELGE	+ 3 %	- 3 %	11 %	- 8,5 % (- 9,2)	- 4,7 % (- 4,82)	20 %
ITALIE	+ 3 %	- 10 %	25 %	- 18 % (- 1 398)	- 4,5 % (- 520)	20 %

(1) Exprimés en rythmes annuels : croissance industrielle et investissements en volume, salaires horaires nominaux.

(2) Exprimés en valeurs nationales (milliards de dollars, de DM...), en pourcentage du produit national brut. Pour le solde balance commerciale, nous avons indiqué entre parenthèses le chiffre mensuel moyen des trois dernières mois.

(3) Le taux de croissance des États-Unis a été perturbé en janvier par la vague de froid, qui a fait reculer momentanément le rythme normal de 5 % à 1 %.

aux étrangers surtout. La Banque de France est intervenue immédiatement pour faire respecter la limite de 4,99 P par rapport au dollar, ce qui explique la remontée momentanée du taux au jour le jour à 10 %. Nul doute que M. Barre devra plus que jamais attendre que certaines échéances politiques soient dépassées et éviter tout mouvement intempestif de baisse de taux d'intérêt, car les retours en arrière sont toujours difficiles.

De même, la livre qui avait été si fortement poussée vers le haut que la Banque d'Angleterre a dû acheter plus d'un milliard de dollars et bloquer son minimum Lending Rate à la baisse à 12 % voit la situation d'inverse à nouveau légèrement. Certes, le cours de 1,71 dollar reste à peu près

Toujours la spéculation

Cela nous promet encore du mouvement sur le front des changes et des taux d'intérêt. Rien d'étonnant dès lors que, dans un tel contexte, l'attentisme et la prudence restent toujours les mots d'ordre des véritables investisseurs. Et, surtout, après un court espoir fin 1976, restent hésitantes et orientées à la baisse, comme le montre le tableau ci-dessous, même si dans les derniers jours elles ont un peu récupéré.

LES CHIFFRES

	Masse monétaire (1)	Taux d'intérêt (2)	POSITIONS DE CHANGE PAR RAPPORT		Source : tend. mon. (3)
			en dollar (3)	à un paier de mon. (4)	
DOLLAR	5 (6)	4 11/16	6,25	102,5 (102,7)	- 1 % (- 5 %)
DM	8 (8)	4 3/4	6,50	112,5 (111,5)	- 2 % (- 10 %)
F. FRANÇAIS	10 (10)	5 7/8	8,00	4,99 (5,00)	- 2 % (- 12 %)
LIVRE	13 (13)	22	10,5	1,21 (1,22)	- 2 % (+ 1 %)
LIRE	20 (20)	16	20	885 (885)	+ 8 % (- 23 %)

(1) Il s'agit de la masse monétaire au sens strict, dite M1, corrigée des variations saisonnières. Croissance sur trois mois ramenée en rythme annuel (et entre parenthèses sur douze mois).

(2) Le « prime-rate » est le taux à court terme consenti aux meilleurs clients. Source : Morgan Guaranty Trust, chiffres corrigés pour la France et la Grande-Bretagne.

(3) Position récente et tendance mensuelle en %.

(4) Le paier comprend les cinq monnaies plus le yen. L'indice 100 correspond à fin décembre 1976. Entre parenthèses : valeurs du mois précédent.

croissance industrielle qui baisse, l'inflation qui s'accroît, le déficit commercial qui se creuse en janvier, faussent l'observation. Ce n'est pourtant pas la seule confusion.

Il y en a une autre, peut-être plus grande, qui concerne les effets monétaires, financiers et inflationnistes du plan de relance de M. Carter.

C'est la prévision d'un déficit budgétaire record de 68 milliards de dollars annoncé début 1977 qui, d'après M. Burns, en janvier, a fait remonter par anticipation les taux d'intérêt au jour le jour des Federal Funds. On craignait même une certaine accélération de la hausse. Mais ces craintes ont été démenties, du moins pour le moment. Ce qu'on observe sur la période récente est plutôt une stabilisation, sinon une détente des taux au jour le jour.

Le prime rate, qui était remonté de 8 à 9 1/4 début janvier, ne bouge plus, mais l'avenir reste préoccupant, d'autant plus que les effets directs du froid, même s'ils ne sont eux-mêmes que transitoires, peuvent induire des changements plus permanents.

Le rythme d'inflation qui a augmenté de 5 % et le déficit commercial ramené de 1,97 Md en janvier passent sur le dollar, qui tend à perdre du terrain après son redressement de janvier.

A l'inverse, le DM et surtout le yen ont à nouveau tendance à grimper, stimulés en plus par la récente déclaration de M. Law-

MAURICE BOMMENSATH.

CALENDRIER DE L'U.R.S.S.A.F. DE PARIS

- 1^{er} mars : échéance des cotisations de Février (plus de 9 salariés).
 - 15 mars : exigibilité des cotisations de Février.
 - 1^{er} avril : échéance des cotisations de Mars (plus de 9 salariés).
 - 1^{er} mai : échéance des cotisations du premier trimestre (moins de 10 salariés).
- Les personnes cotisant leurs enfants à des garderies ou nourrices doivent en effectuer la déclaration à l'U.R.S.S.A.F. qui les informe de leurs obligations.

Fournir aux responsables des entreprises les données nécessaires à leur action tel doit être l'objectif de

SYSTÈME D'INFORMATION DE L'ENTREPRISE



L'INSTITUT FRANÇAIS DE GESTION propose aux gestionnaires, dirigeants et informaticiens des entreprises UN STAGE DE PERFECTIONNEMENT (16 jours répartis sur 3 mois) afin de permettre un dialogue constructif autour d'une méthodologie de mise en place du système d'information.

DEBUT : 29 MARS 1977

Renseignements et inscriptions : Mlle Desmurs - Téléphone : 578-61-52 (poste 571).

VIENT DE PARAÎTRE

une grande enquête la chimie dans le monde 1976, les faits marquants LES USINES CHIMIQUES EN FRANCE

une fiche par usine chimique ou parachimique
• consommation de matières premières
• productions
• noms des responsables
ET POUR LA PREMIÈRE FOIS : réalisations et moyens mis en œuvre pour lutter contre la pollution, etc...
... ET EN REPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE
• principaux sites de production chimique (en Fiches)
250 FOURNISSEURS DE LA CHIMIE, EN FRANCE
• produits - procédés - matériels - services - etc...
630 PAGES - 60 FRANCS

Je commande votre numéro SPECIAL USINES et règle ci-joint 60 F.
Je désire recevoir une documentation gratuite sur votre revue non et adresse :
S'adresser à : INFORMATIONS CHIMIE S, rue Jules Lefebvre - 75009 Paris
Tél. : 874.53.70 - Téléc. : edisels 650696 F



RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE ORGANISATION GÉNÉRALE DU BARRAGE DE L'EUPHRATE

N° 2594/79
Date : 15-2-1977

Appel à des offres cachetées locales et étrangères pour l'achat de différentes huiles minérales

En raison de l'extrême urgence, l'Organisation Générale du Barrage de l'Euphrate fait appel à des offres sous pli cacheté pour l'achat de différentes huiles minérales dans les quantités, spécifications et conditions mentionnées à la Liste Spéciale de Conditions ci-jointe.

Les parties intéressées doivent soumettre leurs offres à l'un des deux Centres de l'Organisation à Damas (Adnan-Al-Mallak) ou à Alep (Al-Abbasa) ou par lettre recommandée à la Direction Générale dans la ville d'Al-Thayra. Un dépôt de garantie représentant 5 % de la valeur de l'offre doit être joint à celle-ci, ainsi que des documents justificatifs, échantillons et catalogues illustrant les spécifications techniques. Les soumissionnaires peuvent obtenir une copie de la Liste Spéciale de Conditions à l'un de nos deux centres précités.

La date de clôture est fixée à la fermeture des bureaux, le jeudi 14 avril 1977.

Les offres seront ouvertes au cours d'une réunion à huis clos au Département des Approvisionnements dans la ville d'Al-Thayra, le 16 avril 1977.

Le Directeur Général

Des entrepôts, des ateliers, des locaux commerciaux, au choix.
(Immédiatement disponibles)

Voici le premier immeuble que nous avons conçu pour vos besoins. Il est situé à Paris même, dans le 13^e arrondissement, à quelques minutes du boulevard périphérique et des gares S.N.C.F. C'est le centre d'activités Paris-Tolbiac.

8.000 m² sur 7 étages, divisibles en lots à partir de 100 m².

A chaque étage, plusieurs lignes de téléphone préinstallées.

3 monte-charge desservant directement le quai de débarquement.

Parkings en sous-sol avec ascenseurs.

Centre d'activités Paris-Tolbiac - 65-71, rue Albert - Paris 13^e.
Métro : Tolbiac et Porte d'Ivry - Tél. 583.95.73. Visite sur place de 14 h à 18 h et sur rendez-vous.

FONCIÈRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
144, rue des Champs-Élysées - 75008 Paris - Tél. 359.68.95

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La Direction des Chemins de Fer du Togo lance un appel d'offres pour la fourniture de matériel ferroviaire financé par la BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT pour la construction d'un nouveau tracé de Chemins de Fer entre LOMÉ et TABLIGBO (Projet CIMAQ).

OBJET DE LA FOURNITURE

Les fournitures comportent plusieurs lots :
A) Matériel d'entretien et de réparation de voie.
B) Appareil de voie.
C) Rails.
D) Equipement d'atelier et wagons.

Tel que prévu dans les cahiers de prescriptions spéciales et techniques annexés au présent avis d'appel d'offres.

DÉPÔT DES OFFRES

Les offres établies en langue française et en trois exemplaires devront être adressées, sous pli fermé cacheté portant en inscription « Appel d'offres pour la fourniture de matériel ferroviaire N° 7777 de lot Construction Chemin de Fer LOMÉ-TABLIGBO à Monsieur LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES MARCHÉS, PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE, LOMÉ, RÉPUBLIQUE TOGOLAISE, avant le 29 avril 1977 à 18 heures locales.

PARTICIPATION A LA CONCURRENCE

L'appel d'offres est ouvert à égalité de conditions à toutes personnes physiques ou morales ressortissantes des Etats membres de la BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT, DE LA BANQUE MONDIALE OU DE LA SUISSE. Les soumissionnaires éventuels pourront souscrire pour un ou plusieurs lots ou pour une partie d'un lot.

LIEU DE DESTINATION

La livraison se fera CAF sous port de LOMÉ (République togolaise).

CONSULTATION DU DOSSIER

Le dossier d'appel peut être consulté aux adresses suivantes :
1) Direction du Réseau des Chemins de Fer du Togo, B.P. N° 340, LOMÉ.
2) Ambassades de la République du Togo à :
— BONN, Bad Godesberg, Beethovenstrasse 13, 53 BONN.
— BRUXELLES, 264, avenue de Tervuren 1150 BRUXELLES.
— PARIS, 8, rue Alfred-Roll, PARIS-17^e.
— CANADA, 220, Laurier Avenue West-OTTAWA.
— WASHINGTON, 2208 Massachusetts Avenue NW WASHINGTON DC 20008.
— NEW-YORK, Mission permanente du Togo aux Nations Unies 112 EAST 40^e Street NEW-YORK 10016.
3) BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT, B.P. N° 1387, ABIDJAN.

Les soumissionnaires ont en outre la possibilité d'obtenir le même dossier sur simple demande à la Direction des CFT contre remise d'un chèque de 25.000 Francs C.F.A. établi au nom du Caisier Central des CFT.

LA VIE ÉCONOMIQUE

A L'ÉTRANGER

En Algérie

Un consortium italo-allemand est chargé de construire une usine de pneumatiques à Bouira

De notre correspondant

EN DÉPIT DE LA PRESSION DES ÉTATS-UNIS, BONN REFUSE D'ACCÉLERER LA REPRISSE

L'Allemagne fédérale s'est fixée comme objectif pour 1977 un taux de croissance de 5 % de son produit national brut, ainsi que le recommande la Commission européenne. Toutefois, M. Hans Friedrichs, ministre de l'économie de la R.F.A., a indiqué, lundi 14 mars, à Bruxelles, à ses collègues de la C.E.E. (voir l'article de Philippe Lemaitre), que son gouvernement restait opposé à une politique de reprise trop brutale qui risquerait de relancer l'inflation, et donc de freiner la production.

La Bundesbank, de son côté, repousse vigoureusement les critiques de certains pays étrangers faisant état d'un important excédent commercial en R.F.A., réclamant de cette dernière des mesures conjoncturelles de relance. L'excédent commercial de la R.F.A. est en grande partie absorbé par les déficits enregistrés régulièrement par sa balance des services et des transferts à l'étranger, souligne la Bundesbank dans son dernier rapport mensuel publié à Francfort. Pour l'ensemble de 1976, l'excédent commercial ouest-allemand a atteint 41,2 milliards de DM (contre 43,3 milliards de DM en 1975), alors que le déficit de la balance des services et des transferts à l'étranger s'établissait à 33,3 milliards de DM (contre 34 milliards précédemment). Si bien, ajoute la Bundesbank, que « la R.F.A. constitue le plus gros porteur de devises du monde ».

Un rapport, publié lundi 14 mars à Washington par les économistes d'une sous-commission sénatoriale, note d'ailleurs que la stratégie de l'administration Carter, fondée sur une stimulation de l'expansion des trois économies dominantes (États-Unis, Japon et Allemagne), a toutes les chances d'être « frustrée » par la volonté allemande de ne pas risquer une reprise de l'inflation. Il souligne que ni les pressions des États-Unis ni celles de la France et de la Grande-Bretagne ne semblent devoir modifier la détermination de Bonn de suivre une politique d'expansion modérée. — (A.F.P.)

Aux États-Unis

M. CARTER EST SAISI D'UNE DEMANDE DE RELEVEMENT DES DROITS DE DOUANE SUR LES TÉLÉVISIONS EN COULEURS.

La commission américaine du commerce international a recommandé lundi 14 mars au président Carter d'imposer une nouvelle taxe sur les postes de télévision en couleurs importés, qui majorerait de 56 dollars le prix moyen de ces appareils, nous indique notre correspondant Louis Winitzer. Elle a également recommandé une réduction d'un tiers des importations de sucre, qui sont actuellement de 7 millions de tonnes par an. M. Carter a maintenant quelques jours pour se prononcer. Le Congrès pourrait passer outre à un éventuel refus et voter ces mesures.

Interrogé dimanche à ce sujet, M. Michael Blumenthal, secrétaire au Trésor, avait déclaré qu'il préférerait aider les industries par des mesures à long terme, notamment à faciliter leur restructuration. Il a cependant ajouté que si de telles mesures étaient insuffisantes pour faire face à la concurrence déloyale de l'étranger, il ne serait pas opposé à un relèvement modéré des tarifs douaniers ou à un contingentement temporaire des importations, soulignant qu'il s'agit de mesures de « dernier ressort ».

De leur côté, les constructeurs japonais de télévision qui seraient les plus touchés par cette mesure ont menacé les États-Unis de représailles. Si M. Carter suivait les recommandations de la commission, ils sont prêts à demander à leur gouvernement de réduire les importations de circuits intégrés et d'électronique en provenance des États-Unis.

ERRATUM. — Des erreurs de transmission se sont glissées dans l'article d'Isabelle Viehman sur « Le nouveau rapport du club de Rome » (le Monde du 15 mars, page 44). Ainsi, à l'avant-dernier alinéa, les guillemets qui commentent la dernière citation ayant été déplacés, il convient de lire : « soit comme un vœu pieux, soit comme un nouveau horizon vers des objectifs globaux ».

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVICES

	Dollars	Deutsche Marks	Fr. suisses	Fr. français
30 jours	4 1/4	5 3/4	4 1/4	5 1/2
1 mois	4 3/8	5 1/2	4 3/4	5 3/4
3 mois	4 7/8	5 3/8	4 3/4	5 3/4
6 mois	5 1/4	5 3/4	4 3/4	5 3/4

Alger. — El Moudjahid annonce ce mardi 15 mars que la Sonatrach et un consortium constitué par le groupe allemand Krupp et la société italienne Pirelli, ont signé un protocole d'accord concernant la réalisation d'un complexe industriel de pneumatiques qui sera implanté à Bouira près d'Alger. Le projet couvrira une superficie de 80 hectares et créera, en pleine production, près de trois mille emplois. Le complexe, précise le journal gouvernemental, aura une capacité de mélange de l'ordre de 70 000 tonnes par an et permettra la fabrication annuelle de quatre millions de pneumatiques de différentes catégories : tourisme, camionnettes, poids lourds, agricoles, manutention, cycles et motocyclettes. Cette production est destinée à couvrir les principaux besoins du marché algérien. — P. B.

Lorsqu'il s'était rendu en Algérie en visite officielle en avril 1976, M. Giscard d'Estaing était allé à l'essentiel des conditions de financement particulières pour la réalisation de quatre grands projets inscrits dans le deuxième plan quinquennal algérien. Ces opérations portaient sur la fabrication de produits pharmaceutiques, de voitures, de pelles mécaniques et de pneumatiques. C'est ce dernier secteur qui vient d'être remporté par les firmes Krupp et Pirelli. La production de sulf-

mides, d'antibiotiques et de vitamines a été confiée à un groupe italo-américain (« le Monde » du 29 juin 1976) et celle de pelles mécaniques à la firme onest-allemande Liebherr. Selon les informations communiquées à Alger, cette société a consenti un crédit qui porte sur 57 % des sommes en jeu (le Monde du 21 janvier 1977).

La France n'est donc plus en lice que pour le projet « voitures ». Il s'agit de la construction à Ouzdjid d'une usine produisant cent mille véhicules de tourisme par an. La Société nationale de constructions mécaniques (SONACOME) est en pourparlers à ce sujet avec Renault et Fiat. Le dossier de la Régie est au point sur le plan technique, mais les difficultés semblent se situer au niveau des modalités de financement. Les demandes algériennes restent supérieures aux efforts que le ministère français des finances serait prêt à consentir. Des responsables algériens de cependant insisté pour que soient entendus ces derniers temps, qu'à conditions égales ils étaient prêts à donner la préférence à la France. Ils ont aussi souligné que le deuxième plan quinquennal algérien prévoit une croissance de 5 milliards de francs ne pouvant être financée par le crédit étranger. Le contrat signé avec Krupp et Pirelli (qui détiennent 5 % du capital de Fiat) pour la fabrication des pneumatiques est à cet égard de mauvais augure. — D. J.

Sur la proposition de M. McNamara

M. BRANDT ACCEPTE DE PRÉSIDENTER UNE COMMISSION MONDIALE POUR LE DÉVELOPPEMENT

A son retour d'un voyage d'une semaine aux États-Unis, il a été reçu par le président Carter et le secrétaire d'État M. Cyrus Vance. M. Willy Brandt, président du parti social-démocrate ouest-allemand et de l'Internationale socialiste, a annoncé qu'il avait décidé d'accepter la présidence de la commission pour le développement, dont la création a été proposée le 14 janvier par M. McNamara, président de la Banque mondiale. Ce dernier recommande en effet qu'une commission, composée de personnalités des pays riches et pauvres, sans responsabilité gouvernementale, contribue à sortir la négociation Nord-Sud de l'impasse en formulant « les propositions de base sur lesquelles un accord total est le plus susceptible d'être possible ».

Cette proposition n'a reçu en son temps qu'un accueil très réservé des pays en voie de développement et M. Guerrero, président de la conférence Nord-Sud, a déclaré qu'il s'agissait d'abord de celle-ci. C'est à ce point que celle-ci doute M. Brandt a précisé que la commission qu'il présiderait ne serait formée que si les débats du dialogue Nord-Sud, qui doivent reprendre en avril, offraient une chance de succès. Il a ajouté qu'elle comprendrait une douzaine de personnalités choisies pour moitié dans les pays industrialisés et pour moitié dans les pays en voie de développement.

Dans une tout autre optique, une vingtaine de chefs d'État ou de gouvernement seront invités en Suède, à l'automne prochain, à participer à une conférence mondiale à long terme. Cette réunion, qui serait organisée par le club de Rome et la Fédération internationale des instituts d'études de la population (F.I.E.P.), se tiendrait à huis clos, à partir du 28 septembre, à la résidence d'été du premier ministre suédois, M. Fälldin, qui en serait l'hôte. L'Europe, à 30 kilomètres de Stockholm. — (A.F.P., A.P.)

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● LA SOCIÉTÉ D'ÉDITION ALLEMANDE GRUNER UND JAHR, qui édite notamment les hebdomadaires Stern et Stern et le mensuel économique Capital, va prendre une importante participation dans le capital de la société française Modes et Travaux, éditions Edouard Bouchet S.A. L'accord sera soumis à l'autorisation des autorités françaises.

A l'étranger

● LE DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE SUISSE a fortement augmenté en février, atteignant 114,1 millions de francs suisses contre 32,5 millions en janvier. En février, la balance commerciale avait été excédentaire de 30,6 millions de francs (1 F suisse = 1,95 F français).

● LES COMPAGNIES MULTINATIONALES, pour demeurer dans un Québec devenu indépendant, devront changer d'attitude dans leurs relations avec les entreprises québécoises « francophones », a déclaré récemment M. Bernard Landry, ministre d'État au développement économique du Québec. M. Landry a précisé que les multinationales devront non seulement octroyer dans une proportion raisonnable des postes à des cadres francophones, mais encore se

lier beaucoup plus au Québec du point de vue commercial en octroyant à des firmes locales des contrats de sous-traitance. — (A.F.P.)

Automobile

● DES FREINS ASSISTÉS à l'équipement de toutes les Ford Fiesta commandées en France à partir du 14 mars 1977. La firme annonce, d'autre part, qu'un semestre vingt-quatre mille Fiesta ont été vendues sur le marché français.

Énergie

● LA CONSOMMATION DE CARBURANTS A AUGMENTÉ EN FRANCE DE 7 % en février par rapport à février 1976. Cette augmentation, qui fait suite à un léger ralentissement en janvier (1 - 0,5 %), a été sensible sur le gaz-oil (+ 9,6 %) et l'essence ordinaire (+ 7,7 %), moindre sur le super (+ 4,9 %). A l'inverse, les consommations de fuel domestique et de fuel lourd ont respectivement fléchi de 14,3 et de 18,1 %. La diminution notée sur le fuel lourd est liée au ralentissement de la consommation des centrales E.D.F. (- 20,5 %).

Matières premières

● NOUVELLE HAUSSE DES COURS DU THE. — Les cours du thé ont de nouveau monté à Londres lundi 14 mars. Les qualités moyennes de thé indien ont ainsi atteint le prix de 215 pence le kilo (contre 185 pence la semaine précédente). Sur les autres qualités de thé, les hausses ont atteint en moyenne de 20 à 30 pence. En un an, les cours du thé ont triplé.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TOTAL Compagnie Française de Raffinage

En 1976, la C.F.R. a commercialisé 29 030 530 tonnes de produits, soit 3 % de plus qu'en 1975, on le souligne correspondant à 29 144 409 tonnes. L'augmentation du tonnage de pétrole brut traité a été un peu plus marquée, s'établissant à 8,4 %. Ainsi, l'activité de la compagnie, affectée en 1975 par la récession de l'ensemble de l'économie française, a repris en 1976 une progression modérée.

Le chiffre d'affaires, qui reflète également les relevements de prix intervenus depuis le deuxième semestre de 1975, ainsi que les variations de structure des débouchés, accuse une progression beaucoup plus forte, passant de 13 789 000 000 F en 1975 à 15 164 212 000 F, soit une hausse de 10,0 % (montants hors taxes). Les dépenses d'investissement, qui s'établissent à 405 000 000 F, sont en baisse de 13 %.

Au cours de sa séance du 9 mars 1977, le conseil d'administration de la compagnie a arrêté les comptes de l'exercice 1976.

Le résultat brut avant amortissements, provisions et impôts, s'établit à 674 899 000 F, contre 582 584 000 F en 1975.

Contrairement au résultat de l'exercice 1975, qui n'avait pratiquement pas été affecté par la variation de valeur des stocks, celui de l'exercice 1976 incorpore pour un montant important une réévaluation comptable des stocks de pétrole brut et de produits, et aboutit de ce fait à une majoration artificielle. Cet effet de stock a conduit à une hausse substantielle du résultat, qui s'élève à 674 899 000 F, contre 582 584 000 F en 1975.

L'annuité d'amortissement, qui s'élève à 421 395 000 F, a été calculée selon le mode dégressif. Compte tenu du fait qu'en 1975 l'annuité a été calculée selon le mode linéaire, le retour au mode dégressif conduit à un surcroît d'amortissement de 1 000 000 F.

Le résultat après amortissements et avant provisions est donc de 253 504 000 F, contre 161 189 000 F en 1975. En raison de l'impact de l'impôt sur le résultat, le résultat net est de 151 409 000 F.

Données statistiques	1975	1976
Ventes de produits	28.144.409 t.	29.030.530 t.
Chiffre d'affaires	13.789.000.000 F	15.164.212.000 F
Investissements	405.000.000 F	405.000.000 F
Marge brute d'auto-financement	371.801.000 F	253.504.000 F
Amortissements	421.395.000 F	421.395.000 F
Résultat net	151.409.000 F	151.409.000 F

IMPLANTATION DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE AU NIGÉRIA

Le 8 mars s'est tenu à Lagos le premier conseil d'administration de la Société Générale Bank (Nigeria) Ltd, société nigérienne dont le capital autorisé est de 5 millions de naira et détenu à 60 % par un groupe privé nigérian, et à 40 % par la Société Générale.

Au cours de ce conseil, le directeur Sola Sorokin, directeur de la Société Générale, élu vice-président. Les autres administrateurs désignés n'ont pas encore été nommés. M. N.A.B. Kotoye, du côté français, M. Louis Batty, directeur de département de la Société Générale, et M. Henri de Clancart, conseiller de la Société Générale.

Le conseil du 8 mars a également prononcé la nomination de M. Michel Barrot, actuellement « deputy general manager » de la succursale de Londres de la Société Générale, en qualité de « general manager » de la Société Générale Bank (Nigeria) Ltd.

Il est prévu que les activités de la nouvelle banque commenceront simultanément à Lagos et à Ibadan, avant la fin du premier semestre 1977.

O.F.P. - OMNIUM FINANCIER DE PARIS

Le conseil d'administration de l'O.F.P.-Omnium financier de Paris a arrêté les comptes de l'exercice 1976. Le bénéfice net après impôts et provisions s'élève à 1 000 000 F, contre 2 300 000 F l'exercice précédent. Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires convoquée pour le 5 mai 1977 de distribuer un dividende de F 15 par action, auquel s'ajoutera l'impôt déjà payé au Trésor de F 5,50 par action, soit au total F 20,50, contre respectivement F 15 et F 5,50, soit au total F 20,50, pour l'exercice précédent.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES COMBUSTIBLES LIQUIDES

Le conseil d'administration de la Société française des combustibles liquides, filiale à plus de 99 % de l'O.F.P.-Omnium financier de Paris, a arrêté les comptes de l'exercice 1976 qui seront présentés à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires convoquée le 5 mai 1977. Le bénéfice net s'élève à F 474 000, contre un bénéfice net de l'exercice précédent de F 854 000 qui comprenait F 401 000 de plus-values nettes (sans taxes). Il sera proposé à cette assemblée de distribuer un dividende de F 35 par action, auquel s'ajoutera l'impôt déjà payé au Trésor de F 17,50 par action.

REPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA S.N.M.C. UNITÉ TUBES P.V.C. BP: 61 SÉTIF

Avis d'appel d'offres international n° 1/77

L'Unité Tubes P.V.C., Zone Industrielle SÉTIF, lance un appel d'offres international pour la fourniture d'un lot d'accessoires pour tuyaneries P.V.C. pression et évacuation (raccords, robinetteries, vannes, etc.). Les dossiers seront retirés auprès de la Direction Production S. N. M. C., Gné de Constantine, KOUBA-ALGER.

La date limite de remise des soumissions est fixée au 15 avril 1977.

CEM COMPAGNIE ÉLECTRO-MÉCANIQUE

Au cours de sa séance du 11 mars dernier, le conseil d'administration de la C.E.M. a arrêté les comptes de l'exercice 1976. Ceux-ci seront soumis à une assemblée générale des actionnaires qui doit se tenir le 6 mai prochain.

Le montant des commandes notées a atteint 1 025 883 000 F. Ce chiffre est en diminution par rapport à celui de 1975, qui était de 2 089 798 000 F. Il faut toutefois souligner qu'il n'aurait pas été très différent sans la fin de l'année dernière et qui porte sur six groupes turbo-alternateurs 300 MW et deux unités de 1 300 MW car les ordres d'exécution ne seront pasés qu'à partir de 1977.

La C.E.M. a très forte progression du chiffre d'affaires hors taxes établie pour partie des commandes de gros matériel et d'assemblages d'ensembles électromécaniques au cours de l'exercice. Avec 2 134 285 000 F, le chiffre d'affaires de la C.E.M. a dépassé en 1976 le chiffre de 1975. L'exportation a représenté 44 % du total contre 31,4 % en 1975.

Conformément aux prévisions formulées à plusieurs reprises, notamment lors de l'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue le 25 juin 1976, l'année dernière a été marquée par un net redressement des résultats. Sous l'effet conjugué de l'amélioration de la conjoncture internationale dans certains secteurs et des mesures qui ont été prises pour améliorer la productivité.

Succédant à une perte de 30 073 000 F en 1975, le bénéfice net de l'exercice 1976 s'élève à 12 594 000 F, sur la base d'un bénéfice d'exploitation de 14 141 000 F.

Les comptes consolidés de l'ensemble constitué par la C.E.M. et les sociétés CEM - GORD, Trésor CEM - Orléans, C.I.M.T. et Silem confirment le redressement réalisé : à une perte de 21 028 000 F en 1975, fait suite un bénéfice net de 20 748 000 F.

Le conseil d'administration proposera de mettre en distribution un dividende de 3 F par action, correspondant au montant statutaire en raison de l'impôt déjà payé au Trésor, le dividende procurera un revenu total de 4,50 F.

L'assemblée générale qui se tiendra le 6 mai prochain aura également à se prononcer sur l'impact de l'Aléon-Atlantique par la C.E.M. de sa branche d'activité de fabrication et de vente des gros matériels de production d'énergie électrique : les dispositions soumises à ce titre à l'approbation de l'assemblée ont été adoptées pour prendre effet à partir du 1^{er} janvier 1977 et ne sont donc susceptibles d'aucune incidence sur les comptes de l'exercice 1976.

BCT BANQUE DE LA CONSTRUCTION ET DES TRAVAUX PUBLICS

Le conseil d'administration de la B.C.T. s'est réuni le 9 mars 1977, sous la présidence de M. Claude Allègre, pour arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1976.

Le conseil d'administration a noté la vive reprise d'activité qui s'est traduite par un total de crédits nouveaux autorisés dans la limite de l'encadrement de 2 447 millions de francs en 1976 contre 1 170 millions de francs en 1975.

Les trois exercices ont été maintenus au franc courant au niveau de ceux de l'exercice 1975.

Le bénéfice d'exploitation, après 7,1 millions d'amortissements et avant provisions, s'élève à 31,6 millions. Il s'y ajoute, 1,1 million de solde du compte de pertes et profits, soit au total 32,7 millions, contre un bénéfice d'exploitation de 22,4 millions en 1975 et 22,1 millions compte tenu du solde du compte de pertes et profits.

La dotation nette de reprise de l'exercice aux comptes de provisions s'élève à 27,4 millions de francs contre une dotation nette au titre de l'exercice 1975 de 21,6 millions de francs.

Le bénéfice net de l'exercice, après amortissements et provisions, s'élève à 5,3 millions contre 2,1 millions en 1975.

NOUVEAU CHAIRMAN POUR GLENFIDDICH

William Grant and Sons Ltd, distillateurs de Scotch whisky et producteurs du pur malt Glenfiddich, ont annoncé la nomination d'un nouveau Chairman, M. Alexander Grant Gordon, arrivé d'Écosse du fondateur de la compagnie.

A cette occasion, M. Grant Gordon a souligné que la société avait connu depuis 1953, sous la présidence de M. Eric L. Robertson, un essor sans précédent dans son histoire.

En 1976, le total des ventes pour les deux marques Grant's et Glenfiddich (c'est Marie Brizard France à Bordeaux qui les distribue en France) montre un accroissement annuel jamais atteint depuis la naissance de la compagnie en 1888.

2 sessions du 4 au 8 ou du 12 au 16

5 jours math, phys

Rattrapage intensif, 3^e à terminale
SOS MATH Enseignement Privé
3 centres à Paris - Tél. 755.61.24
Mairie 107, Paris-Royal 107
et 4, rue de Marceau 107.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AMÉRIQUES
— CHILI : les documents censés étayer la thèse du « complot » étaient connus du gouvernement depuis deux mois, déclare le vice-président de la démocratie chrétienne.

2-3. EUROPE
— ITALIE : démocrates-chrétiens et communistes vont manifester ensemble à Bologne contre la « violence organisée ».

4. L'ÉVÉNEMENT
— Les droits de l'homme et la déclaration d'Helsinki.
5. DIPLOMATIE
6. AFRIQUE
6. PROCHE-ORIENT

7-8. ASIE
— VIETNAM : l'arrivée de la mission présidentielle américaine est un premier pas vers des relations normales avec Washington.

8-13. POLITIQUE
— Les élections municipales.

14-15. D'UNE RÉGION À L'AUTRE
— Voyages en Occitanie (II), par Marc Anbroise-Rendu.

15. ÉQUIPEMENT
— QUALITÉ DE LA VIE : après l'interdiction de la construction de la centrale du Wyhl.

16. ÉDUCATION

LE MONDE DE LA MÉDECINE
Folies 17 et 19
— La diabète sucré, troubles de comportement et fatigues héréditaires.
— La formation des médecins.

16. DÉFENSE
— Neuf cents blindés pour l'Arabie Saoudite.

19. L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE
— La première norme française de haute fidélité.

20. JUSTICE

20. SPORTS

21. RELIGION

23-26. ARTS ET SPECTACLES
— THÉÂTRE : la Carole à Dijon.
— CINÉMA : la IV^e Semaine des Cahiers.
— DANSE : un groupe chorégraphique pour l'Opéra de Nantes.

26. ÉDITION

34-36. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
— EUROPA : visibilité monétaire réduite.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (26)
Annonces classées (27 à 33) : Aujourd'hui (34) ; Carrel (35) ; « Journal officiel » (36) ; Médicaments (37) ; Mots croisés (38) ; Bourse (39).

De la plus petite réparation au plus beau vêtement (Prix exceptionnels de saison)

Avec la garantie d'un maître tailleur
COSTUMES
MESURE
dans un choix de 3.000 draperies à partir de 681 F
Prêt-à-porter homme
Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR
27, rue de la République, PARIS (10^e)

LA RÉGIE À CALCUL
DU TRÈS BEAU VÊTEMENT POUR HOMME
POUR DAMES
CATALOGUE SUR DEMANDE
62, St-André-des-Arts, 6^e PARIS
PARKING RÉSERVÉ

A B C D E F G

La situation de l'emploi s'est dégradée en février

48 % des demandeurs ont moins de vingt-cinq ans

La situation de l'emploi, s'est encore dégradée en février : en données corrigées des variations saisonnières, le nombre des demandeurs non satisfaits a en effet atteint un niveau record : 972 400, contre 944 700 en janvier (+ 2,85 %), et 929 900 en décembre (+ 4,8 % en deux mois). Le précédent record a été établi de juin 1976 (968 000). En un an, le nombre des demandeurs a crû de 6,3 %.

En données observées, on constate, en revanche une légère

LE DÉFICIT COMMERCIAL DE LA FRANCE AURAIT ÉTÉ INFÉRIEUR À 2 MILLIARDS EN FÉVRIER

En février, le commerce extérieur de la France aurait été en excédent de 2 milliards de francs, après correction des variations saisonnières — déficitaire de moins de 2 milliards de francs, le taux de couverture des importations par les exportations dépassant 90 %. Il avait été de 94,8 % en décembre et de 91,4 % en janvier.

Le résultat de février aurait été obtenu — grâce à un ralentissement de la progression des importations et à une croissance encore forte des exportations. Il confirmerait la tendance à l'amélioration constatée depuis décembre, après les très mauvais résultats de la période août-novembre 1976, au cours de laquelle le taux de couverture des achats par les ventes à l'étranger avait été inférieur à 90 %, le déficit atteignant en moyenne 3,29 milliards de francs par mois.

RAFFERMISSEMENT DU FRANC

Stable au lendemain du premier tour des élections municipales, le franc s'est nettement raffermi mardi sur tous les marchés des devises. Le cours du dollar, qui avait été maintenu au-dessous de 5 F jeudi et vendredi par les interventions de la Banque de France, est revenu à 4,9975 F, contre 4,9900 F lundi, celui du deutschemark s'établissant à 2,0820 F contre 2,0800 F. Les cambistes attendaient les résultats du commerce extérieur français pour février, que les ventes à l'étranger avaient été inférieures à l'importation par rapport au mois précédent.

Le dollar s'est également bien comporté (2,2980 DM contre 2,2950 DM à Francfort), de même que le livre, très ferme après l'annonce d'un redressement de la balance des paiements britannique.

La sécheresse s'est encore aggravée dans l'ouest des États-Unis et les disponibilités en eau sont inférieures de moitié à la normale dans sept des États de la région, estime le gouvernement dans un nouveau rapport publié lundi 14 mars.

Selon ce rapport, les réserves d'eau varient de 25 % à 50 % de la normale dans les États de Montana, du Wyoming, du Colorado et du Nouveau-Mexique. Elles sont inférieures à 25 % de la normale dans près de la moitié de la Californie, notamment dans la fertile vallée de San-Joaquin, et dans le « grand bassin » qui couvre une partie de l'Oregon, de l'Utah et du Nevada.

Cette situation, estime les auteurs du rapport, confirme que l'ouest des États-Unis connaît la plus sévère de son histoire, même si les précipitations sont proches de la normale au cours des mois qui viennent. (A.F.P.)

AGGRAVATION DE LA SÉCHÉRESSE DANS L'OUEST DES ÉTATS-UNIS

La sécheresse s'est encore aggravée dans l'ouest des États-Unis et les disponibilités en eau sont inférieures de moitié à la normale dans sept des États de la région, estime le gouvernement dans un nouveau rapport publié lundi 14 mars.

Selon ce rapport, les réserves d'eau varient de 25 % à 50 % de la normale dans les États de Montana, du Wyoming, du Colorado et du Nouveau-Mexique. Elles sont inférieures à 25 % de la normale dans près de la moitié de la Californie, notamment dans la fertile vallée de San-Joaquin, et dans le « grand bassin » qui couvre une partie de l'Oregon, de l'Utah et du Nevada.

Cette situation, estime les auteurs du rapport, confirme que l'ouest des États-Unis connaît la plus sévère de son histoire, même si les précipitations sont proches de la normale au cours des mois qui viennent. (A.F.P.)

Le numéro du « Monde » daté 15 mars 1977 a été tiré à 789 255 exemplaires.

JUSQU'AU 15 MARS
REMISE 5%
SIEGES LIGNE ROSET
LE BIHAN 7 RUE DE SOLFERINO 555 42 79
JAMICA 94 BD DU MONT-PARNASSE 033 81 97

LA RÉGIE À CALCUL

LA RÉGIE À CALCUL

LA RÉGIE À CALCUL

LA RÉGIE À CALCUL

AVANT LE DEUXIÈME TOUR DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

M. D'ORNANO PROPOSE QUE LE GROUPE LE PLUS IMPORTANT DÉSIGNÉ LE CANDIDAT AU POSTE DE MAIRE DE PARIS.

Après sa rencontre avec M. Jacques Chirac à l'Assemblée nationale, M. Michel d'Ornano a vu du public une déclaration dans laquelle il précise les propositions qu'il a faites à l'ancien premier ministre. Ces propositions étaient les suivantes :

« Quelqu'un de retrouver l'unité nécessaire de la majorité pour battre l'opposition socialiste, seule demeure dans chaque secteur de Paris la liste de la majorité arrivée en tête au premier tour ».

« Que, dès à présent, et dans le cas d'une victoire de la majorité, les dispositions suivantes soient retenues pour l'organisation de la majorité à l'Assemblée nationale ».

« Le groupe le plus important proposera le candidat qui deviendra maire de Paris ».

« Le groupe le plus important proposera le candidat qui deviendra premier adjoint chargé des finances ».

« La répartition des postes de responsabilité sera proportionnelle au nombre des élus ».

« M. Michel d'Ornano a demandé que cessent les attaques personnelles inadmissibles, notamment celles qui ont été menées contre Mme Françoise Giroud et il a demandé à M. Jacques Chirac de les désamorcer ».

La médaille de Mme Françoise Giroud : le parquet de Paris enquête

M. Bernard Hatoux, premier substitut-chef de la cinquième section du parquet de Paris, chargé par M. Louis Barbaud, procureur de la République, d'enquêter sur le cas de Mme Françoise Giroud, a entendu lundi 14 mars plusieurs témoins.

Le premier, le docteur Robert Aron-Bernard, a fait état des désordres qui régnaient, selon lui, en 1945 et 1946, dans l'ensemble de l'administration française, lui-même s'étant vu attribuer deux fois la médaille de la Résistance après sa libération, en mai et octobre 1945. Cette attribution a fait l'objet de deux décisions successives, il déclare aussi se souvenir qu'en octobre 1946, Mme Françoise Giroud a bien reçu notification de l'attribution de la médaille.

En revanche, Mme Jacqueline Rochette et Mme Marie-Madeleine Fourcade affirment qu'indiscutablement Mme Françoise Giroud n'a pas eu la médaille. « Nous n'avons aucune ambivalence », déclare Mme Rochette. « Nous déclarons la médaille de la Résistance au nom de nos cama-

rades vivants et morts... C'est la première fois qu'on prétend que nous avons une vilénie et une bassesse, alors que nous défendons le sentiment de remplir un pieux devoir ».

Mmes Rochette et Fourcade invitent de tout cas M. Hatoux à se rendre au plus tôt 51 bis, rue de Latour-Maubourg, siège de la commission nationale des médailles de la Résistance dont les archives contiennent toutes les preuves, indubitables.

Selon Mme Marie-Claire Scamaroni, sœur d'un compagnon de la libération, il est indubitable, après vérification dans les archives, que Mme Françoise Giroud n'est pas titulaire de la médaille de la Résistance.

M. Gilbert Grandjean, ancien ministre, entendu dans le courant de l'après-midi par le magistrat, a déclaré, en quittant le palais de justice, qu'il « ne savait rien de la médaille de la Résistance de Mme Giroud », ajoutant : « Je ne sais qu'une chose, c'est que pour ce qu'elle a fait, elle la méritait amplement ».

LE BOXEUR GRATHEN TONNA EST BLESSÉ AU COURS D'UNE FUSILLADE DANS UN BAR DE PIGALLE

Au cours d'une fusillade qui s'est produite ce mardi 14 mars vers 6 heures devant un bar de la rue Germain-Pilon à Paris (18^e), dans le quartier de Pigalle, le champion de boxe Grathen Tonna, vingt-huit ans, a été blessé d'une balle de pistolet. Atteint au bras, il a été hospitalisé, mais ses blessures ne semblent pas être graves. Deux autres personnes ont été légèrement blessées. Après les premières investigations, les enquêteurs de la brigade criminelle n'ont pu connaître les circonstances exactes de cette fusillade. Il s'agit d'un règlement de comptes, mais on ignore encore si celui-ci visait les trois victimes ou l'une d'entre elles, ou bien encore la propriété de l'établissement. Les trois blessés et les témoins ont déclaré se trouver là « par hasard » et ont affirmé ne pas se connaître, ni connaître leurs agresseurs.

Champion de France professionnel (catégorie poids moyens), et champion d'Europe, Grathen Tonna a été condamné le 8 mars à dix-huit mois d'emprisonnement, dont douze avec sursis par le tribunal de Marseille pour homicide volontaire et conduite en état d'ivresse (le Monde du 10 mars). Au mois de juillet 1976, près du Vieux-Port à Marseille — où il habite — il avait, au volant de sa voiture, renversé et tué un gardien de la paix.

CONTESTÉ A CLERMONT-FERRAND

Mgr Lefebvre souhaite l'élection d'un nouveau pape

Une réunion animée par Mgr Lefebvre, le 14 mars à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), et présidée par un service d'ordre se réclamant du Parti des forces nouvelles, a été perturbée par une trentaine de jeunes manifestants incriminés.

Après quelques jets de pierres (la vitrine d'un magasin voisin a été brisée), les manifestants ont retenu en désordre, pourchassés dans les rues adjacentes par le service d'ordre de la réunion et par les policiers, venus en renfort, l'arme au poing.

« Un nouveau pape changerait quelque chose à ce qui se passe actuellement dans l'Eglise », avait déclaré Mgr Lefebvre devant quelque cent personnes, après avoir visité le nouveau prieuré intégriste de Notre-Dame-de-Fortet, à Brion - Vernet (Allier).

Selon le fondateur d'Obéissance, l'élection d'un nouveau pape provoquerait « une réaction » favorable aux idées qu'il défendait, a-t-il dit, « beaucoup d'évêques obéissent actuellement à Rome, sans pour autant être d'accord avec la nouvelle Eglise ».

Il y a un malaise dans l'Eglise, de très violents incidents se sont produits dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 mars dans le centre même du Santa-Cruz-de-Tenerife, aux Canaries.

Des dizaines d'automobiles et d'autobus municipaux ont été incendiés par des groupes de jeunes gens, qui ont longtemps contrôlé le centre de la ville et ont lancé des cocktails Molotov contre des immeubles et contre les forces de l'ordre. La maison des syndicats a été incendiée, ainsi que le bureau d'emploi. Un membre de la police armée, ses vêtements en feu, a été secouru d'urgence par ses camarades. Dix-huit policiers ont été blessés par les pierres et les boulets que lançaient les jeunes manifestants.

Ces incidents se sont produits à la suite d'un conflit de travail. Environ vingt-cinq ouvriers s'étaient enfermés dimanche dans la cathédrale de la Laguna. Plusieurs centaines de jeunes d'extrême gauche ont apporté leur soutien aux grévistes.

DIX-HUIT POLICIERS BLESSÉS AU COURS D'AFFRONTEMENTS AVEC DE JEUNES MANIFESTANTS

Il y a un malaise dans l'Eglise, de très violents incidents se sont produits dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 mars dans le centre même du Santa-Cruz-de-Tenerife, aux Canaries.

Des dizaines d'automobiles et d'autobus municipaux ont été incendiés par des groupes de jeunes gens, qui ont longtemps contrôlé le centre de la ville et ont lancé des cocktails Molotov contre des immeubles et contre les forces de l'ordre. La maison des syndicats a été incendiée, ainsi que le bureau d'emploi. Un membre de la police armée, ses vêtements en feu, a été secouru d'urgence par ses camarades. Dix-huit policiers ont été blessés par les pierres et les boulets que lançaient les jeunes manifestants.

Ces incidents se sont produits à la suite d'un conflit de travail. Environ vingt-cinq ouvriers s'étaient enfermés dimanche dans la cathédrale de la Laguna. Plusieurs centaines de jeunes d'extrême gauche ont apporté leur soutien aux grévistes.

DIX-HUIT POLICIERS BLESSÉS AU COURS D'AFFRONTEMENTS AVEC DE JEUNES MANIFESTANTS

Il y a un malaise dans l'Eglise, de très violents incidents se sont produits dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 mars dans le centre même du Santa-Cruz-de-Tenerife, aux Canaries.

Des dizaines d'automobiles et d'autobus municipaux ont été incendiés par des groupes de jeunes gens, qui ont longtemps contrôlé le centre de la ville et ont lancé des cocktails Molotov contre des immeubles et contre les forces de l'ordre. La maison des syndicats a été incendiée, ainsi que le bureau d'emploi. Un membre de la police armée, ses vêtements en feu, a été secouru d'urgence par ses camarades. Dix-huit policiers ont été blessés par les pierres et les boulets que lançaient les jeunes manifestants.

Ces incidents se sont produits à la suite d'un conflit de travail. Environ vingt-cinq ouvriers s'étaient enfermés dimanche dans la cathédrale de la Laguna. Plusieurs centaines de jeunes d'extrême gauche ont apporté leur soutien aux grévistes.

DIX-HUIT POLICIERS BLESSÉS AU COURS D'AFFRONTEMENTS AVEC DE JEUNES MANIFESTANTS

Il y a un malaise dans l'Eglise, de très violents incidents se sont produits dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 mars dans le centre même du Santa-Cruz-de-Tenerife, aux Canaries.

Des dizaines d'automobiles et d'autobus municipaux ont été incendiés par des groupes de jeunes gens, qui ont longtemps contrôlé le centre de la ville et ont lancé des cocktails Molotov contre des immeubles et contre les forces de l'ordre. La maison des syndicats a été incendiée, ainsi que le bureau d'emploi. Un membre de la police armée, ses vêtements en feu, a été secouru d'urgence par ses camarades. Dix-huit policiers ont été blessés par les pierres et les boulets que lançaient les jeunes manifestants.

Ces incidents se sont produits à la suite d'un conflit de travail. Environ vingt-cinq ouvriers s'étaient enfermés dimanche dans la cathédrale de la Laguna. Plusieurs centaines de jeunes d'extrême gauche ont apporté leur soutien aux grévistes.

DIX-HUIT POLICIERS BLESSÉS AU COURS D'AFFRONTEMENTS AVEC DE JEUNES MANIFESTANTS

Il y a un malaise dans l'Eglise, de très violents incidents se sont produits dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 mars dans le centre même du Santa-Cruz-de-Tenerife, aux Canaries.

Des dizaines d'automobiles et d'autobus municipaux ont été incendiés par des groupes de jeunes gens, qui ont longtemps contrôlé le centre de la ville et ont lancé des cocktails Molotov contre des immeubles et contre les forces de l'ordre. La maison des syndicats a été incendiée, ainsi que le bureau d'emploi. Un membre de la police armée, ses vêtements en feu, a été secouru d'urgence par ses camarades. Dix-huit policiers ont été blessés par les pierres et les boulets que lançaient les jeunes manifestants.

Ces incidents se sont produits à la suite d'un conflit de travail. Environ vingt-cinq ouvriers s'étaient enfermés dimanche dans la cathédrale de la Laguna. Plusieurs centaines de jeunes d'extrême gauche ont apporté leur soutien aux grévistes.

DIX-HUIT POLICIERS BLESSÉS AU COURS D'AFFRONTEMENTS AVEC DE JEUNES MANIFESTANTS

Il y a un malaise dans l'Eglise, de très violents incidents se sont produits dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 mars dans le centre même du Santa-Cruz-de-Tenerife, aux Canaries.

Le sous-continent indien ou le rocher de Sisyphe

(Suite de la première page.)

Si nul part de telles dispositions n'ont été mises en pratique, la campagne nationale sans précédent (l'Etat a fait appel à une agence de publicité) lancée dans la foulée de l'état d'urgence, au cours du second trimestre 1976 (1), et assortie çà et là de mesures d'intimidation, a tout de même « persuadé » de se faire stériliser des millions de pauvres, attirés par une médiocre indemnité. Des méthodes coercitives sont d'autre part employées à l'égard des fonctionnaires, qui, en principe, se verraient suspendre, dès octobre 1977, s'ils ont plus de trois enfants, les avantages dont ils disposent (logement, transports gratuits). De grands établissements privés imposent depuis longtemps la limitation des naissances à leur personnel afin de réduire leurs charges sociales.

Comment, dès lors, être surpris que New-Delhi ait célébré comme une performance nationale le fait que six millions de stérilisations (vasectomies ou tubectomies) ont été réalisées au cours des neuf derniers mois de 1976 ? Ce chiffre est sans doute exagéré, les Etats régionaux ayant intérêt à gonfler leurs résultats pour attirer les bonnes grâces du gouvernement central. Notable en milieu urbain, le « succès » de la campagne l'a été beaucoup moins dans les régions rurales, où une famille nombreuse ou les garçons prédominent demeurent le seul moyen dont disposent les paysans d'assurer leurs vieux jours (2).

Certains propriétaires terriens, craignant de manquer de main-d'œuvre à bon compte, se sont montrés de surcroît hostiles à cette campagne qui, parfois, a suscité une véritable psychose et des réactions désastreuses. Des cas de stérilisation forcée ont entraîné des troubles graves de santé, des suicides, des victimes. L'opposition a exploité ces « bavures » et con-

damné la politique gouvernementale. Afin d'apaiser les musulmans et les chrétiens — les deux communautés les plus prolifiques — mais aussi les hindous orthodoxes, les autorités ont dû, à diverses reprises, démentir l'attitude de propagandistes trop zélés, et faire quelque peu machine arrière.

Au début de 1977, le gouvernement indien tira argument de fait que l'objectif de 4,3 millions de stérilisations pour l'année 1976 avait été largement dépassé pour encourager les services de la santé à concentrer leurs efforts sur les autres méthodes (3). En fait, la politique annoncée en avril 1976 — qui, elle, demeure en vigueur — tenait déjà compte des réactions défavorables que susciterait le recours à des pratiques radicales. Elle entend s'attaquer aux facteurs socio-culturels, principale cause de la fécondité. Le nombre d'enfants diminue en effet au fur et à mesure que le niveau de vie et d'éducation s'améliore, et les cadres indiens n'ont généralement pas plus de deux ou trois enfants. La coutume des mariages précoces est « découragée ». L'âge minimum de nuptialité a été relevé de quinze à dix-huit ans pour les filles, et de dix-huit à vingt et un ans pour les garçons.

Mais peut-on limiter les naissances sans de profondes transformations des mœurs et de l'économie agraire, dans un pays où l'enfant est vénéré ? N'est-ce pas parce que ces conditions n'ont pas été remplies que l'Inde a eu recours à des méthodes heurtant la morale, et les milieux confessionnels ? Les progrès de la production de biens alimentaires, du pouvoir d'achat, de l'éducation, n'ont pas été suffisants pour modifier, comme dans les pays développés, les attitudes traditionnelles devant la natalité.

Le plan familial dans notre pays, tente d'expliquer Mme Gandhi sur de grands pla-

cards publicitaires, est une part essentielle de l'ensemble de notre stratégie visant à accroître le bien-être. En fait, la majorité des familles admettent la nécessité de mettre au monde moins d'enfants, pour peu que des « compensations » économiques et sociales leur soient offertes. La « demande » existe pour une maîtrise de la natalité, même dans les campagnes, surtout de la part des femmes, mieux à même que les hommes de mesurer le « poids » d'une nombreuse progéniture. Aussi est-ce à elles que s'adresse, principalement, le programme à long terme d'avril 1976.

L'objectif est de ramener le taux de natalité de 37 ‰ en 1975-76, à 25 ‰, d'ici à 1984. Un point par an ! Tâche impossible aux yeux de certains spécialistes, qui font valoir que cela supposerait que cinquante millions de couples en âge de procréer, ayant trois enfants ou plus, se convertissent en permanence à une méthode de contraception. On en comptait quinze millions seulement en 1975.

Le taux de croissance de la population a progressé de 21,5 ‰, entre 1961 et 1961, à 24,6 ‰, entre 1961 et 1971. C'est cette accélération que l'Inde veut inverser. Or, ainsi que le note un médecin, le Dr. Banerji, « en dépit des énormes investissements, de la volonté affirmée des planificateurs et de dirigeants politiques, du recours à des moyens discutables, d'un nom de « moral », les camps de vasectomie », le programme antérieur de contrôle des naissances n'est pas parvenu à réduire, par le passé, le taux de natalité. Celui-ci, qui était de 40 ‰ pour la période 1941-1951, est passé à 41 ‰ pour 1961-1971 (4).

Tu moins ce programme incitatif, qui existe depuis vingt-cinq ans, a permis de mettre en place une importante infrastructure (centres de planning fami-

liai, médecins, assistants, agents recruteurs...).

Ces services ont fourni un « soutien logistique » à l'entre-

prise. Mais, si les résultats, de celle-ci apparaissent négatifs avec le recul du point de vue démographique, ils sont catastrophiques, de toute évidence, du point de vue politique.

En 1975 et 1976, les responsables indiens ont estimé que l'état d'urgence créait les conditions « favorables » à l'emploi de méthodes draconiennes. L'Etat, ayant mis en sommeil les libertés fondamentales, pensait pouvoir s'attaquer aussi à la liberté de procréer. Le plan familial était devenu une grande affaire nationale, traitée, disait-on, « sur un pied de guerre ».

Mais, dès le début de 1977, les excès commis au cours d'opérations de stérilisation forcée — scandaleuses mais marginales au regard des millions pratiquées sans incident — se faisaient sentir dans les milieux populaires et chez les musulmans, la clientèle traditionnelle du Congrès.

« Les conséquences politiques furent plus manifestes encore lorsque les élections furent annoncées. Les partis de l'opposition purent exprimer leurs points de vue. Des courants orthodoxes aux conservateurs, ils déclenchèrent l'offensive contre la politique antinataliste, en vue de « récupérer » les voix de ceux qu'elle mécontentait. Dans un souci d'apaisement, le gouvernement assura alors, en février dernier, bien que le contrôle des naissances demeure une priorité, qu'il ne serait plus appliqué de façon autoritaire.

Donné à la veille des élections, un tel coup de frein ne peut pas ne pas paraître un peu suspect. La classe dirigeante appréhende de plus en plus d'avoir à nourrir, loger, habiliter et employer, sinon à « recruter » un milliard d'êtres humains en l'an 2000. Si le ministre indien de la santé et du

planning familial reconnaît que « le seul combat doit être mené contre la pauvreté et non contre les gens » (5), il déclare aussi que, après tout, et nous, les Indiens, nous la capacité technique de construire une bombe atomique, pourquoi ne pourrions-nous pas faire une percée dans la production d'une pilule qui soit sûre, moins chère et plus efficace ».

En Bangladesh, le problème de la population a été déclaré « priorité n° 1 ». Le général Ziaur Rahman, au pouvoir depuis novembre 1975, s'est révélé à cet égard plus ouvert que ses prédécesseurs aux conseils des Occidentaux, pas toujours désintéressés. « Si nous ne faisons rien », a-t-il dit, peu de choses pourront être réalisées dans d'autres domaines. » La dépopulation, qui en est encore à ses débuts, a pour objectif de rendre stériles, d'ici à 1980, 12 % des quinze millions de couples en âge de procréer.

Un gros effort financier et technique est entrepris pour mettre en place une infrastructure comparable à celle que possède l'Inde. « On a créé de toutes pièces un service pour satisfaire une demande potentielle », nous explique un fonctionnaire. Il est vrai que l'effort financier est presque entièrement supporté par la Banque mondiale. Le Fonds des Nations unies pour le plan familial, l'U.S.A. Aid — qui fournit tous les contraceptifs — et divers pays industrialisés (Grande-Bretagne, Canada, Australie, Allemagne fédérale, Norvège, Suède). Sur le terrain, quelques camps mobiles sont animés par l'Association pour la stérilisation volontaire, soutenue par l'organisme américain du même nom, qui reçoit ses fonds du Congrès de Washington. Nous avons pu visiter l'un de ces camps. Toutes les « clientes » étaient des femmes dans le plus grand dénuement (elles reçoivent un sarri et une quinzaine de roupies). « Les hommes ne viennent pas, ils ne sont pas prêts », nous a répondu l'un des médecins responsables.

Si l'on constate une prise de conscience de l'ampleur du problème démographique, la volonté d'imposer, à l'échelle nationale, l'acte de façon moins brutale qu'en Inde, un programme rigoureux de contrôle des naissances se manifeste à peine, sans l'égard des fonctionnaires. Ainsi bien est-il peu probable que le taux d'accroissement de la population puisse être ramené rapidement, comme Dacca le voudrait, de 3 % à 2 %. Le taux de natalité demeure l'un des plus forts au monde (48 ‰), et la mortalité (16 ‰), encore élevée, est appelée à baisser. C'est avec un bel enthousiasme que quelques milliers de vasectomies sont opérées par des organismes privés, mais le service public capable d'appliquer un vaste programme n'est pas encore en place. Enfin, la société bengalaise, avant tout rurale et islamique, est parmi les plus attachées aux traditions.

Allah décide

En Pakistan, il existe une administration et un programme de plan familial (des « visites » sont supposées se rendre plusieurs fois par an dans chaque famille). Mais, comme le fait remarquer un observateur : « Les musulmans ne sont pas matéistes et ne sont pas dans les villages ». Les paysannes ne viennent pas dans les centres de P.P., car ceux-ci se trouvent dans les bords éloignés, et il faut, garder les enfants. Là encore, on constate que les épouses éprouvent le sentiment qu'elles ont assez d'enfants. Mais, pour les maris, c'est encore Allah qui décide : la famille, nombreuse et solidaire, gardant généralement un caractère très traditionnel, offre une garantie à ceux de ses membres qui ne travaillent pas. L'U.S.A. Aid et l'Allemagne fédérale ont bien financé un programme destiné à rendre pilules et condoms « aussi accessibles que le thé ou l'opium », mais il n'a eu aucun effet sur le taux de natalité (60 ‰), alors que celui de la mortalité avoisine 16 ‰. La progression est donc parmi les plus élevées au monde. Si le gouvernement de M. Bhutto, qui affiche en d'autres domaines des velléités réformatrices, ne porte pas plus d'intérêt au contrôle des naissances, c'est sans doute que, au regard de celle de l'Inde adverse — surtout depuis la perte du Bangladesh — la population est un facteur supplémentaire de rivalité. Quant à l'opposition, formée, pour l'essentiel, de mouvements réactionnaires et islamiques, elle est résolument hostile à toute politique antinataliste.

Il est vrai que les problèmes alimentaires ne se posent pas au Pakistan en des termes aussi aigus que dans les deux autres pays.

GERARD VIRATTE

(Mardi 8 mars.)

Prochain article :

GÉRÉALES : LES LIMITES DE LA RÉVOLUTION VERTE

«Heureux qui comme Ulysse...»

Pour bien vivre votre retour en France.

● A Nice sur la colline du Mont Boron, en lisière de forêt avec vue imprenable sur la baie. ● Des appartements de grand standing. Du studio aux 5 pièces. ● Possibilité d'investissement avec excellent rapport. ● Livraison juillet 1977. A des prix fermes. Réalisation 1977.

LA RÉSIDENCE DU VERT-BORON

226, route Forestière du Mont Boron 06300 Nice - Tél. : 55 05 47

Pour recevoir une documentation gratuite, retourner ce bon 226, route Forestière du Mt Boron 06300 Nice

NOM _____ ADRESSE _____ TÉL. _____

Inde

MALGRÉ LE MAINTIEN DE L'ÉTAT D'URGENCE

La campagne électorale se déroule dans une relative liberté

Malgré le maintien de l'état d'urgence, la campagne pour les élections législatives en Inde, qui commenceront le 16 mars et s'achèveront le 20, se déroule dans une relative liberté. L'opposition peut s'exprimer librement au public, la censure a été levée et la presse a retrouvé son mordant. Toutefois, les adversaires de Mme Gandhi affirment qu'il y a toujours plus de cinq mille déte-

nos politiques. Ceux-ci ont observé une grève de la faim le jeudi 10 mars ; de nombreux étudiants les ont imités dans les universités en témoignage de solidarité. D'autre part, le correspondant du « Sunday Times » de Londres vient d'être expulsé, à cause d'un article hostile au fils du premier ministre.

Au moment où Mme Gandhi joue son destin politique, le scrutin du 16 mars

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — « *Indira hatool* ! » (« Indira déchire ! ») : paraissant sans un slogan du parti gouvernemental sur la pauvreté, aujourd'hui abandonné. « *Gandhi hatool* ! », le mot d'ordre de l'opposition s'est répandu, comme une traînée de poudre à travers l'Inde. Lorsque, à la surprise générale, il fut annoncé, en janvier, que des élections auraient lieu du 16 au 20 mars, Mme Gandhi, premier ministre, estimait sans doute que la majorité gouvernementale serait reconduite et, peut-être renforcée sans difficulté. Mais cette décision impliquait la libération de toutes les personnalités de l'opposition. Celles-ci sont sorties de prison avec l'aurore du mardi, que l'opinion décerne depuis l'époque britannique en Inde à tout prisonnier politique. La démission d'un membre influent de la vieille garde du parti gouvernemental et du cabinet de New-Delhi, M. Ram, qui, de plus, est leader de la communauté des intouchables, a complètement modifié l'enjeu de la consultation.

Jamais, depuis trente ans qu'il est au pouvoir, un scrutin n'avait été aussi incertain pour le Congrès. Jamais, non plus, la partie n'avait été aussi cruciale pour le premier ministre. Mme Gandhi se montre constamment sur la défensive. D'une réaction à l'autre de la péninsule, elle tente de contenir la vague populaire menaçant le pouvoir qu'elle avait mis tant de soin à sauvegarder depuis dix-huit mois. Mais les foules ne sont pas aussi nombreuses que naguère à ses rassemblements. Bientôt dans l'euphorie, sentent proche sinon la victoire totale, du moins la revanche tant attendue, l'opposition, bénéficiant de surcroît, de l'apogée de quelques mouvements régionaux, exploite à fond la possibilité qui lui est donnée de dénoncer l'état d'urgence, toujours en vigueur, et la violation des libertés ; bref, le démantèlement du système politique indien depuis 1975.

En quelques jours, l'Inde est redevenue elle-même, tumultueuse, frondeuse et vibrante. Le « système démocratique castré », selon le mot de M. Dessai, irréductible adversaire de la fille de Nehru depuis vingt ans et principale figure de l'opposition, a volé en éclats. Les directives telles

que « travailler dur et parler moins » sont toujours affichées sur les autobus. Mais l'homme de la rue s'exprime désormais sans crainte, parfois sans retenue, sur la politique officielle. Dans toutes les conversations, la politique a repris ses droits. A vrai dire, on ne parle que de cela. Il n'y a que les fonctionnaires, hier tout-puissants mais qui voient leur autorité se déliter dans le flottement politique actuel, pour manifester quelque amertume.

Combien de temps ce « relâchement » va-t-il durer ? Cette campagne électorale donne lieu, en effet, à un déchaînement collectif. Les aristocrates, parfois pris ici au sérieux en haut lieu, essaiment à son tour dans les journaux, que l'Inde est « sortie d'une période sombre ».

La presse, semblable, il y a encore deux mois, à celle de l'Inde, de dix-huit mois de loppé, retrouve toute sa liberté de ton et toute sa variété. Elle ne se prive pas de souligner les « mérites » de dix-huit mois de régime d'exception. Sans doute cette attitude est-elle payante, puisque les tirages des grands quotidiens augmentent rapidement. Echaudés, la plupart des journalistes — qui ont observé

M. Sanjay Gandhi en accusation

La question clef, écrit par exemple le directeur de *Mainstream*, reflétant le point de vue de la plupart des dirigeants de l'opposition, a trait aux « méfaits » sans précédent commis en vertu de l'état d'urgence : arrestations arbitraires, expulsion des habitants des bidonvilles, stérilisations par la contrainte, chantage des services de police. « Comment les activités totalement irrégulières de la coterie entourant le premier ministre pourraient-elles échapper à une mise en accusation publique si le fonctionnement normal des institutions est rétabli ? », demande l'auteur.

Au premier rang des accusés figure, bien entendu, M. Sanjay Gandhi. « Ce qui a choqué le plus les gens », nous explique un intellectuel, « c'est qu'il a exercé des pouvoirs extraordinaires sans posséder aucune assise légale, poli-

tière ou morale ». Sanjay, selon notre interlocuteur, est le produit non pas du népotisme traditionnel, mais de techniques de lancement à l'américaine, grâce à la presse, la télévision, la radio. Les médias officiels, en tout cas, ne parlent plus de l'encombrant personnage et les journaux indépendants, qui étaient autrefois ses photos sur plusieurs colonnes, ne lui consacrent plus qu'une place mineure. Sa campagne électorale est limitée à la circonscription rurale où ce jeune bourgeois citadin présente sa candidature pour la première fois.

M. Sanjay Gandhi fait ses classes politiques. Son rôle dans le sillage du pouvoir a largement contribué à la perte d'audience du premier ministre. Les critiques convergent comme jamais auparavant sur la famille Gandhi. L'antipathie des milieux

politiques à son égard est, en fait, le principal thème commun à l'opposition. Les coups, plus facilement dirigés contre le père, dans un tel contexte, les divergences politiques entre les divers courants de l'opposition semblent dépassées, comme les antagonismes traditionnels entre membres de hautes castes et intouchables, entre hindous et musulmans. Fait très remarqué et lourd de conséquences politiques : l'imam de la mosquée de Delhi s'est rangé aux côtés des adversaires de Mme Gandhi, et notamment des nationalistes hindouistes, farouchement opposés à l'islam dans le passé.

L'opposition, qui, en principe, n'est pas hostile au contrôle des naissances, dénonce les excès de la campagne de stérilisation.

« Si vous votez pour Mme Gandhi, vous deviendrez un jour impuissant », dit-elle. Les dégoûts causés par l'état d'urgence dans le nord de l'Inde, par les stérilisations plus ou moins forcées et surtout les rumeurs qui se sont répandues dans tous les milieux populaires à ce propos la moindre opération de vaccination scolaire étant redoutée comme une vasectomie ou une tubectomie ont conduit le gouvernement à accompagner l'arrêt de sa campagne d'un piteux « mea culpa ». Mme Gandhi et certains de ses ministres présentent des excuses publiques. Nous reconnaissons nos fautes, a dit le premier ministre, mais la responsabilité des abus est attribuée à des fonctionnaires subalternes. Les autorités sont allées jusqu'à abolir les dispositions qui prévoyaient la suppression de certains avantages pour les employés de l'Etat ayant plus de trois enfants. Mais New-Delhi continue d'affirmer que le contrôle des naissances est nécessaire pour « bâtir une Inde forte ».

Dans le climat de contestation actuel, Mme Gandhi a peu de chances de recueillir l'appui massif qu'elle avait obtenu aux élections de 1971, lorsque sa popularité était à son zénith. Cette fois le pouvoir est allé trop longtemps trop loin.

G. V.

(Samedi 13 mars.)

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

هشام الدين

LA SUISSE MORTIFIÉE

I. — Mea culpa...

De notre envoyé spécial J.-C. GUILLEBAUD

Lausanne. — Depuis le temps qu'à Lausanne ou Berne on dissertait sur le « malaise suisse », cela devait finir par arriver. C'est fait. Pis qu'un malaise ! Un syndrome d'angoisse, une vraie maladie d'inspiration. Avant-on jamais connu pareille agitation des âmes dans ce territoire officiel de la placidité ? Les Suisses ne se sentent plus aimés ni admirés, ni cités en exemple. Ils en concluent une sorte de « bagrité stupéfaite » et s'étonnent de polémiques dans les journaux. M. Pierre Graber, ministre des affaires étrangères, concède lui-même que l'image de la confédération dans le monde s'est, depuis peu, sérieusement dégradée. « Les Suisses s'étaient trop habitués à l'idée que leur pays — celui de la Croix-Rouge, de la philanthropie et de la neutralité — était partout admiré », soupire-t-il en se consolant d'une boutade : « Bah ! Les nantis ne sont jamais bés », vus. La prospérité n'attire pas les sympathies.

L'explication n'est peut-être pas suffisante.

M. Canonika, député socialiste et secrétaire général de la confédération syndicale, est plus abrupt dans son jugement. « Nous pensions être toujours le premier de la classe sur la scène internationale. Sans nous apercevoir que toute la fortune morale actuelle accumulée jadis était maintenant liquidée. La Suisse n'est plus considérée comme avant, une partie du peuple s'en rend compte. »

Que se passe-t-il donc en Suisse ? Qu'arrive-t-il à ce morceau d'Europe dont rien ne laissait prévoir qu'il puisse cesser brusquement de figurer l'enclave paisible, statutairement et géographiquement préservée des maîtres-mots — et des vices — du continent ? Ce qui se passe est, semble-t-il, assez simple : on s'est mis, de Vaud à Lugano, à parler haut au lieu de chuchoter ; à écrire des « obscures » à la place des « mea culpa » admissibles ; à appeler un chat un chat, et un profit un profit. Le petit suisse cantonal provoqué en 1974 par le livre de Jean Ziegler (*Une Suisse au-dessus de tout soupçon*) (1) a atteint des proportions excessives, donc révélatrices.

Réflexions très méchantes au Parlement fédéral, éditoriaux acides dans la *Neue Zürcher Zeitung*, commentaires indignés à la radio. La « maladie Ziegler », déjà sérieuse, devait rebondir encore avec la prononciation de l'intéressé, député socialiste, au poste de professeur ordinaire de l'université de Genève. Récompensé-on un « traître à la patrie » ?

Le petit pamphlet en question — qui, traduit en allemand, se vend désormais partout — ne méritait pourtant ni tant d'honneur, ni tant d'indignité. Non qu'il ne fût pas intelligemment argumenté et bien documenté.

Dénouant l'imperialisme financier sur le tiers-monde et les manœuvres internationales des grandes sociétés helvétiques, décrivant la tutelle de la haute finance zurichoise sur la vie politique fédérale, soulignant les limites et les faux-semblants de la « démocratie modèle », Ziegler vise juste. L'excès d'insistance régresse à l'ouvrage en Europe témoin de l'empressement des voisins français ou italiens à l'égard de tout ce qui pouvait « remettre à sa place » cette Suisse donneuse de leçons. Quelques erreurs de fait et un certain parti pris idéologique n'empêchent rien aux mérites de ce réquisitoire rafraîchissant. On ne fera pas injure à l'auteur en disant pourtant que l'événement collectif ainsi provoqué en Suisse est encore plus intéressant que le livre lui-même.

Voici longtemps en effet que les mouvements d'extrême gauche dénoncent — dossiers à l'appui — le même cynisme dominant des multinationales et des banques suisses ; stigmatisant les trafics financiers dissimulés derrière les grimoires vertueux (2) ; voici plusieurs années que la jeune littérature ou le cinéma romand se moquent des hypocrisies benoîtes du civisme helvétique ; risquant de la médiocrité compénétrée de la vie fédérale. Sur ce terrain donc, rien de fondamentalement nouveau. « Ziegler démontre, avec parfois des exagérations, bien des choses que nous ne cessons de dénoncer depuis des années », s'exclame M. André Muret du Parti du travail (communiste).

Des 1967 paraissait un livre féroce désignant à la vindicte populaire la mafia des « gros » de Zurich. Mais, la féroce mortificatrice, la dénonciation sol-même paraissent avoir toujours constitué l'envers obligatoire de la « Suisse modèle ». On ne le savait pas

assez an-dedans, mais l'épals « climat suisse », cette pratique un peu caricaturale, à l'habille d'un pays, d'une sagesse domestique et précautionneuse, a toujours produit — par compensation — de fulgurantes révoltes individuelles. Jolis tempéraments contestataires dont n'importe quel livre, film, poème, fournit mille exemples.

Il faudrait reconnaître à la Suisse, remarquait en 1973, Philippe Secrétan, le caractère frelaté d'un animal domestiqué. Et c'est le conformisme social, l'idéalisme humanitaire, la vocation pédagogique que nous aurions à souligner comme répondant à cette domestication contraire à la grande soif de vie qui, avant sa neutralisation, jouait de la Suisse une nation virile et tendue, plus libre dans ses risques, moins asservie à une prudence que dans sa volonté de survie stricte la

Surenchères conservatrices

La sévérité appliquée à soi-même, l'autodénouement de la fausse vertu, ne sont donc pas des manifestations inédites. Pourquoi donc a-t-il fallu, cette fois, que la « maladie Ziegler » affole tous les baromètres du crédit suisse ? Sans doute parce que la colère mortifiée de cet échantillon de protestant, de ce fils ingrat de la bonne bourgeoisie genevoise tombait dans un moment politiquement « parfait ». Porteuse des germes subversifs semés par les colères étudiantes de 68-70, inquiète de voir autour d'elle, l'Europe s'entiser dans la crise ; crispée sur une « spécificité » qui se veut protectrice, la Suisse de 1977 n'a pas très bonne mine. Comme si, une fois de plus, l'édifice confédéral un peu contre nature, qui fabrique un pays à partir de rien d'autre qu'un sentiment aigu de l'intérêt commun se trouvait menacé sur tous les fronts à la fois. Réagissant, comme le grand voisin allemand, « à droite », cédant « aux surenchères conservatrices », la Suisse donne aujourd'hui l'impression de sécréter les mêmes aigreurs qu'un malade grognon.

Sur le plan économique, la phase d'expansion sans précédent du début des années 70 est bien terminée, même si, avec un taux d'inflation inférieur à 2 %, la Suisse reste « le » bon élève européen. Diminution des exportations, fardeau d'une monnaie forte, suppression de trois cent mille postes de travail en deux ans. « Aucun pays industrialisé », affirme-t-on au siège de la Confédération syndicale, n'a connu une

volonté de puissance. » (3) Sur le même registre, Laurent Rebaud, soulignant les faiblesses de la création romande, remarquait : « Quant aux œuvres actuelles, surtout littéraires et cinématographiques, elles ne s'ouvrent suavia que dans la dévotion de leur terre d'origine. Comme si l'artiste devait se faire pardonner une médiocrité congénitale devant le Portier qui daigne s'intéresser à lui. » (4). Comment ne pas citer enfin Peter Bichsel, dont la plaquette algéroise (*la Suisse du Suisse*) faisait déjà grincer quelques dents en 1970 : « L'image que nous nous faisons de notre pays est un produit importé. Nous vivons dans la légende que l'on a créée autour de nous. Nous sommes réactionnaires. »

La dégradation économique et la nécessité de réadapter les salaires élevés versés durant la période de « haute conjoncture », ont sérieusement perturbé de leur côté la fausse « paix sociale » helvétique qui fait partie du tableau modèle. En Suisse romande, la crise de l'industrie horlogère et les fermetures d'entreprises se sont accompagnées de grèves sauvages inhabituelles. Autant de facteurs d'inquiétude qui expliquent des réflexes anachroniques assez surprenants dans un pays qui se classe encore immédiatement après les émirats du golfe Persique pour le revenu par tête d'habitant. Soumise à la « voracité » le 6 décembre dernier, une initiative populaire proposant de ramener en un an à quarante heures la durée hebdomadaire du travail a été rejetée. Proposée dès 1971 par des groupements d'extrême gauche — et tantôt donc très fortement le soufre, — l'initiative avait provoqué durant de longues semaines d'ahurissantes polémiques rappe-

lant l'aube ingrate du capitalisme. Un éditorialiste de la *Nouvelle Revue de Lausanne* pouvait, le plus sérieusement du monde, écrire au mois de novembre 1976 (les promoteurs de cette initiative) « tendent visiblement à casser la baraque helvétique, désorganiser la vie économique et civique, pousser à la débâcle et préparer le grand soir ». Cette initiative ne vise qu'à porter le désordre et la pagaille dans le pays. Elle a été lancée par des gens dressés à semer le désordre pour établir les bases de la révolution. »

Mais si elle est aujourd'hui dangereusement ralentie dans son élan, l'expansion industrielle de la Suisse, elle-même, a produit des conséquences négatives dont on mesure encore les effets. C'est sans doute parce que la vision apaisante d'un coin de montagne rustique et parfumé, avec vaches grasses et Edelweiss, tenait une place de premier plan dans la mythologie nationale que l'inquiétude écologique paraît maintenant plus profonde ici que nulle part ailleurs. Le « bétonnage » du pays qui, en quelques années, a couvert d'antennes, de zones industrielles et d'espaces « privatés » est un thème douloureusement agité dans toutes les conversations. M. Hans Tébani, journaliste au *Tages Anzeiger* de Zurich et auteur d'un bon *Profil de la Suisse*, insiste volontiers sur les conséquences funestes pour le mode de vie lui-même de l'urbanisme anarchique dont Zurich est un triste exemple. M. Canonika de son côté, regrette — ce qui n'est pas habituel pour un leader syndicaliste — « cette expansion effrénée au-delà du raisonnable » qui a poussé les Suisses, « en pleine euphorie matérielle, à négliger le spirituel ».

En avril et mai 1975 déjà, les manifestations sauvages organisées contre la construction d'une centrale nucléaire à Kaiseraugst avaient soumis la classe politique suisse à une sorte d'électrochoc. Elles signifiaient que non seulement l'inquiétude écologique — utilisée habilement par l'extrême gauche — avait atteint un point de rupture, mais surtout que la démocratie directe montrait ses limites. « Il existe dans ce pays, notait à ce propos Oskar Reck (5), une forte opposition contre la représentation au Parlement est notablement insuffisante. Kaiseraugst n'est que la conséquence logique de ce hiatus entre le peuple et sa représentation à travers les partis. »

Ce n'est sans doute pas un

hasard si des thèmes éminemment « écologiques » échoient à la campagne grignotée par la ville, la solitude citadine, le vide du matérialisme, sont présents dans la plupart des derniers films tournés par les jeunes metteurs en scène romands, Tanner, Goretta, Suter (*la Sala andré*, *Jonas*, *l'insolence*, *les Arpenteurs*). En fait, le « bétonnage » du paysage, phénomène commun à tous les pays industrialisés, comporte plus de risques en Suisse qu'ailleurs. Ne serait-ce que parce qu'il remet inévitablement en question un certain équilibre des cantons nécessaire à la bonne marche du fédéralisme.

Zürich, fœtée par la discipline laborieuse et l'ardeur alémanique, enfle sans cesse et devient de plus en plus la métropole hypertrophiée, commercialement liée à la France et à laquelle Lausanne, Genève ou Berne paraissent sans poids. Chaque matin, les cadres supérieurs des sociétés filiales genevoises vont, en avion, prendre leurs ordres à Zurich, capitale de l'argent, et donc du pouvoir. L'anne languissant et la Suisse romande en général se réservent — avec un brin d'affection « snob » — le privilège de la culture. Berne, de son côté, capitale politique, passe de 13 à 15 milliards de sous-est. « pas les dangers d'une telle évolution, qui confronte brusquement le fédéralisme aux contraintes de l'état moderne. »

Pourtant, précise-t-il, je ne crois pas au risque de désintégration. Il n'est pas question pour la Suisse de se faire résorber par les entités nationales (France, R.F.A., Italie) d'où elle vient linguistiquement. Désintégration, bien sûr que non. Remise en cause du système confédéral sans doute. Si, depuis sa création, la Suisse est apparue comme un défi lancé à toutes les forces centrifuges du particularisme — une sorte de miracle institutionnalisé qui, gravement, menacé en 1914-1918, avait spectaculairement « tenu » 1939-1940 — les tiraillements d'aujourd'hui paraissent d'autant plus troublants.

« Résistance » culturelle

En clair, trois sortes de phénomènes frappent le visiteur soucieux de jeter un « regard neuf » sur le paradoxe helvétique. D'abord la ligne de partage qui, chaque année un peu plus, paraît couper l'Europe en deux parties : un Sud en faillite économique et en état de crise politique permanente ; un Nord continental discipliné et surpuissant ; cette ligne de partage passe bel et bien au milieu de la Suisse. La puissance alémanique s'appesantit sur l'ensemble de la Confédération, tan-

dis que les Suisses romande et tessinoise s'abandonnent aux aimables « désordres » latins.

Ce déséquilibre économique-politique qui s'aggrave n'est peut-être plus autant compensé qu'on le dit par la fameuse « revanche » culturelle romande. Les relations culturelles qu'entretenaient respectivement les Allemands avec l'Allemagne et les Romands avec la France surprennent en effet par leurs dissemblances. A Zurich, les liens étroits du monde des affaires et de la finance avec la R.F.A. n'empêchent pas une « résistance » culturelle très vive, quasi comme d'un bouclier du dialecte alémanique que l'on préfère toujours au « bon allemand ». La personnalité alémanique demeure ainsi vigoureuse et — de livres en pièces de théâtre, dans la vie quotidienne même — s'affirme le plus souvent contre l'allemand. A Lausanne ou Genève, en revanche, la « colonisation culturelle » française paraît partout plus nette qu'ailleurs. Soudi de trouver un « marché » francophone élargi ou refus des complaisances régionalistes : les jeunes créateurs vaudois ou genevois se disent moins soucieux qu'autrefois de cultiver la « spécificité » romande. Au contraire, on préfère jeter par-dessus bord l'héritage de Ramuz pour « réussir à Paris » en tant qu'écrivain de langue française. Le prix Goncourt attribué en 1973 à Jacques Chessex couronnait en fait moins la « spécificité » qu'un ouvrage destiné à la francophonie en général.

De la même façon, M. Freddy Busche, conservateur de la cinémathèque de Lausanne, reconnaît volontiers que le cinéma suisse, qui, grâce au dangereux système de la coproduction, a dû succéder à Paris, est en fait un cinéma de plus en plus français ; et de moins en moins suisse. Quant à la Suisse italienne, parenthèse marginale et vaguement « folklorique », elle tend à devenir une colonie de vacances pour Allemands à la retraite.

Sentiment de culpabilité internationale, crispations conservatrices, disparition du mythe montagnard, déséquilibres aggravés entre les cantons : tous ces phénomènes procèdent pourtant de la même réalité. Une sorte de déséquilibre de l'idée suisse ; le doute insidieux d'un pays qui sait maintenant, que, dans l'Europe de 1977, nul ne peut demeurer « à l'écart ».

(Vendredi 4 mars.)

(1) Ed. du Seuil.
(2) Voir notamment, à titre d'exemple, les rapports présentés au deuxième congrès de la Ligue communiste révolutionnaire, en mai 1973, ou à l'assemblée des délégués des PCOI (Progressive organisations) en juin 1974, sur le capitalisme suisse et la situation internationale.
(3) Photographie pour une Suisse 12/24 d'homme, Lausanne, 1971.
(4) La Suisse qu'ils veulent (L'Age d'homme, Lausanne, 1975).
(5) La Suisse qu'ils veulent. Les leçons de Kaiseraugst.

Prochain article :
MYSTÈRES ET CHUCHOTEMENTS

vos future résidence principale
ou déjà votre résidence secondaire

les Belles Terres à Nice

la plus belle résidence de la Côte d'Azur

- Une vue panoramique mer et montagne.
- 4 ha de parc naturel avec piscine, club house et tennis.
- Livraison juin 76.
- Du studio au 5 pièces, des appartements de grand standing conçus pour la vie au soleil.
- Prix fermes et définitifs avec un excellent rapport qualité/prix pour un investissement.

contactez-nous en écrivant à :

Les Belles Terres 234, avenue de la Lanterne 06000 Nice Tél. : 83 31 88 - telex : 970 022

les Belles Terres

Pour bien préparer votre retour en France

Les Belles Terres
234, avenue de la Lanterne 06000 Nice

Nom _____

Adresse _____

Tél. _____

TARIF DES ABONNEMENTS PAR AVION

(Les prix ci-dessous sont nets et ne peuvent en aucun cas être majorés.)

	6 mois	1 an
Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Algérie, Maroc, Tunisie	59	108
D.O.M., Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, Territoire français des Afars et des Issas	58	105
T.O.M. (sauf T.F.A.L.), République malgache, Poste navale, Etat comorien	73	136
Libye, Egypte, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie	66	122
Birmanie, Brunel, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Malaisie, Maldives, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge	93	175
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie	82	153

Nous recommandons à nos abonnés résidant à l'étranger d'utiliser des chèques bancaires libellés à notre ordre et adressés directement au journal « le Monde ».

Nous leur serons reconnaissants, pour les renouvellements, de joindre à leur paiement la carte d'avis d'échéance.

Belgique

LE PARLEMENT EST DISSOUS

Les élections auront lieu le 17 avril

Des élections anticipées auront lieu en Belgique le 17 avril. Le premier ministre, M. Tindemans, a annoncé en effet, le mercredi 9 mars, qu'il avait demandé au roi Baudouin de dissoudre les Chambres un an avant la date normale des élections. Il n'y a pas de doute que la majorité depuis que, le jeudi 3 mars, il avait décidé de se séparer de deux ministres francophones, membres du Rassemblement wallon, opposés au vote du budget.

La crise belge est la conséquence d'un lent processus de dégradation de la majorité. Le premier ministre a reconstruit, mardi 9 mars, les présidents des différentes formations qui participent à son gouvernement et n'a pu que constater l'impossibilité de parvenir à un accord. Un instant envisagé par M. Tindemans, la formation d'un cabinet minoritaire, qui eût disposé de 105 voix sur 212, a été rapidement écartée par la gravité des divergences entre les partis de la coalition.

Le gouvernement de M. Tindemans a toutefois pas ramené sa démission au souverain, et il restera en fonction jusqu'à la consultation. Il aura donc, en pleine campagne électorale, à mener en œuvre les sévères mesures fiscales et sociales au 1^{er} avril, qui suscitent dans le pays des mouvements de grève d'une ampleur sans précédent depuis 1960. Il semble au demeurant que la dégradation du climat social ait conduit M. Tindemans à recourir à des élections anticipées, une partie de son électorat populaire chrétien-démocrate rejoindra l'opposition socialiste. Dans un communiqué publié mardi, M. André Coolx, ex ministre, coprésident du parti socialiste, qui venait de s'entrevoir avec le premier ministre, lui reprochait au sujet de la majorité de « bloquer, en raison de leurs désaccords, la

Italie

APRÈS LES AFFRONTEMENTS DU WEEK-END
Le ministre de l'intérieur interdit toute manifestation publique à Rome

De notre correspondant

Rome. — La défense de l'ordre public est de nouveau le problème central de la politique italienne. Les graves affrontements de rue de ces derniers jours — notamment à Bologne et à Rome — ont entraîné tous les autres débats. Couverture, il s'agit d'empêcher que des manifestations étudiantes se dégradent en scènes de violence urbaine sous l'impulsion de petits groupes d'extrémistes armés de barres de fer et de cocktails Molotov, mais aussi — ce qui est nouveau et plus grave — d'armes à feu. Une première mesure a été prise dimanche 13 mars par le ministre de l'intérieur, l'usurqu'ordre, toutes les manifestations publiques sont interdites dans la capitale. « Nous ne sommes pas disposés à subir des émeutes », a commenté le ministre, qui doit tenir compte aussi de l'aggravation croissante des forces d'ordre.

Plus de trente mille jeunes, venus de diverses villes d'Italie, participaient, le samedi 12 mars, à la manifestation de Rome. Les objectifs de celle-ci étaient multiples : protester contre la réforme universitaire et le chômage ; demander la libération d'un militant d'extrême gauche, condamné à une lourde peine de prison pour simple « activité morale » dans un message politique ; rendre publiquement le coup de feu tiré la veille à Bologne par un policier non identifié.

La tête du cortège était à peine parvenue à la place de Venise que de petits groupes de manifestants, revenant déjà des voitures pour dresser des barricades. Pendant près de six heures, le centre de la ville allait être le théâtre d'affrontements très violents. On a vu des étudiants affronter les forces de police, se battre, renverser des voitures, dresser des barricades. Pendant près de six heures, le centre de la ville allait être le théâtre d'affrontements très violents. On a vu des étudiants affronter les forces de police, se battre, renverser des voitures, dresser des barricades. Pendant près de six heures, le centre de la ville allait être le théâtre d'affrontements très violents. On a vu des étudiants affronter les forces de police, se battre, renverser des voitures, dresser des barricades.

Bologne pour sa part, a vécu un état de siège pendant tout le week-end. C'est aux 712 de « Vengeance », que, le 12 mars, les centaines de délégués se sont affrontés aux forces de l'ordre. Ils ont incendié un restaurant et ont vidé le contenu d'une armurerie. Le lendemain, à l'aube, la cité universitaire a été investie par la police. A la suite de nouveaux incidents une cinquantaine de

ROBERT SOLÉ
(Mardi 15 mars.)

Tchécoslovaquie

LA MORT DE JAN PATOCKA

De nouvelles perquisitions ont lieu chez les signataires de la Charte 77

De notre correspondant

Vienna. — Le professeur Jan Patocka, l'un des trois porte-parole de la Charte 77, est mort, dans la matinée du dimanche 13 mars, à Prague, à l'hôpital de Strahov, où il avait été admis dans la nuit du jeudi 3 mars, après une défaillance cardiaque. Sa mort paraît être consécutive à une hémorragie cérébrale qui l'aurait frappé le 11 mars. Le lauréat du prix Nobel de littérature et de philosophie, le docteur Jan Patocka, qui jouissait d'une grande estime pour ses hautes qualités morales et sa vaste culture, a provoqué une vive émotion dans les milieux intellectuels de la Tchécoslovaquie.

Après la publication de la Charte 77, au début du mois de janvier, Jan Patocka avait fait l'objet de diverses intimidations et perquisitions. Plus récemment, après son entrevue, le 1^{er} mars, à Prague, avec M. Van der Stoep, ministre hollandais des affaires étrangères, il avait été de nouveau interrogé à la prison de Rudine pendant onze heures. Affaibli par une forte grippe, il supporta mal ces interrogatoires déjà répétés pour un homme de son âge (soixante-neuf ans) ; à peine rentré chez lui, dans la soirée du 3 mars, il eut une crise cardiaque.

Même sur son lit d'hôpital, ses persécuteurs ne le lâchèrent pas en paix : passant outre à l'avis médical, les barreaux de la cellule furent enlevés, et il fut interrogé à plusieurs reprises. La dernière fois fut le jeudi 10 mars, la veille de son décès. On ne peut que se demander si la mort de Jan Patocka n'est pas le résultat d'une tentative de suppression de la Charte 77, à laquelle il était si étroitement lié. La mesure de suppression de la Charte 77, à laquelle il était si étroitement lié, a été prise par le régime communiste. Jan Patocka, qui était un homme de grande culture et de haute moralité, a été victime de persécutions et de perquisitions. Sa mort est une perte pour la Tchécoslovaquie.

Né à Prague en 1907, Jan Patocka avait eu une formation philosophique et littéraire. Il avait été professeur à l'université de Prague, et avait été élu membre de l'Académie des sciences. Il était un homme de grande culture et de haute moralité, et avait été victime de persécutions et de perquisitions. Sa mort est une perte pour la Tchécoslovaquie.

Né à Prague en 1907, Jan Patocka avait eu une formation philosophique et littéraire. Il avait été professeur à l'université de Prague, et avait été élu membre de l'Académie des sciences. Il était un homme de grande culture et de haute moralité, et avait été victime de persécutions et de perquisitions. Sa mort est une perte pour la Tchécoslovaquie.

Large amnistie politique en Espagne

Le gouvernement espagnol a décidé, vendredi 11 mars, d'octroyer l'amnistie à tous les détenus politiques, à l'exception des auteurs de « crimes de sang » ayant directement attenté à l'intégrité physique des personnes. Les cas de ces derniers sont étudiés séparément par le ministre de la Justice.

La grande majorité des militants de l'ETA et du FRAP (Front révolutionnaire armé) ont été libérés. Tout en regrettant que l'amnistie ne soit pas totale, l'opposition se félicite de cette mesure positive.

Madrid. — L'extension de l'amnistie décrétée par le gouvernement est accueillie avec certaines réserves par l'opposition, bien que, d'une manière générale, la mesure soit considérée comme positive. Le décret du vendredi 11 mars, d'octroyer l'amnistie à tous les détenus politiques, à l'exception des auteurs de « crimes de sang » ayant directement attenté à l'intégrité physique des personnes, a été accueilli avec une certaine réserve par l'opposition.

En outre, les sanctions pour infractions commises jusqu'à présent dans les prisons (grève de la faim des détenus, mutineries...) sont annulées. Le gouvernement a également décidé d'octroyer l'amnistie à tous les détenus politiques, à l'exception des auteurs de « crimes de sang » ayant directement attenté à l'intégrité physique des personnes.

De notre correspondant

modérément optimiste. M. Jauregui (représentant les forces basques dans l'administration) déclare : « J'ai l'impression que ces mesures favorisent bien aux promesses faites, maintenant, tout dépendra de la volonté des dirigeants du régime. Le chef du gouvernement nous avait dit que tous les détenus politiques seraient libérés avant l'été. Nous espérons que le décret du 10 avril, si le plan adopté est rapidement appliqué, cela pourra être vrai ».

M. Tierno Galván, président du parti socialiste populaire, affirme : « Il est clair que le gouvernement ne veut pas accorder une amnistie générale d'un seul coup. La loi, comme pour d'autres problèmes, va aller pas à pas ».

« Il est possible que cette manière d'agir serve la politique de la minorité au pouvoir, mais ces amnisties, dans le processus de réconciliation, engendrent finalement une déception, qui aurait pu être évitée si l'on était plus énergique et moins timoré. Mais le décret n'est pas mauvais ».

Enrique Castro (avocat des militants du FRAP) considère pour sa part qu'il ne s'agit pas d'une amnistie au sens juridique et politique du mot. Ajoutant : « On va remettre en liberté un grand nombre de détenus, mais nous ne savons pas ce qui se passera ensuite, si le code pénal n'est pas révisé. De la façon dont se présentent les choses, il est possible que ceux qui sortiront de prison aujourd'hui soient de nouveaux arrêtés demain. Mais, sans aucun doute, la libération d'un grand

de son emploi pour avoir adhéré à la Charte, aurait déposé une demande de visa pour un séjour d'études à l'étranger.

MANUEL LUCBERT.

(Mardi 15 mars.)

Portrait

La force du caractère

Dans son dernier texte, encore inédit, rédigé quelques jours avant sa mort, le professeur Jan Patocka écrivait à propos de la situation en Tchécoslovaquie : « Aucune soumission à l'égard de la situation, au contraire, celui-ci ne fait qu'empirer. Plus règne le peur et le servilisme et plus l'arbitraire est maître. Lorsqu'on additionne les injustices et les exemples de discrimination, il faut bien constater que les pressions du pouvoir sont toujours aussi fortes. Avant d'être réprimé par la publication de la Charte 77, il avait subi une sympathie chez nous et à l'étranger à laquelle nous ne nous attendions pas ». Il ajoutait : « Cela montre que l'innocence et l'honnêteté demeurent des facteurs puissants de la réalité politique ».

L'histoire considérée sous deux aspects : une phrase comme le résumé politique de Jan Patocka. La force de caractère, en dépit des vicissitudes et des contraintes de l'heure, la sérénité, toujours nourrie d'espoir, qui s'en dégagent révèlent bien la personnalité de celui qui fut un peu l'homme tranquille de la philosophie tchécoslovaque contemporaine.

Né à Prague en 1907, Jan Patocka avait eu une formation philosophique et littéraire. Il avait été professeur à l'université de Prague, et avait été élu membre de l'Académie des sciences. Il était un homme de grande culture et de haute moralité, et avait été victime de persécutions et de perquisitions. Sa mort est une perte pour la Tchécoslovaquie.

Né à Prague en 1907, Jan Patocka avait eu une formation philosophique et littéraire. Il avait été professeur à l'université de Prague, et avait été élu membre de l'Académie des sciences. Il était un homme de grande culture et de haute moralité, et avait été victime de persécutions et de perquisitions. Sa mort est une perte pour la Tchécoslovaquie.

Né à Prague en 1907, Jan Patocka avait eu une formation philosophique et littéraire. Il avait été professeur à l'université de Prague, et avait été élu membre de l'Académie des sciences. Il était un homme de grande culture et de haute moralité, et avait été victime de persécutions et de perquisitions. Sa mort est une perte pour la Tchécoslovaquie.

Né à Prague en 1907, Jan Patocka avait eu une formation philosophique et littéraire. Il avait été professeur à l'université de Prague, et avait été élu membre de l'Académie des sciences. Il était un homme de grande culture et de haute moralité, et avait été victime de persécutions et de perquisitions. Sa mort est une perte pour la Tchécoslovaquie.

Né à Prague en 1907, Jan Patocka avait eu une formation philosophique et littéraire. Il avait été professeur à l'université de Prague, et avait été élu membre de l'Académie des sciences. Il était un homme de grande culture et de haute moralité, et avait été victime de persécutions et de perquisitions. Sa mort est une perte pour la Tchécoslovaquie.

temps, il avait travaillé à l'institut de philosophie de l'académie des sciences, où il fut l'objet de fréquentes tracasseries de la part des fonctionnaires du parti. Son œuvre comportait presque cent vingt publications, dont une étude importante sur Aristote.

Sans mener une activité politique à proprement parler, il avait signé, ces dernières années, plusieurs lettres de protestation contre des actes d'arbitraire du pouvoir. Il avait, en particulier, adressé, le 29 novembre 1975, à une requête de trente intellectuels adressée à l'assemblée législative, demandant le maintien de la célébration de la fête nationale le 28 octobre, date de la fondation de la première République. Les éditions Petica (la Samizdat) (tchécoslovaque) avaient publié son ouvrage de la philosophie de l'histoire. Ces derniers temps, il s'était intéressé de plus près à l'œuvre philosophique de Thomas Masaryk, le premier président de la République tchécoslovaque en 1918.

Membre de la Société internationale de philosophie, comme le marxiste Karol Kosik, victime des purges d'après 1968, Patocka fut, au dernier moment, l'un des jeunes penseurs métaphysiques de son pays une influence en attirant leur attention sur la nécessité pour la société de trouver une « sagesse morale ». Parce qu'il affirmait qu'il existe « une autorité supérieure qui oblige les individus dans leur conscience personnelle », il mena cet effort avec énergie jusqu'à la mort, en 1977, comme il l'écrivait dans un livre, « Héros prophétiques », publié il y a un mois dans une collection, par « il est nécessaire à cette fin de subir des désagréments, de risquer de négliger pas compris et même de courir un danger physique ».

En 1937, Jan Patocka présentait sa thèse de doctorat, intitulée « Le monde naturel en tant que problème philosophique ». Après la guerre, son activité philosophique fut interrompue par son service militaire. En 1945, il fut nommé à l'université Charles de Prague, où il fut nommé en 1948 après la prise du pouvoir par les communistes. Réintégré en 1968, il fut élu professeur honoraire en 1970. Entre-

Le gouvernement devrait, d'autre part, approuver la loi électorale ou cours d'un conseil des ministres extraordinaire mardi 15 mars. La situation demeure très tendue au Pays basque, où graves et manifestations se sont poursuivies vendredi pour la troisième journée consécutive. Des manifestants ont dressé des barricades à Saint-Sébastien. La police est intervenue avec vigueur. Les autorités ont lancé un appel au calme.

nombre de détenus est une mesure positive. Il y a actuellement en Espagne 170 détenus politiques, dont 17 femmes. Quatre-vingt-dix ont été libérés par amnistie. Les autres, 15 détenus politiques, condamnés à mort, ont vu leur peine commuée en prison à perpétuité. Parmi ces 15 détenus, 9 appartiennent à l'ETA, 5 sont des militants du FRAP. Le dernier est un militant du P.S.O.E. JOSE-ANTONIO NOVAIS. (Lundi 14 mars.)

LE MONDE diplomatique

Numéro de mars

LES ISRAËLIENS

FACE A L'O.L.P.

(Amnon Kapellouk)

LA CRISE

EN GRANDE-BRETAGNE

(Ralph Milliband)

Le numéro : 5 F

5, rue des Italiens, 75227 PARIS

CEDEX 09.

Publication mensuelle du « Monde »

(En vente partout.)

APRÈS LE « SOMMET » DU CAIRE

« Africains et Arabes ont enfin pris conscience de leur communauté de destin » nous déclare le président Ould Daddah

La Mauritanie est l'un des pays africains qui participent à la fois du monde arabe et du monde noir. Les dirigeants de Nouakchott ont donc porté au premier « sommet » afro-arabe un intérêt particulier. « Cette réunion, a déclaré M. Mokhtar Ould Daddah à notre correspondant à Caïre, a réalisé un rêve dont, en tant que

raccourci de l'Afrique par nos composantes ethniques et culturelles, nous favorisons depuis de longues années la réalisation. » Pour le chef de l'Etat mauritanien, cette rencontre, « imprévisible il n'y a pas si longtemps », montre qu'Africains et Arabes ont enfin pris conscience de leur communauté de destin et de leurs complémentarités.

De notre correspondant

« Les pays arabes non-pétroliers, comme la Mauritanie ne font pas un peu les frais de l'augmentation spectaculaire (un milliard et demi de dollars) de l'aide des puissances arabes pétrolières aux nations africaines non-arabes ».

« L'assistance arabe bilatérale compense cette situation. En 1976, nous avons reçu plus de 100 millions de dollars des pays arabes pétroliers. Libye non comprise. »

« Malgré cette aide, le développement de notre pays ne risque-t-il pas d'être compromis par le conflit qui, avec le Maroc, nous oppose à l'Algérie à propos de l'ancien Sahara espagnol ? »

« Pour le moment, aucun projet économique ou social n'a été remis en cause, précisément grâce à l'appui de nos amis, mais la guerre qu'Alger nous impose nous coûte de plus en plus cher, et eux Algériens aussi, soit dit en passant. Toutefois, nous sommes prêts à faire cette guerre. »

Tant que nous serons attaqués, nous nous défendrons avec la dernière énergie. L'Algérie s'acharne contre nous, peut-être parce que nous sommes plus faibles qu'elle, mais il y a des pays plus forts que l'Algérie.

De notre correspondant

« Comment se présente la situation sur le terrain ? »

Nous avons 500 kilomètres de frontière désertique avec l'Algérie. Malgré les infiltrations inévitables de mercenaires algériens, le seul dire de ressortissants des zones sahariennes des Etats de la région, avec une minorité d'origine de l'ex-Sahara espagnol, recrutés par Alger — nous arrivons à faire fonctionner partout notre administration. Aucun secteur n'est interdit. Alger suscite des opérations quand elles ont la chance d'avoir le plus de retentissement, ainsi le mois dernier, au cours du conseil ministériel de l'O.U.A., à Lomé, les mercenaires algériens ont inauguré un nouveau système, qui consiste à massacrer le cheptel de nos nomades, avant — comme ils le font depuis un an — d'emmener les femmes et enfants. Pendant le « sommet » du Caïre, les Algériens ont lancé la nouvelle, connue de nous depuis un certain temps, de ce fonctionnaire mauritanien passé à l'Algérie, mais ils ne sont pas parvenus ou n'ont pas tenté de susciter un incident comme à Lomé, en introduisant dans la conférence une délégation de la prétendue République sahraouie.

— Entrez-vous une issue ?

Pour l'instant, nous faisons la guerre que l'Algérie nous a imposée à faire. Mais, naturellement, nous sommes prêts à négocier à toute initiative des deux côtés, pourvu que la réunification de notre pays ne soit pas remise en question.

« D'aucuns prétendent que vous êtes en train de passer sous la dépendance marocaine. D'autres voient une fissure dans le front mauritano-marocain depuis que vous n'avez pas suivi l'exemple de Rabat, après l'incident de Lomé, en ne suspendant pas votre participation aux organismes de l'O.U.A. »

« Depuis que le Maroc a accepté de nous reconnaître en 1969 — d'ailleurs en partie grâce à l'Algérie, notre amie à l'époque — le comportement de Rabat à notre égard est tout à fait correct. Nos rapports sont excellents. La coopération s'organise. La circulation est libre entre nos deux pays. Nous projetons de construire une route qui reliera un jour la Méditerranée au fleuve Sénégal. »

Propos recueillis par J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ (Vendredi 11 mars.)

Ouganda

Les évêques anglicans du Kenya demandent à l'ONU et à l'O.U.A. de « restaurer l'ordre » à Kampala

Nairobi. — La conférence des évêques anglicans du Kenya a lancé, le 14 mars, un appel aux Nations unies et à l'Organisation de l'unité africaine pour la formation immédiate d'une « force de police internationale » chargée de « restaurer l'ordre et la loi » en Ouganda.

Cet appel relance le débat sur l'étendue et la nature des persécutions de chrétiens ou de minorités ethniques — en l'occurrence les Acholis et les Lango — au pays du maréchal Idi Amin Dada. L'Eglise anglicane du Kenya affirme en effet que des « rapports continuent » d'être établis d'une « campagne systématique d'élimination de tous les membres des ethnies acholis et lango qui occupent des positions influentes, ainsi que des membres en vue de l'Eglise anglicane, quelle que soit l'appartenance tribale de ces derniers ».

Les évêques anglicans affirment également que des milliers de « réfugiés » sont dans leur pays et que beaucoup d'autres se sont enfuis au Soudan et en Tanzanie. Leur communiqué fait état de l'occupation, par des soldats ougandais, des sièges de deux diocèses anglicans, ceux de Gulu et de Tororo.

L'Eglise anglicane du Kenya tient également pour acquise la « mort tragique » du chef ougandais cheikh Yusuf Matovu, lequel serait décédé « dans des circonstances douteuses, alors qu'il était en traitement à l'hôpital de Mulago ». Lundi matin, un ougandais de Nairobi avait déjà rapporté que le chef religieux d'Ouganda avait été achevé après avoir été tiré de son lit d'hôpital, où il se remettait des suites de blessures par balles.

Que faut-il penser de cette avalanche de nouvelles tristes ? Les témoignages indépendants sont rares. Les seuls observateurs à pouvoir se rendre en Ouganda, ces dernières semaines, n'ont pu le faire que pour y recueillir la bonne parole du président Amin ou le photographe. L'ampleur de la nouvelle vague d'exilés est impossible à évaluer — car beaucoup ne sont pas recensés — et, de toute façon, un bon nombre de gens se terrent probablement en Ouganda même. Enfin, la majorité des récits proviennent de réfugiés traumatisés.

Ces réserves faites, le maréchal Amin s'est placé, cette fois encore, dans une position défendable. Il a lui-même montré du doigt l'Eglise chrétienne en accusant, dès le 25 décembre dernier, « certains évêques de prêcher l'effusion de sang ». Il en a fait autant à l'égard des Acholis et des Lango, lesquels forment un huitième environ de la population, en leur attribuant après coup un « appel » au soulèvement contre le régime.

Le président ougandais a aggravé son cas en s'opposant à

De notre correspondant

toute enquête indépendante sur les déclarations de persécution. Le maréchal Amin a suscité une animosité entre communautés religieuses dans son pays. Avant le coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir le 25 janvier 1971, les musulmans ne se comptaient qu'en sixième de la population. Ils étaient souvent des étrangers et formaient une communauté marquée par un certain retard culturel.

Il est difficile de jauger le nombre et la nature des conversions. Il n'est pas sûr, le régime d'Idi Amin Dada. Les musulmans ougandais sont peut-être aujourd'hui plus d'un million. Un conseil suprême musulman a été institué en juin 1970 sous la présidence d'un chef élu. Dès 1974, sept gouverneurs de province sur neuf étaient musulmans. Ils occupent aujourd'hui la majorité des postes-clés et les fonctions du président ougandais compterait un nombre de Palestiniens qui s'est accru depuis le raid israélien sur l'aéroport d'Entebbe en juillet dernier. Or deux Ougandais sur trois sont chrétiens.

La crise qui oppose le leader ougandais à l'Eglise anglicane est soulevée par l'appel, lundi, par les évêques anglicans du Kenya aux efforts de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA), pour « réunir tous les chefs des Eglises de l'Afrique, y compris l'Eglise catholique romaine, afin de persuader les chefs d'Etat africains d'exercer des pressions morales, politiques et économiques sur le gouvernement de l'Ouganda selon les propres termes de leur communauté ».

Le chanoine Burgess Carr, secrétaire général de la CETA, organisation protestante, a déclaré actuellement une tournée des capitales africaines pour réunir une conférence régionale sur l'Ouganda. Dans ce pays, l'Eglise catholique compte davantage de

fidèles que sa sœur anglicane et rien n'indique, pourtant, qu'elle entretienne d'aussi mauvaises relations avec le maréchal Idi Amin Dada.

JEAN-CLAUDE POMONTI (Mercredi 16 mars.)

GÉNÉE PAR SON ANTISOVÉTIÉTISME MILITANT

La diplomatie chinoise marque le pas en Afrique noire

Nairobi. — Les Chinois ont beau considérer depuis longtemps le continent africain comme « le centre de la lutte entre l'Est et l'Ouest », la partie s'y joue, pour l'instant, sans eux. « Allée naturelle des peuples opprimés », la Chine populaire peut constater, non sans dépit, que les armées des guerres de libération en Afrique australe comptent avant tout, pour atteindre leurs fins, sur l'aide de ses pires ennemis, l'Union soviétique et Cuba.

Les relations entre Pékin et les cinq Etats africains de « première ligne » (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie et Zambie) sont loin de se réchauffer. Début février, le président Samora Machel a fait accuser la diplomatie de Mao Tse-tung et de Chou En-lai pendant le troisième congrès du FRELIMO, qui devait trancher l'option de l'Etat déviant pour le marxisme-léninisme. Aucune délégation chinoise n'était cependant présente dans la salle.

L'une des réalisations les plus spectaculaires d'Afrique noire, le chemin de fer reliant la « ceinture de cuivre » zambienne au port tanzanien de Dar-es-Salaam, est l'œuvre des Chinois. Mais son inauguration, fin 1975, a précédé de peu un refroidissement des relations avec la Zambie et la Tanzanie.

En décembre 1975, lors d'un banquet offert à Pékin en l'honneur de M. Alexander Grey Zulu, secrétaire général du parti unique de Zambie et principal collaborateur du président Kaunda, M. Li Hsien-nien, vice-premier ministre chinois, avertit la caution de son gouvernement à la « détente » amorcée entre Pretoria et plusieurs chefs d'Etat d'Afrique noire, en tête desquels M. Kaunda.

Les temps ont changé. M. Podgorny doit se rendre, à la fin du mois, non seulement à Maputo et à Dar-es-Salaam, mais également à Lusaka. Dans le conflit rhodésien, le président Kaunda s'est rapproché de M. Joshua Nkomo, leader de la ZAPU (Union du peuple africain du Zimbabwe), qui vient de séjoigner longuement à Moscou et entretient, de longue date, de bons rapports avec l'Union soviétique. Les camps campement de la ZAPU, en Zambie, ont d'ailleurs rouvert fin 1976.

En décembre dernier, le séjour en Chine de M. Aboud Jumbe, président tanzanien, n'a pas semblé avoir marqué de rapprochement entre deux pays dont les relations se sont légèrement dégradées depuis un an. Les deux pays ont même signé, à Moscou, des accords militaires et de coopération économique. L'établissement, à la même date, de relations diplomatiques entre

De notre correspondant en Afrique orientale

le Botswana et la Chine populaire n'a guère prêté à conséquence. Depuis cette époque, en effet, l'extension du conflit rhodésien menaçait d'englober à son tour le Botswana, l'Union soviétique a publiquement offert à ce dernier une aide militaire. Le président Samora Machel n'a pas encore communiqué sa réponse. Il n'en autorise pas moins les combattants de la ZAPU équipés d'armes soviétiques à transférer par le Botswana.

Un an après la déroute de la coalition UNITA-F.N.L.A. en Angola, la Chine populaire n'a toujours pas reconnu la République populaire d'Angola fondée par le F.P.L.A. et membre à la fois de l'Organisation de l'unité africaine et des Nations unies (la Chine s'est abstenue lors du vote sur l'admission de cet Etat au sein de l'ONU).

Une erreur de mise

Les déboires apparents de la diplomatie chinoise en Afrique noire semblent avoir une cause commune : l'anti-soviétisme. Dans le conflit angolais, longtemps avant l'indépendance proclamée le 11 novembre 1975 les Chinois ont mis sur le plus mauvais cheval en fournissant armes et instructeurs au F.N.L.A. Au moment où le drame s'est noué, peu avant l'indépendance, les Chinois se sont retrouvés dans le camp des perdants. La semi-paralyse de la diplomatie américaine et l'intervention militaire sud-africaine, aux côtés de la coalition UNITA-F.N.L.A., ont facilité l'envoi de troupes cubaines et d'armes soviétiques au F.P.L.A. en faveur duquel la situation s'est alors retournée.

Loti d'accueillir cette issue comme un échec, Pékin a redoublé ses attaques contre les « desseins criminels » du « social-impérialisme soviétique », dont les ambitions seraient, en Afrique, de « piller les richesses » et d'« égarer des positions stratégiques ». Les Chinois demeurent persuadés que l'objectif prioritaire de la diplomatie soviétique en Afrique est de couper le continent de l'Europe occidentale. Les activités des Soviétiques en Angola, écrit-vaient déjà le *Quotidien du peuple* en décembre 1975, sont « étroitement liées à leur agression et à leur expansion en Europe orientale ». Pékin, les mouvements de libération africains ne sont pas dupes des intentions « hégémoniques » de Moscou.

Ethiopie

« Nous exigeons l'indépendance totale à l'exclusion de toute autre formule »

déclare au « Monde » un dirigeant du Front de libération de l'Erythrée

M. Onsmann Sabbeh Saleh, leader du Front de libération de l'Erythrée (F.L.E.F.P.L.), a vainement tenté de faire entendre la voix des maquisards d'Erythrée au « sommet » afro-arabe du Caïre. Après avoir essayé,

sans succès, de remettre un mémorandum aux chefs d'Etat présents dans la capitale égyptienne, il a été discrètement écarté par les autorités, qui lui ont refusé le statut d'observateur. Dans une interview au « Monde » recueillie au Caïre,

il se déclare convaincu que, en ignorant la lutte de libération déclenchée il y a seize ans par les Erythréens, les dirigeants arabes et africains favorisent d'éventuelles interventions étrangères en mer Rouge.

De notre envoyé spécial

« Le Front de libération de l'Erythrée, qui comptait déjà deux mouvements distincts, celui que vous animez et celui que dirige M. Mohamed Nasser, en compte un troisième depuis quelques mois, dont le chef est M. Ayroul Esmayas. Comment expliquez-vous cette nouvelle scission alors que l'unité du mouvement érythréen de libération est, selon vous, le premier objectif du prochain congrès que vous avez convoqué en territoire érythréen ? »

« Essayez et ses amis se réclament du marxisme et veulent réaliser l'unité idéologique du Front avant de mener à bien l'unité sur le plan militaire. Or nous estimons qu'à l'heure actuelle toutes les querelles idéologiques doivent être suspendues car elles sont préjudiciables d'autre part, les ambitions personnelles d'Essayas ne doivent pas être négligées. »

« Vous ne vous réclamez, pour votre part, d'aucune idéologie ? »

« Notre seule idéologie est l'indépendance nationale. La lutte de libération constitue une priorité absolue, à laquelle tout doit être subordonné. Si un gouvernement marxiste venait à s'installer en Erythrée, cela provoquerait des affrontements fratricides et susciterait des ingérences étrangères qui menaceraient rapidement notre indépendance. Or, nous avons besoin, pour nous développer, de concours extérieurs. Ce qui exige une certaine stabilité que peut, seul, préserver un gouvernement érythréen modéré. »

« Puisque vous affirmez que le Front contrôle déjà plus de 55 % du territoire érythréen, pourquoi ne proclamez-vous pas l'indépendance, comme l'ont fait par exemple les maquisards du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et des îles du Cap-Vert (P.A.I.G.C.) pour la Guinée-Bissau ? »

« En Guinée portugaise, il y avait plusieurs partis politiques, mais seul le P.A.I.G.C. détenait le contrôle réel des opérations militaires. En Erythrée, nous avons pratiquement trois fronts. Si l'un d'eux prend l'initiative de proclamer l'indépendance, quelle sera l'attitude des deux autres ? »

« Pourquoi ne constituez-vous pas auparavant un gouvernement en exil ? »

« Tant que nous ne sommes pas parvenus à réaliser l'unité entre nous, il me semble exclu que nous puissions nous mettre d'accord pour constituer un gouvernement. En revanche, si nous parvenons à nous unir, les villes érythréennes que nos troupes occupent actuellement seront aussitôt investies — y compris la ville d'Asmara — et un gouvernement d'union sera constitué, en territoire érythréen. »

« Vous avez récemment évo-

qué la présence de Cubains qui, selon vous, combattent en Erythrée aux côtés des troupes éthiopiennes. Est-ce à dire que vous n'écarterez pas, dans la corne orientale de l'Afrique, la possibilité d'une intervention soviéto-cubaine analogue à celle qui a eu lieu en Angola ? »

« La route du pétrole passe par la mer Rouge : les pays producteurs de pétrole et les Etats-Unis n'accepteront jamais d'abandonner la corne orientale du continent africain aux Soviétiques et à leurs amis cubains. Si la Russie ou Moscou interviennent militairement en Erythrée, le monde arabe ne restera pas indifférent. Les chefs d'Etat qui ont participé à la conférence tripartite de Khartoum, au début du mois, ont d'ailleurs été très clairs à ce sujet : la mer Rouge doit à la fois rester un lac arabe et une zone de stabilité. Il n'en demeure pas moins que la menace la plus immédiate et la plus grave qui pèse sur la paix mondiale ne se situe pas en Afrique australe, mais à la corne orientale de l'Afrique. »

« Après seize ans de guerre, quels sont, selon vous, les pays qui ont apporté à l'Erythrée l'aide la plus sérieuse dans la lutte de libération ? »

« L'Irak et la Syrie nous ont apporté leur concours dès le début de notre lutte, et n'ont jamais cessé de nous aider. La Libye nous a longtemps accordé une aide militaire importante, mais, récemment, malgré mes démarches personnelles auprès du président Kadhafi, les Libyens l'ont suspendue et ils ont, au contraire, commencé à voler au secours de l'Ethiopie. »

« Koweït, Qatar, Abou-Dhabi nous viennent en aide, et nous espérons beaucoup de l'appui du

gouvernement de Ryad, que nous a formellement promis le prince Saoud, ministre saoudien des affaires étrangères. »

« Compte tenu de l'aide importante que vous apportez depuis quelques mois le Soudan, envisagez-vous l'établissement de liens particuliers entre ce pays et l'Erythrée indépendante ? »

« Le Front ne songe, pour l'instant, à établir aucun lien fédéral ou confédéral avec le Soudan. C'est une question que le gouvernement érythréen aura à connaître. »

« Pensez-vous que l'O.N.U. soit susceptible de nous aider dans notre lutte ? »

« Certainement pas en ce moment. Si nous arrachons notre indépendance par la force, l'ONU reconnaîtra le fait accompli. Mais en l'état actuel de notre lutte, cette organisation internationale ne fera rien pour nous. »

« Et l'Organisation de l'unité africaine ? »

« L'O.U.A. est encore moins susceptible de nous aider que l'ONU. Seule une victoire militaire est de nature à amener cette organisation, comme l'ONU, à admettre notre existence. »

« Pour tenir compte du souci des Ethiopiens de conserver un libre accès à la mer Rouge, accepteriez-vous une formule d'autonomie analogue à celle accordée en 1972 par Khartoum aux trois provinces méridionales du Soudan ? »

« Seize Etats africains ne disposent d'aucun accès direct à la mer. Avant l'annexion de l'Erythrée à l'empire d'Ethiopie, celui-ci ne disposait d'aucune façade maritime. Nous exigeons l'indépendance totale à l'exclusion de toute autre formule. »

Propos recueillis par PHILIPPE DECKAENE (Mercredi 16 mars.)

Le Monde dossiers et documents

NUMÉRO DE MARS

Il comprend dans la série société

LE MOUVEMENT GAULLISTE

et dans la série économie

LE SYNDICALISME EN FRANCE

Le numéro : 2,50 F

Abonnement un an (dix numéros) : 25 F

Vos vacances... votre séjour en France

Guide touristique et gastronomique

Prix forfaitaire pour 4 insertions consécutives :
40 F la ligne - T.V.A. = 1,60%

DEGRESSIF :

5% pour 12 insertions consécutives
10% pour 24 insertions consécutives

Côte d'Azur

Montagne

06400 CANNES

74700 COMBLOUX

LE SAINT-YVES *** N.N. 48 boulevard d'Alsace - Jardin, parking, tennis, piscine. Proximité de la Croisette. Tél. 38-63-28

Parc au Mont-Blanc, EDLWEISS Hostellerie ** Tél. (01) 58-64-04. Pension complète de 75 à 85 F. 25 chambres, salles de bains, confort.

06000 NICE

67140 LE BOURG

HOTEL DE LA MALMAISON *** N.N. 48 boulevard d'Alsace - Jardin, parking, tennis, piscine. Proximité de la Croisette. Tél. 38-63-28

LE GRAND HOTEL *** N.N. 48 boulevard d'Alsace - Jardin, parking, tennis, piscine. Proximité de la Croisette. Tél. 38-63-28

Campagne

Paris

81200 LACAUNE

CHAMPS-DE-MARS

HOTEL FUSIES Vacances agréables dans un pays vert et boisé. Casino, piscine, tennis, promenades, équestre.

HOTEL DE LONDRES ** N.N. 1, rue Augereau, près Terminus Invalides. Complètement rénové. Toutes chambres avec bain ou douche et w.c. Calme et tranquillité. Tél. 705-35-40

Mer

Suisse

66140 CANET-EN-ROUSSILLON

LEYSIN (Alpes Vaudaises)

La plage riveuse : son ciel, son climat, son soleil, 9 km de sable fin. Grand casino, port, animation permanente, marchés des produits et des petits artisans. Syndicat d'initiative, B.P. 22, 66140 CANET-EN-ROUSSILLON. Téléphone (04) 53-02-88 et 53-02-89

HOTEL MONT-BLANC, 38 H. Confort, Services personnalisés. Pension compl. T.T.C. des P.F. 80 F. Tél. 041-23-6223

SELECTION IMMOBILIERE FRANCE

Campagne - Mer - Montagne

La ligne : 10 F - T.V.A. = 1,60%

DEGRESSIF :

5% pour 4 insertions consécutives
10% pour 12 insertions consécutives

06 Alpes-Maritimes

69 - Rhône

NICE 20 km - Domaine 36 000 m². Bord riveuse - Calme - Vue - Villa neuve 10 pces, it. cft. Permis constr. autres villas 1 200 000 francs, MILLOT, 14 bis, boulevard, Balmuccia - 06 NICE (04) 53-41-71.

A LYON (6^e)
La Résidence des Etoiles : entre le Parc et la Paroisse, autour d'un grand jardin du studio au 3 pièces. Livraison immédiate. SORDIM, 6, quai Saint-Antoine, 69002 LYON. Tél. : (07) 23-53-40.

11 - Aude

A LYON (8^e)

LANGUEDOC : Soleil, sable fin, placement or. Studio T2 T3, front de mer et port : 78 000 F. app. T2 avec piscine : villas T2, T3, T4 : 98 000 F. Agence du Soleil, 11310 PORT-LEUCATE, 11310 PORT-LEUCATE. Tél. : (04) 68-21-21.

Sur un terrain de 16 000 m² mitoyen du lycée Jean-Perrin des appartements-villas du studio au 6 pièces en duplex. Livraison immédiate. SORDIM, 6, quai Saint-Antoine, 69002 LYON. Tél. : (07) 23-53-40.

20 - Corse

A LYON (9^e)

Pour vos locations vacances 1977. Consultez-nous dès à présent. Savoir sur simple demande de descriptions et prix. AGENCE DU COLEA : 111, Cours Napoléon - AJACCIO. Tél. 23-18-29. Résidence de Portofino - PORTOFINO, 23-01-23. Résidence du domaine de Sagone - SAGONE, 23-02-67.

De grands appartements Un grand jardin Un grand calme Le Square Saint-Romain Agence A.T.A.C. - 48-08-57, 2, avenue de la République, 69002 LYON. Tél. : (07) 23-53-40.

21 - Côte-d'Or

74 - Haute-Savoie

BEAUNE (21) ville très touristique, aux alentours d'un grand parc. A côté d'une retraite HOTEL - RESTAURANT 20 numéros, 170 couverts. Cabinet MARTY, 8, pl. Carnot - 21003 BEAUNE. Tél. : (03) 22-17-35.

14 km ANNECY Petit village de commerce VILLA-CHALET (1974) 3 ch. Séjour avec terrasse - CUISINE. S.d. Réduits - Garage - Terr. arborée 1 000 m² PRIX : 365 000 F. Alt. 500 m.

24 - Dordogne

100 km NORD PARIS

DORDOGNE MANOIRS Place de la République 21000 BERGERAC Tél. (03) 57-54-11

PROPRIETE, rée. CHASSE et PECHE. GARE ligne PARIS-LILLE à Proxim. Imposée. Sur 6 000 m² PARC : sous-sol aménagé av. 80 m² pces réception, bureau, 4 ch., tout confort ; maison de conciergerie ; Très bon état ; LIBRE à la vente.

40 - Landes

THERRASSE

COTE LANAISE VILLAS - FORETS - TERRAINS Spécialiste de la retraite landaise. Catalogue gratuit par retour. Agence ESCA, 40170, LIT. ET MIXE.

Demeure de style, Parc et Bosquet, plus de 6 000 m². Agence A.T.A.C. - 48-08-57, 2, avenue de la République, 69002 LYON. Tél. : (07) 23-53-40.

56 - Morbihan

53 - Vair

BRETAGNE - SUD Centre touristique CAFE - RESTAURANT - HOTEL 15 chambres Vue mer - 500 000 F. BENEAT-CHATEL, 33, rue Thiers - 56000 VANNES

Magnifique village provençal à 20 mn de TOULON et des plages. Très jolie vue. Construction villa en tradition de 250 000 F. Terrain compris. S.C.T. LES HAUTES DE BELGENTIER, 2, bd de Strasbourg, TOULON. Tél. : 93-02-23 et 93-02-28.

66 - Pyrénées-Orientales

Principauté de Monaco

DANS UN ENVIRONNEMENT APPARTEMENT TYPE 2 Tout confort - Prix : 138 000 F. T.T.C. **RESIDENCE SAINT-GEORGES** 80, rue des Minimes - PERPIGNAN. Tél. : 16 163 61.41.23. RENSEIGNEMENTS sur DEMANDE.

Sans formalités spéciales, venez à **MONT-CARLO** Studio Cuisine Bains : 240 000 2 pces. Cuisine Bains : 230 000 4 pces. Cuisine Bains : 880 000 Commencez à 300 000 F. Tous renseignements sont gratuits. Centragence Monte-Carlo - 50-56-12.

FRANCE

Le premier tour

L'accord de MM. Chirac et d'Ornano symbolise la volonté de réconciliation de la majorité

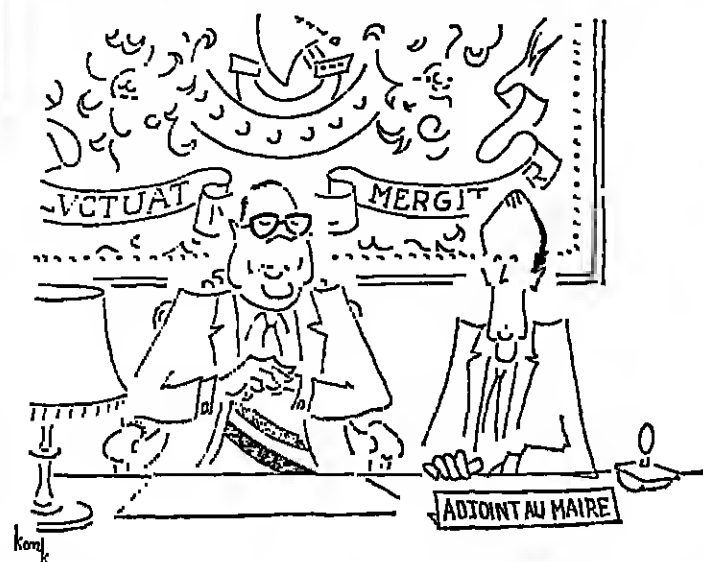
Un rendez-vous et un meeting : la majorité et la gauche se pouvaient mieux illustrer, chacune dans son style propre et selon sa tradition, pour ne pas dire son rituel, leur volonté d'union. Si l'initiative des dirigeants de la gauche de se retrouver ensemble sur la même tribune est surtout symbolique, l'entretien de MM. Chirac et d'Ornano répondait à une nécessité plus évidente. Comme toujours, c'est le président du R.P.R. qui a pris les devants. Il est dans son caractère d'agir vite mais, en la circonstance, il ne voulait laisser à aucune école l'autorité de la majorité le soin de dicter la marche à suivre à Paris. Aussi M. Jérôme Moind, secrétaire général du R.P.R., a-t-il porté dès lundi chez M. d'Ornano une lettre de M. Chirac proposant le rendez-vous de mardi matin à l'Assemblée nationale.

Le principe de la rencontre a été aussitôt accepté par le ministre de l'Industrie et de la Recherche qui, parallèlement, confirmait son intention de respecter le mécanisme du désistement en faveur de la liste la mieux placée, même dans les arrondissements 8^e et 10^e où la gauche ne menaçait pas pour elle-même d'être éliminée d'office. Pour sa part, M. Chirac était disposé à retirer les listes de M. Maugé, député du 10^e arrondissement, et de M. Planchet et de Bénouville, et du professeur Frézel dans le 18^e arrondissement devant celle de Lépine, Mesmin, Gaudier et Taittinger.

42,7 % des suffrages exprimés. Comment expliquer avec de tels chiffres la conquête de trente-deux villes de plus de trente mille habitants dès le premier tour, sans compter beaucoup d'autres de moindre importance ? Le vote des petites communes rurales, qui est moins politique, vient fort heureusement compenser celui des centres urbains, et le déclin des « divers gauche » et autres anciens opposants permet toutes les manipulations. Comme le cite la *Lettre de la Nation*, peu suspecte de défendre l'union de la gauche, les normes de classification des voix dans les petites communes sont bien mystérieuses.

M. Poniatowski a expliqué que la « poussée de la gauche » s'inscrivait dans la suite de celle des communes de 1976 et que, tout compte fait, cette progression débouchait sur un tassement. Là encore, comment ne pas s'étonner d'un tassement qui se traduit par un changement dans trente-deux grandes villes et d'une comparaison entre deux consultations, l'une portant sur toutes les communes et l'autre concernant la moitié des cantons ?

Dans l'entourage présidentiel, on estime que « trente-deux arbres ne doivent pas cacher la forêt ». On considère que la majorité, et surtout sa fraction gauchiste, a bien résisté à la progression de la gauche est acceptée comme un « ajustement à la réalité » qu'il ne convient pas de dramatiser. D'une part, parce que les Français, explique-t-on, ont



(Dessin de KUNE.)

Le R.P.R. souhaitait en retour l'effacement de M. Tolly, centriste, dans le 8^e arrondissement où M. Couve de Murville est le député. Mais le R.P.R. a refusé d'Etat à la culture, dans le 15^e arrondissement, contre Mme de Hautecloque, de M. Coll, réformateur, dans le 13^e arrondissement, contre M. de M. d'Ornano, député R.P.R. de M. Garçon, centriste, dans le 11^e arrondissement, contre M. Philippe Lafay. Mme Giroud a déjà fait savoir qu'elle se retirait, mais sans donner de nouvelles personnelles à ses électeurs.

Dans le deuxième secteur (2^e et 3^e arr.), les 18^e, 19^e et 20^e arrondissements, les listes Chirac ont été maintenues, mais dans quelques-elles n'ont pas atteint au premier tour 12,5 % des inscrits ; il en est de même pour les listes d'Ornano dans les 9^e, 10^e, 11^e et 12^e arrondissements.

Le contenu de la négociation en ce qui concerne le deuxième tour se trouvait donc simplifié. Restait à débattre de la mairie de Paris. Le communiqué de M. d'Ornano, lundi, ainsi que les commentaires faits dans l'entourage du pouvoir indiquent que le verdict des électeurs sera respecté et que M. Chirac aura donc le vote ouvert vers la mairie de la capitale. Les alliés du R.P.R. se montrent beaux loueurs ou résignés. A Paris comme ailleurs, nécessairement, l'objectif de la majorité est de contenir la poussée de la gauche. Si la menace peut apparaître moins pressante dans la capitale, la cessation des hostilités entre les formations qui soutiennent le pouvoir en place a une valeur exemplaire. L'union, la fin des dissensions personnelles, c'est ce qu'a souhaité M. Barre en quittant l'Elysée, lundi soir, après son entretien hebdomadaire avec le président de la République. Le premier ministre n'a pas l'intention d'intervenir dans le détail de la préparation du second tour des municipales, car celles-ci, dit-il, n'ont pas l'importance des législatives. M. Barre aurait préféré ne pas avoir à se mêler de cette consultation dès le premier tour et il est bien décidé maintenant à préserver son autorité en se gardant de la fouterie dans des querelles intestines.

Les dirigeants de la majorité reconnaissent la poussée de la gauche, mais tentent de la minimiser. Les rumeurs d'attitudes du ministère de l'Intérieur enregistrent cette progression par rapport aux municipales de 1971, mais n'accroissent pas la gauche que

l'habitude de corriger leur vote au second tour ; d'autre part, parce que beaucoup d'entre eux réagissent différemment devant des élections législatives. Le mal aurait pu être plus grand. Cette analyse optimiste relève enfin le succès du giscardisme incarné par M. d'Ornano dans les quartiers des élections de Paris. Le succès de M. Chirac dans la capitale est admis : on espère que le président du R.P.R. restera « tranquille ».

Le meeting de la gauche donnera l'occasion à MM. Mitterrand, Marchais et Fabre de se côtoyer sur la même tribune, alors qu'ils ne s'étaient pas rencontrés au sommet depuis le 12 juin 1976, lors de la signature de l'accord sur la constitution de listes d'union. La gauche veut relancer la dynamique unitaire, notamment dans les villes où elles étaient divisées. Mais son véritable problème se situe à l'extérieur de ses frontières nationales. Il lui faut séduire la fraction du mouvement écologiste qui l'a boudée au premier tour et tenir compte de la poussée de l'extrême gauche dans les trente villes où elle se présente. Le courant trotskiste renforcé par un groupe venu du maoïsme, obtient des scores électoraux qu'il n'avait jamais connus (12 % à Orléans, par exemple). Même à Paris, où il n'est pas en tête, il n'est pas en déclin comme nous l'avions indiqué par comparaison avec les résultats nettement supérieurs de l'extrême gauche en 1971, qui étaient ceux du P.S.U. et de Lutte ouvrière. Il y a là un phénomène nouveau qui se manifeste notamment dans l'électorat communiste et qui oblige la gauche à ne pas négliger cet appoint pour le second tour d'anciennes incompatibilités d'union devront être surmontées.

ANDRÉ LAURENS.

(Mercredi 16 mars.)

Dans la famille de nos amis UN CADEAU DURABLE

Offrez un abonnement d'un an au **MONDE des philatélistes** France : 32 F. L'étranger : 46 F. 1 rue des Italiens, Paris 19^e. C.C.P. 18 378-12 Paris. Specimen sur demande.

Les deux lectures

(Suite de la première page)

Au moins notre avenir, notre sort, sont-ils inscrits en filigrane dans les résultats électoraux de dimanche dernier ? Même pas. Car il y a deux façons bien différentes de lire ces résultats selon qu'on fait partir la course de 1973 ou qu'on veut établir la feuille de température complète de la 1^{re} République.

Ici, la gauche est représentée par une ligne constamment ascendante : des législatives de 1973 à celles de 1978, en passant par les présidentielles de 1974, les primaires et les cantonales de 1978, les municipales de 1977, la montée paraît irrésistible et la barre des 50 % est déjà franchie. Là, au contraire, on voit une ligne brisée, en dents de scie : du sommet atteint d'embée en 1958, la majorité redescend lentement, via les ballottages des présidentielles de 1965 jusqu'aux législatives de 1967, si malheureusement gagnées qu'il n'en fallut d'un siège de député, un seul, qu'elle fussent perdues. Puis la ligne se redresse vivement avec les législatives de l'ordre d'après mai 68 pour replonger non moins brusquement avec le référendum qui voit l'année suivante l'échec et entraîne le départ du fondateur du régime. Etale avec quelques menus sursauts ou ondulations sous le mandat de Georges Pompidou, voici qu'elle s'élève à nouveau depuis l'élection de son successeur jusqu'à cette semaine, où l'horizon change : un échec, et c'est une simple échancre dans la courbe en dents de scie des élections sous la 1^{re} République.

Peut-être imaginer qu'il ne s'agit que d'une illusion, que ceux qui, depuis vingt ans, tentent d'importer la place ont autant de mal à admettre qu'ils valent que d'hésitation à croire qu'ils ont, cette fois, une vraie chance de vaincre. Vingt ans de pouvoir usent, vingt ans d'opposition lassent.

Faute de pouvoir trancher, faute même de pouvoir être interprétés, ces élections laissent donc la page blanche. Juguler l'inflation, réduire le chômage, assurer l'expansion et la prospérité, garantir plus d'équité avec autant de liberté, comment-on un seul parti, un seul candidat qui n'est inscrit à son programme ces objectifs, qui n'ait promis de tout faire pour qu'ils soient atteints, qui ne présente ses propres recettes comme les meilleures, les seules qui permettent d'espérer le succès ?

Tout choc, tout vote, est un pari. Le pari qui est devant nous et qui, lui, engagera, de toute façon, l'avenir et notre sort, ne peut être fait sur des discours et des statistiques qui ont au moins deux lectures. Il repose sur la sensibilité, les nerfs, l'inspiration, l'instinct ou la lassitude de chacun. On sent bien que ça sera plus dur que dans toutes les occasions précédentes depuis, près de dix ans : une victoire de la gauche, et l'horizon change ; un échec, et c'est une simple échancre dans la courbe en dents de scie des élections sous la 1^{re} République.

PIERRE VIANSSON-PONTE.

(Mercredi 16 mars.)

Les statistiques du ministère de l'intérieur

La répartition des voix

	NOMBRE	POURCENTAGE
Inscrits	33 880 218	
Votants	26 084 554	78,5
Exprimés	25 267 192	76,3
Abstentions	6 985 724	21,1
Extrême gauche	179 557	0,7
Parti communiste	86 821	0,3
Union de gauche	6 854 239	30,0
Département de gauche	1 878 227	8,2
Centre gauche	1 889 048	8,2
Majorité	18 239 183	55,9
Divers modérés	326 872	1,6
Extrême droite	27 661	0,1

La répartition des sièges

NOUVEAUX	SIÈGES	POURCENTAGE
Communistes	22 166	6,0
Extrême gauche	2 402	0,6
Socialistes	38 879	10,5
Radicaux de gauche	6 882	1,9
Divers gauche	80 148	21,7
Centre gauche favorable à la majorité	17 465	4,7
R.F.R.	25 800	6,7
Représentants indépendants	30 727	8,2
Indépendants	4 596	1,2
C. D. S.	21 871	5,9
Modérés favorables à la majorité	114 034	30,9
Divers droite	3 940	1,0

L'évolution des forces politiques dans la capitale

	Législatives 1973	Présidentielles 1974 (2 ^e tour)	Municipales 1977
Union de la gauche et extrême gauche	39,7	43,1	35
Listes diverses (écologistes et socialistes)	—	—	12,4
Majorité	56,7	56,9	50,2
Divers droite	3,6	—	2,4

La participation des électeurs parisiens aux diverses consultations

Municipales 1971	55,67 %
Législatives 1973	78,7 %
Présidentielles 1974	82,8 %
Municipales 1977	87,6 % (moy. nationale 78,3 %)

Les résultats globaux de Paris

Inscrits	1 216 672	
Votants	863 523	soit 70,8 %
Suffrages exprimés	831 432	
Extrême gauche	94 943	soit 11,3 %
Union de la gauche	273 366	soit 32,8 %
Parti-Ecologie	86 531	soit 10,4 %
Jobert	19 519	soit 2,3 %
Chirac	222 973	soit 26,8 %
D'Ornano	177 863	soit 21,5 %
Frédéric-Dupont (E.L.D.)	17 498	soit 2,1 %
Divers droite	19 729	soit 2,3 %

محسنان الناصر

des élections municipales

PARIS : les listes de M. Chirac ont pris l'avantage sur celles de M. d'Ornano

An lendemain du premier tour de scrutin, Paris connaît déjà quatre de ses futurs conseillers municipaux. Ce sont : MM. Edouard Frédéric-Dupont, député, conseiller sortant, et Henri Magnin, tous deux R.I. ; Philippe Mithouard, conseiller sortant C.D.S., et Jean-Philippe Huet, R.P.R., élus dans le 7^e arrondissement sous la bannière de l'Union autoliste et avec le double parrainage de MM. Chirac et d'Ornano. La majorité présidentielle a triomphé, dans un arrondissement où elle n'est guère concurrencée. Il est vrai, et où la personnalité de l'un des plus anciens parlementaires de la capitale l'a préservée des querelles. N'est-il pas symbolique que le quartier des ministères et du siège du gouvernement reste un havre de paix ?

Dans tous les autres arrondissements, la « bataille de Paris » au sein de la majorité et l'affrontement entre celle-ci et l'Union de la gauche ont débouché sur des ballottages.

Les électeurs parisiens étaient invités à élire pour la première fois un conseil municipal de droit commun (ou presque) succédant au Conseil de Paris. Ils votaient pour désigner un vrai maire. Cette innovation et une extrême politisation de la campagne due à l'affrontement de MM. Chirac et d'Ornano ne pouvaient qu'attirer les électeurs à voter aux urnes. Ils y sont venus dans une proportion nettement supérieure à celle enregistrée en 1971. Il y avait eu 43,08 % d'abstentions alors. Il n'y en a eu que 32,41 % cette fois. C'est dans les 2^e, 3^e, 12^e, 13^e, 14^e et 15^e arrondissements (36,81 %), que l'abstention a été la plus forte et dans les 1^{er}, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e et 20^e (31,9 %) qu'on a le plus voté.

Sous l'appellation « extrême gauche » figurent ci-dessous les résultats des listes Paris aux travailleurs, présentées par la Ligue communiste révolutionnaire, l'Union ouvrière et l'Organisation communiste des travailleurs. Leur score varie entre 3,7 % des suffrages exprimés

dans le 13^e arrondissement et 1,4 % dans les 8^e et 18^e arrondissements. Sur l'ensemble de Paris, l'extrême gauche représente 2,88 % des suffrages contre plus de 6 % en 1971. C'est dire que le courant trotskiste, loin de progresser sur le plan électoral, décline.

La gauche rassemblait le P.C., le P.S., le M.R.G., le P.S.U. et deux groupes gaullistes d'opposition, la Fédération des républicains de progrès et la Coordination nationale des gaullistes de gauche.

Cette coalition rassemble 273 347 suffrages (32,09 %) contre 203 872 (23,57 %) en 1971. La gauche progresse en voix et en pourcentage dans tous les secteurs. Elle atteint ses meilleurs scores dans le 18^e arrondissement (44,1 %), dans le 20^e (43,14 %), dans le 13^e (42,7 %) et les plus faibles dans le 16^e arrondissement (13,2 %), le 8^e (13,8 %) et le 7^e (17 %). Sa progression par rapport à 1971 atteint jusqu'à six points de pourcentage dans le 9^e arrondissement.

La gauche détenait le 11^e, le 12^e, le 18^e et le 20^e arrondissement. Dans le 11^e, la liste conduite par M. Berlemont (P.C.) et comprenant notamment M. Sarre, candidat du P.S. à la mairie, recueille 42 % des suffrages exprimés tandis que les deux listes de la majorité en rassemblent 41,75 % en puissance, c'est M. Fanton, député R.P.R., qui sera élu au second tour. Dans le 12^e arrondissement, la liste de M. André Voguet (P.C.) a 42,7 % des suffrages et la majorité ne dispose que d'un potentiel de 37,69 %. La situation est encore plus favorable à la gauche dans les bastions communistes des 18^e et 20^e arrondissements. En revanche, dans le 16^e arrondissement, la majorité a, dans son ensemble, plus de réserves (45,08 %) que la gauche (40,2 %), de telle sorte que M. Chirac, président du groupe des R.I. à l'Assemblée nationale, député de l'arrondissement, et M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, peuvent espérer, après avoir devancé la liste de M. Le Tac (R.P.R.), battre au second tour MM. Baillet, député commu-

niste, et Estier, membre du secrétariat national du P.S., tous deux conseillers sortants. La gauche l'avait emporté au second tour, en 1971, à la faveur d'une élection triangulaire : le maintien de la liste centriste avait bloqué 9 000 voix.

Le duel entre M. d'Ornano, désigné par M. Sarre pour être candidat de la majorité à la mairie de Paris à l'issue d'une procédure de concertation contestée par le R.P.R. et M. Chirac, président de ce mouvement, a tourné à l'avantage de l'ex-premier ministre.

Si l'on met de côté le 7^e arrondissement et le score de M. Frédéric-Dupont, les listes Union pour Paris parrainées par M. Chirac recueillent 222 395 voix (26,23 %) et celles intitulées Protection et Renouveau de Paris de M. d'Ornano 187 529 voix (22,02 %). Le premier ne triomphe pas et le second n'est pas écrasé. Cependant, le potentiel de la majorité, en sièges de conseillers, accroît l'avantage de M. Chirac. En effet, les listes d'Ornano seront en tête dans les 3^e et 3^e arrondissements avec M. Dominiati, secrétaire général des R.I. député ; le 12^e arrondissement, où la liste comprenant M. de Bénouville, député opposant R.P.R., le 18^e arrondissement, où les « centristes » de MM. Lépine Mesmin, député, et les R.I. MM. Gantier, député, et Taltinger, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, ont devancé les partisans de M. Chirac ; le 18^e arrondissement, comme on l'a déjà vu, et, enfin, dans les 19^e et 20^e arrondissements. Ces deux derniers secteurs étant inaccessibles pour la majorité, si les amis de M. d'Ornano emportent tous deux au second tour, ils peuvent prétendre à disposer de 29 sièges.

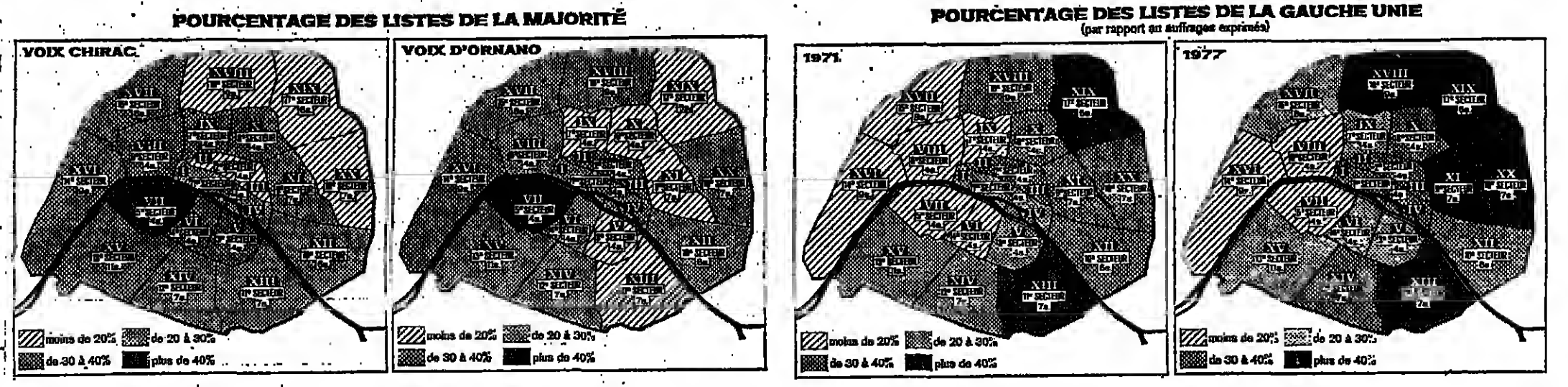
Les listes Chirac sont en tête dans les 1^{er} et 4^e arrondissements (M. Krieg, député R.P.R.), le 5^e (MM. Chirac et Tiberi, députés R.P.R.), le 6^e (M. Bas, député R.P.R.), le 9^e (M. Couve de Murville, député R.P.R.), le 10^e (M. Kasperoff, député R.P.R.), le 10^e (M. Marcus, député

R.P.R.), le 11^e (M. Fanton, député R.P.R.), le 15^e, le 16^e (M. de La Malène, député R.P.R.), le 18^e (Mme de Huestecloque, MM. Marengo et Roux, députés R.P.R.) et le 17^e (M. Philippe Lafay, fils de Bernard Lafay, député R.P.R., président du Conseil de Paris, décédé pendant la campagne électorale). En ce conservant que les arrondissements où la majorité est sortante, le R.P.R. peut espérer enlever une cinquantaine de postes de conseillers municipaux. Sans compter le ou les alliés que M. Chirac trouvera sur la liste de M. Frédéric-Dupont et sans préjuger l'attitude future de M. de Bénouville ni l'issue du second tour dans les 8^e et 16^e arrondissements, où toutes les autres listes s'étant éliminées (car elles ont recueilli moins de 12,5 % des inscrits), celles de la majorité pourraient poursuivre au second tour « la bataille de Paris ».

Parmi ces autres listes qui, à l'exception de celles de la gauche, sont souvent vouées à la marginalité, celles des écologistes recueillent 85 516 voix et 10,13 % des suffrages. Cette proportion dépasse 13 % dans les 3^e, 8^e et 7^e arrondissements, qui ne sont pourtant pas les plus mal lotis pour l'environnement ! Les listes de M. Jobert obtiennent 2,29 % des voix et 19 829 suffrages dans la capitale avec une pointe de 4,5 % dans le 7^e arrondissement. Les amis de M. Le Pen (Front national) recueillent 2,7 % des voix, c'est un maximum — dans le 7^e arrondissement, où les royalistes font aussi leur meilleur score (0,6 %).

Le dimanche 20 mars, les électeurs n'auront à arbitrer la phase finale du duel Chirac-d'Ornano que si l'engagement se poursuit là où il n'y a pas de danger à gauche. Il est possible que les bristards arrêtent les fracs devant la « nécessité nationale » de faire front contre la poussée de la gauche. Encore faudrait-il qu'ils s'entendent sur le choix du prochain maire de Paris. Sinon, ils devront en découdre jusqu'au bout.

ANDRÉ LAURENS.
(Mardi 15 mars.)



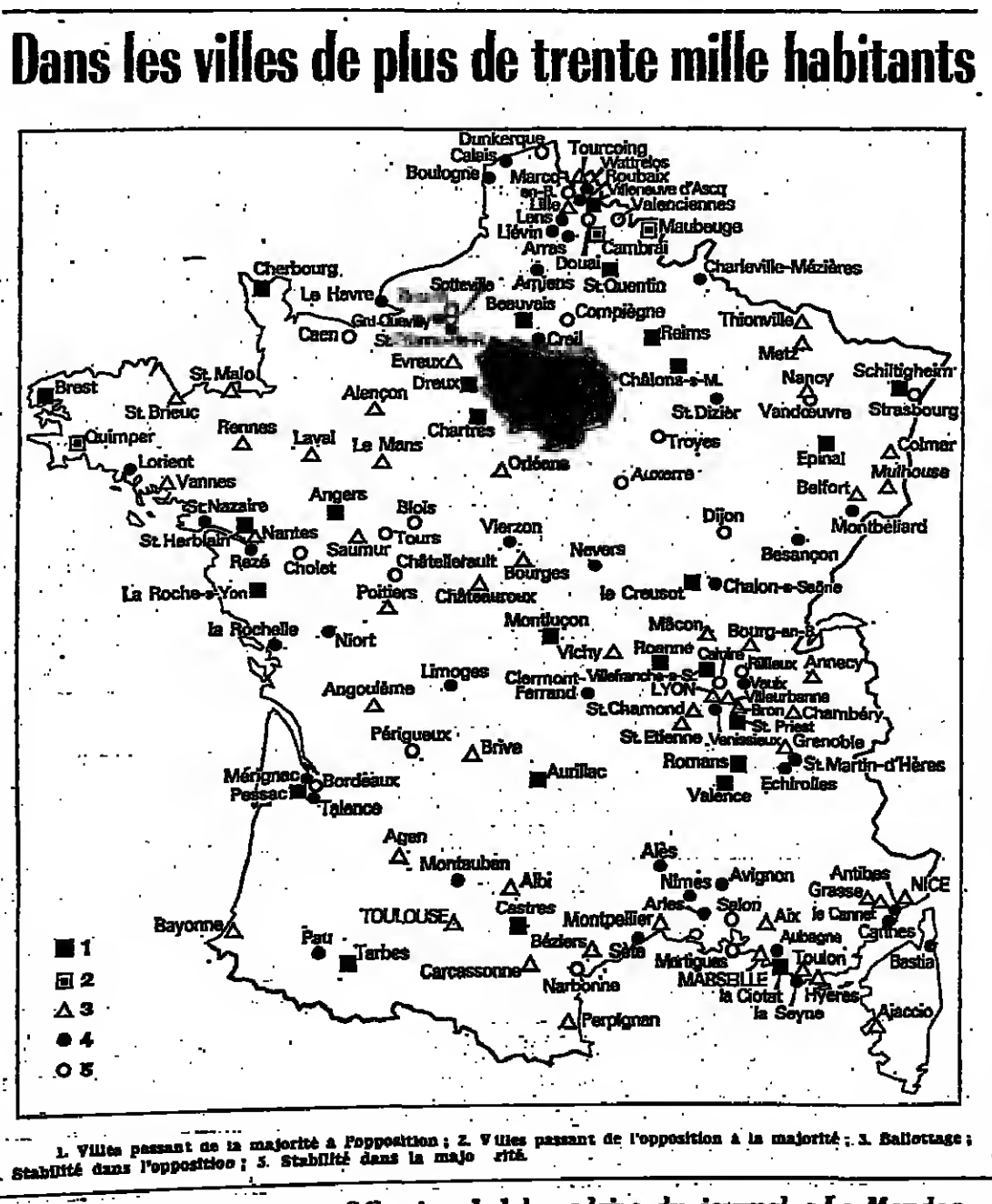
L'alternance
(Suite de la première page.)

Proclamer à tort que le parti socialiste a commis une erreur historique en souscrivant au programme commun, c'est vouloir ignorer l'histoire la plus contemporaine qui ne lui laisse pas d'autre choix. Tout choix, comporte des risques. Mais, loin d'être « suicidaire », cette option lui a été largement profitable depuis quatre ans. Discutable ou inadaptable aujourd'hui, ce programme, a créé un de ces mythes dont une coalition a besoin pour retrouver l'espoir et l'unité.

La version municipale du même argument consiste à se rapprocher du parti socialiste de faire entrer, à la faveur de listes d'union, des communistes dans des conseils où ils ne figuraient pas. Venant d'hommes qui ont inventé la loi électorale de 1953, l'argument est paradoxal : la situation qu'ils déploient est précisément celle qu'ils ont voulu : en bloquant les listes, ils pouvaient, condamner les deux camps à la bipolarisation, aux coalitions. Venant d'hommes qui se veulent démocrates, c'est en outre prendre les électeurs pour des imbéciles : leur a-t-on assez dit qu'ils allaient livrer leur ville au collectivisme ? Se seraient-ils prononcés sans se rendre compte de ce qu'ils faisaient ?

Si la majorité veut redresser la situation d'ici aux élections législatives, la première condition est évidemment qu'elle s'unisse, mais aussi qu'elle cesse de s'obstiner à le faire en disant n'importe quoi sur l'opposition, et qu'elle traite sérieusement les choses sérieuses, c'est-à-dire les élections, les partis et d'abord les citoyens.

J. F.
(Mardi 15 mars.)



Le « Waterloo » des sondages

Jamais sans doute les électeurs de Paris n'avaient été aussi profondément et souvent sondés — que pendant cette campagne. Chaque liste ou presque a fait procéder à de grands frais à des sondages répétés dans chaque arrondissement de la capitale. Plusieurs instituts, pour le compte de tel ou tel journal, ont interrogé inlassablement les Parisiens. Résumons-les, c'est le « Waterloo » des sondages.

La compétition entre les listes parrainées par M. Jacques Chirac et celles qui conduisent M. d'Ornano constitue évidemment le premier grand point d'interrogation. Mais les sondages se sont trompés à peu près partout. Non seulement sur les pourcentages respectifs, mais souvent sur le sens du mouvement et l'ordre d'arrivée.

Ainsi, dans deux secteurs, le sondage IFOP-Quotidien de Paris donnait égalité aux deux listes : 23 % dans le 1^{er} secteur (premier et quatrième arrondissements) ; 17 % dans le 17^e secteur (dix-neuvième arrondissement). L'écart est notable dans le 1^{er} secteur (liste Chirac : 28 %, liste d'Ornano : 22 %) et plus réduit, mais en sens inverse, dans le 17^e secteur (liste Chirac : 17,4 %, liste d'Ornano : 19,3 %). Le même institut plaçait la liste Chirac nettement en tête dans le 18^e secteur (vingtième arrondissement) avec 21 % contre 18 % à la liste d'Ornano : c'est l'inverse, la liste Chirac obtenant 17,2 %, la liste d'Ornano 21,8 %. Même erreur pour le sondage Public S.A.-Paris-Match qui, dans le 1^{er} secteur (seizième arrondissement), attribuait de 22 % à la liste Chirac, qui obtint 33,8 % des suffrages, et de 31 % à la liste d'Ornano, qui atteignit en fait 30,3 %. Et aussi dans le 10^e secteur (dix-huitième arrondissement), où la liste Chirac, créditée de 21 %, ne recueillit que 17,5 % des suffrages, tandis que la liste d'Ornano, à laquelle le sondage attribuait 18 %, en obtint 27,5 %.

Pour la gauche et les écologistes, les résultats du scrutin sont un peu plus proches des indications données par les sondages, mais ceux-ci ne sont néanmoins guère satisfaisants. Ainsi l'IFOP accordait-elle aux listes écologistes 14 % dans le 17^e secteur (dix-neuvième arrondissement) ; or dans ce secteur ils n'obtiennent que 9,1 %. Mais dans trois autres secteurs, les 3^e, 4^e et 5^e secteurs (cinquième, sixième et septième arrondissements), elles obtiennent 13,9 %, 13,8 % et 13,2 %, alors que l'IFOP leur en accordait 9 %, 10 % et 11 % ! Du côté de Public S.A.-Paris-Match, les écologistes avaient la grosse cote dans les observations : 10 % pour le 1^{er} secteur (premier et quatrième arrondissements), 17 % dans le 2^e secteur (deuxième et troisième arrondissements), 18 % dans les 7^e et 8^e secteurs (septième et dixième arrondissements). Or dans ces quatre secteurs les listes écologistes ont réuni respectivement 11,3 %, 9,7 %, 6,4 % et 7,85 %.

Tous ces sondages contiennent donc beaucoup d'erreurs, gaspillés et beaucoup d'efforts trompés par ce barrage, où les arrière-pensées commerciales et parfois partisans tiennent une place notable. Encore une fois, il faut réglementer et contrôler les sondages. Ou y renoncer.

P. V.-P.
(Mardi 15 mars.)

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 7 AU 11 MARS 1977

APATHIE PRÉ-ÉLECTORALE

Le déluge d'affiches, de tracts et autres feuilles pré-électorales qui s'est abattu sur la ville de Paris et ses habitants a miraculeusement épargné le palais Brongniart et ses occupants. Hormis une poignée de militants écologistes qui se sont vus découragés, mardi, par le fait de voir rappeler à la Bourse de Paris l'imminence de la consultation électorale. Elle n'était cependant pas oubliée. De toute évidence, c'est même à cause de la campagne fiévreuse déclenchée à cet effet que le marché est apparu, cette semaine encore, aussi apathique.

D'un vendredi à l'autre, les différents indices ont fléchi de 0,5 % environ. Le marché a somnolé jusqu'à mardi, les cours n'enregistraient que de faibles écarts dans une indifférence quasi générale. Brusquement, le lendemain, l'activité devenait un peu plus fébrile et les valeurs françaises se replaçaient. La dernière note de conjoncture publiée par le C.N.P.F. et faisant état d'une stagnation de l'activité était-elle à l'origine de ce mouvement? Bien peu, sous les colonnes, en furent convaincus. De fait, les cours se montrèrent déjà plus résistants lors de la séance suivante et, à la veille du week-end, regagnèrent une partie du terrain cédé plus tôt. Achats spéculatifs d'origine étrangère, essentiellement allemands et britanniques, « jouant » les résultats de la consultation? Ou ultime redressement avant le scrutin, organisé et soutenu par quelques investisseurs institutionnels soucieux de ne pas laisser trop glisser les cours? Les deux hypothèses sont vraisemblables. En tout cas, les professionnels sont restés sceptiques.

Pour eux comme pour beaucoup dans la communauté financière, quelle que soit l'issue de la consultation électorale, l'hypothèque qui pèse sur les cours des valeurs françaises et sur les investissements des entreprises ne sera pas, pour autant, levée. Douze mois seulement nous séparent des législatives et tout porte à croire que la campagne est déjà commencée, se lamentent-ils. Cette campagne qui empoisonne le climat boursier, les professionnels la souhaitent bien plus courte. A condition que les résultats ne soient pas trop défavorables à la majorité en place, beaucoup, autour de la corbeille, plaident ouvertement pour des élections anticipées. « Le chiffre d'affaires de la Bourse de Paris a déjà diminué de 30 % au cours des deux premiers mois de l'année. Où cela va-t-il s'arrêter si la politique continue d'imposer sa loi au marché? », se demandent-ils. Et certains d'ajouter : « Les résultats des entreprises sont généralement plus satisfaisants et le commerce extérieur est en voie d'amélioration. Qu'attend-on pour en prendre acte à la Bourse? ». Il reste peut-être aussi quelques motifs d'inquiétude...

La cherté du dollar et de la livre et selon la dernière étude de la Banque Jordan, « les problèmes concernant l'emploi pourraient bien se poser encore assez longtemps... ». Si la Bourse peut « digérer » sans trop de difficultés ce genre d'obstacle, personne ne peut jurer que le corps social s'y babiluera vraiment.

Aux valeurs étrangères, peu traitées, les américaines ont été irrégulières tandis que les allemandes se replaçaient. Faiblesse des pétroles internationaux et recul général des mines d'or.

Sur le marché de l'or, où les transactions sont redevenues anémiques, le lingot a fléchi de 100 F à 23 193 F tandis que le napoleon est resté assez stable à 237,60 F contre 237,40 F.

PATRICE CLAUDE.

Bonne tenue du dollar et de la livre
Léger glissement du franc

Peu de changements sont intervenus cette semaine sur les marchés des changes. Le DOLLAR et la LIVRE se sont raffermis, aux dépens du DEUTSCHEMARK et du FRANC SUISSE, tandis que le FRANC SUISSE a légèrement glissé.

De la semaine à la semaine, les monnaies anglo-saxonnes s'affaiblissent par rapport aux monnaies fortes, le DOLLAR fléchissant le cours de 2,60 F.S. à 2,57 F.S. et celui de 2,57 F.S. à 2,54 F.S. Mais l'annonce d'une forte hausse des prix de gros américains en février ne déprimait pas le DOLLAR, qui termine en hausse d'une semaine à l'autre.

Le DOLLAR CANADIEN, en revanche, le marché de l'or s'est montré

estimant plus rémunérateur les conditions offertes ailleurs qu'en Suisse. La Banque nationale suisse se défend toujours d'avoir provoqué sa baisse, elle ne doit pas, toutefois, être mécontente de voir la monnaie helvétique quitter les hauts sommets où elle planait ces derniers mois.

Jeu, et surtout vendredi, le FRANC a glissé quelque peu, et la Banque de France a dû intervenir modérément pour empêcher le DOLLAR d'atteindre les 6 F.S. fatidiques. Mais, en définitive, l'attaque a été peu importante. Ce ne serait plus le cas, prévoient les camélistes, si les élections municipales étaient très mauvaises pour la majorité.

Le DOLLAR CANADIEN, en revanche, le marché de l'or s'est montré

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

PLACE	LIVRE	U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
Londres	—	1,112	8,507	1,248	4,103	6,173	1,515,66	—
New-York	1,112	—	8,507	1,248	4,103	6,173	1,515,66	—
Paris	—	8,507	—	1,248	4,103	6,173	1,515,66	—
Zurich	—	8,507	—	1,248	4,103	6,173	1,515,66	—
Frankfurt	—	8,507	—	1,248	4,103	6,173	1,515,66	—
Bruxelles	—	8,507	—	1,248	4,103	6,173	1,515,66	—
Amsterdam	—	8,507	—	1,248	4,103	6,173	1,515,66	—
Milan	—	8,507	—	1,248	4,103	6,173	1,515,66	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lire.

vanche, reste soumis à de fortes pressions à la baisse : son fléchissement est attribué aux remous de la politique intérieure au Canada et à des pronostics défavorables quant à sa tenue dans un avenir proche.

La LIVRE STERLING se porte toujours bien, la Banque d'Angleterre ayant même treizième à hausse les 3 et 9 mars en achetant du DOLLAR, et cela malgré le fait que le conflit social chez British Leyland la baisse du taux d'escompte de la Banque d'Angleterre de 1/4 que passagèrement affectée.

Quant au FRANC SUISSE, il est toujours victime d'arbitrages en faveur d'autres monnaies notamment le DEUTSCHEMARK, les détenteurs de capitaux flottants

quelque peu agité, le cours de l'once de métal commençant par monter vivement dépassant 148 dollars pour la première fois depuis septembre 1975. Puis il retombait aux alentours de 145 dollars sous l'effet de ventes bénéficiaires pour terminer légèrement au-dessus de ce niveau.

Outre la crainte de l'inflation, l'intérêt renouvelé qui s'attache au métal jaune, après une éclipse de dix-huit mois, est à mettre en parallèle avec celui qui a provoqué récemment l'envolée spectaculaire de certaines matières premières sur les marchés internationaux (café, cacao, étain, plomb). La spéculation, décidément, les marchés financiers, joue les « valeurs » folles.

FRANÇOIS RENARD.

SPORTS

ATHLÉTISME

Les championnats d'Europe en salle
perturbés par une manifestation basque

De notre envoyé spécial

Saint-Sébastien. — Décidément, il devient toujours plus difficile de maintenir les grandes compétitions sportives à l'abri des remous de notre temps. Depuis le début de la semaine, Saint-Sébastien était en ébullition après la mort de deux militants de l'ETA, le 8 mars.

Aux abords de la vieille ville, loin d'un stade couvert aussi neutre que celui de Vienne ou de Rotterdam, les débris de toutes sortes qui jonchaient les rues témoignaient des harcèlements auxquels les forces de l'ordre étaient soumises.

Dimanche 13 mars, peu après 11 heures, alors que les concurrents de la troisième série du 50 mètres n'avaient pas encore le départ, sans crier gare, un important cortège, drapés de drapeaux, se déplaça au milieu de la foule qui fut bientôt noire de monde. Imperméablement, le Tchèque Jiri Cervovsky répéta encore le passage de quelques haies. Puis il lui fallut se rendre compte qu'il était impossible de continuer avec des hôtes aussi encombrants. D'autant que, des tribunes, dévalaient de jeunes spectateurs (gros) dans les rangs des quelque quatre mille manifestants.

Le temps d'annoncer un chant d'une beauté poignante, de claquer des mains en cadence et de descendre

des mots d'ordre, et un silence impressionnant se fit. Une voix monta alors, portée par la puissance d'un micro prévu pour un autre usage : « Il s'agit pour nous de protester contre l'assassinat de deux membres de l'ETA, de demander l'extension de l'amnistie à tous les prisonniers, d'exiger la dissolution des forces répressives, de revendiquer la liberté nationale du Pays basque... »

Deux records mondiaux

Il fallut deux votes à main levée et d'interminables échanges d'arguments pour que les tuteurs de troubles, un moment essai et déterminés à occuper les lieux indéniablement, exception de s'en aller, précèdent de leur haute dignité de l'athlétisme international leur service de protection. Une fois sortis de la souricière dans laquelle ils s'étaient enfoncés imprudemment, ils ne ménagèrent ni leurs applaudissements ni leurs remerciements à ceux qui, formant la haie, les avaient tirés

d'un mauvais pas. L'incident avait duré près d'une heure. Les compétitions pouvaient reprendre.

Elles furent marquées par deux nouvelles meilleures performances mondiales, établies par Maris Koch, une Allemande de l'Est de vingt ans, qui courut le 400 mètres en 51 sec. 54/100, et par Thomas Münkel, autre athlète de la R.D.A., qui remporta le 100 mètres en 10 sec. 42/100. Le 100 mètres en Europe tant sa supériorité fut grande dans le 80 mètres haies, qu'il gagna en 7 sec. 82/100. Cependant, comme les victoires importantes plus dans ces championnats en salle que les chiffres, il convient de souligner les septièmes et dixièmes titres acquis respectivement par les Soviétiques Valéry Borzov et Viktor Sanelev. Du premier qui, blessé au talon droit, n'en était qu'à sa seconde compétition de l'hiver, on finit par se lasser de citer les louanges. Mieux vaut se fier à ce soit à ses adversaires du printemps et à son entraîneur, le Suédois Christer Carpenborg, déclare : « Je ne le considère pas comme un athlète, mais comme un artiste. » Quant au second, ordinairement peu expansif, il ne tarissait pas d'éloges au sujet de son hôte, Raymond Pointu, Jek Uudme.

Deuxième du concours du triple saut, cet Estonien de vingt-deux ans, étudiant en économie, dont les traits potelés évoquent les jeunes de Sachs Pitot, possède assurément de belles qualités. Très mince et très grand (1,90 mètre et 71 kilos), ce qui ne l'empêche pas d'être rapide (10 sec. 8/100 aux 100 mètres), il manque encore singulièrement de puissance. Ne saute-t-il pas seulement 120 kilos en demi-flexion des jambes, alors que Bernard Lamité, qui obtint à Saint-Sébastien une troisième médaille de bronze, effectua le même exercice avec une barre de 220 kilos sur les épaules? Se mit également en évidence, parmi les espoirs, le Britannique Sebastian Coe, vainqueur du 800 mètres en 1 min. 46 sec. 5/10, un temps volé de la meilleure performance mondiale (1 min. 46 sec. 4/10), au terme d'une course qu'il mena du début jusqu'à la fin.

Les Français bien effacés

Les sélectionnés français, qui avaient fait merveille lors de ce tournoi de vingt ans et à ses équivalents quinze jours auparavant, ont cette fois-ci donné dans le mode mineur (1). Une seconde médaille pour Francis Demarthon dans le 400 mètres, sept places de finalistes (dans les six premiers) et aucun titre, voilà qui tempère un enthousiasme sans doute prématuré.

Quelque peu effacés, les athlètes français passeront d'autant plus impalpables qu'aucun d'entre eux ne participait au concours du lancer du poids, remporté par un malabar islandais inconnu, qui obtint un succès prodigieux auprès du public. Car, au Pays basque, on a le culte de la force pure. Que furent ses huitièmes championnats d'Europe en salle, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du stade, sinon une épreuve des forces?

RAYMOND POINTU.

(1) Au classement établi par rapport au nombre de médailles obtenues, la R.D.A., la Pologne, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne prennent, dans cet ordre, les quatre premières places, tandis que la France se classe onzième.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

CHAMPIONNATS D'EUROPE
A SAINT-SEBASTIEN

HOMMES

50 mètres. — 1. Borzov (U.R.S.S.), 6 sec. 59; 2. Carpenborg (Suède), 6 sec. 60; 3. Worobin (P.O.), 6 sec. 67.
100 mètres. — 1. Münkel (R.D.A.), 10 sec. 42; 2. Demarthon (Fr.), 10 sec. 44; 3. Giesek (P.O.), 10 sec. 47.
200 mètres. — 1. Coe (G.-B.), 1 min. 46 sec. 54; 2. Gubik (R.D.A.), 1 min. 47 sec. 2; 3. Oysin (Suède), 1 min. 47 sec. 6.
400 mètres. — 1. Struwo (R.D.A.), 1 min. 46 sec. 5; 2. Weijman (R.F.A.), 1 min. 46 sec. 6; 3. Zemo (Hong.), 1 min. 46 sec. 7; 4. Gonsler (Fr.), 1 min. 46 sec. 8.
800 mètres. — 1. Fischen (R.F.A.), 1 min. 57 sec. 1; 2. Pajurim (P.O.), 1 min. 57 sec. 2; 3. Rytte (Suède), 1 min. 57 sec. 3.
1 500 mètres. — 1. Struwo (R.D.A.), 3 min. 46 sec. 5; 2. Weijman (R.F.A.), 3 min. 46 sec. 6; 3. Zemo (Hong.), 3 min. 46 sec. 7; 4. Gonsler (Fr.), 3 min. 46 sec. 8.
3 000 mètres. — 1. Fischen (R.F.A.), 7 min. 37 sec. 1; 2. Pajurim (P.O.), 7 min. 37 sec. 2; 3. Rytte (Suède), 7 min. 37 sec. 3.
5 000 mètres. — 1. Munkelt (R.D.A.), 16 min. 56 sec. 2 (nouveau record du monde); 2. Mijakov (U.R.S.S.), 17 sec. 78; 3. Byggare (P.O.), 17 sec. 79; 4. Baybalt (Fr.), 17 sec. 80.
10 000 mètres. — 1. Baumgartner (R.F.A.), 34 min. 56 sec. 2; 2. Fraoka (R.D.A.), 34 min. 56 sec. 3; 3. Salm (Hong.), 34 min. 56 sec. 4; 4. Salm (Hong.), 34 min. 56 sec. 5.
20 000 mètres. — 1. Baalder (U.R.S.S.), 1 min. 12 sec. 5; 2. Capes (R.D.A.), 1 min. 12 sec. 6; 3. Roman (P.O.), 1 min. 12 sec. 7; 4. Roman (P.O.), 1 min. 12 sec. 8.
30 000 mètres. — 1. Wozola (P.O.), 2 min. 23 sec. 2; 2. Beltschmidt (R.D.A.), 2 min. 23 sec. 3; 3. Wieland (P.-B.), 2 min. 23 sec. 4; 4. Wieland (P.-B.), 2 min. 23 sec. 5.
40 000 mètres. — 1. Kozakiewicz (P.O.), 5 min. 50 sec. 2; 2. Kallomaki (Finl.), 5 min. 50 sec. 3; 3. Kallomaki (Finl.), 5 min. 50 sec. 4; 4. Kallomaki (Finl.), 5 min. 50 sec. 5.
50 000 mètres. — 1. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 2. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 3. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 4. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 5. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 6. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 7. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 8. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 9. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 10. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 11. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 12. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 13. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 14. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 15. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 16. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 17. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 18. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 19. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 20. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 21. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 22. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 23. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 24. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 25. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 26. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 27. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 28. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 29. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 30. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 31. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 32. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 33. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 34. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 35. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 36. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 37. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 38. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 39. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 40. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 41. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 42. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 43. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 44. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 45. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 46. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 47. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 48. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 49. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 50. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 51. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 52. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 53. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 54. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 55. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 56. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 57. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 58. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 59. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 60. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 61. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 62. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 63. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 64. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 65. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 66. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 67. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 68. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 69. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 70. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 71. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 72. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 73. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 74. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 75. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 76. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 77. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 78. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 79. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 80. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 81. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 82. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 83. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 84. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 85. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 86. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 87. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 88. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 89. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 90. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 91. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 92. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 93. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 94. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 95. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 96. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 97. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 98. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 99. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 100. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 101. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 102. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 103. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 104. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 105. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 106. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 107. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 108. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 109. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 110. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 111. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 112. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 113. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 114. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 115. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 116. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 117. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 118. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 119. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 120. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 121. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 122. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 123. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 124. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 125. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 126. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 127. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 128. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 129. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 130. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 131. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 132. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 133. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 134. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 135. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 136. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 137. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 138. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 139. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 140. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 141. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 142. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 143. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 144. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 145. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 146. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 147. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 148. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 149. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 150. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 151. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 152. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 153. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 154. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 155. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 156. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 157. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 158. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 159. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 160. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 161. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 162. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 163. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 164. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 165. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 166. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 167. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 168. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 169. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 170. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 171. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 172. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 173. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 174. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 175. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 176. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 177. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 178. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 179. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 180. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 181. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 182. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 183. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 184. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 185. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 186. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 187. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 188. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 189. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 190. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 191. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 192. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 193. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 194. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 195. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 196. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 197. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 198. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 199. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 200. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 201. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 202. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 203. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 204. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 205. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 206. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 207. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 208. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 209. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 210. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 211. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 212. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 213. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 214. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 215. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 216. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 217. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 218. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 219. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 220. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 221. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 222. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 223. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 224. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 225. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 226. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 227. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 228. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 229. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 230. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 231. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 232. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 233. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 234. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 235. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 236. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 237. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 238. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 239. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 240. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 241. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 242. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 243. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 244. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 245. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 246. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 247. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 248. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 249. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 250. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 251. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 252. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 253. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 254. M. Oelsner (R.D.A.), 7 sec. 24; 255. M. Oelsner (R.D.A.),

L'Occident n'est-il qu'un accident ? par Bertrand Poirot-Delpech

VINGT-CINQ siècles, qu'est-ce que c'est sur trois millions d'années ! Les idées de Dieu monarque, de moi irremplaçable et de science conquérante, que notre petite péninsule a voulu imposer au monde, qu'en reste-t-il déjà, sinon la peur de la mort, de l'autre, et du futur ! Décidément, l'Occident n'aurait été qu'un... accident ; et c'est tant mieux !

Ce jugement sans merci sur l'apport de notre continent à l'épopée humaine, le philosophe marocain Roger Garaudy n'en fait pas seulement un prétexte au Dialogue des civilisations, pensée de toute sa vie et thème de son dernier livre. Il y insiste comme par revanche contre les mensonges cheuvinistes dont l'Europe a maquillé son histoire, et dont elle se berce encore.

Sur ses origines, d'abord. Le miracle grec dont elle se glorifie n'aurait eu lieu sans l'Égypte, la Mésopotamie, l'Asie Mineure. Ce que le christianisme apportait de plus original venait d'Orient et a été parvenu par le platonisme, puis l'impérialisme romain. En érigeant le concept et la technique en instrument de domination sur la nature et plus faible que soi, la Renaissance a préparé les atrocités, l'esclavage, le pillage du tiers-monde, le culte absurde du travail et l'actuelle hégémonie du profit, affolée, suicidaire.

Pour Garaudy, notre histoire coloniale condamne à elle seule l'Occident. A l'origine, le droit du plus fort a été invoqué sans vergogne : par Bugès sur l'Algérie, par Jules Ferry sur le Tonkin. Même le noble Lyautey n'a pas caché que le protectorat marocain représentait une « bonne affaire ». L'Algérie, on s'est gardé de l'évoquer, exportait du blé avant que la conquête ne lui impose du vin alors qu'elle n'en buvait pas. En 1939, nos colonies avaient perdu 40 % de leur pouvoir d'achat de 1880 !

Quant aux bienfaits humanitaires qui auraient compensé cette exploitation et justifié notre présence, Garaudy les réduit à de grossiers alibis. La mortalité infantile serait restée cinq fois plus forte pour les Algériens que pour les colons. L'alphabétisation, infime, aurait surtout visé à consolider notre emprise. Le relais pris aujourd'hui par les multinationales serait encore plus sordide. Tout en se croyant indépendantes et aidées, l'Amérique latine rendrait trois dollars aux États-Unis pour un qu'elle reçoit en aumône...

L'Occident de civiliser le reste du monde, l'Occident a perdu l'occasion de se civiliser lui-même en écrasant les cultures réputées moins avancées parce que moins techniques. Les Mayas ont eu l'idée des décimales avant tout le monde. Les Arabes ont imaginé avant nous la rotativité de la Terre, la vaccination anti-varicelle, l'opérisation de la cataracte, la pénicilline, et même le percement du canal de Suez. Ils ont séduit plus que conquis l'Espagne. La bibliothèque de Cordoue rassemblait cent mille volumes quand celle de Charles V n'en comptait qu'un millier. A Poliers, les plus barbares n'étaient peut-être pas ceux qu'on a dit.

Grâce à leur théorie du « champ continu » opposée à notre vision d'un monde d'atomes cernés de vide, les Chinois nous ont précédés de plusieurs siècles dans la découverte de la boussole, des horloges, de l'imprimerie, du gouvernail. Le Bhagavad-Gîtâ, le soufisme ou l'art de vivre balinais contiennent plus de sagesse pour l'avenir que notre religion

du désir et de la croissance indéfinie. En honorant Jésus, alors que Dante plaçait Mahomet en enfer, le Coran nous donne une leçon de tolérance. C'est au contact des cultures non occidentales que nos artistes ont prêté l'imagination à la géométrie.

Pour éviter notre désintégration et force d'individualisme violent, Garaudy suggère de substituer à l'actuelle perspective hégémonique un dialogue émyphonique entre les civilisations. Cela suppose que l'enseignement donne au moins autant de place aux autres cultures qu'à la nôtre, à l'esthétique qu'à la science, et à la prospective qu'à l'histoire. Nous devrions notamment nous inspirer du tiers-monde, qui détiendrait désormais, selon l'auteur, le monopole des « expériences créatrices » : les socialismes de Tanzanie et d'Algérie, la non-violence de Gandhi, la pédagogie du Brésilien Paulo Freire, la théologie de la libération en Amérique latine, la révolution culturelle chinoise, jugée plus proche du message évangélique que notre Église, l'empire de la propriété et de la hiérarchie.

Pas une réserve, au passage, sur les tyrannies ou les impérialismes qui se mêlent à ces expériences ! Garaudy aurait plus de chances d'être entendu s'il admettait qu'en Orient, aussi, il y a des accidents, et s'il se montrait plus nuancé dans l'exaltation des autres comme dans le dénigrement de nous-mêmes. Il prend le risque d'augmenter, par réaction, le nombre des Occidentaux lassés de battre leur coulpe.

● Pour un dialogue des civilisations de Roger Garaudy

● Mémoires, d'Alan Watts

Mais il est vrai qu'on ne compensera jamais assez le tort qu'a eu notre histoire, comme toutes les histoires, d'être écrite par les vainqueurs !

ARMY les érudits du dialogue entre les civilisations, Alan Watts occupe une place qui apparaît sans doute plus considérable que celle de Garaudy, parce que plus engagée et incarnée.

Né en 1915 et mort en 1973, cet Anglais fixé aux États-Unis dès 1938 et converti au bouddhisme zen après cinq années de prétraie épiscopale n'a pas usé sa réputation de maître à penser, ou plutôt de dé-penser, des beatniks et des hippies de la côte Ouest. Par tous les moyens, de la méditation au LSD, il a prêché d'exemple pour un bonheur débarrassé du péché chrétien, d'un dieu extérieur à soi, du moi vaniteux et éreinté, du temps, du corps, de la vie, de la mort, et « autres concepts sans réalité ».

Après avoir décrit ses expériences — Joyeuse Cosmologie, Psychogéographie orientale, Occidentale (Fayard), Le Bouddhisme zen (Payot), Amour et Connaissance, Matière à réflexion, Le Livre de la sagesse (Denoël), —

Alan Watts en donne aujourd'hui le journal. Il raconte comment la fascination pour Bouddha l'a saisi dès le collège anglais, l'aide que lui ont apportée dans sa synthèse des précurseurs comme Guénon et Huxley sa rupture avec l'Église épiscopale en 1950 et la renommée que connaît l'Académie des études asiatiques de San-Francisco, à la mesure des besoins spirituels insatisfaits par les Universités et les Églises extantes.

PERSUADE que les collectivités « opèrent toujours au niveau inférieur de l'intelligence et de la sensibilité » — cette défiance à l'égard de toute institution restera peut-être le clé de ces années 60. — Watts prêche blâmant au cadre universitaire les rencontres complètement informelles avec les marginaux de Sausalito.

Cette partie de ses souvenirs est celle qui apporte le plus d'éléments nouveaux par rapport à ses ouvrages théoriques. On croise Miller, Jung, Leary, des industriels en vadrouille. On surprend des jugements abrupts de l'auteur : sur la psychanalyse — à quel bon lever des inhibitions sexuelles si c'est pour respecter les pires conventions sociales ! — ou sur la vie intellectuelle des Anglais, que le sens de la liberté, poussé jusqu'à l'excentricité, n'empêcherait pas de sombrer dans un « élégant vide ».

Mais Watts n'échappe pas aux défauts de presque tous les auteurs de Mémoires. Le souci d'être complet fait perdre de vue ce que le lecteur attend. La place donnée aux copains et aux amours d'enfance répond à la vivacité des souvenirs de l'époque, plus qu'à leur intérêt. L'hiver fut froid, septembre arriva vite, Mme X... portait une robe verte, etc. : pas de plongée dans le passé sans ces sacrifices inutiles au pittoresque !

VENANT d'un Occidental qu'on croyait parfaitement orientalisé et défilé de son petit « moi », la déception est plus vive. On s'attendait que son histoire et jusqu'à ses phrases se passent du sujet. On le trouve bien Européen, en définitive, pour quelqu'un qui se présente parfois comme une réincarnation de poètes taoïstes ou de yamabushi japonais, bien bavard pour un ennemi du verbal qui a juré de suggérer l'indicible des choses.

Watts dit quelque part qu'on ne peut pas plus enfermer le monde dans un système qu'expliquer Bach par des mots. Tout eu plus approche-t-on la vérité et la sagesse par métaphore. Pour effacer les limites entre le « moi » et le « tout », l'homme doit développer sa « sensation océanique » de fétus. Le secret de l'univers et de la paix sont à épier dans une nervure de taillie, dans le son de la pluie. L'auteur était pleinement cohérent. Il supprimerait toute biographie de ses Mémoires, qu'il cantonnerait au niveau sans temps ni ego de la spiritualité et de la poésie.

Mais l'Occidental et le professeur, en lui, gardent un pied dans la raison et le pédagogue. Sa conversion n'en est que plus convaincante, et tentant son calme de goutte d'eau au bord d'un toit.

(Vendredi 11 mars.)

★ POUR UN DIALOGUE DES CIVILISATIONS, de Roger Garaudy, Ed. Denoël, 225 pages, 44 F.
★ MÉMOIRES, d'Alan Watts, Ed. Fayard, 468 pages.

Inflexible Spinoza

Il y a trois cents ans mourut Spinoza. Philosophie singulière entre tous, dont Jean-Toussaint Desanti évoque la libre pensée. Et l'actualité, par-delà le temps.

« MISÉRABLE SPINOZA » : « détestable auteur d'un dangereux système » ; ainsi le nommait-on, de son vivant déjà, lui, le philosophe d'Amsterdam « exclu de la Synagogue, ni juif, ni Turc, ni chrétien », et qui avait tranquillement refusé les lumières de la fol. Notre temps connaît d'autres tumultes, et nous sommes sensibles à d'autres scandales. A trois siècles de distance cependant, Spinoza nous interpelle encore comme l'inflexible héros de la libre et pure pensée.

Une quadruple servitude enchaîne les hommes à un monde d'errance et de terreurs. Les religions séduisent et trompent ; les pouvoirs oppriment ; les passions aveuglent ; l'ignorance engendre un univers de fantômes et d'illusions. Mettre les hommes sur un autre chemin, un chemin tel que, pourvu qu'ils s'y engagent à fond et persévèrent sur la voie, ils ne puissent faire autrement que de découvrir par eux-mêmes la source d'une véritable liberté et le pouvoir de l'exercer à jamais : telle est la tâche que Spinoza assigne à la philosophie. Telle est l'urgence qui vit et qu'il faut réveiller au cœur de la pensée.

« Réveiller », qu'est-ce que cela veut dire ? Sinon que le penser souvent demeure comme engourdi et endormi parmi les choses, mais qu'il porte en lui la source et le pouvoir de son éveil ? Il en va ici comme de marcher depuis toujours dans la profondeur d'une forêt où comptant pas à tâtons, je ne serais égaré. Que pourrais-je dire de la forêt ? Saurais-je même que je suis dans une forêt, moi qui vis ici de ma vie d'aveugle, assis à mon exploration muette ? Mais voici ! Je n'y suis pour rien, je marche simplement que la forêt s'ouvre en clairière et que le soleil luit. La nuit se déchire, les formes se dessinent ; et main-

tenant je commence à savoir : j'étais dans une forêt et, au soleil, je peux parler des terreurs de la nuit.

Fourrant, même quand « il se tait », le soleil est toujours là. Aveugle, je marchais en son monde et sous sa garde. Mais qu'il se montre, et je ne puis recuser sa lumière.

Cela, Spinoza l'a dit en son temps et dans son langage. Ce langage dans lequel Spinoza a écrit l'Éthique parle de Dieu, de l'Infini, de la Substance, de la Nature et de l'éternelle nécessité qui l'habite ; il parle des hommes aussi, qui, de cette nature, ce sont d'une infinité d'univers, chacun est également infini et également productif. De cette infinité d'univers, nous autres hommes n'en connaissons que deux : la pensée et l'étendue. Mais l'être absolument infini dans le même mouvement où il se produit lui-même en produit une infinité. Ainsi la nature en son être profond et réel est constituée d'une infinité d'univers parallèles et infinis que Dieu connaît en totalité. De l'un à l'autre, aucune voie de passage.

Chaque « mode » est assigné à un être, et à lui seul, les idées à la pensée, les mouvements à l'étendue, et il en va de même pour les autres univers. Mais la nécessité et la puissance de l'être absolu s'expriment sans résidu ni faille en chacun de ces univers ; de sorte qu'entre eux tous et l'infini le parallélisme est parfait. De quoi inspirer un auteur de science-fiction, pour peu qu'il imagine en quelque univers, dont les hommes n'ont aucune idée, des démons astucieux qui, tournant les lois de la nature, auraient appris à voyager d'un univers à l'autre et à y transporter leurs habitants. Ce que le langage du spinozisme interdit sans recours.

Cessons de rêver pour en venir à l'homme et, un instant, pensons encore à l'image de la sphère. Accordons-lui la pensée. Imaginons que certains des points de sa surface soient des corps d'homme. Si la sphère se pense elle-même, absolument et sans résidu, alors elle pense chacun de ces corps. Mais penser, qu'est-ce que cela veut dire pour elle ? Produire les idées des choses dans le mouvement où elles se produisent elle-même.

Elle ne peut donc produire un corps d'homme sans produire l'idée de ce corps. Or l'idée de

ce corps, qu'est-elle à son tour sinon ce que les hommes appellent l'âme ? L'âme humaine est ainsi l'idée du corps. Dire que nous « avons un corps » est un abus de langage. Le corps se produit dans l'étendue selon l'ordre commun de la nature, l'âme se produit du même mouvement dans la pensée selon la même nécessité. Un homme naît de l'éternel ajustement de ces deux univers parallèles. Conséquences : le corps n'est pas méprisable ; l'âme n'exerce pas sur le corps un pouvoir absolu, qu'elle lui en fait un libre arbitre ; ni le savoir, ni la sagesse ne consistent à s'évader du corps.

A LIRE

LES TEXTES

Il existe deux éditions classiques des « Œuvres complètes » de Spinoza : celle de Van Vloten et Land, et celle de Curt Gebhardt, qui ne comportent toutes deux que le texte latin seul. La meilleure traduction française, malgré quelques erreurs, est celle de Charles Appuhn (en « Livre de poche » Garrec-Flammation, 4 vol.) ; celle de Roland Calviès, Madeleine Francès et Robert Misrahi (Bibliothèque de la pensée) étant plus contestable dans certains de ses choix linguistiques.

LEURS COMMENTAIRES

Parmi les seuls ouvrages français récents et disponibles, on mentionnera, pour une première approche : SPINOZA, de Gilles Deleuze (P.U.F., coll. « Sup-Philosophes ») ; SPINOZA, de Pierre-François Moreau (Seuil, « Écrivains de tous les temps ») ; Et, pour une étude plus approfondie : MARTIAL GUEBOUT : « Spinoza » (t. I : Dieu ; t. II : l'Âme), Ed. Aubier-Montaigne.

GILLES DELEUZE : « Spinoza et le problème de l'expression », Ed. de Minuit. ALEXANDRE MATHERON : « Individu et communauté chez Spinoza », Ed. de Minuit. STÉPHAN ZAC : « Spinoza et le problème de l'écriture », P.U.F.

Signalons enfin qu'une « Bibliothèque spinoziste » a été publiée par J. Préposet en 1974 (Les Belles-Lettres).

R.-P. D.



Gravure anonyme de dix-huitième siècle

Ce pouvoir d'être, cette capacité d'agir que chacun tient de la nature et donc de Dieu, nul ne peut l'abolir. Est bonne la cité qui le reconnaît, l'assume, l'organise et le préserve, préservant en elle-même selon son droit propre, assurant du même coup, en vertu de son essence, la conservation, le droit et la liberté intérieure de chacun de ses membres. Cette cité, Spinoza croyait l'avoir eue sous les yeux un moment, aux Provinces-Unies, au temps de l'oligarchie bourgeoise où gouvernaient les frères de Witt. Illusion ? Peut-être. Il reste que la démocratie, tempérée par l'usage de la raison, était à ses yeux le plus souhaitable des régimes.

JEAN-TOUSSAINT DESANTI.
(Vendredi 11 mars.)

Le Monde

WEEKLY ENGLISH SECTION

Nous rappelons à nos lecteurs que la section hebdomadaire du Monde en langue anglaise est insérée dans le Guardian Weekly et vendue par abonnement dans tous les pays.

EXTRAIT DU TARIF

(Abonnement d'un an)

Voie normale	120 F
Voie aérienne :	
● Europe, Malte, Gibraltar, Chypre	138 F
● Moyen-Orient, Afrique du Nord	154 F
● Amérique, Canada, Afrique, Indes, Pakistan, Ceylon, Hongkong, Malaisie, Antilles	156 F
● Extrême-Orient	170 F

SERVICE DES ABONNEMENTS :

5, rue des Italiens, 75221 Paris - Cedex 09 - C.C.P. 4207-23 Paris « Weekly English Section » — « Le Monde »